

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 4828

[C — 2003/27778]

**16 OCTOBRE 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif au règlement technique
pour la gestion des réseaux de distribution d'électricité en Région wallonne et l'accès à ceux-ci**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, notamment les articles 12, 3°, 13, 15, 16, §§ 1^{er} et 2, et 29, § 2;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 juillet 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 juillet 2003;

Vu la délibération du Gouvernement du 24 juillet 2003 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu la notification à la Commission européenne le 14 août 2003, n° 2003/0303/B-N20E;

Vu l'avis 35.816/2/V du Conseil d'Etat, donné le 25 août 2003 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie;

Après délibération,

Arrête :

TITRE I^{er}. — Dispositions générales

CHAPITRE I^{er}. — Principes généraux

Section 1^{re}. — Champ d'application et définitions

Article 1^{er}. Le présent règlement technique comprend les prescriptions et les règles relatives à la gestion et l'accès au réseau de distribution, en basse tension et en haute tension.

Il contient un code de planification (titre II), un code de raccordement (titre III), un code d'accès (titre IV), un code de mesure (titre V) et un code de collaboration (titre VI) comme précisé ci-après.

Art. 2. Les définitions contenues à l'article 2 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité sont applicables au présent règlement.

En outre, pour l'application du présent règlement, il y a lieu d'entendre par :

1° accès : le droit relatif à l'injection et/ou au prélèvement d'énergie en un ou plusieurs points d'accès;

2° basse tension : niveau de tension inférieur ou égal à 1 kilovolt (kV);

3° charge : une installation d'un utilisateur du réseau de distribution qui consomme de la puissance électrique, active ou réactive, raccordée au réseau de distribution;

4° client résidentiel : client dont l'essentiel de la consommation d'électricité est destinée à l'usage domestique;

5° code de sauvegarde : code opérationnel en vue d'assurer la sécurité, la fiabilité et l'efficacité du système électrique dans des conditions de situation d'urgence tel que défini dans le règlement technique de transport;

6° code de reconstitution : code opérationnel pour la reconstitution du système électrique après un effondrement complet ou partiel tel que défini dans le règlement technique de transport;

7° cogénération : la production combinée d'électricité et de chaleur;

8° comptage : l'enregistrement par un équipement de mesure et par période de temps, de la quantité d'énergie active ou réactive injectée ou prélevée sur le réseau;

9° contrat d'accès : un contrat entre le gestionnaire du réseau de distribution et une personne nommée « détenteur d'accès », conclu conformément au Titre 4 du présent règlement technique et qui contient notamment les conditions particulières relatives à l'accès au réseau de distribution;

10° contrat de coordination de l'appel des unités de production : le contrat conclu entre le gestionnaire du réseau de transport et un responsable d'équilibre pour un ou plusieurs points d'injection et qui contient en particulier les conditions relatives à la coordination de l'appel des unités de production;

11° contrat de raccordement : le contrat conclu, conformément au présent Règlement technique, entre un utilisateur du réseau de distribution et un gestionnaire du réseau de distribution et qui contient les droits, obligations et responsabilités réciproques relatifs à un raccordement déterminé, ainsi que les dispositions techniques pertinentes pour le raccordement des installations;

12° contrat de responsable d'accès : le contrat conclu entre le gestionnaire du réseau de transport et un responsable d'équilibre qui contient en particulier les conditions relatives à l'équilibre;

13° courbe de charge : série mesurée ou calculée de données concernant le prélèvement ou l'injection d'énergie en un point d'accès par période élémentaire;

14° décret : le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité;

15° détenteur d'accès : la partie ayant signé un contrat d'accès avec le gestionnaire du réseau de distribution;

16° donnée de mesure : une donnée obtenue par un comptage ou une mesure au moyen d'un équipement de mesure;

17° EAN-GSRN : European Article Number/Global Service Related Number (champ numérique unique de 18 positions pour l'identification univoque d'un point d'accès);

18° EDIEL : Electronic Data Interchange for the Electric Industry (fait partie de la norme internationale UN/EDIFACT pour la transmission électronique de données entre gestionnaires et utilisateurs de réseaux électriques);

19° énergie active : l'intégrale de la puissance active pendant une période de temps déterminée;

20° énergie réactive : l'intégrale de la puissance réactive pendant une période déterminée;

21° équipement de mesure : un équipement électrique destiné aux comptages et aux mesures en un point de mesure déterminé; ceci comprend notamment les compteurs, les appareils de mesure, les transformateurs de mesure, les équipements de télécommunication et les protections correspondantes;

22° erreur significative : une erreur dans une donnée de mesure supérieure à la précision totale de l'ensemble des équipements de mesure déterminant cette donnée de mesure et qui est susceptible d'influencer négativement le processus industriel ou la facturation liée à cette donnée de mesure;

23° FPE : Fédération professionnelle des producteurs et distributeurs d'électricité de Belgique;

24° fréquence : le nombre de cycles par seconde de la composante fondamentale de la tension, exprimée en Hertz (Hz);

25° gestionnaire du réseau de distribution : tout gestionnaire d'un réseau de distribution désigné conformément à l'article 10 du décret;

26° gestionnaire du réseau de transport local la personne désignée conformément aux dispositions du chapitre II du décret;

27° gestionnaire du réseau de transport : la personne désignée conformément à l'article 10 de la loi

28° haute tension : niveau de tension supérieur à 1 kilovolt;

29° injection : la fourniture de puissance au réseau de distribution;

30° installation de l'utilisateur du réseau de distribution : une installation d'un utilisateur du réseau de distribution qui est électriquement reliée au réseau de distribution par un raccordement sans faire partie de celui-ci;

31° installation qui fait fonctionnellement partie du réseau de distribution : une installation sur laquelle un utilisateur du réseau de distribution possède le droit de propriété ou de jouissance, mais dont la fonction est celle d'une installation du réseau de distribution, cette notion étant précisée dans le contrat de raccordement ou une convention en faisant partie;

32° jeu de barres : l'ensemble triphasé de trois rails métalliques ou de trois conducteurs qui composent chacun les points de tensions identiques et communs à chaque phase d'un système triphasé et qui permettent la connexion des installations (instruments, lignes, câbles) entre elles;

33° jour D : un jour calendrier;

34° jour D-1 : le jour calendrier précédant le jour D;

35° jour ouvrable : chaque jour de la semaine, à l'exception du samedi, du dimanche et des jours fériés légaux;

36° loi : la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité;

37° mesure : l'enregistrement au moyen d'un système de mesure d'une valeur physique en un instant donné;

38° mesure comptable : mesure ou comptage utilisé pour la facturation des services fournis;

39° pertes actives : la dissipation de puissance active au sein du réseau de distribution lui-même et qui est causée par son utilisation;

40° plan de délestage plan faisant l'objet d'un arrêté ministériel fédéral et précisant les coupures, les réductions de fournitures et les priorités que le gestionnaire du réseau de transport doit imposer lorsque le réseau est en péril;

41° point d'accès : un point d'injection et/ou de prélèvement;

42° point d'injection : la localisation physique et le niveau de tension d'un point où la puissance peut être injectée au réseau;

43° point d'interconnexion : point physique convenu mutuellement entre gestionnaires de réseaux où est réalisée la connexion entre leurs réseaux respectifs;

44° point de mesure : la localisation physique et le niveau de tension du point où un système de mesure est en contact avec un point du système électrique;

45° point de prélèvement : la localisation physique et le niveau de tension d'un point du réseau de distribution où une charge est raccordée en vue d'y prélever de la puissance électrique;

46° point de raccordement : la localisation physique et le niveau de tension du point où le raccordement est connecté au réseau de distribution et où il est possible de connecter et de déconnecter;

47° prélèvement : l'extraction de puissance à partir du réseau de distribution;

48° programme d'accès : la prévision raisonnable des injections et prélèvements de puissance active quart horaire pour un point d'accès et pour un jour donnés;

49° puissance active : la partie de la puissance électrique pouvant être transformée en d'autres formes de puissance telles que mécanique ou thermique.

Pour un système triphasé, sa valeur est égale à $3.U.I.\cos\phi$ où U et I sont les valeurs efficaces des composantes fondamentales de la tension composée (entre phases) et du courant et où phi représente le déphasage (décalage temporel) entre les composantes fondamentales de cette tension et de ce courant; la puissance active est exprimée en Watts ou en ses multiples. Dans le cas où la tension simple (entre phase et neutre) est utilisée, la formule devient $3.U.I.\cos\phi$.

Pour un système monophasé, sa valeur est égale à $U.I.\cos\phi$ où U et I sont les valeurs efficaces des composantes fondamentales de la tension et du courant et où phi représente le déphasage (décalage temporel) entre les composantes fondamentales de cette tension et de ce courant;

50° puissance apparente : pour un système triphasé, la quantité égale à $3.U.I.$, où U et I sont les valeurs efficaces des composantes fondamentales de la tension composée et du courant. Dans le cas où la tension simple est utilisée, la formule devient $3.U.I.$; la puissance apparente est exprimée en VA ou en ses multiples.

Pour un système monophasé, cette valeur est égale à $U.I.$ où U et I sont les valeurs efficaces des composantes fondamentales de la tension et du courant.

51° puissance de raccordement : la puissance maximale définie dans le contrat de raccordement et exprimée en voltampères (VA) ou en ses multiples, dont l'utilisateur du réseau de distribution peut disposer au moyen de son raccordement;

52° puissance quart horaire : la puissance moyenne prélevée ou injectée sur une période d'un quart d'heure, exprimée en Watts (W) en cas de puissance active, en vars (VAr) en cas de puissance réactive, et en voltampères (VA) en cas de puissance apparente, ou en leurs multiples;

53° puissance réactive : pour un système triphasé, la quantité égale à $3.U.I.\sin\phi$, où U et I sont les valeurs efficaces des composantes fondamentales de la tension composée et du courant et où ϕ représente le déphasage (décalage temporel) entre les composantes fondamentales de cette tension et de ce courant; la puissance réactive est exprimée en VAr ou en ses multiples. Dans le cas où la tension simple est utilisée, la formule devient $3.U.I.\sin\phi$.

Pour un système monophasé, cette valeur est égale à $U.I.\sin\phi$ où U et I sont les valeurs efficaces des composantes fondamentales de la tension et du courant et où ϕ représente le déphasage (décalage temporel) entre les composantes fondamentales de cette tension et de ce courant.

54° puissance souscrite : la puissance quart horaire active maximum d'injection ou de prélèvement, déterminée dans un contrat d'accès et portant sur un point d'accès et une période donnée;

55° qualité de l'électricité : l'ensemble des caractéristiques de l'électricité pouvant exercer une influence sur le réseau de distribution, les raccordements et les installations d'un utilisateur du réseau de distribution, et comprenant en particulier la continuité de la tension et les caractéristiques électriques de cette tension à savoir notamment sa fréquence, son amplitude, sa forme d'onde et sa symétrie;

56° raccordement : l'ensemble des équipements nécessaires pour relier les installations de l'utilisateur du réseau de distribution au réseau de distribution, y compris généralement les installations de mesure;

57° registre d'accès : le registre tenu par le gestionnaire du réseau de distribution, où sont indiqués notamment, par point d'accès, le responsable d'équilibre et le fournisseur;

58° registre des responsables d'accès : registre tenu par le gestionnaire du réseau de transport conformément au règlement technique de transport;

59° règlement technique de transport : l'arrêté royal du 19 décembre 2002 établissant un Règlement technique pour la gestion du réseau de transport d'électricité et l'accès à celui-ci;

60° règlement technique de transport local : le règlement technique pour la gestion du réseau de transport local d'électricité en Région wallonne et l'accès à celui-ci, prévu à l'article 13 du décret;

61° réseau de transport : l'ensemble des installations servant au transport de l'électricité à une tension supérieure à 70 kilovolts, établies sur le territoire belge et telles que définies par l'article 2, 7°, de la loi;

62° responsable d'équilibre : la personne physique ou morale responsable de l'équilibre, à l'échelle du quart d'heure, d'un ensemble d'injections ou de prélèvements à l'intérieur de la zone de réglage belge, et qui est enregistré à cette fin dans le registre des responsables d'accès;

63° RGIE : Règlement Général des Installations Electriques approuvé par l'arrêté royal du 10 mars 1981 rendant obligatoire ledit Règlement pour les installations domestiques et certaines lignes de transport et de distribution d'énergie électrique;

64° RGPT : Règlement Général pour la Protection du Travail approuvé par les arrêtés du Régent des 11 février 1946 et 27 septembre 1947

65° services auxiliaires : pour les réseaux de distribution, l'ensemble des services suivants :

— le réglage de la tension et de la puissance réactive;

— la compensation des pertes sur le réseau;

66° système électrique : l'ensemble des équipements formé des réseaux interconnectés, des installations de raccordement et des installations des utilisateurs raccordées à ces réseaux;

67° unité de production : une unité physique comprenant au moins un générateur qui produit de l'électricité;

68° unité de production décentralisée : unité de production dont l'appel n'est pas coordonné de manière centralisée;

69° utilisateur du réseau de distribution : un client final ou un producteur dont les installations sont raccordées au réseau de distribution.

Art. 3. Les délais exprimés en jours, indiqués dans le présent règlement, se comptent de minuit à minuit. Ils commencent à courir le jour ouvrable qui suit le jour de la réception de la notification officielle. En l'absence de notification officielle, les délais commencent à courir le jour ouvrable qui suit le jour de la prise de connaissance de l'événement en cause.

Section 1.2. — Tâches et obligations du gestionnaire du réseau de distribution

Art. 4. § 1^{er}. Dans la zone pour laquelle il est désigné, le gestionnaire du réseau de distribution exécute les tâches et obligations qui lui incombent en vertu du décret et de ses arrêtés d'exécution afin d'assurer la distribution d'électricité entre les différents utilisateurs du réseau de distribution tout en surveillant, maintenant et, le cas échéant, en rétablissant la sécurité, la fiabilité et l'efficacité du réseau de distribution.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution définit préalablement les moyens nécessaires et proportionnés à la bonne réalisation de ses missions et met tous les moyens raisonnables en œuvre pour les obtenir.

Ces moyens nécessaires et proportionnés seront définis pour la première fois au moment du premier établissement du plan d'adaptation prévu à l'article 15 du décret. Ils seront réexaminés et, éventuellement, actualisés lors des révisions successives du plan d'adaptation.

Dans l'exécution de ses tâches, le gestionnaire du réseau de distribution met en œuvre tous les moyens adéquats que les utilisateurs du réseau sont en droit d'attendre de lui et qui peuvent, en tenant compte de la situation particulière, être raisonnablement obtenus.

§ 3. Le gestionnaire du réseau de distribution veille à ce que la tension fournie en chaque point de raccordement satisfasse aux dispositions de la norme NBN EN 50160 « Caractéristiques de la tension fournie par les réseaux publics de distribution ».

§ 4. En cas de coupure non planifiée du réseau de distribution ou du raccordement, le gestionnaire du réseau de distribution doit être sur place dans les deux heures qui suivent l'appel de l'utilisateur du réseau de distribution, avec les moyens appropriés pour commencer les travaux qui conduisent à l'élimination du défaut.

Sauf cas de force majeure, impossibilité technique ou circonstances exceptionnelles (tempêtes, violents orages, chutes de neige importantes, ...), s'il constate que la réparation nécessitera plus de quatre heures, le gestionnaire du réseau de distribution prendra ses dispositions pour rétablir l'alimentation du réseau par tout moyen de production provisoire qu'il jugera utile, de préférence, au niveau de la cabine de transformation haute tension/basse tension. Il en sera de même pour toute coupure planifiée du réseau de distribution dont la durée cumulée prévue dépasserait quatre heures dans une semaine; dans ce dernier cas, le gestionnaire du réseau de distribution conviendra avec les fournisseurs des modalités de récupération de la valeur de l'énergie qu'il a fournie.

Art. 5. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution envoie chaque année à la CWaPE, avant le 31 mars, le rapport prévu par l'article 24 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2002 relatif aux gestionnaires de réseaux, dans lequel il décrit la qualité de ses prestations durant l'année calendrier écoulée.

§ 2. Ce rapport décrit :

1° la fréquence et la durée moyenne des interruptions d'accès à son réseau de distribution, ainsi que la durée annuelle totale de l'interruption, durant l'année calendrier indiquée. Ces informations sont fournies séparément pour la basse et la haute tension. Leur présentation peut être établie sur base de la méthode décrite dans la prescription technique FPE C10/14 intitulée « Indices de qualité. Disponibilité de l'accès au réseau de distribution » ou toutes autres prescriptions au moins équivalentes;

2° le respect des critères de qualité relatifs à la forme d'onde de la tension tels que décrits aux chapitres 2 et 3 de la norme NBN EN 50160;

3° la qualité des services fournis et, le cas échéant, les manquements aux obligations découlant du présent règlement et les raisons de ceux-ci.

§ 3. La CWaPE peut établir un modèle de rapport.

CHAPITRE II. — Echange d'informations et confidentialité

Section 2.1. — Echange d'informations

Art. 6. § 1^{er}. Toute notification ou communication faite en exécution du présent règlement technique doit avoir lieu par écrit, selon les formes et conditions prévues à l'article 2281 du Code civil, avec identification claire de l'expéditeur et du destinataire. Sauf stipulation contraire, le gestionnaire du réseau de distribution peut préciser, après en avoir préalablement informé la CWaPE, la forme des documents dans lesquels ces informations doivent être échangées.

§ 2. En cas d'urgence, des informations peuvent être échangées oralement. Dans tous les cas, ces informations orales doivent être confirmées le plus rapidement possible conformément au § 1 du présent article.

Art. 7. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 6, les informations commerciales et techniques échangées entre les différentes parties concernées sont délivrées par voie électronique (permettant la validation d'un envoi par l'émission d'un accusé de réception) selon un protocole de communication conforme à la norme EDIEL et précisé dans un Message Implementation Guide (MIG). Ce MIG est convenu d'un commun accord entre l'ensemble des gestionnaires de réseau, qui en informent la CWaPE. En l'absence d'accord, la CWaPE peut imposer un MIG.

§ 2. Le protocole visé au § 1^{er} n'est pas d'application obligatoire pour les échanges d'informations entre :

— le gestionnaire du réseau de distribution et un client final, si ce dernier préfère un autre protocole et l'a convenu avec le gestionnaire du réseau de distribution dans son contrat d'accès, ou dans un avenant à celui-ci;

— entre le gestionnaire du réseau de transport local et un gestionnaire du réseau de distribution si un autre protocole a été explicitement convenu d'un commun accord, avec information à la CWaPE.

§ 3. Sans préjudice des dispositions, légales et réglementaires, le gestionnaire du réseau de distribution peut préciser, après en avoir préalablement informé la CWaPE, des mesures techniques et administratives relatives aux informations à échanger afin d'en garantir la confidentialité telle que définie à la section 2.2 du présent chapitre.

Art. 8. § 1^{er}. Le tableau 1 à l'annexe I comprend la liste des informations que le gestionnaire du réseau de distribution peut demander auprès des utilisateurs du réseau de distribution qui disposent d'un raccordement à la haute tension. Cette liste n'est pas limitative. Le gestionnaire du réseau de distribution peut à tout moment demander les informations complémentaires dont il justifie avoir besoin pour des raisons de sécurité, de fiabilité et d'efficacité du réseau de distribution.

§ 2. L'utilisateur du réseau de distribution informe sans délai le gestionnaire du réseau de distribution de toute modification de ses installations dans la mesure où cette modification exige une adaptation des informations communiquées précédemment.

Art. 9. En l'absence de dispositions expresses en la matière dans le présent règlement, les gestionnaires des réseaux de distribution, les utilisateurs du réseau de distribution, les fournisseurs et les responsables d'équilibre s'efforcent de communiquer dans les meilleurs délais les informations nécessaires conformément au présent règlement.

Art. 10. Lorsqu'une partie est chargée, conformément au présent règlement ou aux contrats conclus en vertu de celui-ci, de fournir à une autre partie des informations émanant de chez elle, elle prend les dispositions nécessaires pour assurer au destinataire des informations que le contenu en a été dûment vérifié.

Section 2.2. — Confidentialité

Art. 11. Celui qui communique des informations identifie comme telles les informations confidentielles et/ou commercialement sensibles. La communication à des tiers d'informations confidentielles et/ou commercialement sensibles par le destinataire de ces informations n'est pas permise, sauf si au moins une des conditions suivantes est remplie :

1. la communication est requise dans le cadre d'une procédure judiciaire ou imposée par les autorités;
2. les dispositions légales ou réglementaires concernant l'organisation du marché de l'électricité imposent la divulgation ou la communication des informations en question;
3. il existe une autorisation écrite préalable de celui dont émanent les informations confidentielles et/ou commercialement sensibles;
4. la gestion du réseau de distribution ou la concertation avec d'autres gestionnaires de réseau requiert la communication de ces informations par le gestionnaire du réseau de distribution.;
5. l'information est habituellement accessible ou disponible dans le public.

Lorsque la communication à des tiers s'effectue sur la base des conditions reprises sous les points 2, 3 et 4 ci-dessus, le destinataire de l'information doit s'engager, sans préjudice des dispositions légales ou réglementaires applicables, à donner à cette information le même degré de confidentialité que celui donné lors de la communication initiale.

Section 2.3. — Publicité des informations

Art. 12. Chaque gestionnaire de réseau de distribution met les informations suivantes à la disposition du public et en tout cas sur un serveur accessible via Internet :

1. les conditions générales des contrats à conclure en vertu du présent règlement;
2. les procédures qui sont d'application et auxquelles le présent règlement fait référence;
3. les formulaires nécessaires à l'échange des informations conformément au présent règlement;
4. les tarifs d'accès à son réseau de distribution.

CHAPITRE III. — Contrats, procédures et formulaires

Art. 13. Les conditions générales des contrats à conclure en vertu du présent règlement, ainsi que toutes modifications qui y sont apportées, sont transmises à la CWaPE, sans délai et en tout cas deux mois avant leur entrée en vigueur.

Art. 14. Les procédures et les formulaires mentionnés dans le présent règlement, ainsi que les modifications qui y sont apportées, suivent la procédure prévue à l'article 13.

CHAPITRE IV. — Accès des personnes aux installations

Section 4.1. — Prescriptions générales relatives à la sécurité des personnes et des biens

Art. 15. Les dispositions légales et réglementaires applicables en matière de sécurité des biens et des personnes, telles que le RGPT et le RGIE, ainsi que la norme NBN EN 50110-1 « Exploitation des installations électriques » et la norme NBN EN 50110-2 « Exploitation des installations électriques (annexes nationales) » sont d'application pour toute personne intervenant sur le réseau, y compris le gestionnaire du réseau de distribution, les utilisateurs du réseau de distribution, les fournisseurs, les responsables d'équilibre, les autres gestionnaires de réseau et leur personnel respectif, ainsi que des tiers intervenant sur le réseau de distribution à la demande d'une des parties précitées.

Section 4.2. — Accès des personnes aux installations du gestionnaire du réseau de distribution

Art. 16. § 1^{er}. L'accès à tout bien meuble ou immeuble sur lequel le gestionnaire du réseau de distribution possède le droit de propriété ou de jouissance s'effectue à tout moment conformément à la procédure d'accès et aux prescrits de sécurité du gestionnaire du réseau de distribution et avec son accord explicite préalable.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution a le droit d'accéder à toutes les installations sur lesquelles il possède le droit de propriété ou de jouissance et qui se trouvent sur le site de l'utilisateur du réseau de distribution. L'utilisateur du réseau de distribution veille à ce que le gestionnaire du réseau de distribution ait un accès permanent ou prend les mesures nécessaires pour le lui donner immédiatement et en tout temps.

§ 3. Si l'accès à un bien meuble ou immeuble du gestionnaire du réseau de distribution est subordonné à des procédures d'accès spécifiques et à des prescriptions de sécurité en vigueur chez l'utilisateur du réseau de distribution, ce dernier doit en informer préalablement et par écrit le gestionnaire du réseau de distribution. A défaut, le gestionnaire du réseau de distribution suit ses propres prescriptions de sécurité.

Section 4.3. — Accès des personnes aux installations de l'utilisateur du réseau de distribution et modalités particulières relatives aux installations faisant fonctionnellement partie du réseau de distribution ou ayant une influence non négligeable sur celui-ci

Art. 17. § 1^{er}. Lorsque le gestionnaire du réseau de distribution estime que certaines installations de l'utilisateur du réseau de distribution font fonctionnellement partie du réseau de distribution ou ont une influence non négligeable sur le fonctionnement du réseau de distribution, sur le(s) raccordement(s) ou installation(s) d'autre(s) utilisateur(s) du réseau de distribution, il le signale et le justifie à l'utilisateur du réseau de distribution et à la CWaPE.

Moyennant avis favorable et préalable de la CWaPE, une convention écrite est négociée et conclue entre le gestionnaire du réseau de distribution et l'utilisateur du réseau de distribution qui reprend la liste des installations concernées, ainsi que les responsabilités de conduite, de gestion et d'entretien de ces installations.

Cette convention garantit à l'utilisateur du réseau de distribution le respect de tous les engagements antérieurs, en ce compris le maintien de la capacité du raccordement existant, sauf accord écrit en sens contraire de l'utilisateur du réseau de distribution et moyennant indemnisation adéquate de ce dernier. Cette convention décrit également les

modalités financières de prise en charge par le gestionnaire du réseau de distribution de tous les frais occasionnés par cette modification du statut des équipements de raccordement, y compris le dédommagement du propriétaire des installations. Cette convention constitue un avenant au contrat de raccordement.

Pour les nouveaux raccordements, cette convention est, le cas échéant, annexée au contrat de raccordement.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution a le droit d'accéder au raccordement et aux installations visées au § 1^{er} afin d'y effectuer des inspections, des tests et/ou des essais. De plus, si ces installations fonctionnent normalement partie du réseau de distribution, le gestionnaire du réseau de distribution doit y avoir accès pour y effectuer les interventions prévues dans la convention visée au § 1^{er}. L'utilisateur du réseau de distribution veille à cet effet à fournir un accès permanent au gestionnaire du réseau de distribution ou prend les mesures nécessaires pour le lui accorder immédiatement et en tout temps.

§ 3. Préalablement à toute exécution des inspections, tests et/ou essais visés au § 2, l'utilisateur du réseau de distribution est tenu d'informer par écrit le gestionnaire du réseau de distribution des prescriptions de sécurité applicables. A défaut, le gestionnaire du réseau de distribution suit ses propres prescriptions de sécurité.

Section 4.4. — Travaux au réseau de distribution ou aux installations de l'utilisateur du réseau de distribution

Art. 18. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution a le droit de mettre l'utilisateur du réseau de distribution en demeure lorsque la sécurité ou la fiabilité du réseau de distribution nécessite une adaptation des installations sur lesquelles l'utilisateur du réseau de distribution possède le droit de propriété ou de jouissance.

La mise en demeure écrite décrit les adaptations nécessaires, leur motivation et leur délai d'exécution. En cas de non-exécution de ces travaux par l'utilisateur du réseau de distribution dans le délai fixé par la mise en demeure, le gestionnaire du réseau de distribution a le droit, après une ultime mise en demeure avec copie à la CWaPE, de suspendre l'alimentation à la fin du délai fixé dans cette ultime mise en demeure. Les frais des travaux décrits dans cet article sont à charge du gestionnaire du réseau de distribution, sauf s'il démontre qu'ils sont dus à des manquements de l'utilisateur. Le cas échéant, les § 2 et 3 de l'article 17 sont applicables.

§ 2. Le § 1^{er} du présent article s'applique également lorsque l'efficacité du réseau de distribution nécessite une adaptation des installations sur lesquelles l'utilisateur du réseau de distribution possède le droit de propriété ou d'usage, moyennant concertation préalable avec l'utilisateur du réseau de distribution en ce qui concerne les travaux nécessaires et leur délai d'exécution.

Art. 19. Les travaux, y compris les inspections, tests et/ou essais, doivent être exécutés conformément aux dispositions du présent règlement et aux contrats conclus en vertu du présent règlement.

CHAPITRE V. — Situation d'urgence et force majeure

Section 5.1. — Définition d'une situation d'urgence

Art. 20. Dans le présent règlement, est considérée comme une situation d'urgence :

1. la situation qui fait suite à la force majeure et dans laquelle doivent être prises des mesures exceptionnelles et temporaires pour faire face aux conséquences de la force majeure afin de pouvoir garantir ou rétablir le fonctionnement sûr et fiable du réseau de distribution;

2. une situation qui fait suite à un événement qui, bien qu'il ne puisse pas être qualifié de force majeure selon l'état actuel de la jurisprudence et de la doctrine, exige, selon l'évaluation du gestionnaire du réseau de distribution ou de l'utilisateur du réseau de distribution, une intervention urgente et adaptée du gestionnaire du réseau de distribution afin de pouvoir garantir ou rétablir le fonctionnement sûr et fiable du réseau de distribution, ou d'empêcher d'autres dommages. Le gestionnaire du réseau de distribution justifie cette intervention a posteriori auprès des utilisateurs et de la CWaPE.

Section 5.2. — Force majeure

Art. 21. Les situations suivantes, pour autant qu'elles soient irrésistibles et imprévisibles, sont considérées comme des cas de force majeure pour le gestionnaire du réseau de distribution aux fins du présent règlement :

1° les catastrophes naturelles, y compris les tremblements de terre, les inondations, les tempêtes, les cyclones ou d'autres circonstances climatologiques exceptionnelles;

2° une explosion nucléaire ou chimique et ses conséquences;

3° l'indisponibilité subite des installations pour des raisons autres que la vétusté, le manque d'entretien ou la qualification des opérateurs; y compris un effondrement du système informatique, provoqué ou non par un virus, alors que toutes les mesures préventives avaient été prises, eu égard à l'état de la technique;

4° l'impossibilité technique, temporaire ou permanente, pour le réseau de distribution de fournir de l'électricité en raison d'un manque brutal d'injection d'énergie venant du réseau de transport ou de transport local et non compensable par d'autres moyens;

5° l'incendie, l'explosion, le sabotage, l'acte de nature terroriste, l'acte de vandalisme, les dégâts provoqués par des actes criminels et les menaces de même nature;

6° la guerre déclarée ou non, la menace de guerre, l'invasion, le conflit armé, l'embargo, la révolution, la révolte;

7° le fait du prince, dont notamment les situations dans lesquelles l'autorité compétente invoque l'urgence et impose des mesures exceptionnelles et temporaires aux gestionnaires de réseaux de distribution ou aux utilisateurs du réseau de distribution afin de pouvoir maintenir ou rétablir le fonctionnement sûr et fiable de l'ensemble des réseaux.

Section 5.3. — Intervention du gestionnaire du réseau de distribution

Art. 22. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution est autorisé à entreprendre toutes les actions qu'il juge nécessaires aux fins de la sécurité et de la fiabilité du réseau de distribution lorsque la situation d'urgence est invoquée par le gestionnaire du réseau de distribution ou un autre gestionnaire de réseau, un utilisateur du réseau de distribution, un fournisseur ou toute autre personne concernée.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution prend toutes les actions préventives nécessaires aux fins de limiter les conséquences dommageables des événements exceptionnels annoncés ou raisonnablement prévisibles.

Les actions que le gestionnaire du réseau de distribution prend dans le cadre du présent article lient toutes les personnes concernées.

§ 3. Dans le cas où une situation d'urgence porte simultanément sur le réseau de transport et/ou de transport local et un ou plusieurs réseaux de distribution, les mesures doivent être prises conformément au Règlement technique de transport et/ou de transport local.

Section 5.4. — Suspension des obligations

Art. 23. § 1^{er}. En cas de situation d'urgence, l'exécution des tâches et des obligations est suspendue en partie ou en totalité, mais uniquement pour la durée de l'événement qui donne lieu à cette situation d'urgence.

§ 2. Les obligations à caractère financier contractées avant la situation d'urgence doivent être exécutées.

Art. 24. § 1^{er}. La partie qui invoque la situation d'urgence est néanmoins tenue de mettre raisonnablement tout en œuvre pour :

1. minimiser les effets de la non-exécution de ses obligations;
2. remplir à nouveau ses obligations suspendues dans les plus brefs délais.

§ 2. La partie qui suspend ses obligations communique dès que possible et par tout moyen disponible à toutes les parties concernées les raisons pour lesquelles elle a suspendu ses obligations en partie ou en totalité et la durée prévisible de la situation d'urgence.

CHAPITRE VI. — Enfouissement des lignes électriques

Art. 25. § 1^{er}. Lorsque l'amélioration, le renouvellement ou l'extension du réseau de distribution conduit à établir de nouvelles liaisons, à renouveler ou à modifier fortement des liaisons existantes, les nouvelles liaisons seront réalisées par des câbles souterrains et il sera procédé à l'enfouissement des lignes à renouveler ou à modifier fortement.

§ 2. Ces projets d'enfouissement seront communiqués à la CWaPE soit à l'occasion de l'établissement du plan d'adaptation du réseau de distribution soit lors de toute demande spécifique de modification du réseau de distribution.

§ 3. Si le gestionnaire du réseau de distribution estime ne pas pouvoir respecter cette priorité à l'enfouissement, il établira pour chaque cas une justification qu'il enverra à la CWaPE par courrier recommandé préalablement à toute réalisation et ne pourra effectuer les travaux avant réception de l'avis de la CWaPE prévu au § 5 ci-après. Cette justification portera au minimum sur les aspects suivants :

1° les aspects techniques tels que notamment les modifications des transferts d'énergie dans le réseau, la modification de la puissance de court-circuit et son incidence sur les équipements avoisinants, la fiabilité et la disponibilité de la liaison, le temps moyen de réparation, les courants respectifs et la variation du facteur de puissance, les risques de surtension et les pertes en réseau, la sensibilité aux courants vagabonds et les risques éventuels liés à la proximité d'autres équipements externes;

2° les aspects économiques tels que notamment les coûts comparatifs d'installation, de contrôle, d'entretien, de renforcement des lignes et des câbles et les coûts des pertes en réseau, les incidences éventuelles sur la structure du réseau ou sur les équipements électriques avoisinants, les possibilités et durées d'amortissement de ces frais compte tenu notamment des durées de vie estimées;

3° les aspects légaux et réglementaires tels que, notamment l'occupation du sous-sol de la voirie et l'ouverture de celle-ci lors de la pose ou d'intervention éventuelle, les modifications prévisibles de cette voirie et de sa destination;

4° les aspects environnementaux et patrimoniaux tels que l'incidence sur le paysage, les biens protégés, le sous-sol archéologique, et sur la structure du sol, le voisinage avec des habitations et l'importance des champs électriques et magnétiques induits, l'influence sur la faune et sur la flore;

5° les réalisations alternatives proposées par le gestionnaire du réseau de distribution afin de mieux satisfaire l'objectif poursuivi dans la priorité à l'enfouissement des lignes.

§ 4. La CWaPE peut demander des informations complémentaires dans les 15 jours de la réception des dossiers justificatifs.

§ 5. Dans un délai de 2 mois après la réception du dossier complet, la CWaPE émettra un avis qu'elle transmettra vers le gestionnaire du réseau de distribution et le ministre. Ce délai peut-être raccourci en cas d'urgence exceptionnelle.

CHAPITRE VII. — Exigences techniques minimales pour l'établissement des infrastructures du réseau

Art. 26. § 1^{er}. Les infrastructures du réseau de distribution sont conformes aux lois, règlements et normes en vigueur et particulièrement au RGIE.

§ 2. Elles sont conçues pour acheminer en sécurité l'énergie électrique vers les différents points de prélèvement et pour assurer la répartition de l'énergie apportée aux points d'injection. Le gestionnaire du réseau de distribution adapte le réseau de distribution aux flux normalement prévisibles. Il veille à ce qu'en toutes circonstances, les distances de sécurité entre ses installations et les personnes ou les biens de tiers soient respectées.

§ 3. Les protections des équipements du réseau de distribution sont conçues et réglées de façon à éliminer efficacement les défauts et/ou surcharges. Des protections sélectives de second niveau sont prévues pour pallier le non fonctionnement des protections normales.

CHAPITRE VII. — Lignes directes

Art. 27. Toutes les lignes directes sont soumises aux prescriptions applicables du présent règlement et tout particulièrement au RGIE.

Art. 28. Pour permettre à la CWaPE de donner au Ministre son avis sur l'autorisation de construction d'une nouvelle ligne directe, l'utilisateur de réseau de distribution qui est demandeur, introduit un dossier justificatif détaillé auprès de la CWaPE, en deux exemplaires et par lettre recommandée ou remise contre accusé de réception, y compris le refus motivé du gestionnaire de réseau.

Art. 29. La CWaPE vérifie si tous les documents nécessaires pour l'examen de la demande sont en sa possession.

Si elle estime que la demande doit être complétée, elle en avise le demandeur par lettre recommandée dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la demande. Elle précise les informations complémentaires souhaitées et fixe un délai qui ne peut excéder trois semaines, prescrit à peine de déchéance de la demande, dans lequel le demandeur est invité à compléter sa demande.

Art. 30. La CWaPE vérifie à l'aide de tout document en sa possession si la demande est justifiée et qu'il n'y a aucune autre alternative techniquement et économiquement valable.

Lorsque la CWaPE estime la demande non justifiée, elle en avise le demandeur par lettre recommandée dans un délai d'un mois à dater de la réception de la demande ou, le cas échéant, de la réception des compléments obtenus en application de l'article 29.

Elle précise les raisons pour lesquelles elle considère la demande non justifiée et fixe un délai d'un mois maximum, prescrit à peine de déchéance de la demande, dans lequel le demandeur peut fournir par lettre recommandée ses observations, justifications ou tout autre complément d'information. La CWaPE est tenue d'entendre le demandeur qui en fait la requête.

Art. 31. Dans un délai de deux mois à dater de la réception de la demande ou, le cas échéant, des compléments, observations et justifications visées aux articles 29 et 30, la CWaPE transmet au Ministre le texte de la demande, ses annexes ainsi que son avis motivé.

TITRE II. — Code de planification

CHAPITRE Ier. — Données en vue d'établir un plan d'adaptation

Art. 32. Dans le cadre des règles opérationnelles pour la gestion technique des flux d'électricité, le gestionnaire du réseau de distribution convient avec la CWaPE des modalités pratiques de concertation en vue de l'établissement d'un plan d'adaptation de son réseau sur base des informations telles que décrites dans le présent titre.

Art. 33. § 1^{er}. L'établissement d'un plan d'adaptation du réseau de distribution en vue d'améliorer la gestion des flux d'électricité qui le parcourent et de remédier aux problèmes risquant de compromettre la sécurité et la continuité de l'approvisionnement en énergie électrique comprend les phases suivantes :

- une estimation détaillée des besoins en capacité de distribution;
- l'analyse des moyens nécessaires pour rencontrer ces besoins;
- la comparaison des moyens nécessaires avec les moyens existants;
- l'énumération des travaux et investissements nécessaires pour adapter le réseau de distribution en vue de remédier aux problèmes décelés;
- l'établissement d'un planning de réalisation.

§ 2. A cette fin, les actions suivantes sont entreprises :

1° chaque gestionnaire du réseau de distribution remet pour le 1^{er} mars les informations visées au premier alinéa à la CWaPE (ou justifie que le plan approuvé par le Gouvernement wallon l'année précédente ne nécessite aucune adaptation);

2° le gestionnaire du réseau de distribution convient avec la CWaPE d'une date pour la présentation de son plan durant le mois de mars;

3° la CWaPE procède ensuite à l'examen du plan et peut demander au gestionnaire du réseau de distribution de lui fournir les informations et justifications qu'elle estime nécessaires. Elle l'informe de son avis au plus tard le 2 mai;

4° le gestionnaire du réseau de distribution ajuste éventuellement son plan et remet, au plus tard le 1^{er} juin, la version définitive à la CWaPE en deux exemplaires;

5° la CWaPE remet sans délai au ministre un des exemplaires accompagné de ses commentaires éventuels;

6° après approbation par le Gouvernement wallon, le plan est mis en application dès le 1^{er} janvier de l'année suivante.

CHAPITRE II. — Données de planification

Section 2.1. — Généralités

Art. 34. Les données de planification comprennent notamment les informations contenues à l'annexe I^{re} du présent règlement technique, désignées par l'abréviation « P » ou par « Tous » dans la colonne « Objectif ».

Art. 35. L'utilisateur du réseau de distribution ou, le fournisseur en application de l'article 38 est tenu de transmettre les données de planification à fournir par les utilisateurs du réseau au gestionnaire du réseau de distribution conformément au présent Titre selon sa meilleure estimation.

Section 2.2. — Notification

Art. 36. L'utilisateur du réseau de distribution disposant d'une puissance de raccordement supérieure à 2 MVA communique chaque année avant le 31 décembre pour les trois années suivantes au gestionnaire du réseau de distribution sa meilleure estimation des données de planification suivantes :

1° les prévisions en matière de puissance maximum à prélever (kW, kVAr) sur une base annuelle, avec indication des ruptures de tendance attendues;

2° la description de la courbe de charge annuelle de la puissance active à prélever.

Une tendance de ces données pour les deux années suivantes, soit à cinq ans, est également transmise à titre indicatif au gestionnaire du réseau de distribution.

Art. 37. L'utilisateur du réseau de distribution dont les installations comprennent ou comprendront des unités de production d'une puissance développable nette totale par point d'injection d'au moins 2 MVA communique chaque année, avant le 31 décembre, au gestionnaire du réseau de distribution les données de planification suivantes relatives aux trois années à venir :

1° la puissance nette développable maximale, le profil prévisionnel de la courbe de charge, les données techniques, les limites opérationnelles et le mode de réglage des différentes unités de production mises en service ainsi que de celles à mettre en service;

2° les unités de production qui seront retirées du service et la date prévue de mise hors service.

Une estimation de ces données pour les deux années suivantes, soit à cinq ans, est également transmise à titre indicatif au gestionnaire du réseau de distribution.

Art. 38. Pour les utilisateurs du réseau de distribution non visés aux articles 36 et 37, il incombe au fournisseur de communiquer, pour l'ensemble des utilisateurs du réseau de distribution pour lesquels il a signé des contrats d'accès, chaque année avant le 31 décembre au gestionnaire du réseau de distribution, les données de planification suivantes relatives aux deux années à venir :

1° les prévisions en matière de puissance maximum à prélever ou à injecter (kW, kVAr) sur une base annuelle, avec indication des ruptures de tendance attendues pour chaque tronçon du réseau, tel que défini par le gestionnaire du réseau de distribution;

2° le profil de la courbe de charge annuelle de la puissance active à prélever.

Art. 39. La communication des données de planification visées aux articles 36, 37 et 38 s'effectue selon le tableau prévu à l'annexe I^{er} du présent règlement.

Art. 40. L'utilisateur du réseau de distribution ou le fournisseur peut, le cas échéant, communiquer au gestionnaire du réseau de distribution toutes autres informations utiles qui ne sont pas reprises à l'annexe I du présent règlement.

Art. 41. Le devoir de communication des données de planification visées aux articles 36 et 37 s'applique également aux futurs utilisateurs du réseau de distribution lors de l'introduction de leur demande de raccordement.

Art. 42. § 1^{er}. Au cas où le gestionnaire du réseau de distribution estime que les données de planification communiquées sont incomplètes, inexactes ou déraisonnables, l'utilisateur du réseau de distribution, à la demande du gestionnaire du réseau de distribution, vérifie les données concernées et transmet les informations ainsi validées ainsi que les données complémentaires que ce dernier juge utiles.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution peut, s'il le juge nécessaire pour la bonne exécution de sa mission, moyennant motivation, demander des données supplémentaires non prévues au présent règlement à l'utilisateur du réseau de distribution ou au fournisseur.

§ 3. prè s consultation de l'utilisateur du réseau de distribution ou du fournisseur, le gestionnaire du réseau de distribution détermine le délai raisonnable dans lequel ces données visées au § 1^{er} et au § 2 doivent être transmises par l'utilisateur du réseau de distribution ou le fournisseur au gestionnaire du réseau de distribution.

Art. 43. Les gestionnaires de réseau conviennent entre eux de la forme et du contenu des données qu'ils doivent s'échanger pour l'établissement du plan d'adaptation, ainsi que des délais à respecter.

Art. 44. Le gestionnaire du réseau de distribution s'assure au mieux du caractère complet et vraisemblable des données reçues des utilisateurs du réseau de distribution avant de procéder à l'établissement d'un plan d'adaptation.

TITRE III. — Code de raccordement

CHAPITRE I^{er}. — Prescriptions techniques de raccordement

Section 1.1. — Généralités

Art. 45. § 1^{er}. Le présent titre s'applique :

1° aux installations de raccordement;

2° aux installations de l'utilisateur du réseau de distribution qui ont une influence non négligeable sur le fonctionnement du réseau de distribution, sur le(s) raccordement(s) ou les installations d'autre(s) utilisateur(s) du réseau de distribution.

3° aux installations raccordées par une ligne directe et aux installations qui font partie d'une ligne directe;

4° à toutes les interconnexions avec les autres réseaux.

§ 2. Les installations du dispositif de mesure font partie du raccordement. Elles font l'objet du Titre V en ce qui concerne leurs spécifications techniques, leur utilisation, leur entretien et le traitement des données de mesure.

Art. 46. Le gestionnaire du réseau de distribution est le seul autorisé à modifier, à renforcer, à entretenir et à exploiter le réseau de distribution et la partie du raccordement sur laquelle il possède le droit de propriété ou d'usage.

Art. 47. § 1^{er}. Les installations sur lesquelles l'utilisateur du réseau de distribution possède le droit de propriété ou de jouissance sont gérées et entretenues par l'utilisateur du réseau de distribution ou par un tiers mandaté par l'utilisateur du réseau de distribution.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er} et si la convention visée à l'article 17 le prévoit ainsi, les interventions et les manœuvres aux installations qui font fonctionnellement partie du réseau de distribution peuvent être effectuées uniquement par le gestionnaire du réseau de distribution ou par une personne mandatée par lui, même si l'utilisateur du réseau de distribution possède le droit de propriété ou d'usage sur ces installations. Si les interventions et/ou les manœuvres s'effectuent à la demande de l'utilisateur du réseau de distribution ou sont causées par ses propres installations, les frais de ces interventions et manœuvres sont à charge de l'utilisateur du réseau de distribution. Les limites entre les parties des installations sont reprises au contrat de raccordement ou dans une convention annexée.

Art. 48. Un raccordement n'est mis en service qu'après que le(s) fournisseur(s) et le(s) responsable(s) de l'équilibre de l'utilisateur du réseau de distribution ont été enregistrés pour ce raccordement dans le registre d'accès du gestionnaire du réseau de distribution.

Art. 49. Sauf disposition légale ou réglementaire contraire, les frais d'une mise en service et d'une mise hors service à la demande de l'utilisateur du réseau de distribution sont à sa charge.

Art. 50. § 1^{er}. En cas de transfert, en usage ou en propriété, de bien meubles ou immeubles pour lesquels le raccordement est en service, le repreneur reprend les droits et obligations de l'utilisateur précédent ou conclut dans les plus brefs délais un nouveau contrat de raccordement avec le gestionnaire du réseau de distribution sans que, dans l'intervalle et pour ce seul motif, le raccordement soit mis hors service.

§ 2. Une mise hors service ne peut être effectuée par le gestionnaire du réseau de distribution qu'après mise en demeure motivée et comprenant un délai raisonnable de régularisation.

Section 1.2. — Mode de raccordement en fonction de la puissance de raccordement ou de la puissance souscrite

Art. 51. § 1^{er}. Sans préjudice des § 5 et 6, les raccordements des clients finals sont effectués au départ du réseau de distribution.

§ 2. Lorsque la puissance de raccordement n'est pas supérieure à 56 kVA, le raccordement sera effectué au départ du réseau basse tension, sauf si pour éviter des problèmes techniques liés notamment à d'éventuelles chutes de tension, le gestionnaire du réseau de distribution décide que le raccordement s'effectue au départ du réseau haute tension.

§ 3. Pour les puissances de raccordement comprises entre 56 et 250 kVA, le gestionnaire du réseau de distribution peut proposer un raccordement au départ du réseau basse tension, un raccordement au moyen d'une liaison basse tension directement raccordée à un poste de transformation haute tension/basse tension ou un raccordement au départ du réseau haute tension.

§ 4. A partir de 250 kVA, le raccordement s'effectuera au départ du réseau haute tension. En dessous de 5 MVA, il sera procédé en premier lieu à l'examen de la possibilité de raccordement au départ du réseau haute tension du gestionnaire du réseau de distribution.

§ 5. Entre 5 et 25 MVA, le gestionnaire du réseau de distribution étudiera d'abord le raccordement au moyen d'une liaison directe des installations de l'utilisateur du réseau de distribution avec le jeu de barres secondaire d'un poste de transformation qui alimente le réseau de distribution en haute tension.

Lorsque le gestionnaire du réseau de distribution constate lors d'un premier examen qu'il est préférable d'effectuer le raccordement au réseau de transport ou au réseau de transport local, il se concerte avec le gestionnaire du réseau de transport ou le gestionnaire du réseau de transport local selon le cas, lui transmet sans délai l'entièreté du dossier, en informe le demandeur et lui restitue les droits éventuellement perçus.

§ 6. Pour les puissances de raccordement supérieures à 25 MVA, le raccordement à un réseau d'une tension supérieure ou égale à 30 kV sera envisagé directement. Le demandeur contacte directement le gestionnaire du réseau concerné.

§ 7. Dans tous les cas, le demandeur n'introduit qu'une seule demande auprès du gestionnaire de réseau désigné conformément aux paragraphes précédents, à charge pour ce dernier de prendre les contacts nécessaires avec les autres gestionnaires de réseau pour garantir la qualité du raccordement et les adaptations nécessaires.

Art. 52. § 1^{er}. Dans l'examen de la demande de raccordement et dans l'établissement de la proposition de raccordement, le gestionnaire du réseau concerné agira toujours en veillant à l'intérêt technique et économique du demandeur, sans préjudice de l'intérêt des autres utilisateurs du réseau de distribution et sans que cela ne donne le droit au demandeur d'exiger un mode de raccordement plus favorable que celui prévu par l'article 51.

§ 2. En application du § 1^{er}, si le gestionnaire du réseau de distribution constate lors d'un premier examen qu'il serait plus judicieux d'effectuer le raccordement à un autre réseau de distribution via une ligne directe, ou au réseau de transport local ou au réseau de transport, il transmet sans délai l'entièreté du dossier au gestionnaire du réseau concerné après concertation avec celui-ci, en informe le client, et restitue les droits éventuellement perçus.

Section 1.3. — Prescriptions applicables à tout raccordement

Art. 53. Tout raccordement, ainsi que toute installation d'un utilisateur du réseau de distribution raccordé au réseau de distribution, doit répondre aux règlements et normes applicables aux installations électriques.

Art. 54. Le niveau admissible de perturbations occasionnées sur le réseau de distribution par les installations du raccordement et les installations propres de l'utilisateur du réseau de distribution est déterminé par les normes nationales et internationales en vigueur et notamment par les rapports techniques CEI 61000-3-6 et CEI 61000-3-7.

Art. 55. L'utilisateur du réseau de distribution veille à ce que ses installations n'occasionnent pas de risques, de dommages ou de nuisances chez le gestionnaire du réseau de distribution ou chez des tiers au-delà des normes communément admises.

Art. 56. Des installations électriques alimentées par des raccordements distincts ne peuvent pas être reliées entre elles, sauf autorisation écrite préalable du ou des gestionnaire(s) du ou des réseau(x) de distribution concerné(s) ou convention explicite dans le contrat de raccordement avec précision des modalités.

Art. 57. § 1^{er}. Les raccordements doivent répondre aux prescriptions techniques de la FPE C2/112 intitulée "Prescriptions techniques de raccordement au réseau de distribution haute tension" et C10/12 intitulée "Règles techniques de branchement en basse tension". Toutefois, en cas de contradiction entre une des dites prescriptions et une disposition législative ou réglementaire, en ce compris celles du présent règlement, les dispositions législatives ou réglementaires priment.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution peut prévoir, le cas échéant et moyennant transmission à la CWaPE conformément à l'article 13, des prescriptions spécifiques au raccordement en fonction des caractéristiques particulières du réseau de distribution local.

CHAPITRE II. — Prescriptions spécifiques aux raccordements à la haute tension

Section 2.1. — Environnement des installations

Art. 58. Pour le placement du dispositif de mesure et de tout autre appareillage faisant partie du raccordement, l'utilisateur du réseau de distribution met à la disposition du gestionnaire du réseau de distribution un espace qui répond aux besoins de ce dernier. Les modalités de cette mise à disposition sont déterminées de commun accord entre les parties concernées.

Section 2.2. — Conformité des installations

Art. 59. La conception du raccordement et des installations de l'utilisateur du réseau de distribution doit être conforme aux dispositions du RGIE en matière de contrôles de conformité et de contrôles périodiques des installations. Sont spécialement visées, l'implantation, l'accessibilité des installations et la maniabilité et l'identification de l'appareillage de commande.

Le raccordement des équipements et leur fonctionnement doivent être compatibles avec le mode d'exploitation du réseau de distribution sur lequel ils sont raccordés, tant en ce qui concerne leurs caractéristiques techniques que les aspects de sécurité liés à l'exploitation.

Art. 60. Les frais de contrôle de conformité et les contrôles périodiques des installations prévus par le RGIE restent à charge de l'utilisateur du réseau de distribution concerné.

Art. 61. § 1^{er}. Les spécifications fonctionnelles des protections de l'utilisateur du réseau de distribution qui déconnectent ses installations du raccordement en cas de défaut dans les installations de l'utilisateur, sont déterminés de commun accord avec le gestionnaire du réseau de distribution. La sélectivité de la protection des réseaux de distribution ne doit en aucun cas être compromise par le choix des valeurs des paramètres de protection.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution peut, en raison d'une modification de la situation du réseau, imposer les adaptations nécessaires aux protections dans les installations de l'utilisateur du réseau de distribution, afin de continuer à garantir la sélectivité des protections dans les réseaux. Les frais liés à l'exécution éventuelle d'adaptations aux installations de l'utilisateur du réseau de distribution sont à charge du gestionnaire du réseau de distribution concerné.

Art. 62. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution peut mettre en œuvre les moyens techniques requis pour la compensation d'énergie réactive ou, plus généralement, pour la compensation de tout phénomène perturbateur, lorsque la charge d'un utilisateur du réseau de distribution raccordé au réseau de distribution :

1° donne lieu à un prélèvement additionnel d'énergie réactive, par rapport aux valeurs définies à l'article 151;

2° perturbe la sécurité, la fiabilité ou l'efficacité du réseau de distribution à un degré tel que la norme NBN EN 50160 visée à l'article 5 ne peut plus être respectée par le gestionnaire du réseau de distribution.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution motive sa décision et communique celle-ci à l'utilisateur du réseau de distribution concerné.

§ 3. L'installation et l'utilisation des moyens techniques visés au § 1^{er} sont à charge de l'utilisateur du réseau de distribution concerné si celui-ci en est à l'origine.

CHAPITRE III. — *Prescriptions spécifiques aux raccordements en basse tension*

Section 3.1. — Environnement des installations

Art. 63. § 1^{er}. Dans les bâtiments où la puissance de raccordement demandée dépasse 56 kVA, l'utilisateur du réseau de distribution met à disposition du gestionnaire du réseau de distribution, pour le regroupement des appareils de mesure, des autres appareils qui font partie du raccordement, et le cas échéant, des installations de transformation, un local (ou une partie de local) qui satisfait à ces objectifs. Les modalités de cette mise à disposition sont déterminées d'un commun accord entre les parties.

§ 2. Dans les bâtiments où la puissance de raccordement demandée n'excède pas 56 kVA, l'utilisateur du réseau de distribution met gratuitement à disposition une partie de mur pour le boîtier de raccordement.

Art. 64. § 1^{er}. Dans les bâtiments où plusieurs utilisateurs du réseau de distribution sont raccordés, le propriétaire met à disposition du gestionnaire du réseau de distribution pour le regroupement des appareils de mesure et autres installations de raccordement, y compris, le cas échéant, les installations de transformation, un ou plusieurs locaux, ou un ou plusieurs emplacements qui satisfont à ces objectifs. Les modalités de cette mise à disposition sont déterminées d'un commun accord entre les parties.

§ 2. Si pour l'alimentation d'un lotissement, une ou plusieurs nouvelles cabines de distribution sont nécessaires, la personne qui lotit met à disposition du gestionnaire du réseau de distribution un(des) terrain(s) qui satisfait/satisfont à ces objectifs. Les modalités de cette mise à disposition sont déterminées de commun accord entre les parties.

Section 3.2. — Conformité des installations

Art. 65. Les installations de raccordement répondent aux prescriptions techniques FPE C1/110 intitulée « Equivalence entre l'intensité (du courant) et la puissance des disjoncteurs basse tension ».

Art. 66. La prescription technique FPE C10/12 relative aux "règles techniques de raccordement en basse tension" est d'application, sauf les dispositions relatives au raccordement en fonction de la puissance qui sont couvertes par l'article 51.

Section 3.3 — Puissance de raccordement

Art. 67. La puissance minimale de raccordement qu'un utilisateur peut obtenir est de 40 A en 230 V monophasé, sauf limitation découlant de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité.

CHAPITRE IV. — *Prescriptions techniques complémentaires pour le raccordement d'unités de production d'électricité verte et d'unités de production décentralisées*

Section 4.1. — Généralités

Art. 68. Les raccordements des unités de production qui utilisent des sources d'énergie renouvelables, des unités de cogénération de qualité, de celles qui produisent de l'électricité à partir des déchets et des récupérations sur processus industriels, ainsi que des unités de production décentralisées répondent, pour les aspects techniques, aux prescriptions techniques FPE C 10/11 intitulées "Prescriptions techniques de branchement d'installations de production décentralisées fonctionnant en parallèle sur le réseau de distribution".

CHAPITRE V. — *Procédure de raccordement à la haute tension*

Section 5.1. — Mesures de confidentialité pour les unités de production

Art. 69. Le gestionnaire du réseau de distribution ne peut utiliser, pour les contacts avec les producteurs raccordés à son réseau ou souhaitant s'y raccorder, que son propre personnel ou un expert indépendant des producteurs, des responsables d'équilibre, des détenteurs de licence de fourniture et des intermédiaires.

Il en est de même pour la réalisation d'études et la préparation de contrats.

Section 5.2. — Demande d'étude d'orientation et avant-projet de raccordement

Art. 70. L'étude d'orientation a pour but l'établissement d'un avant-projet de raccordement. L'introduction d'une demande d'étude d'orientation est facultative.

Art. 71. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 51, toute personne physique ou morale peut introduire auprès du gestionnaire du réseau de distribution une demande d'étude d'orientation relative à un nouveau raccordement.

§ 2. Tout utilisateur du réseau de distribution peut introduire auprès du gestionnaire du réseau de distribution une demande d'étude d'orientation relative à une adaptation de son raccordement existant, ou à des installations qui ont une influence non négligeable sur le réseau de distribution ou à leurs modes d'exploitation respectifs.

Art. 72. Le demandeur charge par écrit le gestionnaire du réseau de distribution de traiter la demande d'étude d'orientation au moyen du formulaire d'étude établi à cet effet et publié par le gestionnaire du réseau de distribution conformément à l'article 12 du présent règlement.

Art. 73. Le formulaire de demande d'étude d'orientation contient l'identité et les coordonnées du demandeur, le plan du lieu de consommation/production, la puissance du raccordement projeté et les données techniques mentionnées dans celui-ci.

Art. 74. Les frais d'une étude d'orientation sont à charge du demandeur selon le tarif applicable approuvé par la CREG.

Art. 75. Durant l'exécution de l'étude d'orientation, le gestionnaire du réseau de distribution et le demandeur collaborent de bonne foi. Le gestionnaire du réseau de distribution peut à tout moment demander au demandeur des informations complémentaires nécessaires à la préparation de l'avant-projet de raccordement.

Art. 76. § 1^{er}. Dans un délai raisonnable et dans tous les cas dans un délai de quinze jours ouvrables suivant la réception d'une demande complète d'étude d'orientation, le gestionnaire du réseau de distribution notifie ses conclusions au demandeur, soit au moyen d'un avant-projet de raccordement, soit au moyen d'un refus motivé de raccordement, dont copie est transmise à la CWaPE.

§ 2. L'avant-projet contient au moins :

1° un schéma du raccordement projeté;

2° les prescriptions techniques du raccordement;

3° une évaluation indicative des coûts;

4° une évaluation indicative des délais nécessaires pour la réalisation du raccordement, y compris les éventuels renforcements à apporter au réseau de distribution du fait du raccordement.

Art. 77. § 1^{er}. Lors du traitement de la demande d'étude d'orientation, le gestionnaire du réseau de distribution accorde une priorité aux demandes relatives à des installations de cogénération de qualité et à des installations de production qui utilisent des sources d'énergie renouvelables, ainsi qu'aux installations produisant de l'électricité à partir des déchets et des récupérations sur processus industriel, par rapport aux autres demandes de raccordement pendantes devant le gestionnaire du réseau de distribution.

§ 2. Lorsqu'une demande ne peut être traitée dans le délai prévu à l'article 76 en raison de l'application du § 1^{er}, ce délai est porté à 30 jours ouvrables.

Art. 78. L'étude d'orientation donne lieu à l'établissement d'un avant-projet de raccordement sans engagement. Les informations contenues dans celui-ci ne lient en aucune manière ni le gestionnaire du réseau de distribution ni le demandeur de l'étude d'orientation.

Section 5.3. — Modification mineure

Art. 79. § 1^{er}. A l'occasion d'un projet

— de modification, qu'il juge mineure, des installations de raccordement ou de leurs mode d'exploitation;

— de modification des installations de l'utilisateur ou de leurs modes d'exploitations, modification jugée mineure mais susceptible d'avoir un impact sur la sécurité, la fiabilité ou l'efficacité du réseau de distribution,

l'utilisateur du réseau de distribution notifie au gestionnaire du réseau de distribution les modifications projetées et les raisons pour lesquelles il les estime mineures.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution examine la notification visée au § 1^{er}, apprécie et, le cas échéant, confirme le caractère mineur de la modification.

Art. 80. § 1^{er}. Suite à l'examen visé à l'article 79, le gestionnaire du réseau de distribution peut :

1° approuver les modifications projetées sans autres formalités;

2° proposer la conclusion d'un avenant au contrat de raccordement;

3° proposer que, en l'absence de caractère mineur de la modification, la modification s'effectue dans le respect de la procédure prévue à la section 5.4 du présent chapitre.

§ 2. La conclusion d'un avenant tel que visé au § 1^{er}, 2° ne dispense pas le demandeur de raccordement d'obtenir une notification de la conformité du raccordement conformément au chapitre VII du présent titre.

Section 5.4. — Demande de raccordement, étude de détail et projet de raccordement

Art. 81. § 1^{er}. Tout nouveau raccordement ou modification d'un raccordement existant doit être précédé d'une demande de raccordement, incluant une étude de détail, à introduire auprès du gestionnaire du réseau de distribution.

§ 2. Un utilisateur du réseau de distribution doit également introduire une demande de raccordement lorsqu'une modification envisagée de ses installations ou de leurs modes d'exploitation peut perturber de façon non négligeable le fonctionnement du réseau de distribution.

Art. 82. Toute personne physique ou morale peut introduire une demande de raccordement auprès du gestionnaire du réseau de distribution. Cette demande implique la réalisation par le gestionnaire du réseau de distribution d'une étude de détail, dont les frais sont à charge du demandeur selon le tarif applicable approuvé par la CREG sauf si la demande a déjà été introduite une première fois, n'a pas donné lieu à la conclusion d'un contrat de raccordement en fonction de l'article 89, § 1^{er}, et pour autant qu'il n'y ait pas eu de modifications aux réseau ayant une incidence sur les conditions de raccordement.

Art. 83. Tout utilisateur du réseau de distribution raccordé peut introduire auprès du gestionnaire du réseau de distribution une demande de raccordement relative à une adaptation de son raccordement existant, ou à des installations qui ont une influence non négligeable sur le réseau de distribution, ou à leurs modes d'exploitation respectifs.

Art. 84. § 1^{er}. Le demandeur de raccordement charge par écrit le gestionnaire du réseau de distribution de traiter la demande de raccordement au moyen du formulaire de raccordement établi à cet effet et publié par le gestionnaire du réseau de distribution conformément à l'article 12 du présent règlement.

§ 2. Le formulaire de demande de raccordement contient l'identité et les coordonnées du demandeur, le plan du lieu de consommation/production, la puissance du raccordement, le modèle de charge attendu et les caractéristiques techniques détaillées du raccordement et des installations à raccorder, telles qu'indiquées dans le formulaire.

Art. 85. § 1^{er}. Dans les plus brefs délais et en tous cas dans les dix jours ouvrables de la réception d'une demande de raccordement, le gestionnaire du réseau de distribution vérifie si celle-ci est complète. Si elle est incomplète, il signale au demandeur de raccordement les informations complémentaires qu'il doit fournir en vue de la préparation du projet de raccordement. Si elle est complète, il envoie un accusé de réception.

§ 2. Lorsque la demande de raccordement est complète, le gestionnaire du réseau de distribution attribue au demandeur une réservation de capacité.

Art. 86. § 1^{er}. Lors de l'examen de la demande de raccordement, le gestionnaire du réseau de distribution accorde une priorité aux demandes de raccordement relatives à des installations de cogénération de qualité, à des installations de production qui utilisent des sources d'énergie renouvelables ainsi qu'à celles qui produisent de l'électricité à partir des déchets et des récupérations sur processus industriels par rapport aux autres demandes de raccordement pendantes devant le gestionnaire du réseau de distribution.

§ 2. La priorité visée au § 1^{er} vaut également pour les réservations de capacité.

Art. 87. § 1^{er}. Dans les plus brefs délais, et en tout cas dans un délai de trente jours ouvrables suivant la réception d'une demande complète, le gestionnaire du réseau de distribution fournit au demandeur de raccordement une proposition de contrat de raccordement. Celle-ci comprend un projet de raccordement avec les solutions techniques et les paramètres de réglage qui doivent être convenus entre le gestionnaire du réseau de distribution et le demandeur de raccordement, conformément aux prescriptions du présent règlement et compte tenu des caractéristiques techniques du réseau de distribution.

§ 2. Lorsqu'une demande ne peut être traitée dans le délai visé au § 1 en raison de l'application de l'article 85, ce délai est porté à soixante jours ouvrables suivant la réception de la demande complète.

§ 3. Les délais visés dans cet article peuvent être prolongés d'un commun accord des parties concernées.

Art. 88. § 1^{er}. En cas d'accord concernant la proposition de contrat de raccordement visée à l'article 86, le gestionnaire du réseau de distribution établit une proposition de raccordement dans un délai de vingt jours ouvrables à compter de l'accord.

§ 2. Le contrat de raccordement peut contenir une condition suspensive liée à l'obtention des permis ou autorisations concernant les installations pour lesquelles la procédure administrative est en cours; la CWaPE en est alors informée. Si le gestionnaire du réseau de distribution refuse une telle condition suspensive, il communique les motifs de sa décision au demandeur et à la CWaPE.

Art. 89. § 1^{er}. Si une demande de raccordement ne conduit pas à la conclusion d'un contrat de raccordement dans un délai de quarante jours ouvrables après la notification de la proposition de contrat de raccordement, la procédure de demande de raccordement est considérée comme caduque. Le gestionnaire du réseau de distribution prévient le demandeur dix jours ouvrables avant l'expiration de ce délai et informe la CWaPE en cas de caducité.

§ 2. Sur demandes motivées, le demandeur peut obtenir des prolongations du délai visé au § 1^{er}, de maximum 20 jours ouvrables chacune, sans maintien de la réservation de puissance et tant qu'aucune autre demande n'a été introduite.

§ 3. Les coûts encourus par le gestionnaire du réseau de distribution pour l'étude détaillée de la demande de raccordement sont à charge du demandeur et précisés dans le tarif applicable approuvé par la CREG.

Section 5.5. — Contrat de raccordement

Art. 90. La réalisation de tout raccordement ne peut être entamée qu'après conclusion d'un contrat de raccordement ou, le cas échéant, tacite acceptation des conditions générales de raccordement en cas de raccordement inférieur ou égal à 56 kVA avec le gestionnaire du réseau de distribution.

Art. 91. La réalisation d'une adaptation à un raccordement existant, à une installation d'un utilisateur du réseau de distribution qui a une influence non négligeable sur le réseau de distribution ou à leur mode d'exploitation respectif ne peut être entamée qu'après conclusion d'un contrat de raccordement avec le gestionnaire du réseau de distribution ou, le cas échéant, pour des puissances ≤ 56 kVA, acceptation tacite des conditions générales du gestionnaire du réseau de distribution.

Art. 92. A la demande de l'utilisateur du réseau de distribution, le gestionnaire du réseau de distribution peut accepter qu'une modification telle que visée à l'article 91 soit considérée comme étant de moindre importance. Une telle adaptation de moindre importance est stipulée dans un avenant au contrat de raccordement sans qu'une étude détaillée n'ait dû être effectuée.

Art. 93. Le contrat de raccordement contient au moins les éléments suivants :

- 1° l'identité des parties;
- 2° la désignation des personnes de contact;
- 3° les dispositions relatives à la durée et à la cessation du contrat;
- 4° la description du raccordement avec indication de l'emplacement et du niveau de tension du point de raccordement, du point d'accès et du point de mesure;
- 5° l'identification unique du point d'accès au moyen du code EAN;
- 6° les dispositions relatives à l'accès des personnes aux installations de raccordement;
- 7° la description des installations de l'utilisateur du réseau de distribution (y compris les installations qui font fonctionnellement partie du réseau), en particulier les unités de production raccordées;
- 8° les conditions et dispositions techniques spécifiques, notamment la puissance de raccordement, les caractéristiques techniques pertinentes du raccordement et des installations de l'utilisateur du réseau de distribution, le système de mesure, l'exploitation, l'entretien ainsi que les exigences en matière de protections et de la sécurité;
- 9° les modalités d'exécution et les délais de réalisation du raccordement selon qu'il s'agit d'un nouveau raccordement ou d'un raccordement à adapter, avec indication des hypothèses prises en considération;

10° les dispositions relatives à la responsabilité mutuelle et à la confidentialité;

11° les modalités de paiement.

Art. 94. Les solutions techniques et les spécifications fonctionnelles du gestionnaire du réseau de distribution peuvent être adaptés, pour des raisons liées à la sécurité, la fiabilité et l'efficacité du réseau, sur demande motivée du gestionnaire du réseau de distribution et moyennant information préalable de la CWaPE. Le coût de ces adaptations est pris en charge par le gestionnaire du réseau de distribution, sauf si elles résultent d'une modification des installations de l'utilisateur du réseau de distribution.

Art. 95. § 1^{er}. Les délais pour la réalisation du raccordement, tels que visés au contrat de raccordement, tiennent compte des éventuels renforcements qui doivent être effectués aux réseaux de distribution, de transport local ou de transport.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution donne la priorité, par rapport aux autres travaux non urgents, aux raccordements des installations de cogénération de qualité, à des installations de production qui utilisent des sources d'énergie renouvelables ainsi qu'à celles qui produisent de l'électricité à partir des déchets et des récupérations sur processus industriels. Les travaux non urgents visés à cet article sont ceux dont le retardement ne provoque ni un danger pour les personnes ni un dommage réel direct aux équipements existants.

Art. 96. Les demandes de permis nécessaires doivent être introduites auprès des autorités compétentes dans un délai compatible avec le calendrier de réalisation du raccordement.

Section 5.6. — Mise en service du raccordement

Art. 97. Le gestionnaire du réseau de distribution met tout en œuvre pour mettre en service, le plus rapidement possible et au plus tard dans les trois jours ouvrables, le raccordement réalisé conformément au contrat de raccordement.

Section 5.7. — Statut des raccordements existants

Art. 98. Dans l'attente de l'établissement de nouveaux contrats de raccordement entre le gestionnaire du réseau de distribution et l'utilisateur du réseau de distribution conformément aux articles 121 à 123, les conventions conclues par le passé entre les parties concernées par le raccordement restent d'application, dans la mesure où elles ne sont pas en contradiction avec le présent règlement.

CHAPITRE VI. — Procédure de raccordement en basse tension

Section 6.1. — Demande de raccordement

Art. 99. § 1^{er}. Toute demande de raccordement en basse tension doit être introduite par écrit auprès du gestionnaire du réseau de distribution suivant la procédure publiée à cet effet conformément à l'article 12 du présent règlement. Elle peut également être effectuée par téléphone, pourvu que le gestionnaire du réseau de distribution envoie un accusé de réception.

§ 2. Le gestionnaire du réseau est tenu de répondre dans les dix jours calendaires à toute demande de raccordement. Pour les clients résidentiels, il communique, endéans le délai susmentionné, les conditions techniques et financières du raccordement ainsi que les délais probables de réalisation du raccordement. Pour les autres clients, s'il ne peut fournir dans ce délai une proposition de contrat de raccordement, il envoie un accusé de réception dans le même délai et remet la proposition dans les dix jours qui suivent.

§ 3. Pour le raccordement standard d'un client résidentiel, lorsque tous les permis et autorisations requis ont été accordés, les délais visés à l'alinéa précédent ne peuvent excéder trente jours calendaires.

Art. 100. Pour les puissances de raccordement demandées supérieures à 56 kVA et lorsque le gestionnaire du réseau de distribution estime qu'un raccordement en basse tension n'est envisageable que moyennant extension et/ou renforcement du réseau de distribution, la procédure de l'étude d'orientation est la même que celle prévue dans la procédure de raccordement en haute tension.

Section 6.2. — Mise en service du raccordement

Art. 101. Seul le gestionnaire du réseau de distribution est autorisé à mettre sous tension le raccordement et à réaliser les travaux jusqu'au premier organe de coupure inclus, sauf stipulation contraire entre parties. Le délai maximum de mise en service après la réalisation du raccordement est de trois jours ouvrables.

Art. 102. Seul le gestionnaire du réseau de distribution est autorisé à intervenir sur le premier organe de coupure et la partie du raccordement située en amont de celui-ci.

Art. 103. Le tracé du raccordement ainsi que l'emplacement et les caractéristiques de ses éléments constitutifs sont approuvés par le gestionnaire du réseau de distribution de manière à ce que la sécurité générale et le fonctionnement normal des éléments constitutifs du raccordement soient assurés, et que les relevés de consommation, la surveillance, la vérification et l'entretien puissent s'effectuer facilement.

Art. 104. § 1^{er}. Le percement pour le câble de raccordement du mur du bâtiment peut être confié à l'utilisateur du réseau de distribution ou au propriétaire de l'immeuble concerné en respectant les indications du gestionnaire du réseau de distribution.

§ 2. Le câble doit être protégé mécaniquement sur toute sa longueur au moyen d'un tuyau de protection en PVC, PE, fibres de ciment ou autres moyens au moins équivalents.

§ 3. Le passage dans le mur doit être obturé par l'utilisateur du réseau de distribution ou par le propriétaire de l'immeuble de manière à le rendre étanche à l'eau et au gaz.

CHAPITRE VII. — *Utilisation, entretien et conformité du raccordement**Section 7.1. — Généralités*

Art. 105. L'utilisateur du réseau de distribution et, le cas échéant, le propriétaire du bien immeuble concerné prennent les précautions nécessaires pour prévenir tout dommage au raccordement.

Art. 106. L'utilisateur du réseau de distribution ou le propriétaire du bien immeuble concerné est tenu de notifier immédiatement au gestionnaire du réseau de distribution tout dommage, anomalie ou non-conformité aux prescriptions légales ou réglementaires qu'il peut raisonnablement constater.

Section 7.2. — Utilisation des installations qui font fonctionnellement partie du réseau de distribution

Art. 107. L'installation de l'utilisateur du réseau de distribution qui fait fonctionnellement partie du réseau de distribution pour le transfert d'énergie vers d'autres utilisateurs du réseau de distribution est mise à la disposition du gestionnaire du réseau de distribution, selon les modalités décrites à l'article 17.

Section 7.3. — Utilisation et entretien de raccordements en basse tension

Art. 108. Le gestionnaire du réseau de distribution est responsable de l'entretien et de la qualité et de la sécurité de fonctionnement des équipements de raccordement situés entre son réseau et le premier organe de coupure en charge, y compris ce dernier. Les frais d'entretien et de réparation de ces équipements et du premier organe de coupure sont à sa charge. Le renouvellement des équipements susmentionnés pour raison de vétusté ou de modification des installations de l'utilisateur est à charge de ce dernier.

Art. 109. La mise hors service d'un raccordement ne peut être effectuée que par le gestionnaire du réseau de distribution ou par une personne dûment habilitée par lui. Cette mise hors service ne peut être réalisée qu'après en avoir informé préalablement l'utilisateur dans les délais prévus aux articles 142 à 144.

Art. 110. En cas de modification par l'utilisateur des caractéristiques de prélèvement ou d'injection ou de modifications, par rapport aux conditions qui prévalaient lors de la réalisation du raccordement et qui n'auront pas été convenues conformément à l'article 91 le gestionnaire du réseau de distribution peut, sans préjudice des mesures nécessaires à la régularisation définitive de la situation, modifier le raccordement aux frais de l'utilisateur du réseau de distribution ou du propriétaire du bien immeuble concerné afin de préserver la sécurité générale du réseau.

Art. 111. Le raccordement ne peut être encastré qu'avec l'autorisation du gestionnaire du réseau de distribution et doit dans ce cas être efficacement protégé. Son contrôle doit être possible à tout moment.

Art. 112. Le propriétaire du bien immeuble veille à maintenir l'étanchéité des murs concernés.

Art. 113. L'utilisateur du réseau de distribution peut actionner le disjoncteur du raccordement, sauf lorsque des scellés ou toute autre contre-indication du gestionnaire du réseau de distribution l'en empêchent.

Section 7.4. — Conformité du raccordement

Art. 114. Avant la mise en service d'un raccordement, l'utilisateur du réseau de distribution fournit au gestionnaire du réseau de distribution la preuve que ses installations répondent aux obligations légales ou réglementaires applicables. Cette preuve est apportée par un rapport d'un organisme agréé au sens du RGIE, ou une autorité habilitée.

Art. 115. En cas de doute, le gestionnaire du réseau de distribution peut examiner et évaluer la conformité du raccordement et des installations de l'utilisateur du réseau de distribution avec les prescriptions du présent règlement et du contrat de raccordement ainsi que les dommages ou les nuisances éventuels que la non-conformité du raccordement ou de l'installation pourrait provoquer aux installations du gestionnaire du réseau de distribution ou aux installations d'un autre utilisateur du réseau de distribution et/ou à la qualité de la tension fournie par celles-ci.

Art. 116. § 1^{er}. Pour examiner la conformité du raccordement et des installations d'un utilisateur du réseau de distribution avec les dispositions du présent règlement et du contrat de raccordement, le gestionnaire du réseau de distribution peut, de sa propre initiative ou à la demande d'un tiers, effectuer des tests sur les installations.

§ 2. Après concertation, le gestionnaire du réseau de distribution et l'utilisateur du réseau de distribution concerné conviennent de la procédure, du calendrier et des moyens à mettre en œuvre en vue d'effectuer les tests visés au § 1^{er}.

§ 3. Dans le mois qui suit les tests effectués par ou pour le compte du gestionnaire du réseau de distribution, le gestionnaire du réseau de distribution transmet un rapport à l'utilisateur du réseau de distribution ainsi qu'aux éventuels tiers concernés après en avoir retiré, le cas échéant, les données confidentielles.

§ 4. Si l'examen et/ou les tests montrent qu'une installation ne répond pas aux exigences du présent règlement ou du contrat de raccordement, le gestionnaire du réseau de distribution met en demeure l'utilisateur de procéder, dans un délai raisonnable, aux modifications requises.

§ 5. Si l'utilisateur du réseau de distribution n'a pas effectué les adaptations stipulées au § 4 dans le délai imparti, le gestionnaire du réseau de distribution peut, après une ultime mise en demeure avec copie à la CWaPE, suspendre l'alimentation à la fin du délai fixé dans cette ultime mise en demeure.

Art. 117. Le propriétaire de l'installation ou l'utilisateur du réseau concerné prend à sa charge les frais de l'examen et/ou des tests qui ont fait apparaître la non-conformité du raccordement, de même que les frais des nouveaux tests qui sont effectués après que les modifications ont été apportées à l'installation. Si aucune non-conformité n'a été décelée, les tests sont à charge de la partie qui les a demandés.

Art. 118. Sauf convention contraire entre les parties concernées, le gestionnaire du réseau de distribution a le droit de mettre le raccordement hors service si les adaptations ne sont toujours pas effectuées dix jours après la mise en demeure.

Art. 119. Le gestionnaire du réseau de distribution peut exiger que l'utilisateur du réseau de distribution prenne des mesures et supporte celles-ci afin d'empêcher que, par suite du fonctionnement des installations de l'utilisateur du réseau de distribution, le niveau admissible des perturbations défini à l'article 54 soit dépassé.

Art. 120. § 1^{er}. Un utilisateur du réseau de distribution qui souhaite effectuer lui-même ou faire effectuer des essais sur le raccordement ou sur ses installations qui ont une influence non négligeable sur le réseau de distribution, sur le(s) raccordement(s) ou sur les installations d'un autre utilisateur du réseau de distribution, doit obtenir à cet effet l'autorisation écrite préalable du gestionnaire du réseau de distribution. Toute demande doit être motivée et

mentionnera l'installation (les installations) sur laquelle (lesquelles) porteront les essais, la nature et les données techniques des essais, la procédure (notamment le responsable des essais) et le calendrier.

§ 2. Sur la base des données contenues dans cette demande, le gestionnaire du réseau de distribution évalue l'opportunité de cette demande et se concerta, le cas échéant, avec le demandeur pour programmer les essais demandés. Il avertit les parties qui, selon lui, sont concernées par les essais demandés.

Art. 121. Une installation de raccordement et/ou une installation d'un utilisateur de réseau de distribution, existant avant l'entrée en vigueur du présent règlement, et qui n'est pas conforme aux prescriptions du présent règlement, peut être utilisée dans l'état dans lequel elle se trouve :

— pendant 5 ans si la non-conformité ne risque pas, dans des conditions normales de fonctionnement du réseau, de porter préjudice au réseau de distribution, au gestionnaire du réseau de distribution, à un autre utilisateur du réseau de distribution ou à toute autre personne;

— pendant 15 ans si la non-conformité ne peut en aucun cas porter préjudice au réseau de distribution, au gestionnaire du réseau de distribution, à un autre utilisateur du réseau de distribution ou à toute autre personne.

Art. 122. Une installation de raccordement et/ou une installation d'un utilisateur du réseau de distribution existant avant l'entrée en vigueur du présent règlement qui porte ou qui pourrait porter préjudice au réseau de distribution, au gestionnaire de réseau de transport local, à un autre utilisateur du réseau de transport local ou à toute autre personne, doit être mise en conformité dès que possible, par celui qui en répond, le cas échéant, après mise en demeure du gestionnaire du réseau de transport local.

Art. 123. § 1^{er}. Il appartient à chaque utilisateur du réseau de distribution qui n'a pas, au moment de l'entrée en vigueur du présent règlement, conclu un contrat de raccordement conformément au présent règlement, de prendre toutes les dispositions nécessaires pour :

1° s'assurer que ses installations sont conformes au présent règlement;

2° s'assurer que ses installations ne portent pas ou ne pourraient pas porter préjudice au réseau de distribution, au gestionnaire du réseau de distribution ou à un autre utilisateur du réseau de distribution ou à toute autre personne;

3° contacter le gestionnaire du réseau en vue d'obtenir toute information utile et d'entamer une concertation en vue d'élaborer des contrats de raccordement conformément au présent Titre;

4° établir l'état des lieux de ses installations visées aux points 1° et 2°, des mesures envisagées en vue de remédier éventuellement à leur non-conformité et délais indicatifs.

§ 2. S'il n'a pas reçu l'état des lieux et les mesures visées au § 1^{er} dans un délai raisonnable, le gestionnaire du réseau contacte d'initiative l'utilisateur du réseau concerné et l'invite à transmettre ces éléments à bref délai.

§ 3. Avant l'établissement d'un contrat de raccordement pour les raccordements existants, les conventions arrêtées précédemment entre les parties concernées par ce raccordement restent d'application, dans la mesure où celles-ci ne sont pas contraires au présent règlement.

§ 4. Si nécessaire, la CWaPE proposera au Gouvernement wallon un planning pour la mise en ordre des contrats de raccordements.

Section 7.5. — Enlèvement d'un raccordement

Art. 124. Tout raccordement peut être enlevé sur demande écrite par lettre recommandée du propriétaire du bien immeuble et après vérification par le gestionnaire du réseau de distribution que plus aucun utilisateur du réseau de distribution n'en fasse encore usage.

Art. 125. Les frais d'enlèvement d'un raccordement, ainsi que les frais de remise des locaux, des voies d'accès et des terrains dans leur état d'origine, sont à charge du propriétaire du raccordement.

Art. 126. Le gestionnaire du réseau de distribution peut, moyennant notification préalable au propriétaire du bien immeuble concerné, enlever ou déconnecter tout raccordement qui n'a plus été utilisé depuis plus d'un an, sauf si l'utilisateur du réseau de distribution déclare que ce raccordement lui sert d'alimentation de secours ou s'il veut garder ce raccordement en réserve pour la réalisation de projets à l'étude. Dans ce dernier cas, il participe aux frais d'entretien selon des modalités à convenir avec le gestionnaire du réseau de distribution.

TITRE IV. — Code d'accès

CHAPITRE I^{er}. — Choix d'un fournisseur et du responsable d'équilibre

Art. 127. § 1^{er}. Avant qu'une demande d'accès ne puisse être introduite auprès du gestionnaire du réseau de distribution selon les modalités des chapitres 2 (haute tension) et 3 (basse tension) du présent titre, un contrat d'une durée minimale de trois mois doit être établi entre l'utilisateur du réseau de distribution, un fournisseur titulaire d'une licence de fourniture valable et un responsable d'équilibre, par point d'accès. Si le fournisseur a son propre responsable d'équilibre, l'utilisateur du réseau de distribution ne signe le contrat qu'avec le fournisseur qu'il a choisi et en informe le gestionnaire du réseau de distribution lors de l'introduction de la demande d'accès.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, l'utilisateur du réseau de distribution peut désigner par point d'accès un responsable d'équilibre et plusieurs fournisseurs titulaires d'une licence de fourniture valable. Dans ce cas, il décide d'introduire lui-même la demande d'accès (voir article 130) sauf s'il charge un des fournisseurs d'assumer toutes les responsabilités vis-à-vis du gestionnaire du réseau de distribution. Ce fournisseur est appelé "le fournisseur" dans la suite du texte.

§ 3. Le gestionnaire du réseau de distribution tient un registre d'accès qui reprend, pour chaque point d'accès caractérisé par un seul code EAN, le fournisseur et le responsable d'équilibre. Le gestionnaire du réseau de distribution informe l'utilisateur de son numéro EAN.

Art. 128. § 1^{er}. Lorsqu'une charge est alimentée en tout ou partie par de la production locale, deux responsables d'équilibre, l'un chargé du prélèvement et l'autre chargé de l'injection, peuvent être désignés, par dérogation à l'article 127.

§ 2. Si l'utilisateur du réseau de distribution désigne deux responsables d'équilibre, il précise dans les contrats d'accès que :

— soit des comptages distincts sont installés en vue de compter séparément l'énergie produite de l'énergie prélevée. Chaque responsable d'équilibre n'est responsable que des comptages qui le concernent;

— soit un seul comptage est prévu qui effectue la somme algébrique de ces deux énergies et indique par période si, globalement, l'énergie résultante est injectée dans le réseau ou est prélevée.

Dans ce cas, les responsables d'équilibre ne sont chacun responsables que si le flux d'énergie s'effectue dans le sens pour lequel ils ont été désignés.

§ 3. Pour l'application de cet article, le gestionnaire du réseau de distribution peut créer artificiellement deux numéros EAN pour l'accès concerné.

§ 4. Dans la mesure où l'utilisateur du réseau et le responsable d'équilibre ne respectent pas les dispositions du présent article, le gestionnaire du réseau de distribution met en oeuvre les mesures dont il dispose à l'égard de la sécurité, de la fiabilité et de l'efficacité du réseau de distribution, sans préjudice des recours du gestionnaire du réseau de distribution à l'égard de l'utilisateur du réseau et du responsable d'équilibre concernés.

§ 5. L'absence de désignation d'un responsable d'équilibre chargé de l'injection et/ou de contrat y afférent dans un délai raisonnable suivant l'entrée en vigueur du présent règlement entraîne, en cas de risque pour la sécurité, la fiabilité et l'efficacité du réseau, et après mise en demeure fixant un délai raisonnable, la suspension d'accès au réseau de l'unité de production locale concernée.

Art. 129. § 1^{er}. Tout changement de fournisseur et/ou de responsable d'équilibre doit être signalé au moins un mois à l'avance par le nouveau fournisseur au gestionnaire du réseau de distribution, qui en informe l'ancien fournisseur.

Si un fournisseur, dont le contrat arrive à échéance, n'a pas été averti d'un changement de fournisseur par le gestionnaire du réseau de distribution et ne compte pas prolonger sa fourniture, il avertit le gestionnaire du réseau de distribution au moins un mois avant l'échéance, faute de quoi il pourra être considéré par le gestionnaire du réseau de distribution comme restant fournisseur.

Les fournisseurs concernés confirment ce changement à leurs responsables d'équilibre respectifs.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, à des tensions = 30 kV, la notification est effectuée par le nouveau fournisseur ou le détenteur d'accès et ce, au moins dix jours ouvrables à l'avance. L'ancien fournisseur réagit cinq jours avant l'échéance s'il n'a pas reçu de notification.

§ 3. Pour garantir la continuité de la fourniture à un utilisateur du réseau de distribution dont le fournisseur est subitement défaillant, le gestionnaire du réseau de distribution prend anticipativement les mesures nécessaires pour pouvoir lui substituer immédiatement un fournisseur qu'il a désigné. Dans les dix jours, le gestionnaire du réseau de distribution avertit l'utilisateur de cette substitution et lui rappelle qu'il peut choisir un autre fournisseur, moyennant un préavis d'un mois, selon les mêmes modalités que celles définies par l'Arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2002 relatif aux clients devenant éligibles. Le gestionnaire du réseau de distribution communique les clauses du présent paragraphe dans la lettre qu'il envoie aux clients qui vont devenir éligibles.

CHAPITRE II. — Modalités d'établissement des contrats d'accès en haute tension

Section 2.1. — Généralités

Art. 130. L'accès au réseau de distribution suppose la conclusion préalable et l'exécution conforme d'un contrat d'accès entre le gestionnaire du réseau de distribution et un utilisateur du réseau de distribution ou son fournisseur, la partie signataire étant dénommée le détenteur d'accès. Tout contrat d'accès doit être précédé d'une demande d'accès à approuver par le gestionnaire du réseau de distribution. Sauf si l'utilisateur du réseau de distribution a décidé de le faire lui-même, le fournisseur introduit la demande d'accès.

Section 2.2. — Demande d'accès auprès du gestionnaire du réseau de distribution

Art. 131. § 1^{er}. Toute demande d'accès est introduite selon la procédure établie par le gestionnaire du réseau de distribution et communiquée à la CWaPE selon les modalités de l'article 13. Cette procédure spécifie les conditions que doivent remplir les demandes d'accès pour être déclarées recevables par le gestionnaire du réseau de distribution.

§ 2. Une demande d'accès contient, entre autres, les éléments suivants :

- 1° l'identité du demandeur (nom, adresse, numéros d'identification, ...) et le nom de la personne de contact;
- 2° la date à partir de laquelle l'accès au réseau de distribution est demandé;
- 3° la liste des points d'accès (code EAN) avec mention du responsable d'équilibre ainsi que la puissance souscrite, sauf définition ultérieure de celle-ci avec l'accord du gestionnaire du réseau de distribution;
- 4° la preuve de l'existence d'un lien contractuel entre l'utilisateur et son fournisseur, ainsi qu'avec le responsable d'équilibre comme prévu par les articles 127 et 128.

Art. 132. Dans les cinq jours ouvrables suivant l'introduction d'une demande d'accès, le gestionnaire du réseau de distribution vérifie si la demande est complète. Si elle est incomplète, le gestionnaire du réseau de distribution signale au demandeur d'accès les informations ou documents qui font défaut et lui accorde un délai pour compléter sa demande.

Section 2.3. — Contrat d'accès avec le gestionnaire du réseau de distribution

Art. 133. Tout fournisseur peut conclure un contrat d'accès avec le gestionnaire du réseau de distribution à condition que sa demande d'accès soit jugée recevable.

A cette fin, le gestionnaire du réseau de distribution vérifie si les conditions suivantes ont été remplies :

- le fournisseur dispose d'une licence de fourniture valable;
- la demande d'accès est complète;
- les puissances souscrites ne dépassent pas la puissance de raccordement du raccordement concerné sauf en cas de définition ultérieure de la puissance souscrite;
- le titulaire du raccordement est éligible;
- le responsable d'équilibre est repris dans le registre des Responsables d'accès. (la vérification est effectuée pour les deux responsables d'équilibre en cas d'application de l'article 128).

Art. 134. Un utilisateur du réseau de distribution peut conclure un contrat d'accès avec le gestionnaire du réseau de distribution (et donc être repris au registre d'accès qui mentionne également le fournisseur et le responsable d'équilibre s'il répond aux conditions suivantes :

- 1° l'utilisateur du réseau de distribution est un utilisateur éligible;
- 2° un contrat de raccordement a été passé avec le gestionnaire du réseau de distribution pour le raccordement concerné et les puissances souscrites ne dépassent pas la puissance du raccordement;

3° le fournisseur désigné par l'utilisateur de réseau de distribution est titulaire d'une licence de fourniture valable (la vérification est effectuée pour tous les fournisseurs en cas d'application de l'article 127,§2);

4° le(s) responsable(s) d'équilibre est/ont repris dans le registre des Responsables d'accès. (la vérification est effectuée pour les deux responsables d'équilibre en cas d'application de l'article 128).

Art. 135. Le contrat d'accès comprend, au moins, les éléments suivants :

1° l'identité des parties concernées (nom, adresse, numéros d'identification...) en ce compris le fournisseur et le responsable d'équilibre;

2° l'indication des personnes de contact;

3° les dispositions relatives à la confidentialité, les responsabilités mutuelles;

4° la date d'entrée en vigueur du contrat d'accès et la durée de ce contrat;

5° la liste des points d'accès (code EAN) et la puissance souscrite par point d'accès ou par ensemble cohérent de points d'accès sauf définition ultérieure de celle-ci, et la durée du droit d'accès pour la puissance souscrite;

6° les unités de production par point d'accès (avec indication de la puissance nette développable maximale et la durée d'utilisation attendue) dans le cas où, suite aux unités de production raccordées, tant une injection qu'un prélèvement de puissance peut se produire à un point d'accès précis, il convient, pour la période considérée, de définir une puissance souscrite tant pour l'injection que pour le prélèvement de puissance;

7° les dispositions particulières éventuelles liées au prélèvement ou à l'injection de puissance réactive;

8° le cas échéant, les dispositions particulières en cas d'urgence;

9° les modalités de paiement et les éventuelles garanties financières.

Section 2.4. — Garanties à donner par le détenteur d'accès

Art. 136. Le détenteur d'accès garantit au gestionnaire du réseau de distribution que pendant la durée du contrat d'accès les prélèvements et injections seront couverts par un contrat de fourniture, selon l'article 127.

Art. 137. Le détenteur d'accès s'engage à informer immédiatement le gestionnaire du réseau de distribution en cas de modification d'un des éléments repris aux articles 131 à 135.

CHAPITRE III. — Modalités d'établissement des contrats d'accès en basse tension

Art. 138. § 1^{er}. Toute demande d'accès est introduite selon la procédure établie par le gestionnaire du réseau de distribution et communiquée à la CWaPE selon les modalités de l'article 13. Cette procédure spécifie les conditions que doivent remplir les demandes d'accès pour être déclarées recevables par le gestionnaire du réseau de distribution.

§ 2. Une demande d'accès contient, entre autres, les éléments suivants :

1° l'identité du demandeur (nom, adresse,...) et, le cas échéant, le nom de la personne de contact;

2° la justification de son éligibilité;

3° la date à partir de laquelle l'accès au réseau de distribution est demandé;

4° la puissance souscrite sauf définition ultérieure avec l'accord du gestionnaire du réseau de distribution;

5° le lien contractuel entre l'utilisateur et son fournisseur ainsi qu'avec le responsable d'équilibre.

§ 3. En basse tension, la demande d'accès est introduite par le fournisseur.

§ 4. La partie qui signe le contrat d'accès est dénommée le détenteur d'accès.

Art. 139. § 1^{er}. Dans les cinq jours ouvrables suivant l'introduction d'une demande d'accès, le gestionnaire du réseau de distribution vérifie si la demande est complète. Si elle est incomplète, le gestionnaire du réseau de distribution signale au demandeur d'accès ou à son mandataire les informations ou documents qui font défaut et lui accorde un délai pour compléter sa demande.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution transmet dans les cinq jours ouvrables de la réception de la demande complète, un contrat d'accès comprenant, au moins, les éléments suivants :

1° l'identité des parties concernées (nom, adresse, le cas échéant numéros d'identification...) en ce compris le fournisseur et le responsable d'équilibre si cette fonction n'est pas remplie par le fournisseur;

2° les dispositions relatives à la confidentialité, les responsabilités mutuelles;

3° la date d'entrée en vigueur du contrat d'accès et la durée de ce contrat;

4° l'adresse du point d'accès et la puissance souscrite sauf définition ultérieure de celle-ci;

5° les modalités de paiement.

Art. 140. Le détenteur d'accès garantit au gestionnaire du réseau de distribution que pendant la durée du contrat d'accès les prélèvements et injections seront couverts par un contrat de fourniture, selon l'article 127; il s'engage à informer immédiatement le gestionnaire du réseau de distribution en cas de modification d'un des éléments repris à l'article 138, § 2.

CHAPITRE IV. — Accès au réseau de distribution

Section 4.1. — Généralités

Art. 141. § 1^{er}. Dès la signature du contrat d'accès, l'utilisateur du réseau de distribution a accès à ce réseau à concurrence de la puissance souscrite sur le raccordement.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution prévoit, dans ses conditions générales, les modalités de réparation des dommages consécutifs à l'absence d'information de l'utilisateur conformément aux § 1^{er} et 2 de l'article 143, ainsi que les modalités de réparation des dégâts visés à l'article 28 de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité.

Section 4.2. — Interruptions planifiées de l'accès

Art. 142. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution a le droit, après concertation avec l'utilisateur du réseau de distribution concerné, d'interrompre l'accès en haute tension lorsque la sécurité, la fiabilité et/ou l'efficacité du réseau de distribution ou du raccordement nécessitent des travaux au réseau de distribution ou au raccordement.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution a le droit d'interrompre l'accès en basse tension lorsque la sécurité, la fiabilité et/ou l'efficacité du réseau de distribution ou du raccordement nécessitent des travaux au réseau de distribution ou au raccordement.

Art. 143. § 1^{er}. Sauf s'il justifie une situation d'urgence, le gestionnaire du réseau de distribution informe l'utilisateur du réseau de distribution en haute tension, ainsi que son responsable d'équilibre, au moins dix jours ouvrables à l'avance du début et de la durée probable d'une interruption. Ce délai est ramené à cinq jours ouvrables s'il s'agit de la régularisation d'une réparation provisoire. Le responsable d'équilibre informe le fournisseur le cas échéant.

§ 2. Sauf s'il justifie une situation d'urgence, le gestionnaire du réseau de distribution informe l'utilisateur du réseau de distribution en basse tension au moins deux jours ouvrables à l'avance du début et de la durée probable d'une interruption, sauf pour les coupures de moins d'un quart d'heure.

§ 3. En plus des informations prévues aux § 1 et 2, le gestionnaire du réseau de distribution publie sur son site internet le programme dûment tenu à jour des interruptions planifiées, ainsi que la durée prévue et les causes.

Section 4.3. — Interruptions d'accès non planifiées

Art. 144. § 1^{er}. Lors d'interruptions non planifiées de l'accès en haute tension, le gestionnaire du réseau de distribution informe immédiatement l'utilisateur du réseau de distribution et le responsable d'équilibre de la nature et de la durée de celles-ci.

§ 2. Lors d'interruptions non planifiées de l'accès en basse tension, le gestionnaire du réseau de distribution donne, à la demande de l'utilisateur du réseau de distribution ou de son fournisseur, une explication sur leur origine dans les dix jours ouvrables.

§ 3. Le gestionnaire du réseau de distribution publie sur son site internet la liste, la durée approximative et les causes succinctes relatives au réseau des interruptions non planifiées en haute tension. En basse tension, il se limite aux interruptions non planifiées de plus d'un quart d'heure.

Ces informations dûment tenues à jour sont maintenues sur le site pendant au moins un an. Le gestionnaire du réseau de distribution informe trimestriellement la CWaPE des causes non relatives au réseau.

Section 4.4. — Suspension de l'accès

Art. 145. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution se réserve le droit de suspendre en tout ou en partie l'accès à son réseau de distribution durant le temps strictement nécessaire à la régularisation des situations suivantes :

1° en cas de situation d'urgence;

2° s'il justifie qu'il existe un risque grave que le bon fonctionnement du réseau de distribution et/ou la sécurité des personnes ou des biens soient menacés;

3° au cas où la puissance souscrite est dépassée d'une façon notable;

4° dans le cas d'un utilisateur du réseau de distribution non résidentiel et après mise en demeure fixant un délai raisonnable de mise en conformité, si cet utilisateur du réseau de distribution ou son fournisseur ne respecte pas ses obligations financières, ou si, à un moment donné, il n'y a plus de fournisseur ou de responsable d'équilibre désigné.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution justifie dans les plus brefs délais sa décision à l'utilisateur du réseau concerné et à la CWaPE.

Art. 146. La puissance réellement prélevée ou injectée par l'utilisateur du réseau de distribution ne peut en aucun cas dépasser la puissance de raccordement telle que spécifiée dans le contrat de raccordement. Dans le cas où la puissance apparente n'est pas mesurée, il est tenu compte d'un facteur de puissance ($\cos \phi$) de 0,9.

Section 4.5. — Accès à d'autres réseaux

Art. 147. Le gestionnaire du réseau de distribution est responsable, vis-à-vis du détenteur d'accès ayant conclu un contrat d'accès avec lui, de l'accès aux réseaux interconnectés à son réseau de distribution.

Les interconnexions entre réseaux ne peuvent être interrompues, sauf en application de dispositions légales ou réglementaires.

*CHAPITRE V. — Prescriptions spécifiques pour l'accès au réseau de distribution à haute tension**Section 5.1. — Programmes d'accès*

Art. 148. § 1^{er}. Si le gestionnaire du réseau de distribution l'estime nécessaire (en fonction du niveau de puissance prélevée et/ou injectée et/ou sur base d'autres critères objectifs et non discriminatoires), il peut, en certains points d'accès, exiger journalièrement un programme d'accès du détenteur d'accès, avant d'octroyer l'accès au réseau de distribution. Dans ce cas, les dispositions du chapitre XI du titre IV du "Règlement technique de transport" sont applicables.

Le programme journalier d'accès relatif au jour « D » est déposé au plus tard le jour « D-1 » à une heure déterminée selon une procédure et des conditions de recevabilité, transparentes et non discriminatoires, spécifiées dans chaque contrat d'accès. Il peut aussi exiger annuellement des prévisions de la part du détenteur d'accès.

§ 2. Le détenteur d'accès avertit sans délai le gestionnaire du réseau de distribution dès qu'il prévoit que le profil de prélèvement ou d'injection réel s'écartera notablement du programme ou des prévisions précitées.

Section 5.2. — Prélèvement d'énergie réactive

Art. 149. Le gestionnaire du réseau de distribution accorde, par intervalle de temps, au détenteur d'accès un droit de prélèvement d'une quantité d'énergie réactive par point de prélèvement sur lequel porte le contrat.

Art. 150. Les quantités relatives au fonctionnement en régime inductif et capacitif sont mesurées séparément et ne sont pas compensées mutuellement.

Art. 151. § 1^{er}. Le détenteur d'accès bénéficie par intervalle de temps d'un droit de prélèvement d'une quantité forfaitaire d'énergie réactive, en régime inductif et capacitif.

§ 2. Sous réserve des dispositions du § 3, cette quantité forfaitaire d'énergie réactive par intervalle de temps correspond à 32,9 % de la quantité d'énergie active prélevée au point de prélèvement pendant cet intervalle de temps pour un prélèvement sur une tension = 30 kV ou par l'intermédiaire d'un raccordement direct sur un poste de transformation qui alimente le réseau à haute tension, et à 48,4 % de la quantité d'énergie active prélevée au point de prélèvement pendant cet intervalle de temps dans tous les autres cas.

§ 3. Ce droit de prélèvement d'énergie réactive par intervalle de temps ne peut être inférieur à 3,29 % et 4,84 % respectivement de la quantité d'énergie active qui est conforme à la durée de l'intervalle de temps multipliée par la puissance souscrite prélevée au point de prélèvement par le détenteur d'accès.

§ 4. La différence positive entre la quantité effectivement prélevée en régime inductif et la quantité forfaitaire attribuée conformément à la présente Section, est mise à charge du détenteur d'accès suivant le tarif correspondant approuvé par la CREG.

§ 5. La différence positive entre la quantité effectivement prélevée en régime capacitif et la quantité forfaitaire attribuée conformément à la présente Section, est mise à charge du détenteur d'accès suivant le tarif correspondant approuvé par la CREG.

§ 6. Pour l'application de la présente Section, l'intervalle de temps considéré est le quart d'heure.

CHAPITRE VI. — *Coordination de la mise en service des unités de production*

Art. 152. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution et le gestionnaire du réseau de transport se mettent d'accord sur la liste des unités de production raccordées au réseau de distribution dont les mises en service sont coordonnées par le gestionnaire du réseau de transport. Pour chacune de ces unités, un contrat de coordination de mise en service des unités de production est conclu entre le gestionnaire du réseau de transport et le responsable d'équilibre concerné.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution informe la CWaPE des unités de production pour lesquelles le § 1^{er} est d'application.

Art. 153. La coordination de la mise en service des unités de production concernées par l'article 152 répond aux prescriptions relatives du règlement technique de transport.

Art. 154. Le gestionnaire du réseau de distribution et le gestionnaire du réseau de transport se prêtent mutuellement assistance lors de l'exécution de la coordination de la mise en service des unités de production.

CHAPITRE VII. — *Services auxiliaires*

Section Ire. — Compensation des pertes en réseau

Art. 155. Le gestionnaire du réseau de distribution compense les pertes d'énergie dans son réseau de distribution par des achats appropriés d'énergie selon une procédure de mise en concurrence (appel d'offres ou adjudication).

Section 2. — Réglage de la tension et de la puissance réactive

Art. 156. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 238, le gestionnaire du réseau de distribution collabore avec le gestionnaire du réseau de transport dans le cadre du réglage de la tension et de la puissance réactive; il sert si nécessaire de relais vis-à-vis des unités de production raccordées à son réseau.

§ 2. La disponibilité et la fourniture de la puissance réactive pour le réglage de la tension visées dans cet article font l'objet, le cas échéant, d'un achat par une procédure de mise en concurrence.

Section 3. — Services auxiliaires fournis par le gestionnaire du réseau de distribution

Art. 157. § 1^{er}. Les services auxiliaires fournis par le gestionnaire du réseau de distribution au gestionnaire du réseau de transport ou de transport local répondent aux prescriptions reprises à ce sujet dans le règlement technique de transport.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution prête assistance au gestionnaire du réseau de transport pour le contrôle de la disponibilité et la fourniture des services auxiliaires visés au § 1^{er}.

CHAPITRE VII. — *Mesures en cas de situation d'urgence ou de congestion*

Art. 158. § 1^{er}. En cas de situation d'urgence affectant l'ensemble du réseau, le gestionnaire du réseau de distribution exécute les instructions du gestionnaire du réseau de transport/de transport local, y compris la mise en oeuvre du plan de délestage si requis.

§ 2. En cas de situation d'urgence affectant son propre réseau, le gestionnaire du réseau de distribution prend toutes les mesures nécessaires en ce compris des délestages pour :

- 1° limiter la propagation de l'incident si la source de celui-ci est située au sein de son réseau;
- 2° remettre en service le plus rapidement possible les lignes affectées.

Art. 159. Pour éviter à son propre réseau des problèmes de congestion interne, le gestionnaire du réseau de distribution peut établir des contrats prévoyant l'interruption ou la réduction de charges en pointes ou hors pointes. Il tiendra compte des problèmes de congestion constatés lors de l'établissement du prochain plan d'adaptation.

TITRE V. — *Code de mesure et de comptage*

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Art. 160. Le présent titre décrit les droits et obligations du gestionnaire du réseau de distribution et des utilisateurs du réseau et/ou fournisseurs et/ou responsables d'équilibre en ce qui concerne, d'une part, la mise à disposition, l'installation, l'utilisation et l'entretien des équipements de mesure et, d'autre part, le relevé, le traitement et la mise à disposition des données de mesure.

Art. 161. Tout point d'accès appartenant à un raccordement au réseau de distribution donne lieu à un comptage pour déterminer l'énergie active et/ou réactive injectée et/ou prélevée au réseau de distribution en ce point d'accès et éventuellement les puissances maximales quart horaires correspondantes. Une installation de mesure est utilisée à cet effet. Un bâtiment qui fait l'objet d'un nouveau raccordement et qui sert d'habitation à des personnes physiques, doit être équipé d'un raccordement et d'une installation individuelle de comptage par logement, sauf exceptions prévues par la législation applicable.

Art. 162. Les installations et les données de mesure ont pour but de permettre la facturation basée sur les quantités d'énergie injectée et/ou prélevée sur le réseau de distribution et servent également à assurer une bonne gestion du réseau de distribution. Exceptionnellement pour des fournitures d'électricité de faible quantité (abris bus, cabines téléphoniques, feux de signalisation...) ou de courte durée, les quantités d'énergie peuvent être fixées de façon forfaitaire sans utilisation d'une installation de comptage.

Art. 163. La facturation visée à l'article 162 peut reposer sur des données relatives à des périodes élémentaires éventuellement regroupées. En fonction du type de raccordement, ces données sont directement extraites des installations de mesure ou résultent de l'application de profils types aux données de mesure.

Art. 164. La période élémentaire visée à l'article 163 est le quart d'heure.

Art. 165. L'installation des équipements de mesure est réalisée conformément au présent règlement et aux contrats conclus en vertu de celui-ci. Le gestionnaire du réseau de distribution est également chargé de rassembler, de valider, de mettre à disposition et d'archiver les données de mesure. Dans l'accomplissement de cette tâche, il utilise des critères objectifs et non discriminatoires. Les parties concernées adoptent en outre les dispositions nécessaires afin que les règles de confidentialité en vigueur soient respectées.

Art. 166. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution est gestionnaire du fichier au sens de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée en ce qui concerne le traitement des données à caractère personnel. Au sens du présent titre, on entend par « données à caractère personnel » les données relatives tant à des personnes physiques que morales.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution ne peut, pour la collecte des données de mesure et d'accès, faire appel qu'à des personnes qui ne sont ni producteurs, ni responsables d'équilibre, ni détenteurs de licence de fourniture, ni intermédiaires, ni à des entreprises qui leur sont liées.

§ 3. L'utilisateur du réseau de distribution dispose de tous les droits d'un propriétaire pour ses données de comptage.

CHAPITRE II. — Dispositions relatives aux installations de mesure

Section 2.1. — Dispositions générales

Art. 167. Sans préjudice des dispositions du présent règlement, les équipements utilisés dans l'installation de mesure doivent répondre aux exigences des règlements et normes belges et des normes internationales applicables aux installations de mesure ou à leurs composants, et notamment à l'arrêté royal du 6 juillet 1981 relatif aux instruments destinés à la mesure de l'énergie électrique.

Ils doivent pouvoir être scellés.

Art. 168. Sans préjudice de la situation existante, le gestionnaire du réseau de distribution est responsable de la qualité et de la fiabilité des mesures. A cette fin, il peut exiger que les installations de mesure lui appartiennent ou appartiennent à une entreprise qu'il contrôle.

Art. 169. Une installation de mesure se compose de tous les équipements nécessaires pour exécuter les mesures telles que définies à l'article 161 et peut donc notamment se composer de combinaisons intégrées ou non de :

- 1° transformateurs de courant;
- 2° transformateurs de tension;
- 3° compteurs;
- 4° enregistreurs de données;
- 5° équipements de commutation;
- 6° armoire – bornes – câblage;
- 7° équipements de télétransmission;
- 8° équipements de protection.

Art. 170. L'utilisateur du réseau de distribution et le gestionnaire du réseau de distribution ont le droit de placer dans leurs installations et à leurs frais tous les appareils qu'ils jugent utiles pour vérifier la précision de l'installation de mesure visée à l'article 169. Un tel équipement de mesure appartenant éventuellement à l'utilisateur du réseau de distribution doit répondre aux prescriptions du présent règlement. Dans l'hypothèse où ces vérifications feraient apparaître des divergences, les dispositions prévues à l'article 185 seront d'application.

Art. 171. § 1^{er}. Si l'utilisateur du réseau de distribution souhaite intégrer des équipements supplémentaires dans l'installation de mesure relative à son raccordement, afin de réaliser une mesure de contrôle, il s'adressera au gestionnaire du réseau de distribution qui évaluera, sur la base de critères objectifs et non discriminatoires si cette installation peut être réalisée sans compromettre la sécurité, la fiabilité ou l'efficacité du réseau de distribution et la qualité des mesures de base. En cas d'évaluation positive, le gestionnaire du réseau de distribution réalisera le placement dans des conditions et délais non discriminatoires. Ces équipements doivent répondre aux prescriptions du présent règlement et ne peuvent influencer la mesure principale. En cas d'évaluation négative, une copie du rapport sera communiquée à la CWaPE.

§ 2. Tous les frais afférents à ces équipements supplémentaires sont à charge de l'utilisateur du réseau de distribution qui les a demandés.

Art. 172. Le gestionnaire du réseau de distribution peut, à ses frais, insérer dans l'installation de mesure tout équipement qu'il juge utile pour la réalisation de ses tâches, notamment en vue de mesurer des indices de qualité de la tension et/ou du courant.

Art. 173. L'utilisateur du réseau de distribution et le gestionnaire du réseau de distribution se concertent pour que l'installation de mesure soit à l'abri de chocs, de vibrations, de températures extrêmes et en général de tout ce qui peut causer des dommages ou des perturbations.

Section 2.2. — Localisation de l'installation de mesure

Art. 174. L'installation de mesure est placée à proximité immédiate du point d'accès.

Art. 175. Par dérogation à l'article 174 et pour un raccordement haute tension d'une puissance inférieure à 250 kVA, le gestionnaire du réseau de distribution peut, pour des raisons économiques, décider de placer l'installation de mesure du côté basse tension du transformateur de puissance.

Art. 176. Par dérogation à l'article 174, le gestionnaire du réseau de distribution peut, de commun accord avec l'utilisateur du réseau de distribution, décider de placer l'installation de mesure ailleurs qu'au point d'accès.

Art. 177. S'il n'est techniquement pas possible de placer l'installation de mesure à proximité immédiate du point d'accès, le gestionnaire du réseau de distribution convient avec l'utilisateur du réseau de distribution de l'endroit où il sera installé.

Section 2.3. — Prescriptions particulières pour les compteurs à budget

Art. 178. Si un compteur à budget est placé chez un client résidentiel en application des obligations de service public, celui-ci aura au moins les fonctionnalités suivantes :

1° différents modes de fonctionnement du compteur doivent être possibles :

— débitage de courant, sur base d'un nombre de kWh prépayés (prépaiement);

— débitage de courant et facturation classique (mensuelle, avec relevé annuel);

— débitage de courant sur base du nombre de kWh prépayés et, si ces kWh sont épuisés, poursuite de la fourniture d'électricité avec la puissance définie au 2°.

2° la possibilité d'adjoindre un module "fourniture minimale garantie" qui permet le passage d'une puissance plafonnée aux valeurs définies par l'Arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif aux obligations de service public;

3° la possibilité d'être facilement rechargé pour le fonctionnement en mode prépaiement.

Section 2.4. — Scellés

Art. 179. § 1^{er}. L'installation de mesure est scellée par le gestionnaire du réseau de distribution.

§ 2. Hormis l'enlèvement par le gestionnaire du réseau de distribution, les scellés ne peuvent être brisés ou enlevés sans l'accord écrit préalable du gestionnaire du réseau de distribution. En cas de bris de scellés ou d'intervention non autorisée, le gestionnaire du réseau de distribution prévient notamment le fournisseur et le responsable d'équilibre.

Section 2.5. — Exigences de précision

Art. 180. Les exigences de précision minimales de l'installation de mesure sont reprises à l'annexe II.

Section 2.6. — Pannes et erreurs

Art. 181. Si, pour un raccordement équipé de mesures de contrôle comme prévu à l'article 170, une mesure principale est en panne, la mesure de contrôle remplace la mesure principale.

Art. 182. Sauf autres dispositions convenues dans le contrat de raccordement, le gestionnaire du réseau de distribution remédie aux pannes de l'installation de mesure dans un délai de :

1° trois jours ouvrables pour une installation de mesure relative à un point d'accès avec une puissance de raccordement supérieure ou égale à 100 kVA;

2° sept jours ouvrables pour les autres installations de mesure.

Ce délai prend cours au moment où le gestionnaire du réseau de distribution a été informé de la panne.

Art. 183. Si, suite à un cas de force majeure, il ne peut être remédié à la panne dans le délai visé à l'article 182, le gestionnaire du réseau de distribution prend toutes les dispositions nécessaires afin de limiter la perte de données de mesure et informe le fournisseur.

Art. 184. Une erreur dans une donnée de mesure est considérée comme significative si elle est supérieure à ce qui est autorisé en vertu des classes de précision visées à l'article 180.

Art. 185. Tout utilisateur du réseau de distribution ou fournisseur qui soupçonne une erreur significative dans les données de mesure en informe immédiatement le gestionnaire du réseau de distribution et peut demander par écrit à celui-ci un contrôle de l'installation de mesure. Le gestionnaire du réseau de distribution prévoit ensuite l'exécution d'un programme de contrôle dans les plus brefs délais.

Art. 186. Si le contrôle visé à l'article 185 démontre que la précision de l'installation de mesure est la cause d'une erreur significative, le gestionnaire du réseau de distribution fait effectuer ou effectue lui-même un étalonnage.

Art. 187. S'il apparaît qu'une installation de mesure présente une erreur, une panne ou une imprécision qui ne peut être corrigées par un étalonnage et qui est la cause d'une erreur significative, le gestionnaire du réseau de distribution la détecte et y remédie le plus rapidement possible.

Art. 188. Le gestionnaire du réseau de distribution supporte les coûts entraînés par les actions visées aux articles 185 à 187 si une erreur significative a pu être constatée. Dans le cas contraire, ils sont supportés par le demandeur.

Section 2.7. — Entretien et inspections

Art. 189. L'entretien de l'installation de mesure est effectué par le gestionnaire du réseau de distribution de manière à ce que celle-ci réponde constamment aux exigences reprises dans le présent règlement.

Art. 190. Le gestionnaire du réseau de distribution peut, après notification préalable à l'utilisateur du réseau concerné, accéder aux installations de mesure, y compris à celles de l'éventuelle mesure de contrôle, en vue d'effectuer un contrôle de conformité aux dispositions du présent règlement.

Section 2.8. — Etalonnages

Art. 191. Le gestionnaire du réseau de distribution s'assure que les composants de l'installation de mesure ont été étalonnés avant la première mise en service selon les normes nationales et internationales en vigueur.

Art. 192. Le programme et le calendrier d'étalonnage sont établis par le gestionnaire du réseau de distribution selon les normes nationales et internationales en vigueur.

Art. 193. Les niveaux maxima autorisés de l'incertitude de mesure pour les activités d'étalonnage sont repris à l'annexe III.

Art. 194. L'étalonnage des composants de l'installation de mesure est réalisé par un organisme ou un service agréé en la matière.

Section 2.9. — Gestion administrative des données techniques des installations de mesure

Art. 195. Le gestionnaire du réseau de distribution est chargé de mettre à jour et d'archiver les données exigées pour une bonne gestion des installations de mesure et pour les contrôles légaux en vigueur, telles que celles relatives au fabricant, au type, au numéro de série, à l'année de construction et aux dates de contrôle et d'étalonnage.

CHAPITRE III. — Dispositions relatives aux données de mesure

Section 3.1. — Courbes de charge mesurées et calculées

Art. 196. La facturation des frais concernant l'accès au réseau de distribution et son utilisation repose sur une série de données, dont chacune a trait à une période élémentaire telle que déterminée à l'article 164. Une telle série de données est appelée ci-après « courbe de charge ».

On distingue deux sortes de courbes de charge :

a) la courbe de charge mesurée : l'installation de mesure enregistre pour chaque période élémentaire l'énergie prélevée et/ou injectée, à partir de laquelle la courbe de charge est élaborée;

b) la courbe de charge calculée : une courbe de charge est calculée sur la base de relevés des index de l'installation de mesure portant sur des durées relativement longues (par exemple, relevés annuel en basse tension) et de l'application d'un profil synthétique de charge adapté aux caractéristiques de consommation du ou des utilisateur(s) concerné(s).

Art. 197. § 1^{er}. Pour les installations de mesure qui concernent les points d'accès d'un raccordement existant pour lesquels la moyenne des puissances quart horaires maximales prélevées et/ou injectées sur une base mensuelle déterminée sur une période de douze mois consécutifs s'élève au moins à 100 kW, les courbes de charge prises en compte sont des courbes de charge qui ont été mesurées.

§ 2. Pour les installations de mesure relatives à des puissances inférieures, le gestionnaire du réseau de distribution pourra, à la demande et pour le compte de l'utilisateur du réseau de distribution ou du(des) fournisseur(s), également procéder à l'enregistrement de la courbe de charge mesurée.

§ 3. Pour les nouveaux raccordements ou ceux pour lesquels un renforcement de la puissance est effectué portant la puissance de raccordement à au moins 100 kVA, le gestionnaire du réseau de distribution place une installation de mesure avec enregistrement de la courbe de charge.

Art. 198. Pour tous les points d'accès dont l'installation de mesure enregistre la courbe de charge mesurée, la facturation visée à l'article 196 s'établira sur la base de cette courbe de charge mesurée.

Art. 199. § 1^{er}. En vue d'une utilisation interne, l'utilisateur du réseau de distribution a le droit de disposer en continu des données de mesure localement disponibles dans l'installation de mesure relative à son raccordement. Dans les cas exceptionnels où l'installation de mesure se trouve dans un endroit qui n'est pas accessible à l'utilisateur du réseau de distribution, ce dernier s'adressera au gestionnaire du réseau de distribution qui lui donnera accès dans un délai raisonnable, conformément aux dispositions mentionnées à l'article 16.

§ 2. Les données de mesure mentionnées au § 1 comprennent au moins les mesures comptables. A la demande de l'utilisateur du réseau de distribution, le gestionnaire du réseau de distribution donnera les renseignements nécessaires pour l'interprétation des données de mesure.

Section 3.2. — Dispositions particulières concernant la courbe de charge mesurée

Art. 200. La courbe de charge est enregistrée sur la base de périodes de mesure correspondant à la période élémentaire telle que définie à l'article 164.

Art. 201. Conformément aux dispositions du contrat de raccordement et/ou des besoins du gestionnaire du réseau de distribution, une installation de mesure enregistre les données suivantes par période de mesure :

- 1° l'indication de la période de mesure;
- 2° l'énergie active injectée et/ou prélevée;
- 3° le cas échéant, l'énergie réactive injectée et/ou prélevée.

Art. 202. Le gestionnaire du réseau de distribution collecte les données de mesure par voie électronique et le cas échéant par télé lecture.

Art. 203. La collecte des données visée à l'article 201 a lieu conformément à un protocole de communication défini par le gestionnaire du réseau de distribution.

Art. 204. Afin de permettre le cas échéant la télé lecture de l'installation de mesure, le gestionnaire du réseau de distribution veille à la réalisation de la liaison de télécommunication la plus appropriée, sur la base de critères technico-économiques.

Art. 205. Une période de mesure est référée au moment 00 :00 :00 selon l'heure CET (Central European Time = GMT + 1).

Art. 206. L'écart entre les heures de début et de fin de la période de mesure par rapport à l'heure CET ne peut dépasser dix secondes.

Section 3.3. — Dispositions particulières concernant la courbe de charge calculée

Art. 207. Une courbe de charge répartit une charge unitaire en périodes élémentaires, telles que définies à l'article 164, sur la base de profils synthétiques de charge établis statistiquement par la FPE. Il y a au moins quatre profils :

- le client résidentiel dont la consommation de nuit < 60 % de la consommation de jour;
- le client résidentiel dont la consommation de nuit ≥ 60 % de la consommation de jour;

- le client non résidentiel avec P raccordement < 56 kW;
- le client non résidentiel avec P raccordement ≥ 56 kW.

Ces courbes sont diffusées par la FPE.

Art. 208. Le fournisseur et son responsable d'équilibre organisent pour chaque client une injection qui correspond à la courbe de charge définie à l'article 207 et dont le niveau est ajusté en fonction des relevés de consommation du client; ils ont ainsi rempli leurs obligations d'équilibre.

Art. 209. Sur base du relevé des données de mesure, mensuellement en haute tension et annuellement en basse tension, la courbe de charge est régulièrement réajustée. Des compensations peuvent être organisées entre les différents fournisseurs.

Section 3.4. — Traitement des données

Art. 210. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution stocke les données visées à l'article 201 sous forme électronique.

§ 2. Aux données visées au § 1^{er}, le gestionnaire du réseau de distribution associe les données suivantes :

- 1° l'identification du point d'accès;
- 2° l'emplacement de l'installation de mesure;
- 3° l'identification du fournisseur et du responsable d'équilibre.

§ 3. Le traitement des données doit s'effectuer sans que la précision de ces données en soit influencée.

Section 3.5. — Validation et correction des données de mesure

Art. 211. § 1^{er}. Si l'installation de mesure ne se trouve pas à proximité immédiate du point d'accès, les données de mesure seront corrigées sur la base d'une procédure d'estimation qui tient compte des pertes physiques réelles entre le point de mesure et le point d'accès. Cette procédure est normalement définie dans le contrat de raccordement et est transmise à la CWaPE.

§ 2. Si le mode de correction n'est pas défini dans le contrat de raccordement, le gestionnaire du réseau de distribution appliquera, sur la base de critères objectifs et non discriminatoires, le mode le plus approprié qu'il communiquera à l'utilisateur et à la CWaPE.

Art. 212. § 1^{er}. Si le gestionnaire du réseau de distribution ne peut disposer des données de mesure réelles ou lorsque les résultats disponibles ne sont pas fiables ou erronés, ces données de mesure sont remplacées dans le processus de validation par des valeurs équitables sur la base de critères objectifs et non discriminatoires.

§ 2. Les données non fiables ou erronées sont corrigées sur la base d'une ou de plusieurs procédures d'estimation, comme :

- 1° des mesures redondantes ;
- 2° d'autres résultats de mesure dont dispose l'utilisateur du réseau de distribution concerné;
- 3° une comparaison avec les données d'une période considérée comme équivalente.

Art. 213. Après application des articles 211 et 212, le gestionnaire du réseau de distribution peut soumettre, après en avoir informé l'utilisateur du réseau de distribution concerné et la CWaPE, les données de mesure à toute forme de contrôle supplémentaire qu'il juge utile. Les données de mesure sont ensuite considérées comme validées.

Section 3.6. — Stockage, archivage et protection des données

Art. 214. Le gestionnaire du réseau de distribution stocke toutes les données de mesure ainsi que les données de mesure éventuellement corrigées dans une mémoire non volatile.

Art. 215. Le gestionnaire du réseau de distribution archive les données visées à l'article 214 pendant une période d'au moins cinq ans.

Art. 216. Les données de mesure centralisées par le gestionnaire du réseau de distribution ne peuvent être accessibles qu'au personnel propre du gestionnaire de réseau de distribution dans le respect des dispositions légales régissant le comptage et des articles 165 et 166.

Section 3.7. — Données de mesure à mettre à disposition dans le cas de courbes de charge mesurées

Art. 217. Les données de mesure sont en principe échangées et mises à disposition sous forme électronique.

Art. 218. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution met, selon des procédures établies dans le cadre de l'article 14, les données de mesure suivantes à la disposition du fournisseur concerné et du détenteur d'accès sur une base quart horaire pour les points d'accès sur lesquels il fournit ou injecte de l'énergie et qui sont pourvus d'une lecture automatique :

- 1° quotidiennement pour le jour D-1 : données de mesure non validées par point d'accès;
- 2° mensuellement : les données de mesure validées; pour au moins 95 % des points d'accès, les données doivent être communiquées au plus tard le quatrième jour ouvrable du mois suivant et, pour tous les points d'accès, au plus tard le dixième jour ouvrable de ce mois.

Les données de mesure fournies incluent les éventuels coefficients correctifs.

§ 2. Les données visées au § 1^{er} sont également transmises à l'utilisateur du réseau sur demande écrite de sa part et à ses frais.

§ 3. En cas de panne de l'installation de mesure, le gestionnaire du réseau de distribution remplace les données manquantes par sa meilleure estimation de celles-ci.

Art. 219. Le gestionnaire du réseau de distribution motive les adaptations et les corrections apportées sur la base des articles 211 et 212 et en informe la CWaPE.

Art. 220. Le gestionnaire du réseau de distribution met à la disposition du responsable d'équilibre les mêmes informations sous forme globalisée, c'est-à-dire pour l'ensemble des points d'accès pour lesquels il assume la responsabilité de l'équilibre.

Art. 221. Le gestionnaire du réseau de distribution peut mettre à la disposition du fournisseur concerné ou du détenteur d'accès ou du responsable d'équilibre, à sa demande, les données, validées ou non, mentionnées ci-dessus à une fréquence plus élevée que celle visée à l'article 218. La personne concernée s'adresse à cette fin au gestionnaire du réseau de distribution qui évalue la demande sur la base de critères objectifs et non discriminatoires et réalise les tâches qui en résultent. Les frais y afférents sont supportés par le demandeur.

Art. 222. Mensuellement et au plus tard le 10^{ème} jour ouvrable du mois suivant, le gestionnaire du réseau de distribution met à la disposition, selon le cas, du gestionnaire de réseau de transport ou du gestionnaire du réseau de transport local, des données validées, conformément aux dispositions des articles 218 et 219, et globalisées par responsable d'équilibre conformément à l'article 220.

Art. 223. A la demande de l'utilisateur du réseau de distribution ou du fournisseur concerné, le gestionnaire du réseau de distribution met à la disposition du demandeur des données de mesure complémentaires ou d'autres informations en provenance de l'installation de mesure concernée à une autre fin que la facturation visée à l'article 162. Le demandeur s'adresse à cet effet au gestionnaire du réseau de distribution qui évalue la demande sur la base de critères objectifs et non discriminatoires et effectue les travaux qui en découlent. Les frais afférents à ces travaux sont à charge du demandeur.

Section 3.8. — Données de mesure à mettre à disposition dans le cas de courbes de charge calculées

Art. 224. Le gestionnaire du réseau de distribution met à la disposition du fournisseur concerné des données de mesure validées pour les points d'accès sur lesquels il fournit ou injecte de l'énergie et qui sont relevés mensuellement en haute tension et annuellement en basse tension. Pour au moins 95% de ces points d'accès, les données doivent être communiquées au plus tard le quatrième jour ouvrable du mois suivant et, pour tous les points d'accès, au plus tard le dixième jour ouvrable de ce mois.

Art. 225. Mensuellement et au plus tard le 10^{ème} jour ouvrable du mois suivant, le gestionnaire du réseau de distribution met à la disposition du responsable d'équilibre les données de mesure attribuées aux points d'accès non pourvus d'une lecture automatique, sur base des courbes de charges calculées, et ceci sous forme globalisée c'est-à-dire pour l'ensemble des points d'accès pour lesquels il assume la responsabilité de l'équilibre. Il communique en même temps ces données globalisées par responsable d'équilibre au gestionnaire du réseau de transport et/ou au gestionnaire du réseau de transport local.

Section 3.9. — Plaintes et rectifications

Art. 226. Toute contestation doit être communiquée par une partie directement concernée au gestionnaire du réseau de distribution par écrit, au plus tard un mois après la mise en évidence d'une erreur.

Art. 227. Une éventuelle rectification des données de mesure et de la facturation qui en résulte portera au maximum, et sauf en cas de mauvaise foi, sur la période de deux ans précédant la dernière facturation.

CHAPITRE IV. — Dispositions transitoires

Art. 228. Les installations de mesure ou leurs composants existant au moment de l'entrée en vigueur du présent Règlement technique qui ne sont pas conformes aux exigences de précision visées à l'article 180 peuvent continuer à être utilisées pour autant qu'elles ne fassent pas l'objet d'adaptation ou de remplacement et qu'elles soient conformes aux exigences de précision de la première classe de précision inférieure à celle visée à cet article.

Art. 229. Si l'utilisateur du réseau de distribution ou le gestionnaire du réseau de distribution lui-même demande de rendre des installations de mesure existantes ou des composants de celles-ci conformes aux exigences de précision visées à l'article 180, le gestionnaire du réseau de distribution effectuera les adaptations nécessaires en concertation avec l'utilisateur du réseau de distribution. Les frais entraînés par ces adaptations sont supportés par le demandeur.

Art. 230. § 1^{er}. Pour autant qu'elles ne fassent pas l'objet de remplacement, les installations de mesure existantes qui ne sont pas conformes aux exigences relatives à l'enregistrement de la courbe de charge telles qu'elles sont visées à l'article 197, peuvent continuer à être utilisées pendant une période transitoire maximale de six mois à compter de la date à laquelle l'utilisateur concerné est devenu éligible. Le remplacement est à charge du propriétaire de l'installation.

§ 2. Pendant la période durant laquelle les courbes de charge mesurées ne sont pas disponibles, les facturations s'effectueront sur la base des courbes de charge calculées.

Art. 231. Si l'utilisateur du réseau de distribution ou le fournisseur concerné souhaite que la non-conformité telle que visée à l'article 230 soit levée dans un délai plus court, il s'adressera à cet effet au gestionnaire du réseau de distribution. Celui-ci jugera, sur la base de critères objectifs et non discriminatoires, si les adaptations demandées peuvent être réalisées. Sauf évaluation négative dûment motivée, le gestionnaire du réseau de distribution réalisera les adaptations. Les frais supplémentaires entraînés par ces adaptations accélérées sont supportés par le demandeur.

TITRE VI. — Code de collaboration

Art. 232. Le gestionnaire du réseau de distribution et les gestionnaires des réseaux auquel son réseau est connecté déterminent de commun accord l'emplacement du (des) point(s) d'interconnexion.

Art. 233. Le gestionnaire du réseau de distribution et les gestionnaires des réseaux auquel son réseau est connecté se prêtent mutuellement la collaboration nécessaire lors de l'exécution des tâches auxquelles sont tenues légalement ou contractuellement les deux parties.

Art. 234. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution se concerta avec les gestionnaires des réseaux auxquels son réseau est connecté concernant tous les aspects qui peuvent avoir directement ou indirectement des conséquences pour les gestionnaires de réseaux concernés, en particulier en ce qui concerne :

- 1° le développement, l'entretien et l'exploitation de leurs réseaux respectifs;
- 2° les services auxiliaires qu'ils se fournissent respectivement;
- 3° l'équilibre entre la demande et l'offre d'électricité dans la zone de réglage belge;
- 4° la gestion technique des flux d'électricité sur leurs réseaux respectifs;
- 5° la coordination de l'appel des unités de production raccordées à leurs réseaux respectifs;
- 6° l'accès à leurs réseaux respectifs;
- 7° l'application du code de sauvegarde et de reconstitution.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution échange avec les gestionnaires des réseaux auxquels son réseau est connecté les données nécessaires relatives aux aspects mentionnés au § 1^{er} selon des procédures convenues de commun accord.

§ 3. Le gestionnaire du réseau de distribution détermine avec les gestionnaires des réseaux auxquels son réseau est connecté les responsabilités respectives en matière de qualité, de périodicité de mise à disposition et de fiabilité des données visées au § 1^{er} et en matière de respect des délais de notification.

Art. 235. Le gestionnaire du réseau de distribution conclut avec les gestionnaires des réseaux auxquels son réseau est connecté une convention de confidentialité qui détermine, conformément aux dispositions légales en la matière, la confidentialité des données mises à disposition ou échangées mutuellement.

Art. 236. Le gestionnaire du réseau de distribution communique les données de planification aux gestionnaires des réseaux auxquels son réseau est connecté de façon à leur permettre d'établir leur plan d'adaptation.

Art. 237. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution conclut avec les gestionnaires des réseaux auxquels son réseau est connecté un contrat d'interconnexion qui détermine notamment la puissance qui peut être mise à la disposition du gestionnaire du réseau de distribution en chaque point d'interconnexion et, le cas échéant, l'évolution de cette puissance.

§ 2. Tout renforcement ou extension d'une interconnexion existante est évalué de commun accord entre le gestionnaire du réseau de distribution et les gestionnaires des réseaux auxquels son réseau est connecté sur la base du souci du développement optimal des réseaux concernés, et compte tenu de la priorité à accorder aux installations de cogénération de qualité, aux installations de production qui utilisent des sources d'énergie renouvelable, ainsi qu'à celles qui produisent de l'électricité à partir des déchets et des récupérations sur processus industriel.

§ 3. La qualité de la tension fournie en chaque point d'interconnexion est déterminée dans le contrat d'interconnexion visé au § 1, et est au moins conforme aux dispositions de la norme NBN EN 50160 « Caractéristiques de la tension fournie par les réseaux publics de distribution ».

§ 4. Le niveau admissible de perturbations au point d'interconnexion est déterminé par les normes généralement appliquées au niveau européen, ainsi qu'aux recommandations techniques CEI IEC 61000-3-6 et 61000-3-7.

Art. 238. § 1^{er}. Aux points d'interconnexion, le gestionnaire du réseau de distribution bénéficie, par intervalle de temps d'un quart d'heure, d'un droit de prélèvement d'une quantité forfaitaire d'énergie réactive, en régime inductif et en régime capacitif.

§ 2. Sous réserve des dispositions du § 3, cette quantité forfaitaire d'énergie réactive par intervalle de temps est égale à 32,9 % de la quantité d'énergie active prélevée au point d'interconnexion durant cet intervalle de temps.

§ 3. Ce droit de prélèvement d'énergie réactive par intervalle de temps ne peut être inférieur à 3,29 % de la quantité d'énergie active qui est conforme à la durée de l'intervalle de temps multipliée par la puissance mise à disposition au point d'interconnexion, telle que déterminée à l'article 237.

§ 4. La différence positive entre la quantité en régime inductif et la quantité forfaitaire, attribuée conformément au présent article, est à charge du gestionnaire de réseau de distribution concerné selon le tarif applicable.

§ 5. La différence positive entre la quantité en régime capacitif et la quantité forfaitaire, attribuée conformément au présent article, est à charge du gestionnaire de réseau de distribution concerné selon le tarif applicable.

Art. 239. § 1^{er}. Dans le cadre des dispositions de l'article 234, le gestionnaire du réseau de distribution informe les gestionnaires des réseaux auxquels son réseau est connecté en temps voulu au sujet des transferts de charge temporaires et permanents entre les points d'interconnexion concernés.

§ 2. Sur demande motivée de celui-ci, le gestionnaire du réseau de distribution met à la disposition des gestionnaires des réseaux auxquels son réseau est connecté des informations complémentaires concernant le diagramme de charge attendu par point d'interconnexion.

Art. 240. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution conclut avec les gestionnaires des réseaux auxquels son réseau est connecté un contrat de collaboration qui détermine entre autres les droits, obligations et responsabilités respectifs et les procédures relatives à tous les aspects de l'exploitation qui peuvent avoir une influence directe ou indirecte sur la sécurité, la fiabilité et l'efficacité des réseaux, des raccordements ou des installations concernés des utilisateurs du réseau.

§ 2. Le contrat de collaboration visé au § 1^{er} tient compte du code de sauvegarde établi par le gestionnaire du réseau de transport ou de transport local.

§ 3. Le contrat de collaboration visé au § 1^{er} tient compte du code de reconstitution établi par le gestionnaire du réseau de transport ou de transport local.

Art. 241. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution met les données de mesure de chaque responsable d'équilibre à la disposition des gestionnaires des réseaux auquel son réseau est connecté, suivant les dispositions des articles 222 et 225.

§ 2. Les données de mesure mentionnées au § 1^{er} déterminent, par responsable d'équilibre et par quart d'heure, la puissance échangée entre les réseaux concernés.

§ 3. Le gestionnaire du réseau de distribution veille à ce que la puissance totale échangée entre les réseaux concernés par quart d'heure soit attribuée aux différents responsables d'équilibre.

TITRE VII. — Dispositions finales

Art. 242. Le Ministre de l'Energie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 243. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 69, alinéa 2.

Le Ministre de l'Energie fixe l'entrée en vigueur de l'article 69, alinéa 2.

Namur, le 16 octobre 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE,
Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Annexe I

Liste des données

La première colonne du Tableau 1 est intitulée « Type de raccordement » et distingue deux types de raccordement : les raccordements d'unités de production (« Pr ») et les raccordements de charges (« Ch »).

Pour un raccordement combiné (unité de production et charge, « Pr + Ch »), le gestionnaire du réseau de distribution peut demander la totalité ou une partie des données des deux types de raccordement.

La deuxième colonne du Tableau 1 est intitulée « Objectif » et se réfère au chapitre ou aux paragraphes du présent règlement auxquels ces données ont trait.

L'abréviation « P » concerne le Titre II Code de planification. Les abréviations « E » et « D » correspondent respectivement à une « Demande d'une étude d'orientation » et à une « Demande de raccordement » du Titre III Code de raccordement. D'autres données concernant les installations existantes sont cataloguées sous l'intitulé « Autres » (elles sont à fournir sur demande spécifique non reprise ci-dessous) et « Tous » (elles sont à fournir dans les trois cas cités ci-dessous).

Les données de planification dont il est question à l'article 34 du Code de planification sont celles qui sont fournies dans le Tableau 1 sous le signe « P » ou « Tous » dans la colonne « Objectif ».

Les données ou informations techniques générales dont il est question à l'article 73 du Code de raccordement sont celles qui sont fournies dans le Tableau 1 sous le signe « E » ou « Tous » dans la colonne « Objectif ».

Les données ou informations techniques détaillées dont il est question à l'article 83 du Code de raccordement sont celles qui sont fournies dans le Tableau 1 sous le signe « D » ou « Tous » dans la colonne « Objectif ».

La troisième colonne du Tableau 1 est intitulée « Description » et décrit les données et informations techniques demandées.

La quatrième colonne du Tableau 1 est intitulée « Unité » et indique l'unité de mesure dans laquelle les quantités mesurables sont exprimées.

La cinquième colonne du Tableau 1 est intitulée « Période ». La lettre T indique le nombre d'années pour lesquelles la donnée ou l'information doit être fournie au gestionnaire du réseau de distribution, conformément à la période de planification visée au Code de planification.

Type de raccordement	Objectif	Description	Unité	Période
Pr + Ch	Tous	Identification du Raccordement		
Pr + Ch	Tous	Nom et adresse de l'Utilisateur du réseau		
Pr + Ch	D	Couplage avec le réseau : description du raccordement, y compris la source auxiliaire.		
Pr + Ch	E, D	Date de mise en service	mm/aaaa	
Pr + Ch	Autres	Dernière date du contrôle de conformité	jj/mm/aaaa	
Pr + Ch	D	Localisation et accès aux appareils de coupure et de l'installation de comptage		
Pr + Ch	Autres	Protection générale (surintensité) : marque, type, valeurs de réglage, schéma de câblage		
Pr + Ch	Autres	Schéma électrique		
Ch	Tous	Pointes de puissance active et mois de leur apparition	kW,mm	T
Ch	Tous	Puissance réactive (ou cos phi) en cas de pointe active	kVAr	T
Ch	P	Eventuelles ruptures de tendance	kW, mm/aaaa	T
Ch	P	Modèle de prélèvement hebdomadaire	kW	
Ch	E, D	Type et puissance de la charge perturbatrice	kW	
Ch	E, D	Puissance des moteurs installés	kVA	
Ch	Tous	Date de mise en service d'une batterie de condensateurs	jj/mm/aaaa	
Ch	Tous	Batterie de condensateur : Puissance installée.	kVAr	
Pr	Tous	Unité de production : Identification		
Pr	Tous	Puissance maximale développable	kW	T
Pr	P	Estimation de la production annuelle ou de la durée d'utilisation	kWh ou h	T
Pr	Tous	Cos phi à la puissance maximale		T
Pr	E,D	Type de Générateur (Asynchrone/ synchrone/ onduleur)		
Pr	D	Plaque signalétique du générateur		
Pr	Tous	Source d'énergie (Energie renouvelable ou non / Cogénération/ Autres)		
Pr	Tous	La puissance de court-circuit triphasée (subtransitoire) au point d'accès	MVA	
Pr	Tous	Fonctionnement possible en ilotage ?	O/N	
Pr	Tous	Conduite en parallèle possible ?	O/N	
Pr	P	Taux de disponibilité prévu	%	
Pr	E, D	Type et puissance d'une unité de production perturbatrice	kW	
Pr	D	Transformateur : Ucc	%	

Type de raccordement	Objectif	Description	Unité	Période
Pr	D	Transformateur : Plaque signalétique		
Pr	Autres	Protection de découplage : marque, type, valeurs de réglage, schéma de câblage, commande à distance (O/N)		

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 octobre 2003 relatif au règlement technique pour la gestion des réseaux de distribution d'électricité en Région wallonne et l'accès à ceux-ci.
Namur, le 16 octobre 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Annexe II

Exigences de précision de l'installation de comptage

Le Tableau 2 mentionne la classe de précision minimale requise pour les composants de l'installation de comptage en fonction de la puissance de raccordement et du niveau de tension.

Puissance de raccordement	Niveau de tension auquel l'installation de comptage est raccordée	Erreur totale maximale autorisée (\pm %) à pleine charge ³		Classe de précision minimale requise des composants de l'installation de comptage			
		Actif PF=1	Réactif PF=0	TT	TC	Wh-mètre	VArh-mètre
≥ 5 MVA	HT	0.5	2.25	0.2	0.2	0.2	2
≥ 1 MVA à 5 MVA	HT	0.75	2.25	0.2	0.2	0.5	2
≥ 250 kVA à 1 MVA	HT	1.5	2.5	0.5	0.5	1	2
	BT (cas particulier)	1.25	2.25	na	0.5	1	2
≥ 100 kVA à 250 kVA	HT	1.5	2.5	0.5	0.5	1	2
	BT	1.25	2.25	na	0.5	1	2
< 100 kVA	HT	2.5	3.25	0.5	0.5	2	3
	BT avec TC	2.25	3.25	Na	0.5	2	3
	BT sans TC	2	na	na	na	2	na

Tableau 2 : Classe de précision des composants de l'installation de comptage

Avec :

TT : transformateur de tension

TC : transformateur de courant

Wh - mètre : compteur pour l'énergie active

VArh - mètre : compteur pour l'énergie réactive

PF : facteur de puissance

na : non applicable

³ L'erreur totale maximale autorisée (+ %) pour l'ensemble de l'installation de comptage à pleine charge est donnée comme valeur indicative. Elle est calculée sur base de la somme vectorielle des erreurs de chaque composant de l'installation de comptage, c.à.d. A+B+C, avec :

A : l'erreur du transformateur de tension avec câblage,

B : l'erreur du transformateur de courant avec câblage,

C : l'erreur du compteur.

Afin de pouvoir donner la meilleure garantie de conformité avec les exigences de l'erreur totale autorisée, le gestionnaire du réseau de distribution adoptera les règles nécessaires pour qu'à la puissance de raccordement, les composants soient utilisés dans leur domaine de fonctionnement nominal.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 octobre 2003 relatif au règlement technique pour la gestion des réseaux de distribution d'électricité en Région wallonne et l'accès à ceux-ci.

Namur, le 16 octobre 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Annexe III

Exigences de précision pour l'étalonnage des installations de comptage

L'incertitude maximale autorisée (en %) pour l'étalonnage des composants de l'installation de comptage s'élève à :

- Classe 0.2 TC et TT : ± 0.05
- Classe 0.2 Wh - mètre $\pm 0.05/\cos\varphi$
- Classe 0.5 TC et TT : ± 0.1
- Classe 0.5 Wh - mètre $\pm 0.1/\cos\varphi$
- Classe 1 Wh - mètre $\pm 0.2/\cos\varphi$
- Classe 2 Wh - mètre $\pm 0.5/\cos\varphi$
- Classe 2 varh - mètre $\pm 0.5/\sin\varphi$
- Classe 3 varh - mètre $\pm 0.5/\sin\varphi$

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 octobre 2003 relatif au règlement technique pour la gestion des réseaux de distribution d'électricité en Région wallonne et l'accès à ceux-ci.

Namur, le 16 octobre 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 4828

[C — 2003/27778]

16. OKTOBER 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung über die technische Regelung für den Betrieb der Stromverteilernetze in der Wallonischen Region und den Zugang zu diesen Netzen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, insbesondere der Artikel 12, 3°, 13, 15, 16, §§ 1 und 2, et 29, § 2;

Aufgrund des am 22. Juli 2003 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 24. Juli 2003 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Region vom 24. Juli 2003 bezüglich des Antrags auf ein Gutachten des Staatsrats innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet;

Aufgrund der am 14. August 2003 an die europäische Kommission gerichteten Mitteilung Nr. 2003/0303/B-N20E;

Aufgrund des am 25. August 2003 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 35.816/2/V des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,

Nach Beratung,

Beschließt:

TITEL I — Allgemeines**KAPITEL I — Allgemeine Grundsätze****Abschnitt 1.1 — Anwendungsbereich und Definitionen**

Artikel 1 - Die vorliegende technische Regelung enthält die Vorschriften und Regeln bezüglich des Betriebs und des Zugangs zum Verteilernetz für Hoch- und Niederspannung.

Sie enthält eine Planungsordnung (Titel II), eine Anschlussordnung (Titel III), eine Zugangsordnung (Titel IV), eine Messordnung (Titel V) und eine Zusammenarbeitsordnung (Titel VI) wie nachstehend näher erläutert.

Art. 2 - Die in Artikel 2 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts enthaltenen Definitionen sind auf die vorliegende Regelung anwendbar.

Außerdem gelten zur Anwendung der vorliegenden Regelung folgende Definitionen:

1° Zugang: Recht bezüglich der Energieeinspeisung und/oder -entnahme an einer oder mehreren Zugangsstellen;

2° Niederspannung: Spannungsniveau von höchstens 1 Kilovolt (kV);

3° Last: eine Einrichtung eines Benutzers des Verteilernetzes, die elektrische Wirk- oder Blindleistung verbraucht und an das Verteilernetz angeschlossen ist;

4° Haushaltskunde: Kunde, dessen Stromverbrauch hauptsächlich für die häusliche Verwendung bestimmt ist;

5° Ordnung bei Großstörungen: operationelle Ordnung für die Gewährleistung der Sicherheit, Zuverlässigkeit und Wirksamkeit des elektrischen Systems bei einem Notzustand im Sinne der technischen Regelung zur Übertragung;

6° Ordnung zur Versorgungswiederaufnahme: operationelle Ordnung für die Wiederaufnahme des elektrischen Systems nach einem vollständigen oder teilweisen Zusammenbruch im Sinne der technischen Regelung zur Übertragung;

7° Kraft/Wärme-Kopplung: gleichzeitige Erzeugung von Strom und Wärme;

8° Zählung: Aufzeichnung durch eine Messausrüstung und nach zeitlichen Perioden der Menge Wirk- oder Blindenergie, die ins Netz eingespeist oder aus ihm entnommen wird;

9° Zugangsvertrag: ein gemäß dem Titel 4 der vorliegenden technischen Regelung zwischen dem Betreiber des Verteilernetzes und einer Person genannt "Zugangsinhaber" abgeschlossener Vertrag, der insbesondere die Sonderbedingungen bezüglich des Zugangs zum Verteilernetz beinhaltet;

10° Koordinierungsvertrag zur Inanspruchnahme der Erzeugungseinheiten: der zwischen dem Betreiber des Übertragungsnetzes und einem Ausgleichsverantwortlichen für einen oder mehrere Einspeisungspunkte abgeschlossene Vertrag, der hauptsächlich die Bedingungen bezüglich der Koordinierung der Inanspruchnahme der Erzeugungseinheiten enthält;

11° Anschlussvertrag: der gemäß der vorliegenden technischen Regelung zwischen einem Benutzer des Verteilernetzes und einem Betreiber des Verteilernetzes abgeschlossene Vertrag, der die gegenseitigen Rechte, Pflichten und Verantwortungen bezüglich eines bestimmten Anschlusses, sowie die einschlägigen technischen Bestimmungen für den Anschluss der Anlagen beinhaltet;

12° Vertrag des Zugangsverantwortlichen: der zwischen dem Betreiber des Übertragungsnetzes und einem Ausgleichsverantwortlichen abgeschlossene Vertrag, der insbesondere die Bedingungen bezüglich des Ausgleichs beinhaltet;

13° Lastgang/Lastprofil: Reihe von gemessenen (Lastgang) oder berechneten (Lastprofil) Daten bezüglich der Energieentnahme oder -einspeisung an einer Zugangsstelle pro Taktperiode;

14° Dekret: Dekret vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts;

15° Zugangsinhaber: Vertragspartner, der mit dem Betreiber des Verteilernetzes einen Zugangsvertrag unterzeichnet hat;

16° Messangabe: die durch eine Zählung oder Messung mittels einer Messausrüstung erzielte Angabe;

17° EAN-GSRN: European Article Number/Global Service Related Number (18-stelliges numerisches Feld zur eindeutigen Identifikation einer Zugangsstelle);

18° EDIEL: Electronic Data Interchange for the Electric Industry (gehört zu der internationalen Norm UN/EDIFACT für die elektronische Datenübermittlung zwischen Betreibern und Benutzern von Stromnetzen);

19° Wirkenergie: Integral der Wirkleistung während eines bestimmten Zeitraums;

20° Blindenergie: Integral der Blindleistung während eines bestimmten Zeitraums;

21° Messausrüstung: für die Zählungen und Messungen an einer bestimmten Messstelle bestimmte elektrische Ausrüstung; diese enthält insbesondere die Zähler, Messgeräte, Messwandler, Fernmeldeausrüstungen und die dazugehörenden Schutzvorrichtungen;

22° signifikanter Fehler: ein Fehler in einer Messangabe, der größer als die gesamte Genauigkeit der gesamten Messausrüstungen ist, die diese Messangabe bestimmen, und der den Industrieprozess oder die mit dieser Messangabe verbundene Abrechnung negativ beeinflussen kann;

23° FPE: "Fédération professionnelle des producteurs et distributeurs d'électricité de Belgique" (Berufsverband der Elektrizitätserzeuger und -verteiler von Belgien);

24° Frequenz: Anzahl Schwingungen pro Sekunde der Spannungsgrundschwung, ausgedrückt in Hertz (Hz);

25° Betreiber des Verteilernetzes: jeder gemäß Artikel 10 des Dekrets bezeichnete Betreiber eines Verteilernetzes;

26° Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes: die gemäß den Bestimmungen des Kapitels II des Dekrets bezeichnete Person;

27° Betreiber des Übertragungsnetzes: die gemäß Artikel 10 des Gesetzes bezeichnete Person;

28° Hochspannung: Spannungsniveau von über 1 Kilovolt;

29° Einspeisung: die Leistungslieferung an das Verteilernetz;

30° Anlage des Benutzers des Verteilernetzes: eine Anlage eines Benutzers des Verteilernetzes, die über einen elektrischen Anschluss mit dem Verteilernetz verbunden ist, ohne diesem anzugehören;

31° Betriebsmäßig zu dem Verteilernetz gehörende Anlage: eine Anlage, für die ein Benutzer des Verteilernetzes über das Eigentums- oder Nutzungsrecht verfügt, die jedoch wie eine Anlage des Verteilernetzes betrieben wird, wobei dieser Begriff in dem Anschlussvertrag oder in einer dazugehörenden Vereinbarung näher erläutert wird;

32° Sammelschiene: das dreiphasige Gefüge aus drei Metallschienen oder aus drei Phasenleitern, die jede(r) für jede Phase des Dreiphasensystems einen identischen Spannungspunkt bildet, woran die Anlagen (Instrumente, Leitungen, Kabel) untereinander verbunden werden können;

33° Tag D: ein Kalendertag;

34° Tag D-1: der Kalendertag vor dem Tag D;

35° Werktag: jeder Wochentag, außer samstags, sonntags und den gesetzlichen Feiertagen;

36° Gesetz: Gesetz vom 29. April 1999 über die Organisation des Elektrizitätsmarkts;

37° Messung: Aufzeichnung mittels eines Messsystems eines physikalischen Werts zu einem gegebenen Zeitpunkt;

38° buchhalterische Messeinheit: Messungs- oder Zählungsdaten für die Abrechnung der erbrachten Dienstleistungen;

39° Wirkleistungsverlust: der Verlust an Wirkleistung innerhalb des Verteilernetzes selbst, der durch dessen Benutzung verursacht wird;

40° Stromabschaltungsplan: Plan, der Gegenstand eines föderalen Ministerialerlasses ist und in dem die Stromabschaltungen, Liefereinschränkungen und Prioritäten angegeben werden, die der Betreiber des Übertragungsnetzes auferlegen muss, wenn das Netz gefährdet ist;

41° Zugangsstelle: ein Einspeisungs- und/oder Entnahmepunkt;

42° Einspeisungspunkt: die physische Stelle und das Spannungsniveau eines Punktes, an dem die Leistung in das Netz eingespeist werden kann;

43° Verbindungsstelle: die von Netzbetreibern untereinander vereinbarte physische Stelle, an der die Verbindung ihrer jeweiligen Netze untereinander stattfindet;

44° Messstelle: die physische Stelle und das Spannungsniveau des Punktes, an dem sich ein Messsystem mit einem Punkt des elektrischen Systems in Kontakt befindet;

- 45° Entnahmepunkt: die physische Stelle und das Spannungsniveau eines Punktes des Verteilernetzes, an dem eine Last angeschlossen wird, um dort Stromleistung zu entnehmen;
- 46° Anschlussstelle: die physische Stelle und das Spannungsniveau der Stelle, an der der Anschluss mit dem Verteilernetz verbunden ist und an der ein- und ausgeschaltet werden kann;
- 47° Entnahme: Leistungsentnahme aus einem Verteilernetz;
- 48° Fahrplan: vernünftige Prognose der Einspeisungen und Entnahmen von viertelstündiger Wirkleistung für eine Zugangsstelle und für einen gegebenen Tag;
- 49° Wirkleistung: Teil der elektrischen Leistung, der in andere Leistungsformen wie mechanische oder thermische Leistung umgewandelt werden kann.
- Für ein Dreiphasensystem entspricht deren Wert $\sqrt{3} \cdot U \cdot I \cdot \cos \phi$, wobei U und I den Effektivwerten der Grundschwingungen der Dreiecksspannung (Spannung zwischen Phasen) und des Stroms entsprechen und ϕ die Phasenverschiebung (zeitlichen Verschiebung) zwischen den Grundschwingungen dieser Spannung und dieses Stroms entspricht; die Wirkleistung wird in Watt oder in dessen Vielfachen ausgedrückt. Falls die Sternspannung (zwischen Phase und Nullleiter) benutzt wird, gilt die Formel $3 \cdot U \cdot I \cdot \cos \phi$.
- Für ein Einphasensystem entspricht deren Wert $U \cdot I \cdot \cos \phi$, wobei U und I den Effektivwerten der Grundschwingungen der Spannung und des Stroms entsprechen und ϕ die Phasenverschiebung (zeitlichen Verschiebung) zwischen den Grundschwingungen dieser Spannung und dieses Stroms entspricht;
- 50° Scheinleistung: für ein Dreiphasensystem, die Menge gleich $\sqrt{3} \cdot U \cdot I$, wobei U und I den Effektivwerten der Grundschwingungen der Dreiecksspannung und des Stroms entsprechen. Falls die Sternspannung benutzt wird, gilt die Formel $3 \cdot U \cdot I$; die Scheinleistung wird in VA oder in dessen Vielfachen ausgedrückt.
- Für ein Einphasensystem entspricht dieser Wert $U \cdot I$, wobei U und I den Effektivwerten der Grundschwingungen der Spannung und des Stroms entsprechen;
- 51° Anschlussleistung: die in dem Anschlussvertrag festgelegte und in Voltampere (VA) oder in dessen Vielfachen ausgedrückte Höchstleistung, über die der Benutzer des Verteilernetzes mittels seines Anschlusses verfügen kann;
- 52° viertelstündige Leistung: die über einen Zeitraum von einer Viertelstunde entnommene oder eingespeiste Durchschnittsleistung, die bei Wirkleistung in Watt (W), bei Blindleistung in Var (VAr) und bei Scheinleistung in Voltampere (VA) oder in deren Vielfachen ausgedrückt wird;
- 53° Blindleistung: für ein Dreiphasensystem, die Menge gleich $\sqrt{3} \cdot U \cdot I \cdot \sin \phi$, wobei U und I den Effektivwerten der Grundschwingungen der Dreiecksspannung und des Stroms entsprechen und ϕ die Phasenverschiebung (zeitlichen Verschiebung) zwischen den Grundschwingungen dieser Spannung und dieses Stroms entspricht; die Blindleistung wird in VAr oder in dessen Vielfachen ausgedrückt. Falls die Sternspannung benutzt wird, gilt die Formel $3 \cdot U \cdot I \cdot \sin \phi$.
- Für ein Einphasensystem entspricht dieser Wert $U \cdot I \cdot \sin \phi$, wobei U und I den Effektivwerten der Grundschwingungen der Spannung und des Stroms entsprechen und ϕ die Phasenverschiebung (zeitliche Verschiebung) zwischen den Grundschwingungen dieser Spannung und dieses Stroms entspricht;
- 54° bestellte Leistung: die maximale eingespeiste oder entnommene viertelstündige Wirkleistung, die in einem Zugangsvertrag festgelegt wird und sich auf eine Zugangsstelle und einen gegebenen Zeitraum bezieht;
- 55° Spannungsqualität: die gesamten Eigenschaften der Spannung, die einen Einfluss auf das Verteilernetz, die Anschlüsse und die Anlagen eines Benutzers des Verteilernetzes ausüben können und die insbesondere die Kontinuität der Spannung und die elektrischen Eigenschaften dieser Spannung, das heißt insbesondere deren Frequenz, Amplitude, Wellenform und Symmetrie, betreffen;
- 56° Anschluss: die gesamten Ausrüstungen, die zur Verbindung der Anlagen des Benutzers des Verteilernetzes mit dem Letzteren erforderlich sind, generell einschließlich der Messeinrichtungen;
- 57° Zugangsregister: das von dem Betreiber des Verteilernetzes geführte Register, in dem insbesondere für jede Zugangsstelle der Ausgleichsverantwortliche und der Versorger angegeben werden;
- 58° Register der Zugangsverantwortlichen: das gemäß der technischen Regelung zur Übertragung von dem Betreiber des Übertragungsnetzes geführte Register;
- 59° technische Regelung zur Übertragung: Königlicher Erlass vom 19. Dezember 2002 zur Festlegung einer technischen Regelung für den Betrieb des Stromübertragungsnetzes und den Zugang zu diesem Netz;
- 60° technische Regelung zur lokalen Übertragung: die in Artikel 13 des Dekrets vorgesehene technische Regelung für den Betrieb des lokalen Stromübertragungsnetzes in der Wallonischen Region und den Zugang zu diesem Netz;
- 61° Übertragungsnetz: die gesamten, auf dem belgischen Gebiet eingerichteten Anlagen im Sinne des Artikels 2, 7° des Gesetzes, die zur Stromübertragung bei einer Spannung von über 70 Kilovolt dienen;
- 62° Ausgleichsverantwortlicher: die natürliche oder juristische Person, die für das Gleichgewicht der gesamten Einspeisungen und Entnahmen im Lauf einer Viertelstunde innerhalb des belgischen Regelgebiets verantwortlich ist, und die zu diesem Zweck in dem Register des Zugangsverantwortlichen eingetragen wird;
- 63° "Allgemeine Ordnung für elektrische Anlagen": die Allgemeine Ordnung für elektrische Anlagen, die durch den Königlichen Erlass vom 10. März 1981, durch den besagte Ordnung für die Haushaltsanlagen und gewisse Leitungen zur Übertragung und Verteilung elektrischer Energie vorgeschrieben wird, verabschiedet wurde;
- 64° AASO: die durch die Regentenerlasse vom 11. Februar 1946 und vom 27. September 1947 verabschiedete Allgemeine Arbeitsschutzordnung;
- 65° Hilfsdienste: für die Verteilernetze die Gesamtheit der folgenden Dienste:
- die Spannungs- und Wirkleistungsregelung;
 - der Ausgleich der Verluste im Netz;
- 66° elektrisches System: die Gesamtheit der Ausrüstungen, die sich aus den Verbundnetzen, den Anschlussanlagen und den Anlagen der an diese Netze angeschlossenen Benutzer zusammensetzen;
- 67° Erzeugungseinheit: eine physische Einheit, die mindestens einen Strom erzeugenden Generator enthält;
- 68° dezentralisierte Erzeugungseinheit: Erzeugungseinheit, deren Inanspruchnahme nicht zentral koordiniert wird;
- 69° Benutzer des Verteilernetzes: ein Endverbraucher oder ein Erzeuger, dessen Anlagen an das Verteilernetz angeschlossen sind.

Art. 3 - Die in der vorliegenden Regelung angegebenen und in Tagen ausgedrückten Fristen werden von Mitternacht bis Mitternacht gezählt. Sie laufen ab dem Werktag, der auf den Tag des Erhalts der offiziellen Notifizierung folgt. Falls keine offizielle Notifizierung vorhanden ist, laufen die Fristen ab dem Tag, der auf den Tag der Kenntnisnahme des betroffenen Ereignisses folgt.

Abschnitt 1.2 — Aufgaben und Pflichten des Betreibers des Verteilernetzes

Art. 4 - § 1. Der Betreiber des Verteilernetzes übt in dem Gebiet, für das er bezeichnet wurde, die Aufgaben und Pflichten aus, die ihm gemäß dem Dekret und dessen Durchführungserlassen obliegen, um die Stromverteilung unter die verschiedenen Benutzer des Verteilernetzes zu gewährleisten, indem er gleichzeitig die Zuverlässigkeit und Wirksamkeit des Verteilernetzes überwacht, aufrechterhält und gegebenenfalls wiederherstellt.

§ 2. Der Betreiber des Verteilernetzes legt vorher die Mittel fest, die erforderlich sind und im Verhältnis zu einer angemessenen Durchführung seiner Aufgaben stehen, und setzt alle vernünftigen Mittel ein, um diese zu erzielen.

Diese erforderlichen und angemessenen Mittel werden zum ersten Mal zum Zeitpunkt der ersten Erstellung des in Artikel 15 des Dekrets vorgesehenen Anpassungsplans festgelegt. Sie werden im Laufe der aufeinanderfolgenden Revisionen des Anpassungsplans neu überprüft und gegebenenfalls aktualisiert.

In der Ausführung seiner Aufgaben setzt der Betreiber des Verteilernetzes alle geeigneten Mittel ein, die die Benutzer des Netzes berechtigterweise von ihm erwarten können und die unter Berücksichtigung der besonderen Lage vernünftigerweise erzielt werden können.

§ 3. Der Betreiber des Verteilernetzes sorgt dafür, dass die gelieferte Spannung an jeder Anschlussstelle den Bestimmungen der Norm NBN EN 50160 "Merkmale der von den öffentlichen Verteilernetzen gelieferten Spannung" genügt.

§ 4. Im Falle einer nicht geplanten Abschaltung des Verteilernetzes oder des Anschlusses muss sich der Betreiber des Verteilernetzes innerhalb von zwei Stunden nach dem Anruf des Benutzers des Verteilernetzes an Ort und Stelle befinden, und zwar mit den geeigneten Mitteln, mit denen er die Arbeiten zur Beseitigung des Defekts beginnen kann.

Außer im Falle höherer Gewalt, technischer Unmöglichkeit oder außergewöhnlicher Umstände (Stürme, heftige Gewitter, starke Schneefälle,...) und bei Feststellung, dass mehr als vier Stunden für die Reparatur benötigt werden, trifft der Betreiber des Verteilernetzes seine Vorkehrungen, um die Versorgung des Netzes durch jegliches vorläufige Erzeugungsmittel, das er für nützlich erachtet, und vorzugsweise an der Hochspannungs-/Niederspannungskabine, wiederherzustellen. Dies gilt ebenfalls für jegliche geplante Abschaltung des Verteilernetzes, deren vorgesehene kumulierte Dauer vier Stunden in einer Woche überschreiten würde; im letzten Fall einigt sich der Betreiber des Verteilernetzes mit den Versorgern über die Modalitäten für die Rückgewinnung des von ihm gelieferten Energiewerts.

Art. 5 - § 1. Der Betreiber des Verteilernetzes übermittelt der CWaPE ("Commission wallonne pour l'Energie" (Wallonische Kommission für Energie)) jährlich vor dem 31. März den in Artikel 24 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. März 2002 bezüglich der Netzbetreiber vorgesehenen Bericht, in dem er die Qualität seiner Dienstleistungen während des abgelaufenen Kalenderjahres beschreibt.

§ 2. Dieser Bericht beschreibt:

1° die Häufigkeit und durchschnittliche Dauer der Unterbrechungen beim Zugang zu seinem Verteilernetz, sowie die gesamte jährliche Dauer der Unterbrechung während des angegebenen Kalenderjahres. Diese Informationen werden für die Niederspannung und Hochspannung getrennt geliefert. Ihre Präsentation kann auf der Grundlage der in der technischen Vorschrift FPE C10/14 mit dem Titel "Gütezahlen. Verfügbarkeit des Zugangs zum Verteilernetz" beschriebenen Methode oder jeglicher anderer, mindestens gleichwertiger Vorschriften erstellt werden;

2° die Einhaltung der Qualitätskriterien bezüglich der Wellenform der Spannung, so wie diese in den Kapiteln 2 und 3 der Norm NBN EN 50160 beschrieben werden;

3° die Qualität der erbrachten Dienstleistungen und gegebenenfalls die Verstöße gegen die sich aus der vorliegenden Regelung ergebenden Verpflichtungen und deren Gründe.

§ 3. Die CWaPE kann ein Berichtsmuster erstellen.

KAPITEL II — Informationsaustausch und Vertraulichkeit

Abschnitt 2.1 — Informationsaustausch

Art. 6 - § 1. Jede in Ausführung der vorliegenden technischen Regelung getätigte Notifizierung oder Mitteilung muss schriftlich und nach den in Artikel 2281 des Zivilgesetzbuches vorgesehenen Formen und Bedingungen unter deutlicher Angabe des Absenders und des Empfängers erfolgen. Unter Vorbehalt einer anderslautenden Bestimmung kann der Betreiber des Verteilernetzes die Form der Unterlagen, in denen diese Informationen ausgetauscht werden müssen, näher bestimmen.

§ 2. Im Notfall können diese Informationen mündlich ausgetauscht werden. Auf alle Fälle müssen diese mündlichen Informationen gemäß § 1 des vorliegenden Artikels schnellstmöglich bestätigt werden.

Art. 7 - § 1. In Abweichung von Artikel 6 werden die unter den verschiedenen betroffenen Parteien ausgetauschten gewerblichen und technischen Informationen nach einem der Norm EDIEL entsprechenden und in einem Message Implementation Guide (MIG) angegebenen Kommunikationsprotokoll elektronisch vermittelt (mit der Möglichkeit der Validierung einer Einsendung durch die Ausstellung einer Empfangsbestätigung). Dieses MIG wird unter den gesamten Netzbetreibern in gegenseitigem Einvernehmen vereinbart und von diesen der CWaPE von diesen übermittelt. Bei Uneinigkeit kann die CWaPE ein MIG auferlegen.

§ 2. Das in § 1 erwähnte Protokoll findet keine obligatorische Anwendung für die Informationsaustausche:

— zwischen dem Betreiber des Verteilernetzes und einem Endverbraucher, wenn Letzterer ein anderes Protokoll vorzieht und es mit dem Betreiber des Verteilernetzes in seinem Zugangsvertrag oder in einem Nachtrag zu diesem vereinbart hat;

— zwischen dem Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes und einem Betreiber des Verteilernetzes, wenn ein anderes Protokoll im gegenseitigen Einverständnis ausdrücklich vereinbart und dies der CWaPE mitgeteilt wurde.

§ 3. Unbeschadet der Gesetzes- und Ordnungsbestimmungen kann der Betreiber des Verteilernetzes technische und administrative Maßnahmen bezüglich der auszutauschenden Informationen im Hinblick auf die Gewährleistung der Vertraulichkeit im Sinne des Abschnitts 2.2 des vorliegenden Kapitels näher bestimmen, nachdem er die CWaPE vorher davon in Kenntnis gesetzt hat.

Art. 8 - § 1. Die Tabelle 1 der Anlage I enthält die Liste der Informationen, die der Betreiber des Verteilernetzes bei den Benutzern des Verteilernetzes, die über einen Hochspannungsanschluss verfügen, einholen kann. Diese Liste ist nicht beschränkt. Der Betreiber des Verteilernetzes kann jederzeit zusätzliche Informationen anfordern, deren Notwendigkeit er aus Gründen der Sicherheit, Zuverlässigkeit und Wirksamkeit des Verteilernetzes er bestätigt.

§ 2. Der Benutzer des Verteilernetzes informiert den Betreiber des Verteilernetzes unverzüglich über jede Änderung seiner Anlagen, insofern diese Änderung eine Anpassung der vorher übermittelten Informationen erfordert.

Art. 9 - In Ermangelung einschlägiger ausdrücklicher Bestimmungen in der vorliegenden Regelung bemühen sich die Benutzer des Verteilernetzes, die Versorger und die Ausgleichsverantwortlichen, schnellstmöglich die gemäß der vorliegenden Regelung erforderlichen Informationen zu übermitteln.

Art. 10 - Wenn eine Partei gemäß der vorliegenden Regelung oder den aufgrund der Letzteren abgeschlossenen Verträgen beauftragt ist, einer anderen Partei von ihr ausgehende Informationen zu liefern, trifft sie die erforderlichen Vorkehrungen, um dem Empfänger Informationen zu sichern, deren Inhalt ordnungsgemäß überprüft wurde.

Abschnitt 2.2 — Vertraulichkeit

Art. 11 - Die vertraulichen und/oder gewerblich empfindlichen Informationen werden von derjenigen Person, die sie liefert, als solche angegeben. Die Übermittlung an Drittpersonen von vertraulichen und/oder gewerblich empfindlichen Informationen durch den Empfänger dieser Informationen ist nicht erlaubt, außer wenn eine der nachstehenden Bedingungen erfüllt ist:

1. die Übermittlung wird im Rahmen eines Gerichtsverfahrens gefordert oder von Behörden auferlegt;
2. die Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen bezüglich der Organisation des Elektrizitätsmarkts erlegen die Verbreitung oder Mitteilung der betroffenen Informationen auf;
3. eine vorherige schriftliche Genehmigung desjenigen, von dem die vertraulichen und/oder gewerblich empfindlichen Informationen entstammen, ist vorhanden;

der Betrieb des Verteilernetzes oder Verhandlung mit anderen Netzbetreibern erfordert die Übermittlung dieser Informationen durch den Betreiber des Verteilernetzes;

4. die Information ist gewöhnlich für die Öffentlichkeit zugänglich oder verfügbar.

Wenn die Übermittlung an Drittperson auf der Grundlage der unter den oben angeführten Punkten 2, 3 und 4 angegebenen Bedingungen erfolgt, muss sich der Empfänger der Information unbeschadet der anwendbaren Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen verpflichten, diese Information mit demselben Vertraulichkeitsgrad zu behandeln wie mit demjenigen, der bei der ursprünglichen Übermittlung geschenkt wurde.

Abschnitt 2.3 — Öffentlichkeit der Informationen

Art. 12 - Jeder Betreiber eines Verteilernetzes stellt der Öffentlichkeit die nachstehenden, auf alle Fälle auf einem Server via Internet zugänglichen Informationen zur Verfügung:

1. die allgemeinen Bedingungen der gemäß der vorliegenden Regelung abzuschließenden Verträge;
2. die Verfahren, die anwendbar sind und auf die sich die vorliegende Regelung bezieht;
3. die Formulare, die zum Informationsaustausch gemäß der vorliegenden Regelung erforderlich sind;
4. die Tarife für den Zugang zum Verteilernetz.

KAPITEL III — Verträge, Verfahren und Formulare

Art. 13 - Die allgemeinen Bedingungen der gemäß der vorliegenden Regelung abzuschließenden Verträge, sowie alle angebrachten Änderungen, werden der CWaPE unverzüglich und auf alle Fälle zwei Monate vor deren Inkrafttreten übermittelt.

Art. 14 - Die in der vorliegenden Regelung angegebenen Verfahren und Formulare, sowie die angebrachten Änderungen, werden nach dem in Artikel 13 erwähnten Verfahren angewandt.

KAPITEL IV — Zugang der Personen zu den Anlagen

Abschnitt 4.1 — Allgemeine Vorschriften bezüglich der Sicherheit der Personen und Güter

Art. 15 - Die in Sachen Sicherheit der Güter und Personen anwendbaren Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen wie die allgemeine Arbeitsschutzordnung und die allgemeine Ordnung für elektrische Anlagen, sowie die Norm NBN EN 50110-1 "Betrieb der elektrischen Anlagen" und die Norm NBN EN 50110-2 "Betrieb der elektrischen Anlagen (nationale Anlagen)" sind für jede Person, die auf dem Netz eingreift, einschließlich des Betreibers des Verteilernetzes, der Benutzer des Verteilernetzes, der Versorger, der Ausgleichsverantwortlichen, der anderen Netzbetreiber und ihres jeweiligen Personals, sowie der auf Antrag einer der vorerwähnten Parteien eingreifenden Drittpersonen, anwendbar.

Abschnitt 4.2 — Zugang der Personen zu den Anlagen des Betreibers des Verteilernetzes

Art. 16 - § 1. Der Zugang zu jedem beweglichen oder unbeweglichen Gut, für das der Betreiber des Verteilernetzes über ein Eigentums- oder Nutzungsrecht verfügt, erfolgt zu jeder Zeit unter Einhaltung der Zugangs- und Sicherheitsverfahren des Betreibers des Verteilernetzes mittels dessen ausdrücklichen und vorherigen Zustimmung.

§ 2. Der Betreiber des Verteilernetzes hat Zugang zu allen Anlagen, für die er über das Eigentums- oder Nutzungsrecht verfügt, und die sich auf dem Standort des Benutzers des Verteilernetzes befinden. Der Benutzer des Verteilernetzes sorgt dafür, dass der Betreiber des Verteilernetzes über einen ständigen Zugang verfügt, oder trifft die notwendigen Maßnahmen, um ihm diesen Zugang sofort und zu jeder Zeit zu gewähren.

§ 3. Wenn der Zugang zu einem beweglichen oder unbeweglichen Gut des Betreibers des Verteilernetzes spezifischen Zugangsverfahren und bei dem Benutzer des Verteilernetzes geltenden Sicherheitsvorschriften unterliegt, muss letzterer den Betreiber des Verteilernetzes davon schriftlich im Voraus informieren. Mangels dessen beachtet der Betreiber des Verteilernetzes seine eigenen Sicherheitsvorschriften ein.

Abschnitt 4.3 — Zugang der Personen zu den Anlagen des Benutzers des Verteilernetzes und Sondermodalitäten bezüglich der Anlagen, die betriebsmäßig zu dem Verteilernetz gehören oder die einen nicht unbedeutenden Einfluss auf dieses haben

Art. 17 - § 1. Wenn der Betreiber des Verteilernetzes der Ansicht ist, dass bestimmte Anlagen des Benutzers des Verteilernetzes betriebsmäßig zu dem Verteilernetz gehören oder einen nicht unbedeutenden Einfluss auf den Betrieb des Verteilernetzes, auf den(die) Anschluss(ë) oder die Anlage(n) eines anderen oder anderer Benutzer des Verteilernetzes haben, teilt er dies dem Benutzer des Verteilernetzes und der CwaPE mit und gibt die Gründe dafür an.

Mittels eines vorhergehenden günstigen Gutachtens der CwaPE wird eine schriftliche Vereinbarung zwischen dem Betreiber des Verteilernetzes und dem Benutzer des Verteilernetzes verhandelt und abgeschlossen, in der die betroffenen Anlagen aufgelistet, sowie die verschiedenen Verantwortungen für den Betrieb, für die Verwaltung und Wartung dieser Anlagen angegeben werden.

Durch diese Vereinbarung wird dem Benutzer des Verteilernetzes die Beachtung aller vorherigen Verpflichtungen garantiert, einschließlich der Erhaltung der Kapazität des bestehenden Anschlusses, außer wenn eine anderslautende schriftliche Zustimmung des Benutzers des Verteilernetzes vorliegt und dieser auf angemessene Weise entschädigt wird. In dieser Vereinbarung werden ebenfalls die finanziellen Modalitäten für die Übernahme durch den Betreiber des Verteilernetzes aller sich aus dieser Änderung des Status der Anschlussausrüstungen ergebenden Unkosten, einschließlich der für den Eigentümer der Anlagen bestimmten Entschädigung, beschrieben. Diese Vereinbarung bildet einen Nachtrag zum Anschlussvertrag. Für die neuen Anschlüsse wird diese Vereinbarung gegebenenfalls dem Anschlussvertrag beigefügt.

§ 2. Der Betreiber des Verteilernetzes verfügt über das Zugangsrecht zu dem Anschluss und zu den in § 1 erwähnten Anlagen, um dort Inspektionen, Tests und/oder Versuche durchzuführen. Wenn diese Anlagen betriebsmäßig zum Verteilernetz gehören, muss der Betreiber des Verteilernetzes darüber hinaus zu diesem Zugang haben, um die in der in § 1 erwähnten Vereinbarung vorgesehenen Eingriffe zu tätigen. Der Benutzer des Verteilernetzes sorgt dafür, dass der Betreiber des Verteilernetzes über einen ständigen Zugang verfügt, oder trifft die notwendigen Maßnahmen, um ihm diesen Zugang sofort und zu jeder Zeit zu gewähren.

§ 3. Vor jeglicher Durchführung der in § 2 erwähnten Inspektionen, Tests und/oder Versuche ist der Benutzer des Verteilernetzes verpflichtet, den Betreiber des Verteilernetzes schriftlich von den anwendbaren Sicherheitsvorschriften in Kenntnis zu setzen. In Ermangelung dessen befolgt der Betreiber des Verteilernetzes seine eigenen Sicherheitsvorschriften.

Abschnitt 4.4 — Arbeiten am Verteilernetz oder an den Anlagen des Benutzers des Verteilernetzes

Art. 18 - § 1. Der Betreiber des Verteilernetzes ist berechtigt, dem Benutzer des Verteilernetzes eine Mahnung zugehen zu lassen, wenn die Sicherheit oder Zuverlässigkeit des Verteilernetzes eine Anpassung der Anlagen erfordert, für die der Benutzer des Verteilernetzes über das Eigentums- oder Nutzungsrecht verfügt.

In der schriftlichen Mahnung werden die notwendigen Anpassungen, deren Begründung und Durchführungsfrist beschrieben. Falls der Benutzer des Verteilernetzes diese Arbeiten nicht innerhalb der in der Mahnung festgelegten Frist durchführt, ist der Betreiber des Verteilernetzes berechtigt, nach einer letzten Mahnung mit Abschrift an die CwaPE und nach Ablauf der in dieser letzten Mahnung festgelegten Frist die Versorgung einzustellen. Die Kosten für die in diesem Artikel beschriebenen Arbeiten gehen zu Lasten des Betreibers des Verteilernetzes, außer wenn er nachweisen kann, dass sie von Versäumnissen des Benutzers herrühren. Gegebenenfalls sind die Paragraphen 2 und 3 anwendbar.

§ 2. Paragraph 1 des vorliegenden Artikels findet ebenfalls Anwendung, wenn die Wirksamkeit des Verteilernetzes eine Anpassung der Anlagen erfordert, für die der Benutzer des Verteilernetzes über das Eigentums- oder Nutzungsrecht verfügt, und zwar vorbehaltlich einer vorherigen Absprache mit dem Benutzer des Verteilernetzes, was die notwendigen Arbeiten und deren Durchführungsfrist betrifft.

Art. 19 - Die Arbeiten, einschließlich der Inspektionen, Tests und/oder Versuche, müssen gemäß den Bestimmungen der vorliegenden Regelung und der gemäß der vorliegenden Regelung abgeschlossenen Verträge durchgeführt werden.

KAPITEL V — Notzustand und Fälle höherer Gewalt

Abschnitt 5.1 — Definition des Notzustands

Art. 20 - Als Notzustand im Sinne der vorliegenden Regelung gilt:

1. der Zustand, der auf einen Fall höherer Gewalt folgt, und in der außergewöhnliche und zeitweilige Maßnahmen getroffen werden müssen, um die Folgen der höheren Gewalt zu bewältigen und somit den sicheren und zuverlässigen Betrieb des Verteilernetzes zu garantieren oder wiederherzustellen;

2. der Zustand, die auf ein Ereignis folgt, das zwar nicht als höhere Gewalt nach dem aktuellen Stand der Rechtsprechung und der Rechtslehre eingestuft werden kann, aber trotzdem nach der Einschätzung des Betreibers des Verteilernetzes oder des Benutzers des Verteilernetzes einen dringenden und angemessenen Eingriff des Betreibers des Verteilernetzes benötigt, um den sicheren und zuverlässigen Betrieb des Verteilernetzes garantieren oder wiederherstellen zu können, oder weitere Schäden zu vermeiden. Der Betreiber des Verteilernetzes begründet nachträglich diesen Eingriff bei den betroffenen Benutzern und bei der CwaPE.

Abschnitt 5.2 — Fall höherer Gewalt

Art. 21 - Im Sinne der vorliegenden Regelung werden die folgenden Situationen für den Betreiber des Verteilernetzes als Fälle höherer Gewalt betrachtet, insofern sie unwiderstehlich und unvorhersehbar sind:

1° die Naturkatastrophen, einschließlich der Erdbeben, Überschwemmungen, Stürme, Wirbelstürme, oder sonstigen außergewöhnlichen Witterungsverhältnisse;

2° eine chemische oder Kernexplosion und ihre Folgen;

3° die plötzliche Unverfügbarkeit der Anlagen aus anderen Gründen als Überalterung, mangelnder Wartung oder der Qualifikation des Betreiberpersonals; einschließlich eines Zusammenbruchs des EDV-Systems, ob durch ein Virus verursacht oder nicht, obwohl alle Präventivmaßnahmen unter Berücksichtigung des Stands der Technik getroffen worden waren;

4° die zeitweilige oder ständige technische Unmöglichkeit für das Verteilernetz, wegen eines plötzlichen Mangels an Energieeinspeisung, der von dem Übertragungsnetz oder dem lokalen Übertragungsnetz herrührt und nicht durch andere Mittel kompensierbar ist, Strom zu liefern;

5° Brand, Explosion, Sabotage, Aktionen terroristischer Art, Vandalismus, Schäden aus kriminellen Handlungen und Drohungen krimineller Art;

6° erklärter oder nicht erklärter Krieg, Kriegsdrohung, Invasion, bewaffneter Konflikt, Embargo, Revolution, Aufstand;

7° Verfügungen von hoher Hand, insbesondere Zustände, in denen die zuständige Behörde sich auf den Notstand beruft um den Betreibern des Verteilernetzes oder den Benutzern des Verteilernetzes außergewöhnliche und zeitweilige Maßnahmen aufzuerlegen, damit der sichere und zuverlässige Betrieb der gesamten Netze aufrechterhalten oder wiederhergestellt werden kann.

Abschnitt 5.3 — Eingreifen des Betreibers des Verteilernetzes

Art. 22 - § 1. Der Betreiber des Verteilernetzes ist befugt, alle Maßnahmen zu treffen, die er zwecks der Sicherheit und Zuverlässigkeit des Verteilernetzes für erforderlich erachtet, wenn der Betreiber des Verteilernetzes oder ein anderer Netzbetreiber, ein Benutzer des Verteilernetzes, ein Versorger oder jede andere betroffene Person den Notzustand anführt.

§ 2. Der Betreiber des Verteilernetzes trifft alle notwendigen Präventivmaßnahmen, um die schädlichen Auswirkungen angekündigter oder vorhersehbarer Ereignisse zu beschränken.

Die vom Betreiber des Verteilernetzes im Rahmen des vorliegenden Artikels getroffenen Maßnahmen sind für alle betroffenen Personen verbindlich.

§ 3. Falls sich ein Notzustand gleichzeitig auf ein Übertragungsnetz und/oder ein lokales Übertragungsnetz und ein oder mehrere Verteilungsnetze bezieht, müssen die Maßnahmen gemäß der technischen Regelung zur Übertragung und/oder lokalen Übertragung getroffen werden.

Abschnitt 5.4 — Aussetzung der Verpflichtungen

Art. 23 - § 1. In Falle eines Notzustands wird die Durchführung der Aufgaben und Verpflichtungen teilweise oder völlig ausgesetzt, jedoch lediglich während der Dauer des Vorfalls, der Anlass zu diesem Notzustand gibt.

§ 2. Die vor dem Notzustand eingegangenen Verpflichtungen finanziellen Charakters müssen erfüllt werden.

Art. 24 - § 1. Die Partei, die den Notzustand anführt, ist dennoch verpflichtet, alle vernünftigen Mittel einzusetzen, um:

1. die Auswirkungen der Nichtdurchführung ihrer Verpflichtungen auf ein Minimum zu senken;
2. ihre ausgesetzten Verpflichtungen schnellstmöglich wieder aufzunehmen.

§ 2. Die Partei, die ihre Verpflichtungen aussetzt, übermittelt allen betroffenen Parteien sobald wie möglich und durch alle verfügbaren Mittel die Gründe, aus denen sie ihre Verpflichtungen teilweise oder völlig ausgesetzt hat, und die voraussichtliche Dauer des Notzustands.

KAPITEL VI — Vergrabung der elektrischen Leitungen

Art. 25 - § 1. Falls die Verbesserung, Erneuerung oder Erweiterung des Verteilernetzes zur Einrichtung neuer Verbindungen, zur Erneuerung oder zu einer merklichen Änderung der bereits vorhandenen Verbindungen führt, werden die neuen Verbindungen mittels unterirdischer Kabel durchgeführt und die zu erneuernden oder merklich zu ändernden Leitungen vergraben.

§ 2. Diese Vergrabungspläne werden der CWaPE entweder anlässlich der Erstellung des Anpassungsplans des Verteilernetzes, oder bei jeder spezifischen Beantragung einer Änderung des Verteilernetzes übermittelt.

§ 3. Wenn der Betreiber des Verteilernetzes der Ansicht ist, dass er diese Priorität der Vergrabung nicht einhalten kann, verfasst er vor jeder Arbeitsausführung für jeden Fall eine Begründung, die er der CWaPE per Einschreiben übermittelt, und kann er die Arbeiten nicht vor dem Erhalt des in § 5 erwähnten Gutachtens der CWaPE durchführen. Diese Begründung bezieht sich mindestens auf folgende Aspekte:

1° die technischen Aspekte, wie insbesondere die Änderungen der Energieübertragungen im Netz, die Änderung der Kurzschlussleistung und deren Auswirkung auf die Nebenausrüstungen, die Zuverlässigkeit und Verfügbarkeit der Verbindung, die durchschnittliche Reparaturdauer, die jeweiligen Ströme und die Schwankung des Leistungsfaktors, die Überspannungsrisiken und Verluste im Netz, die Empfindlichkeit entgegen Streustrom und die eventuellen, mit der Nähe anderer auswärtiger Ausrüstungen verbundenen Risiken;

2° die wirtschaftlichen Aspekte, wie insbesondere die Vergleichskosten für die Anlage, Kontrolle, Wartung, Verstärkung der Leitungen und Kabel und die Kosten für die Verluste im Netz, die eventuellen Auswirkungen auf die Netzstruktur oder elektrischen Nebenausrüstungen, die Möglichkeiten oder Dauer der Tilgung dieser Kosten, insbesondere unter Berücksichtigung der veranschlagten Nutzungsdauer;

3° die gesetzlichen und vorschriftsmäßigen Aspekte, wie insbesondere die Benutzung des Untergrunds der Verkehrswege und deren Aufriss beim Leitunglegen oder bei eventuellen Eingriffen, die vorhersehbaren Änderungen dieser Verkehrswege und deren Bestimmung;

4° die umwelt- und patrimonialbezogenen Aspekte, wie die Auswirkung auf die Landschaft, die geschützten Güter, den archäologischen Unterboden und die Bodenstruktur, die Nachbarschaft mit den Wohngebäuden und die Höhe der verursachten elektrischen und magnetischen Felder, die Auswirkung auf die Tier- und Pflanzenwelt;

5° die alternativen Durchführungen, die von dem Betreiber des Verteilernetzes vorgeschlagen werden, um der in der Priorität einer Vergrabung der Leitungen verfolgten Zielsetzung besser zu genügen.

§ 4. Die CWaPE kann innerhalb von 15 Tagen ab dem Erhalt der Begründungsakten zusätzliche Informationen beantragen.

§ 5. Innerhalb einer Frist von 2 Monaten nach dem Erhalt der vollständigen Akte gibt die CWaPE ein Gutachten ab, das sie dem Betreiber des Verteilernetzes und dem Minister übermittelt. Diese Frist kann im außergewöhnlichen Notfall verkürzt werden.

KAPITEL VII — Technische Mindestanforderungen für die Einrichtung der Infrastrukturen des Netzes

Art. 26 - § 1. Die Infrastrukturen des Verteilernetzes entsprechen den geltenden Gesetzen, Regelungen und Normen, insbesondere der Allgemeinen Ordnung für elektrische Anlagen.

§ 2. Sie sind derart beschaffen, dass sie die elektrische Energie in aller Sicherheit an die verschiedenen Entnahmepunkte weiterleiten und die Verteilung der den Einspeisungspunkten zugeführten Energie gewährleisten. Der Betreiber des Verteilernetzes passt das Verteilernetz den im Normalfall vorhersehbaren Elektrizitätsströmen an. Er sorgt dafür, dass unter jeglichen Umständen die Sicherheitsabstände zwischen seinen Anlagen und den Personen und den Gütern von Dritten beachtet werden.

§ 3. Die Schutzvorrichtungen der Ausrüstungen des Verteilernetzes werden derart beschaffen und eingestellt, dass die Defekte und/oder Überlasten wirksam beseitigt werden. Es werden selektive Schutzvorrichtungen zweiten Niveaus vorgesehen, um dem Funktionsversagen der normalen Schutzvorrichtungen abzuwehren.

KAPITEL VII — *Direktleitungen*

Art. 27 - Alle Direktleitungen unterliegen den anwendbaren Vorschriften der vorliegenden Regelung, insbesondere der Allgemeinen Ordnung für elektrische Anlagen.

Art. 28 - Damit die CWaPE dem Minister ihr Gutachten über die Genehmigung zum Bau einer neuen Direktleitung übermitteln kann, reicht der Benutzer des Verteilernetzes in seiner Eigenschaft als Antragsteller bei der CWaPE per Einschreiben oder Aushändigung gegen Empfangsbescheinigung eine ausführliche Begründungsakte in zwei Exemplaren, einschließlich der begründeten Ablehnung des Netzbetreibers, ein.

Art. 29 - Die CWaPE prüft nach, ob sie über alle zur Überprüfung des Antrags erforderlichen Unterlagen verfügt.

Wenn sie der Ansicht ist, dass der Antrag vervollständigt werden muss, setzt sie den Antragsteller innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen ab dem Erhalt des Antrags per Einschreiben davon in Kenntnis. Sie gibt die erwünschten zusätzlichen Informationen an und legt eine zur Vermeidung des Verfalls des Antrags vorgeschriebene Frist fest, die drei Wochen nicht überschreiten darf, innerhalb deren der Antragsteller aufgefordert wird, seinen Antrag zu vervollständigen.

Art. 30 - Die CWaPE überprüft mit Hilfe aller Unterlagen, über die sie verfügt, ob der Antrag gerechtfertigt ist und dass keine andere technisch oder wirtschaftlich annehmbare Alternative besteht.

Wenn die CWaPE den Antrag für ungerechtfertigt erachtet, setzt sie den Antragsteller innerhalb einer Frist von einem Monat ab dem Erhalt des Antrags oder gegebenenfalls ab dem Erhalt der in Anwendung des Artikels 29 erhaltenen zusätzlichen Unterlagen per Einschreiben davon in Kenntnis.

Sie gibt die Gründe an, aus denen sie den Antrag für ungerechtfertigt erachtet, und legt eine zur Vermeidung des Verfalls des Antrags vorgeschriebene Frist von höchstens einem Monat fest, innerhalb deren der Antragsteller per Einschreiben seine Bemerkungen, Begründungen oder jegliche andere zusätzliche Information liefern kann. Die CWaPE ist verpflichtet, den Antragsteller anzuhören, falls dieser es beantragt.

Art. 31 - Innerhalb einer Frist von zwei Monaten ab dem Erhalt des Antrags oder gegebenenfalls der in den Artikeln 29 und 30 erwähnten zusätzlichen Unterlagen, Bemerkungen und Begründungen übermittelt die CWaPE dem Minister den Text des Antrags, dessen Anlagen, sowie ihr begründetes Gutachten.

TITEL II — *Planungsordnung*

KAPITEL I — *Daten im Hinblick auf die Erstellung eines Anpassungsplans*

Art. 32 - Im Rahmen der operationellen Regeln für den technischen Betrieb der Elektrizitätsströme vereinbart der Betreiber des Verteilernetzes mit der CWaPE die praktischen Konzertierungsmodalitäten im Hinblick auf die Erstellung eines Plans zur Anpassung seines Netzes auf der Grundlage der in dem vorliegenden Titel beschriebenen Informationen.

Art. 33 - § 1. Die Erstellung eines Anpassungsplans des Verteilernetzes im Hinblick auf die Verbesserung des Betriebs der durch das Netz fließenden Elektrizitätsströme und die Behebung der Probleme, die die Sicherheit und Kontinuität der Versorgung an elektrischer Energie zu beeinträchtigen drohen, setzt sich aus folgenden Phasen zusammen:

- einer ausführlichen Veranschlagung des Bedarfs an Verteilungskapazität;
- der Analyse der erforderlichen Mittel, um diesem Bedarf nachzukommen;
- dem Vergleich zwischen den erforderlichen Mitteln und den vorhandenen Mitteln;
- der Aufzählung der notwendigen Arbeiten und Investitionen zur Anpassung des Verteilernetzes im Hinblick auf die Behebung der aufgedeckten Probleme;
- der Aufstellung einer Durchführungsplanung.

§ 2. Zu diesem Zweck wird folgendermaßen vorgegangen:

1° jeder Betreiber des Verteilernetzes übermittelt der CWaPE für den 1. März die in dem ersten Absatz erwähnten Informationen (oder erbringt den Nachweis, dass der von der Wallonischen Regierung im Vorjahr genehmigte Plan keine Anpassung benötigt);

2° der Betreiber des Verteilernetzes vereinbart mit der CWaPE ein Datum für die Unterbreitung seines Plans im Laufe des Monats März.

3° die CWaPE nimmt anschließend eine Überprüfung des Plans vor und kann von dem Betreiber des Verteilernetzes verlangen, ihr die Informationen und Belege zu liefern, die sie für erforderlich erachtet. Sie setzt ihn spätestens am 2. Mai von ihrem Gutachten in Kenntnis;

4° der Betreiber des Verteilernetzes passt unter Umständen seinen Plan an und legt der CWaPE spätestens am 1. Juni seinen endgültigen Plan in zwei Exemplaren vor;

5° die CWaPE übermittelt dem Minister unverzüglich eines der Exemplare unter Beifügung ihrer eventuellen Kommentare;

6° nach Genehmigung durch die Wallonische Regierung wird der Plan ab dem 1. Januar des darauffolgenden Jahres angewandt.

KAPITEL II — *Planungsdaten*

Abschnitt 2.1 — Allgemeines

Art. 34 - Die Planungsdaten enthalten insbesondere die in der Anlage I der vorliegenden technischen Regelung enthaltenen, durch die Abkürzungen "P" oder "Alle" in der Spalte "Ziel" bezeichneten Informationen.

Art. 35 - Der Benutzer des Verteilernetzes oder in Anwendung des Artikels 38 der Versorger ist verpflichtet, die von den Benutzern des Verteilernetzes an den Betreiber des Verteilernetzes zu liefernden Planungsdaten gemäß dem vorliegenden Titel nach seiner besten Schätzung zu übermitteln.

Abschnitt 2.2 — Übermittlung

Art. 36 - Der Benutzer des Verteilernetzes, der über eine Anschlussleistung von mehr als 2 MVA verfügt, übermittelt dem Betreiber des Verteilernetzes jedes Jahr vor dem 31. Dezember für die drei darauffolgenden Jahre seine beste Schätzung der folgenden Planungsdaten:

- 1° die Voraussichten in Sachen maximaler Leistungsentnahme (kW, kVAr) auf jährlicher Basis unter Angabe der erwarteten Trendwenden;
- 2° die Beschreibung der jährlichen Lastkurve der zu entnehmenden Wirkleistung.

Eine Tendenz dieser Daten für die zwei darauffolgenden Jahre, das heißt auf 5 Jahre, wird dem Betreiber des Verteilernetzes ebenfalls unverbindlich übermittelt.

Art. 37 - Der Benutzer des Verteilernetzes, dessen Anlagen Erzeugungseinheiten mit einer gesamten zu entwickelnden Nettoleistung pro Einspeisungspunkt von mindestens 2 MVA enthalten oder enthalten werden, übermittelt dem Betreiber des Verteilernetzes jedes Jahr vor dem 31. Dezember die folgenden Planungsdaten für die drei nächsten Jahre:

- 1° die maximale zu entwickelnde Nettoleistung, den voraussichtlichen Verlauf der Lastkurve, die technischen Daten, die operationellen Grenzen und den Einstellungsmodus der verschiedenen in Betrieb gesetzten, sowie der in Betrieb zu setzenden Erzeugungseinheiten;
- 2° die Erzeugungseinheiten, die außer Betrieb gesetzt werden, und das für die Außerbetriebsetzung vorgesehene Datum.

Eine Schätzung dieser Daten für die zwei darauffolgenden Jahre, das heißt auf 5 Jahre, wird dem Betreiber des Verteilernetzes ebenfalls unverbindlich übermittelt.

Art. 38 - Für die Benutzer des Verteilernetzes, die nicht in den Artikeln 36 und 37 erwähnt werden, obliegt es dem Versorger, dem Betreiber des Verteilernetzes für die gesamten Benutzer des Verteilernetzes jedes Jahr vor dem 31. Dezember die folgenden Planungsdaten für die zwei nächsten Jahre zu übermitteln:

- 1° die Voraussichten in Sachen maximaler Leistungsentnahme oder -einspeisung (kW, kVAr) auf jährlicher Basis, unter Angabe der erwarteten Trendwenden für jeden Netzabschnitt, so wie dieser von dem Betreiber des Verteilernetzes festgelegt wurde;
- 2° den Verlauf der jährlichen Lastkurve der zu entnehmenden Wirkleistung.

Art. 39 - Die Übermittlung der in den Artikeln 36, 37 und 38 erwähnten Planungsdaten erfolgt nach der in der Anlage I der vorliegenden Regelung vorgesehenen Tabelle.

Art. 40 - Der Benutzer des Verteilernetzes oder der Versorger kann dem Betreiber des Verteilernetzes gegebenenfalls alle anderen nützlichen Informationen übermitteln, die nicht in der Anlage I der vorliegenden Regelung angeführt werden.

Art. 41 - Die Pflicht zur Übermittlung der in den Artikeln 36 und 37 erwähnten Planungsdaten ist ebenfalls auf die zukünftigen Benutzer des Verteilernetzes bei der Einreichung ihres Anschlussantrags anwendbar.

Art. 42 - § 1. Falls der Betreiber des Verteilernetzes der Ansicht ist, dass die Planungsdaten unvollständig, unrichtig oder unvernünftig sind, überprüft der Benutzer des Verteilernetzes auf Anfrage des Betreibers des Verteilernetzes die betreffenden Daten und übermittelt die somit für gültig erklärten Informationen, sowie die zusätzlichen Daten, die Letzterer für nützlich erachtet.

§ 2. Der Betreiber des Verteilernetzes kann vorbehaltlich einer Begründung von dem Benutzer des Verteilernetzes oder dem Versorger zusätzliche, nicht in der vorliegenden Regelung vorgesehene Daten verlangen, wenn er dies für die gute Durchführung seiner Aufgabe für erforderlich erachtet.

§ 3. Nach Anhörung des Benutzers des Verteilernetzes oder des Versorgers setzt der Betreiber des Verteilernetzes die vernünftige Frist fest, innerhalb deren diese in § 1 und § 2 erwähnten Daten dem Betreiber des Verteilernetzes durch den Benutzer des Verteilernetzes oder den Versorger übermittelt werden müssen.

Art. 43 - Die Betreiber des Netzes vereinbaren untereinander die Form und den Inhalt der Daten, die sie zur Erstellung des Anpassungsplans austauschen müssen, sowie die einzuhaltenden Fristen.

Art. 44 - Der Betreiber des Verteilernetzes vergewissert sich aufs Beste der Vollständigkeit und Glaubhaftigkeit der Daten, die er von den Benutzern des Verteilernetzes erhalten hat, bevor er den Anpassungsplan erstellt.

TITEL III — Anschlussordnung**KAPITEL I — Technische Anschlussvorschriften****Abschnitt 1.1 — Allgemeines**

Art. 45 - § 1. Der vorliegende Titel findet Anwendung auf:

- 1° die Anschlussanlagen;
- 2° die Anlagen des Benutzers des Verteilernetzes, die eine nicht unbedeutende Auswirkung auf den Betrieb des Verteilernetzes, auf den(die) Anschluss(ë) oder auf die Anlagen (eines) anderen(r) Benutzers haben;
- 3° die durch eine Direktleitung angeschlossenen Anlagen und die zu einer Direktleitung gehörenden Anlagen;
- 4° alle Verbindungsleitungen zu den anderen Netzen.

§ 2. Die Anlagen der Messvorrichtung gehören zum Anschluss. Sie sind Gegenstand des Titels V, was die technischen Spezifikationen, deren Verwendung, deren Wartung und die Bearbeitung der Messdaten betrifft.

Art. 46 - Der Betreiber des Verteilernetzes ist allein befugt, das Verteilernetz und den Teil des Anschlusses, für den er über das Eigentums- oder Nutzungsrecht verfügt, zu ändern, zu verstärken, zu unterhalten und zu betreiben.

Art. 47 - § 1. Die Anlagen, für die der Benutzer des Verteilernetzes über das Eigentums- oder Nutzungsrecht verfügt, werden von dem Benutzer des Verteilernetzes oder von einer von dem Benutzer des Verteilernetzes bevollmächtigten Drittperson verwaltet und unterhalten.

§ 2. In Abweichung von § 1 und falls die in Artikel 17 erwähnte Vereinbarung es so vorsieht, können die Eingriffe und Handhabungen an den Anlagen, die betriebsmäßig zu dem Verteilernetz gehören, lediglich von dem Betreiber des Verteilernetzes oder von einer von ihm bevollmächtigten Person vorgenommen werden, auch wenn der Benutzer des

Verteilernetzes über ein Eigentums- oder Nutzungsrecht über diese Anlagen verfügt. Wenn die Eingriffe und/oder Handhabungen auf Anfrage des Benutzers des Verteilernetzes erfolgen oder von seinen eigenen Anlagen bewirkt werden, gehen die Kosten dieser Eingriffe und Handhabungen zu Lasten des Benutzers des Verteilernetzes. Die Grenzen zwischen den Teilen der Anlagen werden im Anschlussvertrag oder in einer beigefügten Vereinbarung angegeben.

Art. 48 - Ein Anschluss wird erst in Betrieb gesetzt, nachdem der(die) Versorger und der(die) Ausgleichsverantwortliche(n) des Benutzers des Verteilernetzes für diesen Anschluss in das Zugangsregister des Betreibers des Verteilernetzes eingetragen wurden.

Art. 49 - Sofern keine anderslautende Gesetzes- oder Verordnungsbestimmung vorliegt, gehen die Kosten einer Inbetriebsetzung und einer Außerbetriebsetzung auf Antrag des Benutzers des Verteilernetzes zu dessen Lasten.

Art. 50 - § 1. Im Falle einer Übertragung der Nutzung oder des Eigentums von beweglichen oder unbeweglichen Gütern, für die der Anschluss in Betrieb ist, übernimmt der Übernehmer die Rechte und Pflichten des vorherigen Benutzers oder schließt mit dem Betreiber des Verteilernetzes schnellstmöglich einen neuen Anschlussvertrag ab, ohne dass der Anschluss in der Zwischenzeit und aus diesem einzigen Grund außer Betrieb gesetzt wird.

§ 2. Der Betreiber des Verteilernetzes kann eine Außerbetriebsetzung lediglich nach einer begründeten Mahnung und Einhaltung einer vernünftigen Regulierungsfrist vornehmen.

Abschnitt 1.2 — Anschlussweise unter Berücksichtigung der Anschlussleistung oder der bestellten Leistung

Art. 51 - § 1. Unbeschadet der Paragraphen 5 und 6 werden die Anschlüsse der Endverbraucher vom Verteilernetz aus vorgenommen.

§ 2. Wenn die Anschlussleistung nicht über 56 kVA liegt, wird der Anschluss vom Niederspannungsnetz aus vorgenommen, außer wenn der Betreiber des Verteilernetzes zur Vermeidung insbesondere mit eventuellen Spannungsabfällen verbundener technischer Probleme beschließt, dass der Anschluss von einem Hochspannungsnetz aus vorgenommen wird.

§ 3. Für die Anschlussleistungen zwischen 56 und 250 kVA kann der Betreiber des Verteilernetzes einen Anschluss von einem Niederspannungsnetz, einen Anschluss mittels einer unmittelbar an eine Umspannanlage für Hoch-/Niederspannung angeschlossenen Niederspannungsverbindung oder einen Anschluss von einem Hochspannungsnetz aus vorschlagen.

§ 4. Ab 250 kVA wird der Anschluss von einem Hochspannungsnetz aus vorgenommen. Unter 5 MVA wird zunächst die Möglichkeit eines Anschlusses vom Hochspannungsnetz des Betreibers des Verteilernetzes aus überprüft.

§ 5. Zwischen 5 und 25 MVA untersucht der Betreiber des Verteilernetzes zuerst den Anschluss mittels einer direkten Verbindung der Anlagen des Benutzers des Verteilernetzes mit dem sekundären Sammelschienensystem einer Umspannanlage, die das Verteilernetz mit Hochspannung versorgt.

Wenn der Betreiber des Verteilernetzes im Laufe einer ersten Untersuchung feststellt, dass es vorzuziehen ist, den Anschluss am Übertragungsnetz oder am lokalen Übertragungsnetz vorzunehmen, spricht er sich je nach Fall mit dem Betreiber des Übertragungsnetzes oder mit dem Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes ab, übermittelt diesem unverzüglich die gesamte Akte, setzt den Antragsteller davon in Kenntnis und erstattet ihm die eventuell eingeworbenen Gebühren zurück.

§ 6. Für die Anschlussleistungen von über 25 MVA wird direkt der Anschluss an ein Netz mit einer Spannung von mindestens 30 kV in Betracht gezogen. Der Antragsteller setzt sich unmittelbar mit dem betroffenen Netzbetreiber in Verbindung.

§ 7. Auf alle Fälle reicht der Antragsteller bei dem gemäß den vorhergehenden Paragraphen bezeichneten Betreiber des Verteilernetzes einen einzigen Antrag ein, wobei es dem Letzteren obliegt, die nötigen Verbindungen mit den anderen Netzbetreibern aufzunehmen, um die Qualität des Anschlusses und die notwendigen Anpassungen zu gewährleisten.

Art. 52 - § 1. Bei der Prüfung des Anschlussantrags und der Erstellung des Anschlussvorschlags handelt der betroffene Netzbetreiber stets mit der Sorge, das technische und wirtschaftliche Interesse des Antragstellers zu wahren, und zwar unbeschadet des Interesses der anderen Benutzer des Verteilernetzes und ohne dass dem Antragsteller dadurch das Recht gegeben wird, eine günstigere Anschlussweise zu verlangen, als die in Artikel 51 vorgesehene Weise.

§ 2. Wenn der Betreiber des Verteilernetzes bei einer ersten Prüfung feststellt, dass es zweckdienlicher wäre, den Anschluss über eine Direktleitung an ein anderes Verteilernetz oder an das lokale Übertragungsnetz oder dem Übertragungsnetz vorzunehmen, übermittelt er in Anwendung des Paragraphen 1 dem betroffenen Netzverteiler unverzüglich die gesamte Akte, nachdem er sich mit diesem abgesprochen hat, setzt den Kunden davon in Kenntnis und erstattet ihm die eventuell eingeworbenen Gebühren zurück.

Abschnitt 1.3 — Auf jeden Anschluss anwendbare Vorschriften

Art. 53 - Jeder Anschluss, sowie jede an das Verteilernetz angeschlossene Anlage eines Benutzers des Verteilernetzes muss den auf die elektrischen Anlagen anwendbaren Regelungen und Normen entsprechen.

Art. 54 - Das zulässige Niveau der Störungen, die im Verteilernetz durch die Anschlussanlagen und Anlagen selbst des Benutzers des Verteilernetzes verursacht werden, wird durch die geltenden nationalen und internationalen Normen und insbesondere durch die technischen Empfehlungen CEI 61000-3-6 und CEI 61000-3-7 bestimmt.

Art. 55 - Der Benutzer des Verteilernetzes sorgt dafür, dass diese Anlagen bei dem Betreiber des Verteilernetzes oder bei Drittpersonen keine Risiken, Schäden oder Belästigungen über die gewöhnlich zugelassenen Normen hinaus verursachen.

Art. 56 - Die über getrennte Anschlüsse versorgten technischen Anlagen dürfen nicht untereinander verbunden sein, sofern keine vorherige schriftliche Genehmigung des(der) Betreiber(s) des(der) betroffenen Verteilernetze(s) oder ausdrückliche Vereinbarung im Anschlussvertrag unter Angabe der Modalitäten vorliegt.

Art. 57 - § 1. Die Anschlüsse müssen den technischen Vorschriften der FPE C2/112 unter dem Titel "Technische Vorschriften für den Anschluss an das Hochspannungsverteilernetz" und C10/12 unter dem Titel "Technische Vorschriften für den Niederspannungsanschluss" entsprechen. Im Falle eines Widerspruchs zwischen einer der besagten Vorschriften und einer Gesetzes- oder Verordnungsbestimmung, einschließlich derjenigen der vorliegenden Regelung, gehen die Gesetzes- oder Verordnungsbestimmungen vor.

§ 2. Der Betreiber des Verteilernetzes kann gegebenenfalls und vorbehaltlich der Übermittlung an die CWaPE gemäß dem Artikel 13 unter Berücksichtigung der besonderen Merkmale des lokalen Verteilernetzes für den Anschluss spezifische Vorschriften vorsehen.

KAPITEL II — Für die Hochspannungsanschlüsse spezifische Vorschriften

Abschnitt 2.1 — Umgebung der Anlagen

Art. 58 - Für die Unterbringung der Messanlage oder jeder anderen, zum Anschluss gehörenden Ausrüstung stellt der Benutzer des Verteilernetzes dem Betreiber des Verteilernetzes einen Raum zur Verfügung, der den Bedürfnissen des Letzteren entspricht. Die Modalitäten dieser Zurverfügungstellung werden von den betroffenen Parteien in gegenseitigem Einvernehmen festgelegt.

Abschnitt 2.2 — Konformität der Anlagen

Art. 59 - Die Konzipierung des Anschlusses und der Anlagen des Benutzers des Verteilernetzes muss in Sachen Konformitätskontrollen und periodische Kontrollen der Anlage den Bestimmungen der Allgemeinen Ordnung für elektrische Anlagen entsprechen. Dies betrifft insbesondere die Anordnung und Zugang der Anlagen und die Handhabung und Identifizierung der Bedienungseinrichtung.

Der Anschluss der Ausrüstungen und deren Betrieb müssen mit der Betriebsmethode des Verteilernetzes, an das sie angeschlossen sind, sowohl was deren technischen Merkmale, als auch die mit dem Betrieb verbundenen Sicherheitsaspekte betrifft, kompatibel sein.

Art. 60 - Die Kosten für die Konformitätskontrolle und die durch die Allgemeine Ordnung für elektrische Anlagen vorgesehenen periodischen Kontrollen der Anlagen bleiben zu Lasten des betroffenen Benutzers des Verteilernetzes.

Art. 61 - § 1. Die betriebsmäßigen Spezifikationen der Schutzvorrichtungen des Benutzers des Verteilernetzes, durch die seine Anschlussanlagen im Falle eines Defekts in den Anlagen des Benutzers abgestellt werden, werden im gegenseitigen Einvernehmen mit dem Betreiber des Verteilernetzes festgelegt. Die Selektivität der Schutzvorrichtung der Verteilernetze darf in keinem Fall durch die Wahl der Werte der Schutzparameter beeinträchtigt werden.

§ 2. Der Betreiber des Verteilernetzes kann aus Gründen einer Änderung der Netzlage die an den Schutzvorrichtungen in den Anlagen des Benutzers des Verteilernetzes erforderlichen Anpassungen auferlegen, um weiterhin die Selektivität der Netzschutzvorrichtungen zu gewährleisten. Die mit der eventuellen Durchführung von Anpassungen an den Anlagen des Benutzers des Verteilernetzes verbundenen Kosten gehen zu Lasten des betroffenen Betreibers des Verteilernetzes.

Art. 62 - § 1. Der Betreiber des Verteilernetzes kann die technischen Mittel einleiten, die zum Ausgleich von Blindenergie oder generell zum Ausgleich von jeglichem störenden Phänomen erforderlich sind, wenn die Last eines an das Verteilernetz angeschlossenen Benutzers des Verteilernetzes:

1° Anlass zu einer zusätzlichen Blindenergieentnahme im Verhältnis zu den in Artikel 115 bestimmten Werten gibt;

2° die Sicherheit, Zuverlässigkeit oder Wirksamkeit des Verteilernetzes derart beeinträchtigt, dass die in Artikel 5 erwähnte Norm NBN EN 50160 von dem Betreiber des Verteilernetzes nicht mehr eingehalten werden kann.

§ 2. Der Betreiber des Verteilernetzes begründet seinen Beschluss und übermittelt diesen dem betroffenen Benutzer des Verteilernetzes.

§ 3. Die Einrichtung und die Benutzung der in § 1 erwähnten technischen Mittel gehen zu Lasten des betroffenen Benutzers des Verteilernetzes, wenn sie von ihm ausgehen.

KAPITEL III — Für die Niederspannungsanschlüsse spezifische Vorschriften

Abschnitt 3.1 — Umgebung der Anlagen

Art. 63 - § 1. In den Gebäuden, in denen die beantragte Anschlussleistung 56 kVA überschreitet, stellt der Benutzer des Verteilernetzes dem Betreiber des Verteilernetzes für die Gruppierung der Messgeräte, der anderen zum Anschluss gehörenden Geräte und gegebenenfalls der Umspannanlagen einen Raum (oder einen Teil eines Raums) zur Verfügung, der diese Zwecke erfüllt. Die Modalitäten dieser Zurverfügungstellung werden von den betroffenen Parteien in gegenseitigem Einvernehmen festgelegt.

§ 2. In den Gebäuden, in denen die beantragte Anschlussleistung nicht über 56 kVA liegt, stellt der Benutzer des Verteilernetzes unentgeltlich einen Mauerteil für den Anschlusskasten zur Verfügung.

Art. 64 - § 1. In den Gebäuden, in denen mehrere Benutzer des Verteilernetzes angeschlossen sind, stellt der Eigentümer dem Betreiber des Verteilernetzes für die Gruppierung der Messgeräte und der sonstigen Anschlussanlagen, gegebenenfalls einschließlich der Umspannanlagen, einen oder mehrere Räume oder einen oder mehrere Plätze zur Verfügung, die diese Zwecke erfüllen. Die Modalitäten dieser Zurverfügungstellung werden von den betroffenen Parteien in gegenseitigem Einvernehmen festgelegt.

§ 2. Wenn für die Versorgung einer Siedlung eine oder mehrere neue Verteilerkabinen erforderlich sind, stellt die Person, die die Siedlung anlegt, dem Betreiber des Verteilernetzes ein oder mehrere Gelände zur Verfügung, die diese Zwecke erfüllen. Die Modalitäten dieser Zurverfügungstellung werden von den betroffenen Parteien in gegenseitigem Einvernehmen festgelegt.

Abschnitt 3.2 — Konformität der Anlagen

Art. 65 - Die Anschlussanlagen entsprechen den technischen Vorschriften FPF C1/110 unter dem Titel "Äquivalenz zwischen Stärke (des Stroms) und Leistung der Niederspannungsschalter".

Art. 66 - Die technische Vorschrift FPF C10/12 bezüglich der "technischen Regeln des Niederspannungsanschlusses" ist anwendbar, mit Ausnahme der Bestimmungen bezüglich des Anschlusses unter Berücksichtigung der Leistung, die durch den Artikel 51 gedeckt sind.

Abschnitt 3.3 — Anschlussleistung

Art. 67 - Die minimale Anschlussleistung, die ein Benutzer erhalten kann, beträgt 40 A in Einphasen-230 V, vorbehaltlich jeder Einschränkung, die sich aus dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt ergeben würde.

*KAPITEL IV — Zusätzliche technische Vorschriften für den Anschluss von Grünstromerzeugungseinheiten und dezentralisierten Erzeugungseinheiten**Abschnitt 4.1 — Allgemeines*

Art. 68 - Die Anschlüsse der Erzeugungseinheiten, die erneuerbare Energiequellen benutzen, der hochwertigen Kraft/Wärme-Kopplungseinheiten, derjenigen Einheiten, die Strom aus den Abfällen und den Rückgewinnungen aus Industrieprozessen erzeugen, sowie der dezentralisierten Erzeugungseinheiten, entsprechen, was die technischen Aspekte betrifft, den technischen Vorschriften FPF C10/11 unter dem Titel "Technische Vorschriften für den Anschluss von dezentralisierten Erzeugungsanlagen, die parallel auf dem Verteilernetz in Betrieb sind".

*KAPITEL V — Verfahren zum Hochspannungsanschluss**Abschnitt 5.1 — Vertraulichkeitsmaßnahmen für die Erzeugungseinheiten*

Art. 69 - Der Betreiber des Verteilernetzes kann für die Kontakte mit den Erzeugern, die an sein Netz angeschlossen sind oder wünschen, an dieses angeschlossen zu werden, lediglich sein eigenes Personal oder einen von den Erzeugern, den Ausgleichsverantwortlichen, den Inhabern einer Versorgungslizenz und den Zwischenhändlern unabhängigen Sachverständigen einsetzen.

Dies gilt ebenfalls für die Durchführung von Studien und die Vorbereitung von Verträgen.

Abschnitt 5.2 — Antrag auf eine Orientierungsstudie und Vorprojekt zum Anschluss

Art. 70 - Die Orientierungsstudie hat das Vorprojekt zum Anschluss zum Ziel. Die Einreichung eines Antrags auf eine Orientierungsstudie ist fakultativ.

Art. 71 - § 1. Unbeschadet des Artikels 51 kann jede natürliche oder juristische Person bei dem Betreiber des Verteilernetzes einen Antrag auf eine Orientierungsstudie bezüglich eines neuen Anschlusses einreichen.

§ 2. Jeder Benutzer des Verteilernetzes kann bei dem Betreiber des Verteilernetzes einen Antrag auf eine Orientierungsstudie über eine Anpassung seines bereits vorhandenen Anschlusses oder über Anlagen, die eine nicht unbedeutende Auswirkung auf das Verteilernetz oder auf deren jeweilige Betriebsmethoden haben können, einreichen.

Art. 72 - Der Antragsteller beauftragt den Betreiber des Verteilernetzes schriftlich, den Antrag auf die Orientierungsstudie mittels des zu diesem Zweck erstellten und von dem Betreiber des Verteilernetzes gemäß Artikel 12 der vorliegenden Regelung der Öffentlichkeit bekanntgegebenen Studienformulars zu bearbeiten.

Art. 73 - Das Antragsformular für die Orientierungsstudie enthält Name und Anschrift des Antragstellers, den Plan des Verbrauchs-/Erzeugungsorts, die Leistung des geplanten Anschlusses und die in diesem angegebenen technischen Daten.

Art. 74 - Die Kosten einer Orientierungsstudie gehen gemäß dem von der Elektrizitäts- und Gasregulierungskommission genehmigten angewandten Tarif zu Lasten des Antragstellers.

Art. 75 - Während der Durchführung der Orientierungsstudie arbeiten der Betreiber des Verteilernetzes und der Antragsteller gutgläubig zusammen. Der Betreiber des Verteilernetzes kann jederzeit von dem Antragsteller zusätzliche Informationen verlangen, die zur Vorbereitung des Vorprojektes zum Anschluss erforderlich sind.

Art. 76 - § 1. Innerhalb einer vernünftigen Frist und auf jeden Fall innerhalb einer Frist von fünfzehn Werktagen nach dem Erhalt eines vollständigen Antrags auf eine Orientierungsstudie stellt der Betreiber des Verteilernetzes dem Antragsteller entweder mittels eines Vorprojektes zum Anschluss oder mittels einer begründeten Verweigerung des Anschlusses seine Schlussfolgerungen zu, von denen eine Abschrift an die CWaPE gerichtet wird.

§ 2. Das Vorprojekt beinhaltet mindestens:

1° ein Schema des geplanten Anschlusses;

2° die technischen Vorschriften des Anschlusses;

3° eine zur Unterrichtung dienende Kosteneinschätzung;

4° eine zur Unterrichtung dienende Einschätzung der zur Durchführung des Anschlusses erforderlichen Fristen, einschließlich der Verstärkungen, die unter Umständen am Verteilernetz wegen dem Anschluss vorgenommen werden müssen.

Art. 77 - § 1. Im Laufe der Bearbeitung des Antrags auf eine Orientierungsstudie gibt der Betreiber des Verteilernetzes den Anträgen bezüglich der hochwertigen Kraft/Wärme-Kopplungsanlagen, der Erzeugungsanlagen, die erneuerbare Energiequellen benutzen, sowie der Anlagen, die Strom aus den Abfällen und den Rückgewinnungen aus Industrieprozessen erzeugen, gegenüber den anderen, beim Betreiber des Verteilernetzes anhängigen Anträge auf einen Anschluss den Vorrang.

§ 2. Wenn ein Antrag wegen der Anwendung des § 1 nicht innerhalb der in Artikel 76 vorgesehenen Frist bearbeitet werden kann, wird diese Frist auf 30 Werktage erhöht.

Art. 78 - Die Orientierungsstudie führt zur Erstellung eines unverbindlichen Vorprojektes zum Anschluss. Durch die darin enthaltenen Informationen sind weder der Betreiber des Verteilernetzes, noch der Antragsteller der Orientierungsstudie keineswegs gebunden.

Abschnitt 5.3 — Geringfügige Änderung

Art. 79 - § 1. Anlässlich eines Projekts:

— zu einer, von dem Benutzer für geringfügig erachteten Änderung der Anschlussanlagen oder deren Betriebsarten;

— zu einer Änderung der Anlagen des Benutzers oder deren Betriebsarten, die für geringfügig erachtet wird, jedoch eine Auswirkung auf die Sicherheit, Zuverlässigkeit oder Wirksamkeit des Verteilernetzes haben kann,

übermittelt der Benutzer des Verteilernetzes dem Betreiber des Verteilernetzes die geplanten Änderungen und die Gründe, aus denen er sie für geringfügig erachtet.

§ 2. Der Betreiber des Verteilernetzes überprüft die in § 1 erwähnte Zustellung, beurteilt und gegebenenfalls bestätigt den geringfügigen Charakter der Änderung.

Art. 80 - § 1. Im Anschluss an die in Artikel 79 erwähnte Überprüfung kann der Betreiber des Verteilernetzes:

1° die geplanten Änderungen ohne weitere Formalitäten genehmigen;

2° den Abschluss eines Nachtrags zum Anschlussvertrag vorschlagen;

3° vorschlagen, dass die Änderung in Ermangelung deren geringfügigen Charakters unter Einhaltung des in Abschnitt 5.4 des vorliegenden Kapitels vorgesehenen Verfahrens erfolgt.

§ 2. Der Abschluss eines Nachtrags im Sinne von § 1, 2° entbindet den Antragsteller für den Anschluss nicht vom Erhalt einer Notifizierung der Konformität des Anschlusses gemäß dem Kapitel VII des vorliegenden Titels.

Abschnitt 5.4 — Anschlussantrag, Detailstudie und Anschlussprojekt

Art. 81 - § 1. Jedem neuen Anschluss oder jeder Änderung eines bereits vorhandenen Anschlusses muss ein Anschlussantrag mit beigefügter Detailstudie vorhergehen, der bei dem Betreiber des Verteilernetzes einzureichen ist.

§ 2. Ein Benutzer des Verteilernetzes muss ebenfalls einen Anschlussantrag einreichen, wenn eine geplante Änderung seiner Anlagen oder deren Betriebsarten den Betrieb des Verteilernetzes auf nicht unbedeutende Weise stören könnte.

Art. 82 - Jede natürliche oder juristische Person kann bei dem Betreiber des Verteilernetzes einen Anschlussantrag einreichen. Dieser Antrag hat die Erstellung einer Detailstudie durch den Betreiber des Verteilernetzes zur Folge, deren Kosten gemäß dem von der Elektrizitäts- und Gasregulierungskommission genehmigten angewandten Tarif zu Lasten des Antragstellers gehen, außer wenn der Antrag bereits ein erstes Mal eingereicht wurde und nicht Anlass zum Abschluss des Anschlussvertrags unter Berücksichtigung des Artikels 89, § 1 gab und insofern keine Änderungen am Netz mit Auswirkungen auf die Anschlussbedingungen vorgenommen wurden.

Art. 83 - Jeder angeschlossene Benutzer des Verteilernetzes kann bei dem Betreiber des Verteilernetzes einen Anschlussantrag über eine Anpassung seines bereits vorhandenen Anschlusses oder über Anlagen, die eine nicht unbedeutende Auswirkung auf das Verteilernetz oder auf deren jeweilige Betriebsarten haben können, einreichen.

Art. 84 - § 1. Der Antragsteller für den Anschluss beauftragt den Betreiber des Verteilernetzes schriftlich, den Anschlussantrag mittels des zu diesem Zweck erstellten und von dem Betreiber des Verteilernetzes gemäß Artikel 12 der vorliegenden Regelung der Öffentlichkeit bekanntgegebenen Anschlussformulars zu bearbeiten.

§ 2. Das Antragsformular für den Anschluss enthält Name und Anschrift des Antragstellers, den Plan des Verbrauchs-/Erzeugungsorts, die Leistung des geplanten Anschlusses, das erwartete Lastprofil und die ausführlichen technischen Eigenschaften des Anschlusses und der anzuschließenden Anlagen, so wie diese im Formular angegeben werden.

Art. 85 - § 1. So schnell wie möglich und auf jeden Fall innerhalb von zehn Werktagen ab dem Erhalt eines Anschlussantrags überprüft der Betreiber des Verteilernetzes, ob dieser vollständig ist. Wenn er unvollständig ist, teilt er dem Antragsteller für den Anschluss mit, welche zusätzlichen Informationen dieser im Hinblick auf die Vorbereitung des Anschlussprojekts zu liefern hat. Wenn der Antrag vollständig ist, übermittelt er eine Empfangsbestätigung.

§ 2. Wenn der Anschlussantrag vollständig ist, gewährt der Betreiber des Verteilernetzes dem Antragsteller eine Kapazitätsreservierung.

Art. 86 - § 1. Bei der Überprüfung des Anschlussantrags gibt der Betreiber des Verteilernetzes den Anschlussanträgen bezüglich der hochwertigen Kraft/Wärme-Kopplungsanlagen, der Erzeugungsanlagen, die erneuerbare Energiequellen benutzen, sowie der Anlagen, die Strom aus den Abfällen und den Rückgewinnungen aus Industrieprozessen erzeugen, gegenüber den anderen, beim Betreiber des Verteilernetzes anhängigen Anschlussanträgen den Vorrang.

§ 2. Der in § 1 erwähnte Vorrang gilt ebenfalls für die Kapazitätsreservierungen.

Art. 87 - § 1. So schnell wie möglich und auf jeden Fall innerhalb von dreißig Werktagen ab dem Erhalt eines vollständigen Antrags übermittelt der Betreiber des Verteilernetzes dem Antragsteller für den Anschluss einen Vorschlag für einen Anschlussvertrag. Dieser enthält ein Anschlussprojekt mit den technischen Lösungen und den Einstellparametern, die zwischen dem Betreiber des Verteilernetzes und dem Antragsteller für den Anschluss gemäß den Vorschriften der vorliegenden Regelung und unter Berücksichtigung der technischen Eigenschaften des Verteilernetzes zu vereinbaren sind.

§ 2. Wenn ein Antrag wegen der Anwendung des Artikels 85 nicht innerhalb der in § 1 erwähnten Frist bearbeitet werden kann, wird diese Frist auf sechzig Werktage nach dem Erhalt des vollständigen Antrags erhöht.

§ 3. Die in diesem Artikel erwähnten Fristen können im gegenseitigen Einvernehmen beider Parteien verlängert werden.

Art. 88 - § 1. Im Falle eines Einvernehmens bezüglich des in Artikel 86 erwähnten Vorschlags für einen Anschlussvertrag erstellt der Betreiber des Verteilernetzes innerhalb einer Frist von zwanzig Werktagen ab dem Einvernehmen einen Vorschlag für einen Anschlussvertrag.

§ 2. Der Anschlussvertrag kann eine aufschiebende Bedingung in Verbindung mit dem Erhalt der Genehmigungen oder Zulassungen bezüglich der Anlagen, für die das administrative Verfahren läuft, enthalten; in diesem Fall wird die CWaPE davon in Kenntnis gesetzt. Wenn der Betreiber des Verteilernetzes eine derartige aufschiebende Bedingung ablehnt, übermittelt er dem Antragsteller und der CWaPE die Gründe seines Beschlusses.

Art. 89 - § 1. Wenn ein Anschlussantrag nicht innerhalb einer Frist von vierzig Werktagen ab der Zustellung des Vorschlags für einen Anschlussvertrag zum Abschluss eines Anschlussvertrags führt, wird das Verfahren für den Anschlussantrag als hinfällig betrachtet. Im Falle einer Hinfälligkeit benachrichtigt der Betreiber des Verteilernetzes den Antragsteller zehn Werktage vor Ablauf dieser Frist und setzt die CWaPE davon in Kenntnis.

§ 2. Auf begründete Anträge hin kann der Antragsteller ohne Erhaltung der Leistungsreservierung und solange kein anderer Antrag eingereicht wurde Verlängerungen von jeweils höchstens 20 Werktagen der in § 1 erwähnten Frist erhalten.

§ 3. Die Kosten, denen der Betreiber des Verteilernetzes für die Detailstudie des Anschlussantrags ausgesetzt ist, gehen zu Lasten des Antragstellers und werden in dem von der Elektrizitäts- und Gasregulierungskommission genehmigten angewandten Tarif angegeben.

Abschnitt 5.5 — Anschlussvertrag

Art. 90 - Die Durchführung jeglichen Anschlusses kann lediglich nach dem Abschluss eines Anschlussvertrags oder gegebenenfalls einer stillschweigenden Annahme der allgemeinen Anschlussbedingungen im Falle eines Anschlusses von höchstens 56 kVA mit dem Betreiber des Verteilernetzes vorgenommen werden.

Art. 91 - Die Durchführung einer Anpassung an einem bereits vorhandenen Anschluss, an einer Anlage eines Benutzers des Verteilernetzes, die eine nicht unbedeutende Auswirkung auf das Verteilernetz oder auf deren jeweilige Betriebsart haben können, kann lediglich nach dem Abschluss eines Anschlussvertrags mit dem Betreiber des Verteilernetzes oder gegebenenfalls für Leistungen von ≤ 56 kVA einer stillschweigenden Annahme der allgemeinen Anschlussbedingungen des Betreibers des Verteilernetzes vorgenommen werden.

Art. 92 - Auf Antrag des Benutzers des Verteilernetzes kann der Betreiber des Verteilernetzes annehmen, dass eine Änderung im Sinne von Artikel 91 als geringfügig betrachtet wird. Eine derartige geringfügige Anpassung wird in einem Nachtrag zum Anschlussvertrag festgelegt, ohne dass eine ausführliche Studie durchgeführt zu werden brauchte.

Art. 93 - Der Anschlussvertrag enthält mindestens folgende Elemente:

- 1° die Identität der Parteien;
- 2° die Bezeichnung der Kontaktpersonen;
- 3° die Bestimmungen bezüglich der Vertragsdauer und -beendigung;
- 4° die Beschreibung des Anschlusses unter Angabe des Standorts und des Spannungsniveaus der Anschlussstelle, der Zugangsstelle und der Messstelle;
- 5° die einzige Identifikation der Zugangsstelle mittels des EAN-Codes;
- 6° die Bestimmungen bezüglich des Zugangs der Personen zu den Anschlussanlagen;
- 7° die Beschreibung der Anlagen des Benutzers des Verteilernetzes (einschließlich der Anlagen, die betriebsmäßig zu dem Netz gehören), insbesondere die angeschlossenen Erzeugungseinheiten;
- 8° die spezifischen technischen Bedingungen und Bestimmungen, insbesondere die Anschlussleistung, die einschlägigen technischen Eigenschaften des Anschlusses und der Anlagen des Benutzers des Verteilernetzes, das Messsystem, den Betrieb, die Wartung sowie die Anforderungen in Sachen Schutzvorrichtungen und Sicherheit;
- 9° die Modalitäten und Fristen für die Durchführung des Anschlusses, je nachdem ob es sich um einen neuen oder anzupassenden Anschluss handelt, unter Angabe der in Betracht gezogenen Hypothesen;
- 10° die Bestimmungen bezüglich der gegenseitigen Verantwortung und Vertraulichkeit;
- 11° die Zahlungsmodalitäten.

Art. 94 - Auf begründeten Antrag des Betreibers des Verteilernetzes können die technischen Lösungen und betriebsmäßigen Spezifikationen des Betreibers des Verteilernetzes aus Gründen der Sicherheit, Zuverlässigkeit und Wirksamkeit des Netzes und vorbehaltlich der vorherigen Mitteilung an die CWaPE angepasst werden. Die Kosten dieser Anpassung werden von dem Betreiber des Verteilernetzes übernommen, außer wenn sie sich aus einer Änderung der Anlagen des Benutzers des Verteilernetzes ergeben.

Art. 95 - § 1. Bei den Fristen für die Durchführung des Anschlusses, so wie diese im Anschlussvertrag vorgesehen sind, werden die eventuellen Verstärkungen berücksichtigt, die an den Verteilernetzen, den lokalen Übertragungsnetzen oder den Übertragungsnetzen durchzuführen sind.

§ 2. Der Betreiber des Verteilernetzes gibt den Anschlüssen der hochwertigen Kraft/Wärme-Kopplungsanlagen, den Anschlüssen der Erzeugungsanlagen, die erneuerbare Energiequellen benutzen, sowie derjenigen, die Strom aus den Abfällen und den Rückgewinnungen aus Industrieprozessen erzeugen, gegenüber den anderen, nicht dringenden Arbeiten den Vorrang. Die in diesem Artikel erwähnten, nicht dringenden Arbeiten sind diejenigen, deren Verzögerung weder eine Gefahr für die Personen, noch einen direkten realen Schaden an den vorhandenen Anlagen verursachen.

Art. 96 - Die notwendigen Genehmigungsanträge müssen innerhalb einer mit dem Zeitplan der Durchführung des Anschlusses vereinbarten Frist bei den zuständigen Behörden eingereicht werden.

Abschnitt 5.6 — Inbetriebsetzung des Anschlusses

Art. 97 - Der Betreiber des Verteilernetzes setzt alles daran, um den gemäß dem Anschlussvertrag durchgeführten Anschluss schnellstmöglich und spätestens innerhalb von drei Werktagen in Betrieb zu setzen.

Abschnitt 5.7 — Statut der vorhandenen Anschlüsse

Art. 98 - In Erwartung der Erstellung neuer Anschlussverträge zwischen dem Betreiber des Verteilernetzes und dem Benutzer des Verteilernetzes gemäß den Artikeln 121 bis 123 bleiben die früher zwischen den von dem Anschluss betroffenen Parteien abgeschlossenen Vereinbarungen anwendbar, insofern diese nicht im Widerspruch mit der vorliegenden Regelung stehen.

KAPITEL VI — Verfahren zum Niederspannungsanschluss

Abschnitt 6.1 — Anschlussantrag

Art. 99 - § 1. Jeder Antrag auf einen Niederspannungsanschluss muss schriftlich bei dem Betreiber des Verteilernetzes nach dem zu diesem Zweck veröffentlichten Verfahren gemäß Artikel 12 der vorliegenden Regelung eingereicht werden. Er kann ebenfalls telefonisch erfolgen, sofern der Betreiber des Verteilernetzes eine Empfangsbestätigung zukommen lässt.

§ 2. Der Betreiber des Verteilernetzes ist verpflichtet, innerhalb von zehn Kalendertagen jeden Anschlussantrag zu beantworten. Den Haushaltskunden übermittelt er innerhalb der oben erwähnten Frist die technischen und finanziellen Anschlussbedingungen, sowie die wahrscheinlichen Fristen für die Durchführung des Anschlusses. Was die anderen Kunden betrifft, falls der Betreiber diesen nicht innerhalb dieser Frist einen Vorschlag für einen Anschlussvertrag vorlegen kann, sendet er innerhalb derselben Frist eine Empfangsbestätigung und verschiebt den Vorschlag auf die nächsten zehn Tage.

§ 3. Für den Standardanschluss eines Haushaltskunden und wenn alle erforderlichen Genehmigungen und Zulassungen gewährt wurden, dürfen die in dem vorhergehenden Absatz erwähnten Fristen dreißig Kalendertage nicht überschreiten.

Art. 100 - Für die beantragten Anschlussleistungen von über 56 kVA und wenn der Betreiber des Verteilernetzes der Ansicht ist, dass ein Niederspannungsanschluss lediglich unter der Voraussetzung einer Erweiterung und/oder Verstärkung des Verteilernetzes in Betracht gezogen werden kann, wird dasselbe Verfahren der Orientierungsstudie wie für den Hochspannungsanschluss angewandt.

Abschnitt 6.2 — Inbetriebsetzung des Anschlusses

Art. 101 - Unter Vorbehalt einer anderslautenden Vereinbarung zwischen den Parteien ist allein der Betreiber des Verteilernetzes berechtigt, den Anschluss unter Spannung zu setzen und die Arbeiten einschließlich bis zum ersten Abschaltgerät durchzuführen. Die maximale Frist für die Inbetriebsetzung nach der Durchführung des Anschlusses beträgt drei Werktage.

Art. 102 - Allein der Betreiber des Verteilernetzes ist berechtigt, an dem ersten Abschaltgerät und dem sich oberhalb von diesem befindenden Teil einzugreifen.

Art. 103 - Die Anschlussstrasse sowie der Standort und die Eigenschaften der Bestandteile des Anschlusses werden von dem Betreiber des Verteilernetzes derart genehmigt, dass die allgemeine Sicherheit und das normale Funktionieren der Bestandteile des Anschlusses gewährleistet und die Verbrauchserfassungen, die Überwachung, die Überprüfung und die Wartung leicht durchführbar sind.

Art. 104 - § 1. Die Durchbohrung der Mauer des Gebäudes für das Anschlusskabel kann dem Benutzer des Verteilernetzes oder dem Eigentümer des betroffenen Gebäudes unter Einhaltung der Anweisungen des Betreibers des Verteilernetzes anvertraut werden.

§ 2. Das Kabel muss auf seiner gesamten Länge mittels eines Schutzrohrs aus PVC, Polyäthylen, Zementfasern oder durch andere mindestens gleichwertige Mittel mechanisch geschützt werden.

§ 3. Die Mauerdurchführung muss von dem Benutzer des Verteilernetzes oder dem Eigentümer des Gebäudes derart verstopft werden, dass sie gegen Wasser und Gas abgedichtet ist.

KAPITEL VII — Benutzung, Wartung und Konformität des Anschlusses

Abschnitt 7.1 — Allgemeines

Art. 105 - Der Benutzer des Verteilernetzes und gegebenenfalls der Eigentümer des betroffenen Immobilienguts treffen die notwendigen Vorkehrungen, um jeglichen Schaden am Anschluss zu vermeiden.

Art. 106 - Der Benutzer des Verteilernetzes oder der Eigentümer des betroffenen Immobilienguts ist verpflichtet, dem Betreiber des Verteilernetzes unverzüglich jeglichen Schaden, jegliche Anomalie oder Nichtübereinstimmung mit den Gesetzes- oder Verordnungsbestimmungen, die er vernünftigerweise feststellen kann, mitzuteilen.

Abschnitt 7.2 — Benutzung der Anlagen, die betriebsmäßig zum Verteilernetz gehören

Art. 107 - Die Anlage des Benutzers des Verteilernetzes, die betriebsmäßig zum Verteilernetz für die Übertragung von Energie auf andere Benutzer des Verteilernetzes gehört, wird dem Betreiber des Verteilernetzes gemäß den in Artikel 17 beschriebenen Modalitäten zur Verfügung gestellt.

Abschnitt 7.3 — Benutzung und Wartung der Niederspannungsanschlüsse

Art. 108 - Der Betreiber des Verteilernetzes ist für die Wartung, Qualität und Betriebssicherheit der sich zwischen seinem Netz und dem ersten Abschaltgerät, einschließlich des Letzteren, in Betrieb befindenden Anschlussausrüstungen verantwortlich. Die Kosten für die Wartung und Reparatur dieser Ausrüstungen und des ersten Abschaltgeräts gehen zu seinen Lasten. Die Erneuerung der oben erwähnten Ausrüstungen wegen Überalterung oder Änderung der Anlagen des Benutzers des Verteilernetzes gehen zu Lasten des Letzteren.

Art. 109 - Die Außerbetriebsetzung eines Anschlusses kann nur durch den Betreiber des Verteilernetzes oder eine von ihm gebührend ermächtigte Person durchgeführt werden. Diese Außerbetriebsetzung kann lediglich dann erfolgen, nachdem der Benutzer des Verteilernetzes vorher innerhalb der in den Artikeln 142 bis 144 vorgesehenen Fristen davon in Kenntnis gesetzt wurde.

Art. 110 - Im Falle einer Änderung durch den Benutzer des Verteilernetzes der Entnahme- oder Einspeisungseigenschaften oder im Falle von Änderungen, was die Bedingungen betrifft, die bei der Durchführung des Anschlusses angewandt und die nicht gemäß Artikel 91 vereinbart wurden, kann der Betreiber des Verteilernetzes unbeschadet der zur endgültigen Regularisierung der Lage erforderlichen Maßnahmen den Anschluss auf Kosten des Benutzers des Verteilernetzes oder des Eigentümers des betroffenen Immobilienguts ändern, um die allgemeine Sicherheit des Netzes zu erhalten.

Art. 111 - Der Anschluss kann nur mit der Genehmigung des Betreibers des Verteilernetzes in einen Schaltschrank eingebaut werden und muss in diesem Fall wirksam geschützt sein. Der Anschluss muss jederzeit kontrolliert werden können.

Art. 112 - Der Eigentümer des Immobilienguts sorgt dafür, dass die Dichtigkeit der betroffenen Mauern erhalten bleibt.

Art. 113 - Der Benutzer des Verteilernetzes kann den Sicherungsschalter des Anschlusses bedienen, außer wenn Versiegelungen oder jede andere Kontraindikation seitens des Betreibers des Verteilernetzes ihn daran hindern.

Abschnitt 7.4 — Konformität des Anschlusses

Art. 114 - Vor der Inbetriebsetzung eines Anschlusses erbringt der Benutzer des Verteilernetzes dem Betreiber des Verteilernetzes den Nachweis, dass seine Anlagen den anwendbaren gesetzlichen oder vorschriftsmäßigen Verpflichtungen entsprechen. Dieser Nachweis wird durch einen Bericht einer im Sinne der Allgemeinen Ordnung für elektrische Anlagen zugelassenen Einrichtung oder einer befugten Behörde erbracht.

Art. 115 - Im Zweifelsfall kann der Betreiber des Verteilernetzes die Übereinstimmung des Anschlusses und der Anlagen des Benutzers des Verteilernetzes mit den Vorschriften der vorliegenden Regelung und mit dem Anschlussvertrag, sowie die eventuellen Schäden oder Belästigungen, die die Nichtübereinstimmung des Anschlusses oder der Anlage an den Anlagen des Betreibers des Verteilernetzes oder an den Anlagen eines anderen Benutzers des Verteilernetzes und/oder an der Qualität der von diesen abgegebenen Spannung verursachen könnte, überprüfen und beurteilen.

Art. 116 - § 1. Zur Überprüfung der Übereinstimmung des Anschlusses und der Anlagen eines Benutzers des Verteilernetzes mit den Vorschriften der vorliegenden Regelung und mit dem Anschlussvertrag kann der Betreiber des Verteilernetzes aus eigener Initiative oder auf Anfrage einer Drittperson Tests durchführen.

§ 2. Nach gemeinsamer Absprache vereinbaren der Betreiber des Verteilernetzes und der Benutzer des Verteilernetzes das Verfahren, den Zeitplan und die einzusetzenden Mittel im Hinblick auf die in § 1 erwähnten Tests.

§ 3. Innerhalb des Monats, der auf die von dem oder für den Betreiber des Verteilernetzes durchgeführten Tests folgt, übermittelt dieser dem Benutzer des Verteilernetzes, sowie den eventuellen betroffenen Drittpersonen einen Bericht, nachdem er unter Umständen vertrauliche Daten ausgeklammert hat.

§ 4. Wenn sich aus der Prüfung und/oder den Tests herausstellt, dass eine Anlage nicht mit den Anforderungen der vorliegenden Regelung oder des Anschlussvertrags übereinstimmt, mahnt der Betreiber des Verteilernetzes den Benutzer des Verteilernetzes zur Durchführung der erforderlichen Änderungen innerhalb einer vernünftigen Frist.

§ 5. Wenn der Benutzer des Verteilernetzes die in § 4 festgelegten Anpassungen nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist durchgeführt hat, kann der Betreiber des Verteilernetzes nach einer letzten Mahnung mit einer Abschrift an die CWaPE die Versorgung nach Ablauf der in dieser letzten Mahnung festgelegten Frist einstellen.

Art. 117 - Der Eigentümer der Anlage oder der Benutzer des betroffenen Netzes übernimmt die Kosten der Prüfung und/oder der Tests, durch die sich die Nichtübereinstimmung des Anschlusses herausgestellt hat, sowie die Kosten der neuen Tests, die nach den an der Anlage vorgenommenen Änderungen durchgeführt werden. Falls keine Nichtübereinstimmung festgestellt wurde, gehen die Tests zu Lasten derjenigen Partei, die sie beantragt hat.

Art. 118 - Unter Vorbehalt einer anderslautenden Vereinbarung zwischen den betroffenen Parteien ist der Betreiber des Verteilernetzes berechtigt, den Anschluss außer Betrieb zu setzen, wenn die Anpassungen zehn Tage nach der Mahnung noch immer nicht durchgeführt wurden.

Art. 119 - Der Betreiber des Verteilernetzes kann verlangen dass der Benutzer des Verteilernetzes Maßnahmen trifft und für diese aufkommt, um zu verhindern, dass durch den Betrieb der Anlagen des Benutzers des Verteilernetzes das in Artikel 54 festgesetzte zulässige Niveau der Störungen überschritten wird.

Art. 120 - § 1. Ein Benutzer des Verteilernetzes, der selbst Tests am Anschluss oder an den Anlagen, die eine nicht unbedeutende Auswirkung auf das Verteilernetz, auf den(die) Anschluss(ë) oder auf die Anlagen (eines) anderen(r) Benutzer haben, durchführen oder durchführen lassen möchte, muss zu diesem Zweck vorher eine schriftliche Genehmigung vom Betreiber des Verteilernetzes erhalten. Jeder Antrag muss begründet werden und die Anlage(n), auf die sich die Tests beziehen, die Art und die technischen Daten der Tests, das Verfahren (insbesondere den Verantwortlichen der Tests) und den Zeitplan angeben.

§ 2. Auf der Grundlage der in diesem Antrag enthaltenen Daten bewertet der Betreiber des Verteilernetzes die Zweckmäßigkeit dieses Antrags und spricht sich unter Umständen mit dem Antragsteller ab, um die beantragten Tests zu programmieren. Er benachrichtigt die Parteien, die seiner Ansicht nach von den beantragten Tests betroffen sind.

Art. 121 - Eine Anschlussanlage und/oder eine Anlage eines Benutzers des Verteilernetzes, die vor dem Inkrafttreten der vorliegenden Regelung bereits vorhanden war und die nicht mit den Vorschriften der vorliegenden Regelung übereinstimmt, kann in dem Zustand, in dem sie sich befindet, benutzt werden:

— während 5 Jahren, wenn die Nichtübereinstimmung unter normalen Betriebsbedingungen nicht dem Verteilernetz, dem Betreiber des Verteilernetzes, einem anderen Benutzer des Verteilernetzes oder jeglicher anderen Person zu schaden droht;

— während 15 Jahren, wenn die Nichtübereinstimmung in keinem Fall dem Verteilernetz, dem Betreiber des Verteilernetzes, einem anderen Benutzer des Verteilernetzes oder jeglicher anderen Person schaden kann.

Art. 122 - Eine Anschlussanlage und/oder eine Anlage eines Benutzers des Verteilernetzes, die vor dem Inkrafttreten der vorliegenden Regelung bereits vorhanden war und die dem Verteilernetz, dem Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes, einem anderen Benutzer des lokalen Übertragungsnetzes oder jeglicher anderen Person schadet oder schaden könnte, muss sobald wie möglich von der verantwortliche Person in Übereinstimmung gebracht werden, unter Umständen nach Ermahnung des Betreibers des lokalen Übertragungsnetzes.

Art. 123 - § 1. Es gebührt jedem Benutzer des Verteilernetzes, der zum Zeitpunkt des Inkrafttretens der vorliegenden Regelung keinen Anschlussvertrag gemäß der vorliegenden Regelung abgeschlossen hat, alle erforderlichen Vorkehrungen zu treffen:

1° um sich zu vergewissern, dass seine Anlagen mit der vorliegenden Regelung übereinstimmen;

2° um sich zu vergewissern, dass seine Anlagen dem Verteilernetz, dem Betreiber des Verteilernetzes oder einem anderen Benutzer des Verteilernetzes oder jeglicher anderen Person nicht schaden oder schaden könnten;

3° um sich mit dem Netzbetreiber in Verbindung zu setzen, um jede nützliche Information einzuholen und eine Verhandlung aufzunehmen, um Anschlussverträge gemäß dem vorliegenden Titel auszuarbeiten;

4° um eine Bestandsaufnahme seiner in den Punkten 1° und 2° erwähnten Anlagen aufzustellen, Maßnahmen, die im Hinblick auf die Behebung von deren eventuellen Nichtübereinstimmung geplant werden, und unverbindliche Fristen festzulegen.

§ 2. Wenn der Betreiber des Verteilernetzes die in § 1 erwähnten Bestandsaufnahme und Maßnahmen nicht innerhalb einer vernünftigen Frist erhalten hat, setzt er sich aus eigener Initiative mit dem betroffenen Benutzer des Verteilernetzes in Verbindung und fordert ihn auf, diese Elemente schnellstmöglich zu übermitteln.

§ 3. Vor der Erstellung eines Anschlussvertrags für die bestehenden Anschlüsse, bleiben die vorher zwischen den von diesem Anschluss betroffenen Parteien festgelegten Vereinbarungen anwendbar, unter der Voraussetzung, dass diese nicht im Gegensatz zu der vorliegenden Regelung stehen.

§ 4. Nötigenfalls schlägt die CWaPE der Wallonischen Regierung einen Plan vor, um die Anschlussverträge in Ordnung zu bringen.

Abschnitt 7.5 — Beseitigung eines Anschlusses

Art. 124 - Jeglicher Anschluss kann auf schriftlichen Antrag per Einschreiben des Eigentümers des Immobilienguts und nach Überprüfung durch den Betreiber des Verteilernetzes, dass kein weiterer Benutzer des Verteilernetzes noch Gebrauch von ihm macht, beseitigt werden.

Art. 125 - Die Kosten für die Beseitigung, sowie die Kosten für die Rückversetzung der Räume, Zugangswege und Gelände in den ursprünglichen Zustand gehen zu Lasten des Eigentümers des Anschlusses.

Art. 126 - Der Betreiber des Verteilernetzes kann vorbehaltlich einer vorherigen Mitteilung an den Eigentümer des betroffenen Immobilienguts jeglichen Anschluss, der seit mehr als einem Jahr nicht mehr benutzt wurde, beseitigen oder abstellen, außer wenn der Benutzer des Verteilernetzes erklärt, dass dieser Anschluss ihm als Notversorgung dient oder dass er diesen Anschluss zur Durchführung von Projekten in Vorbereitung aufbewahren will. In dem letzten Fall beteiligt er sich an den Wartungskosten gemäß den Modalitäten, die mit dem Betreiber des Verteilernetzes zu vereinbaren sind.

TITEL IV — Zugangsordnung

KAPITEL I — Wahl eines Versorgers und des Ausgleichsverantwortlichen

Art. 127 - § 1. Bevor ein Zugangsantrag bei dem Betreiber des Verteilernetzes gemäß den Modalitäten der Kapitel 2 (Hochspannung) und 3 (Niederspannung) des vorliegenden Titels eingereicht werden kann, muss pro Zugangsstelle ein Vertrag von einer Dauer von mindestens drei Monaten zwischen dem Benutzer des Verteilernetzes, einem Versorger, der Inhaber einer gültigen Versorgungslizenz ist, und einem Ausgleichsverantwortlichen erstellt werden. Wenn der Versorger über seinen eigenen Ausgleichsverantwortlichen verfügt, unterzeichnet der Benutzer des Verteilernetzes den Vertrag nur mit dem von ihm ausgewählten Versorger und setzt den Betreiber des Verteilernetzes bei der Einreichung des Zugangsanspruchs davon in Kenntnis.

§ 2. In Abweichung des § 1 kann der Benutzer des Verteilernetzes je Zugangsstelle einen Ausgleichsverantwortlichen und mehrere Versorger, die Inhaber einer gültigen Versorgungslizenz sind, bezeichnen. In diesem Fall beschließt er, den Zugangsantrag selbst einzureichen (siehe Artikel 130), es sei denn, er beauftragt einen der Versorger, alle Verantwortungen entgegen dem Betreiber des Verteilernetzes zu übernehmen. Dieser Versorger wird nachstehend im Text "der Versorger" genannt.

§ 3. Der Betreiber des Verteilernetzes führt ein Zugangsregister, in dem für jede mit einem einzigen EAN-Code gekennzeichnete Zugangsstelle der Versorger und der Ausgleichsverantwortliche angegeben werden. Der Betreiber des Verteilernetzes setzt den Benutzer von seiner EAN-Nummer in Kenntnis.

Art. 128 - § 1. Wenn eine Last völlig oder teilweise durch eine lokale Erzeugung versorgt wird, können in Abweichung des Artikels 127 zwei Ausgleichsverantwortliche bezeichnet werden, wobei der eine mit der Entnahme und der andere mit der Einspeisung beauftragt ist.

§ 2. Wenn der Benutzer des Verteilernetzes zwei Ausgleichsverantwortliche bezeichnet, vermerkt er in den Zugangsverträgen, dass:

— entweder getrennte Zählsysteme eingerichtet werden, um die erzeugte und entnommene Energie getrennt zu zählen. Jeder Ausgleichsverantwortliche ist für die Zählung verantwortlich, die ihn betrifft;

— oder ein einziges Zählsystem vorgesehen ist, das die algebraische Summe dieser beiden Energien durchführt und in Zeitabschnitten angibt, ob die sich daraus ergebende Summe Energie global in das Netz eingespeist oder ihm entnommen wird. In diesem Fall sind die Ausgleichsverantwortlichen jeweils nur dann verantwortlich, wenn der Energiestrom in der Richtung erfolgt, für die sie bezeichnet wurden.

§ 3. Zur Anwendung dieses Artikels kann der Betreiber des Verteilernetzes zwei EAN-Nummern für den betroffenen Zugang künstlich schaffen.

§ 4. Sofern der Benutzer des Verteilernetzes und der Ausgleichsverantwortliche die Bestimmungen des vorliegenden Artikels nicht beachten, setzt der Betreiber des Verteilernetzes ungeachtet seiner Rechtsmittel entgegen dem betroffenen Benutzer des Verteilernetzes und dem Ausgleichsverantwortlichen die Maßnahmen bezüglich der Sicherheit, der Zuverlässigkeit und der Wirksamkeit des Verteilernetzes ein, über die er verfügt.

§ 5. Wenn nicht innerhalb einer vernünftigen Frist nach dem Inkrafttreten der vorliegenden Regelung ein mit der Einspeisung und/oder dem damit verbundenen Vertrag beauftragter Ausgleichsverantwortlicher bezeichnet wird, führt dies im Falle einer Gefahr für die Sicherheit, Zuverlässigkeit und Wirksamkeit des Netzes und nach einer Mahnung mit Angabe einer vernünftigen Frist zur Aussetzung des Zugangs zum Netz der betroffenen lokalen Erzeugungseinheit.

Art. 129 - § 1. Jeder Wechsel des Versorgers und/oder des Ausgleichsverantwortlichen muss dem Betreiber des Verteilernetzes von dem neuen Versorger mindestens ein Monat im Voraus mitgeteilt werden. Der Betreiber des Verteilernetzes setzt den früheren Versorger davon in Kenntnis.

Wenn ein Versorger, dessen Vertrag abläuft, nicht von dem Betreiber des Verteilernetzes von einem Wechsel des Versorgers in Kenntnis gesetzt wurde und nicht beabsichtigt seine Stromversorgung zu verlängern, setzt er den Betreiber des Verteilernetzes mindestens einen Monat vor dem Vertragsablauf davon in Kenntnis, andernfalls kann er von dem Betreiber des Verteilernetzes weiterhin als Versorger betrachtet werden.

Die betroffenen Versorger bestätigen diesen Wechsel ihren jeweiligen Ausgleichsverantwortlichen.

§ 2. In Abweichung von § 1 und bei Spannungen ≥ 30 kV wird die Mitteilung von dem neuen Versorger oder dem Zugangsinhaber vorgenommen, und zwar mindestens zehn Werktagen im Voraus. Der frühere Versorger reagiert fünf Tage vor dem Vertragsablauf, wenn er keine Mitteilung erhalten hat.

§ 3. Zur Gewährleistung der Weiterversorgung eines Benutzers des Verteilernetzes, dessen Versorger unerwartet ausfällt, trifft der Betreiber des Verteilernetzes vorzeitig die erforderlichen Maßnahmen, um ihm unverzüglich einen von ihm bezeichneten Versorger als Ersatz zuweisen zu können. Innerhalb von zehn Tagen setzt der Betreiber des Verteilernetzes den Benutzer des Verteilernetzes von diesem Ersatz in Kenntnis und erinnert ihn daran, dass er vorbehaltlich einer Kündigungsfrist von einem Monat und gemäß denselben, in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. März 2002 über die zugelassenen Kunden bestimmten Modalitäten einen anderen Versorger wählen kann. Der Betreiber des Verteilernetzes teilt die Klauseln des vorliegenden Paragraphen in dem Schreiben mit, das er den Kunden zustellt, die zulässig werden.

KAPITEL II — Modalitäten zur Erstellung der Verträge für den Hochspannungszugang

Abschnitt 2.1 — Allgemeines

Art. 130 - Der Zugang zum Verteilernetz setzt den vorherigen Abschluss und die vorschriftsmäßige Erfüllung eines Zugangsvertrags zwischen dem Betreiber des Verteilernetzes und einem Benutzer des Verteilernetzes oder dessen Versorger voraus, wobei die unterzeichnende Partei "der Zugangsinhaber" genannt wird. Jedem Zugangsvertrag muss ein Zugangsantrag vorhergehen, der von dem Betreiber des Verteilernetzes zu genehmigen ist. Der Versorger reicht den Zugangsantrag ein, es sei denn, der Benutzer des Verteilernetzes hat beschlossen, es selbst zu tun.

Abschnitt 2.2 — Zugangsantrag bei dem Betreiber des Verteilernetzes

Art. 131 - § 1. Jeder Zugangsantrag wird gemäß dem von dem Betreiber des Verteilernetzes erstellten Verfahren eingereicht und der CWaPE gemäß den Modalitäten des Artikels 13 übermittelt. Dieses Verfahren legt die Bedingungen fest, die diese Zugangsansprüche erfüllen müssen, um von dem Betreiber des Verteilernetzes für zulässig erklärt zu werden.

§ 2. Ein Zugangsantrag beinhaltet unter anderem folgende Elemente:

- 1° die Identität des Antragstellers (Name, Anschrift, Erkennungsnummern,...) und den Namen der Kontaktperson;
- 2° das Datum ab dem der Zugang zum Verteilernetz beantragt wird;
- 3° die Liste der Zugangsstellen (EAN-Code) unter Angabe des Ausgleichsverantwortlichen, sowie der bestellten Leistung, außer im Falle von deren späteren Festlegung im Einverständnis mit dem Betreiber des Verteilernetzes;
- 4° den Nachweis des Vorhandenseins eines Vertragsverhältnisses zwischen dem Benutzer des Verteilernetzes und dessen Versorger, sowie mit dem Ausgleichsverantwortlichen, wie dies in den Artikeln 127 und 128 vorgesehen ist.

Art. 132 - Innerhalb von fünf Werktagen ab der Einreichung eines Zugangsantrags überprüft der Betreiber des Verteilernetzes, ob der Antrag vollständig ist. Wenn er unvollständig ist, teilt der Betreiber des Verteilernetzes dem Antragsteller des Zugangs mit, welche Informationen oder Unterlagen fehlen und gewährt ihm eine Frist, um seinen Antrag zu vervollständigen.

Abschnitt 2.3 — Zugangsvertrag mit dem Betreiber des Verteilernetzes

Art. 133 - Jeder Versorger kann mit dem Betreiber des Verteilernetzes einen Zugangsvertrag abschließen, unter der Bedingung, dass sein Zugangsantrag für zulässig erachtet wird.

Zu diesem Zweck überprüft der Betreiber des Verteilernetzes, ob folgende Bedingungen erfüllt wurden:

- der Versorger verfügt über eine gültige Versorgungslizenz;
- der Zugangsantrag ist vollständig;
- die bestellten Leistungen überschreiten nicht die Anschlussleistung des betroffenen Anschlusses, außer im Falle einer späteren Festlegung der bestellten Leistung;
- der Inhaber des Anschlusses ist zugelassen;
- der Ausgleichsverantwortliche wird in dem Register der Zugangsverantwortlichen angegeben (die Überprüfung wird im Falle der Anwendung des Artikels 128 für beide Ausgleichsverantwortlichen durchgeführt).

Art. 134 - Ein Benutzer des Verteilernetzes kann mit dem Betreiber des Verteilernetzes einen Zugangsvertrag abschließen (und somit im Zugangsregister eingetragen werden, in dem ebenfalls der Versorger und der Ausgleichsverantwortliche angegeben werden), wenn er folgende Bedingungen erfüllt:

- 1° der Benutzer des Verteilernetzes ist ein zugelassener Benutzer;
- 2° für den betroffenen Anschluss wurde ein Anschlussvertrag mit dem Betreiber des Verteilernetzes abgeschlossen und die bestellten Leistungen überschreiten nicht die Anschlussleistung;
- 3° der von dem Benutzer des Verteilernetzes bezeichnete Versorger verfügt über eine gültige Versorgungslizenz (im Falle der Anwendung des Artikels 127, § 2 wird die Überprüfung für alle Versorger durchgeführt);
- 4° der(die) Zugangsverantwortliche(n) wird(werden) im Register der Ausgleichsverantwortlichen angegeben (im Falle der Anwendung des Artikels 128 wird die Überprüfung für beide Ausgleichsverantwortliche durchgeführt).

Art. 135 - Der Zugangsvertrag beinhaltet mindestens folgende Elemente:

- 1° die Identität der betroffenen Parteien (Name, Anschrift, Erkennungsnummern,...), einschließlich des Versorgers und des Ausgleichsverantwortlichen;
- 2° die Angabe der Kontaktpersonen;
- 3° die Bestimmungen bezüglich der Vertraulichkeit, der gegenseitigen Verantwortungen;
- 4° das Datum des Inkrafttretens des Zugangsvertrags und die Dauer dieses Vertrags;
- 5° die Liste der Zugangsstellen (EAN-Code) und die bestellte Leistung je Zugangsstelle oder je einheitliche Gruppe von Zugangsstellen, außer im Falle von deren späteren Festlegung, und die Dauer des Zugangsrechts für die bestellte Leistung;
- 6° die Erzeugungseinheiten je Zugangsstelle (unter Angabe der maximalen zu entwickelnden Nettoleistung und der erwarteten Benutzungsdauer); falls bezugnehmend auf die angeschlossenen Erzeugungseinheiten an einer bestimmten Zugangsstelle sowohl eine Leistungseinspeisung, als auch eine Leistungsentnahme stattfinden kann, ist es angebracht, für die betreffende Periode sowohl für die Leistungseinspeisung, als auch für die Leistungsentnahme eine bestellte Leistung festzulegen;
- 7° die eventuellen Sonderbestimmungen in Bezug auf die Entnahme oder Einspeisung von Blindleistung;

- 8° gegebenenfalls die Sonderbestimmungen im Notfall;
- 9° die Zahlungsmodalitäten und die eventuellen finanziellen Garantien.

Abschnitt 2.4 — Von dem Zugangsinhaber zu bietende Garantien

Art. 136 - Der Zugangsinhaber garantiert dem Betreiber des Verteilernetzes, dass während der Dauer des Zugangsvertrags die Entnahmen und Einspeisungen gemäß Artikel 127 durch einen Versorgungsvertrag gedeckt werden.

Art. 137 - Der Zugangsinhaber verpflichtet sich, unverzüglich den Betreiber des Verteilernetzes im Falle einer Änderung eines der in den Artikeln 131 bis 135 angeführten Elemente in Kenntnis zu setzen.

KAPITEL III — Modalitäten zur Erstellung der Verträge für den Niederspannungszugang

Art. 138 - § 1. Jeder Zugangsantrag wird gemäß dem von dem Betreiber des Verteilernetzes erstellten Verfahren eingereicht und der CWaPE gemäß den Modalitäten des Artikels 13 übermittelt. Dieses Verfahren legt die Bedingungen fest, die diese Zugangsanträge erfüllen müssen, um von dem Betreiber des Verteilernetzes für zulässig erklärt zu werden.

§ 2. Ein Zugangsantrag beinhaltet unter anderem folgende Elemente:

- 1° die Identität des Antragstellers (Name, Anschrift,...) und gegebenenfalls den Namen der Kontaktperson;
- 2° den Nachweis seiner Zulässigkeit;
- 3° das Datum ab dem der Zugang zum Verteilernetz beantragt wird;
- 4° die bestellte Leistung, außer im Falle einer späteren Festlegung im Einverständnis mit dem Betreiber des Verteilernetzes;
- 5° das Vertragsverhältnis zwischen dem Benutzer und seinem Versorger, sowie mit dem Ausgleichsverantwortlichen.

§ 3. Für Niederspannung wird der Zugangsantrag von dem Versorger eingereicht.

§ 4. Die Partei, die den Zugangsvertrag unterzeichnet, wird "der Zugangsinhaber" genannt.

Art. 139 - § 1. Innerhalb von fünf Werktagen ab der Einreichung eines Zugangsantrags überprüft der Betreiber des Verteilernetzes, ob der Antrag vollständig ist. Wenn er unvollständig ist, teilt der Betreiber des Verteilernetzes dem Antragsteller des Zugangs oder seinem Beauftragten mit, welche Informationen oder Unterlagen fehlen und gewährt ihm eine Frist, um seinen Antrag zu vervollständigen.

§ 2. Innerhalb von fünf Werktagen ab dem Erhalt des vollständigen Antrags übermittelt der Betreiber des Verteilernetzes einen Zugangsvertrag, der mindestens folgende Elemente beinhaltet:

- 1° die Identität der betroffenen Parteien (Name, Anschrift, gegebenenfalls die Erkennungsnummern,...), einschließlich des Versorgers und des Ausgleichsverantwortlichen, wenn diese Aufgabe nicht von dem Versorger erfüllt wird;
- 2° die Bestimmungen bezüglich der Vertraulichkeit, der gegenseitigen Verantwortungen;
- 3° das Datum des Inkrafttretens des Zugangsvertrags und die Dauer dieses Vertrags;
- 4° die Anschrift der Zugangsstelle und die bestellte Leistung, außer im Falle von deren späterer Festlegung;
- 5° die Zahlungsmodalitäten.

Art. 140 - Der Zugangsinhaber garantiert dem Betreiber des Verteilernetzes, dass während der Dauer des Zugangsvertrags die Entnahmen und Einspeisungen gemäß Artikel 127 durch einen Versorgungsvertrag gedeckt werden; er verpflichtet sich, unverzüglich den Betreiber des Verteilernetzes im Falle einer Änderung eines der in Artikel 138, § 2 angeführten Elemente in Kenntnis zu setzen.

KAPITEL IV — Zugang zum Verteilernetz

Abschnitt 4.1 — Allgemeines

Art. 141 - § 1. Sobald der Zugangsvertrag unterzeichnet ist, hat der Benutzer des Verteilernetzes Zugang zu diesem Netz zu der für den Anschluss bestellten Leistung.

§ 2. In seinen allgemeinen Bedingungen sieht der Betreiber des Verteilernetzes die Modalitäten zur Entschädigung der Schäden infolge mangelnder Information des Benutzers des Verteilernetzes gemäß den Paragraphen 1 und 2 des Artikels 143, sowie die Modalitäten zur Entschädigung der in Artikel 28 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt erwähnten Schäden vor.

Abschnitt 4.2 — Geplante Unterbrechungen des Zugangs

Art. 142 - § 1. Der Betreiber des Verteilernetzes ist nach Absprache mit dem betroffenen Benutzer des Verteilernetzes berechtigt, den Hochspannungszugang zu unterbrechen, wenn für die Sicherheit, Zuverlässigkeit und/oder Wirksamkeit des Verteilernetzes oder des Anschlusses Arbeiten am Verteilernetz oder am Anschluss erforderlich sind.

§ 2. Der Betreiber des Verteilernetzes ist berechtigt, den Niederspannungszugang zu unterbrechen, wenn für die Sicherheit, Zuverlässigkeit und/oder Wirksamkeit des Verteilernetzes oder des Anschlusses Arbeiten am Verteilernetz oder am Anschluss erforderlich sind.

Art. 143 - § 1. Außer wenn der Betreiber des Verteilernetzes einen Notzustand nachweisen kann, setzt er den Benutzer des Hochspannungsverteilernetzes, sowie dessen Ausgleichsverantwortlichen mindestens zehn Werktage im Voraus von dem Beginn und der wahrscheinlichen Dauer einer Unterbrechung in Kenntnis. Diese Frist wird auf fünf Werktage herabgesetzt, wenn es sich um die Regularisierung einer vorläufigen Reparatur handelt. Gegebenenfalls setzt der Ausgleichsverantwortliche den Versorger davon in Kenntnis.

§ 2. Außer wenn der Betreiber des Verteilernetzes einen Notzustand nachweisen kann, setzt er den Benutzer des Niederspannungsverteilernetzes mindestens zwei Werktage im Voraus von dem Beginn und der wahrscheinlichen Dauer einer Unterbrechung mit Ausnahme der Abschaltungen von weniger als einer Viertelstunde in Kenntnis.

§ 3. Zusätzlich zu den in den Paragraphen 1 und 2 vorgesehenen Informationen veröffentlicht der Betreiber des Verteilernetzes auf seiner Internet-Webseite das gebührend auf dem neuesten Stand gehaltene Programm der geplanten Unterbrechungen, sowie die vorgesehene Dauer und die Gründe.

Abschnitt 4.3 — Ungeplante Unterbrechungen des Anschlusses

Art. 144 - § 1. Bei ungeplanten Unterbrechungen des Hochspannungszugangs setzt der Betreiber des Verteilernetzes den Benutzer des Verteilernetzes und den Ausgleichsverantwortlichen unverzüglich von deren Art und Dauer in Kenntnis.

§ 2. Bei ungeplanten Unterbrechungen des Niederspannungszugangs gibt der Betreiber des Verteilernetzes auf Anfrage des Benutzers des Verteilernetzes oder dessen Versorgers innerhalb von zehn Werktagen eine Erklärung über deren Ursprung ab.

§ 3. Der Betreiber des Verteilernetzes veröffentlicht auf seiner Internet-Webseite die Liste, die annähernde Dauer und die kurz erläuterten Ursachen bezüglich des Netzes der ungeplanten Unterbrechungen für die Hochspannung. Für die Niederspannung beschränkt er sich auf ungeplante Unterbrechungen von mehr als einer Viertelstunde.

Diese gebührend auf dem neuesten Stand gehaltenen Informationen werden mindestens ein Jahr auf der Webseite bewahrt. Der Betreiber des Verteilernetzes setzt die CWaPE jedes Trimester von den nicht mit dem Netz verbundenen Ursachen in Kenntnis.

Abschnitt 4.4 — Aussetzung des Zugangs

Art. 145 - § 1. Der Betreiber des Verteilernetzes behält sich das Recht vor, den Zugang zu seinem Verteilernetz während des strengstens für die Regularisierung der nachstehenden Situationen benötigten Zeitraums völlig oder teilweise auszusetzen:

1° in einem Notzustand;

2° wenn er den Nachweis erbringt, dass die schwerwiegende Gefahr besteht, dass die optimale Betriebsfähigkeit des Netzes und/oder die Sicherheit der Personen oder der Güter gefährdet sind;

3° wenn die bestellte Leistung merklich überschritten wird;

4° im Falle eines Benutzers des Verteilernetzes, der kein Haushaltskunde ist, und nach Zustellung einer Mahnung, in der eine vernünftige Anpassungsfrist festgelegt wird, wenn dieser Benutzer des Verteilernetzes oder dessen Versorger seine finanziellen Verpflichtungen nicht einhält oder wenn auf einmal kein bezeichneter Versorger oder Ausgleichsverantwortlicher vorhanden ist.

§ 2. Der Betreiber des Verteilernetzes bestätigt dem betroffenen Benutzer des Verteilernetzes und der CWaPE schnellstmöglich seinen Beschluss.

Art. 146 - Die von dem Benutzer des Verteilernetzes tatsächlich entnommene oder eingespeiste Leistung darf auf keinen Fall die in dem Anschlussvertrag angegebene Anschlussleistung überschreiten. Falls die Scheinleistung nicht gemessen wurde, wird ein Leistungsfaktor ($\cos \phi$) von 0,9 berücksichtigt.

Abschnitt 4.5 — Zugang zu anderen Netzen

Art. 147 - Der Betreiber des Verteilernetzes ist entgegen dem Zugangsinhaber, der mit ihm einen Zugangsvertrag abgeschlossen hat, für den Zugang zu den mit seinem Netz verbundenen Netzen verantwortlich.

Die Verbindungen unter den Netzen dürfen nicht unterbrochen werden, außer in Anwendung der Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen.

*KAPITEL V — Spezifische Vorschriften für den Zugang zum Hochspannungsverteilernetz**Abschnitt 5.1 — Fahrpläne*

Art. 148 - § 1. Wenn der Betreiber des Verteilernetzes es für erforderlich erachtet (je nach dem entnommenen und/oder eingespeisten Leistungsniveau und/oder aufgrund anderer sachlicher und nicht diskriminatorischer Kriterien), kann er an bestimmten Zugangsstellen von dem Zugangsinhaber täglich einen Fahrplan verlangen, bevor er den Zugang zum Verteilernetz gewährt. In diesem Fall sind die Bestimmungen des Kapitels XI des Titels IV der "technischen Regelung zur Übertragung" anwendbar.

Der tägliche Fahrplan für den Tag "D" wird spätestens am Tag "D — 1" hinterlegt, und zwar zu einem Zeitpunkt, der nach einem in jedem Zugangsvertrag angegebenen Verfahren und durchsichtigen, nicht diskriminatorischen Zulässigkeitsbedingungen festgelegt wird.

Für den täglichen Fahrplan können seitens des Zugangsinhabers auch jährliche Prognosen verlangt werden.

§ 2. Der Zugangsinhaber setzt den Betreiber des Verteilernetzes unverzüglich davon in Kenntnis, sobald er vorhersieht, dass sich das tatsächliche Entnahme- oder Einspeisungsprofil merklich von dem Programm oder den vorerwähnten Erwartungen abweicht.

Abschnitt 5.2 -- Blindenergieentnahme

Art. 149 - Der Betreiber des Verteilernetzes gewährt dem Zugangsinhaber in Zeitintervallen ein Recht zur Entnahme einer Menge Blindenergie pro Entnahmepunkt, auf die sich der Vertrag bezieht.

Art. 150 - Die Mengen bezüglich des induktiven und kapazitiven Betriebs werden getrennt gemessen und nicht gegenseitig kompensiert.

Art. 151 - § 1. Der Zugangsinhaber verfügt in Zeitintervallen über das Recht zur Entnahme einer Pauschalmenge von induktiver und kapazitiver Blindenergie.

§ 2. Unter Vorbehalt der Bestimmungen des § 3 entspricht diese Pauschalmenge von Blindenergie in Zeitintervallen 32,9% der Wirkenergie, die während dieses Zeitintervalls an dem Entnahmepunkt für eine Entnahme an einer Spannung von ≥ 30 kV oder über einen Direktanschluss an einer Umspannstation, die das Hochspannungsnetz versorgt, entnommen wird, und 48,4% der während dieses Zeitintervalls an dem Entnahmepunkt entnommenen Wirkenergie in allen anderen Fällen.

§ 3. Dieses Recht auf die Entnahme von Blindenergie in Zeitintervallen darf nicht unter 3,29% bzw. 4,84% der jeweiligen Menge Wirkenergie liegen, die der Dauer des Zeitabstands multipliziert mit der an dem Entnahmepunkt von dem Zugangsinhaber entnommenen bestellten Leistung entspricht.

§ 4. Die positive Differenz zwischen der tatsächlich entnommenen induktiven Menge und der gemäß dem vorliegenden Abschnitt zugeteilten Pauschalmenge geht zu Lasten des Zugangsinhabers entsprechend dem von der Elektrizitäts- und Gasregulierungskommission genehmigten Tarif.

§ 5. Die positive Differenz zwischen der tatsächlich entnommenen kapazitiven Menge und der gemäß dem vorliegenden Abschnitt zugeteilten Pauschalmenge geht zu Lasten des Zugangsinhabers entsprechend dem von der Elektrizitäts- und Gasregulierungskommission genehmigten Tarif.

§ 6. Zur Anwendung des vorliegenden Abschnittes ist das in Betracht gezogene Zeitintervall die Viertelstunde.

KAPITEL VI — *Koordinierung der Inbetriebsetzung der Erzeugungseinheiten*

Art. 152 - § 1. Der Betreiber des Verteilernetzes und der Betreiber des Übertragungsnetzes einigen sich über die Liste der an das Verteilernetz angeschlossenen Erzeugungseinheiten, deren Inbetriebsetzung von dem Betreiber des Übertragungsnetzes koordiniert wird. Für jede dieser Einheiten wird zwischen dem Betreiber des Übertragungsnetzes und dem betroffenen Ausgleichsverantwortlichen ein Vertrag zur Koordinierung der Inbetriebsetzung der Erzeugungseinheiten abgeschlossen.

§ 2. Der Betreiber des Verteilernetzes setzt die CWaPE von den Erzeugungseinheiten in Kenntnis, für die der § 1 anwendbar ist.

Art. 153 - Die Koordinierung der Inbetriebsetzung der von Artikel 152 betroffenen Erzeugungseinheiten stimmt mit den Vorschriften der technischen Regelung zur Übertragung überein.

Art. 154 - Der Betreiber des Verteilernetzes und der Betreiber des Übertragungsnetzes sind sich bei der Durchführung der Koordinierung der Inbetriebsetzung der Erzeugungseinheiten gegenseitig behilflich.

KAPITEL VII — *Hilfsdienste*

Abschnitt 1 — Ausgleich der Verluste im Netz

Art. 155 - Der Betreiber des Verteilernetzes gleicht die Energieverluste in seinem Verteilernetz durch den angemessenen Kauf von Energie gemäß einem Wettbewerbsverfahren (Angebotsaufruf oder Ausschreibung) aus.

Abschnitt 2 — Spannungshaltung und Blindleistungshaushalt

Art. 156 - § 1. Unbeschadet des Artikels 238 arbeitet der Betreiber des Verteilernetzes mit dem Betreiber des Übertragungsnetzes im Rahmen der Spannungshaltung und des Blindleistungshaushalts zusammen; erforderlichenfalls gibt er die nötigen Anweisungen an die an sein Netz angeschlossenen Erzeugungseinheiten durch.

§ 2. Die in diesem Artikel erwähnte Verfügbarkeit und Lieferung der Blindleistung für die Spannungshaltung sind gegebenenfalls Gegenstand eines Kaufs durch ein Wettbewerbsverfahren.

Abschnitt 3 — Von dem Betreiber des Verteilernetzes erbrachte Hilfsdienste

Art. 157 - § 1. Die Hilfsdienste, die der Betreiber des Verteilernetzes dem Betreiber des Übertragungsnetzes oder dem Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes erbringt, stimmen mit den diesbezüglich in der technischen Regelung zur Übertragung angeführten Vorschriften überein.

§ 2. Der Betreiber des Verteilernetzes ist dem Betreiber des Übertragungsnetzes bei der Kontrolle der Verfügbarkeit und Erbringung der in § 1 erwähnten Hilfsdienste behilflich.

KAPITEL VII — *Maßnahmen im Notfall oder bei Engpässen*

Art. 158 - § 1. In einem Notfall, der das gesamte Netz beeinträchtigt, führt der Betreiber des Verteilernetzes die Anweisungen des Betreibers des Übertragungsnetzes/des lokalen Übertragungsnetzes aus, wenn erforderlich einschließlich der Ausführung des Stromabschaltungsplans.

§ 2. In einem Notfall, der sein eigenes Netz beeinträchtigt, trifft der Betreiber des Verteilernetzes alle erforderlichen Maßnahmen, einschließlich Stromabschaltungen zur:

- 1° Einschränkung der Ausbreitung der Störung, wenn diese ihren Ursprung innerhalb seines Netzes findet;
- 2° schnellstmöglichen Wiederinbetriebsetzung der betroffenen Leitungen.

Art. 159 - Um zu verhindern, dass in seinem eigenen Netz interne Engpässe auftauchen, kann der Betreiber des Verteilernetzes Verträge erstellen, in denen eine Unterbrechung oder Einschränkung der Last innerhalb oder außerhalb der Spitzenlast vorgesehen werden. Bei der Erstellung des nächsten Anpassungsplans berücksichtigt er die festgestellten Engpässe.

TITEL V — *Mess- und Zählungsordnung*

KAPITEL I — *Allgemeines*

Art. 160 - Der vorliegende Titel beschreibt die Rechte und Pflichten des Betreibers des Verteilernetzes und der Benutzer des Verteilernetzes und/oder der Versorger und/oder der Ausgleichsverantwortlichen, einerseits was die Zurverfügungstellung, Einrichtung, Benutzung und Wartung der Messausrüstungen, und andererseits was die Erhebung, Bearbeitung und Zurverfügungstellung der Messdaten betrifft.

Art. 161 - Jede zu einem Anschluss an ein Verteilernetz gehörende Zugangsstelle gibt Anlass zu einer Zählung zur Ermittlung der an dieser Zugangsstelle in das Verteilernetz eingespeisten oder aus ihm entnommenen Wirk- und/oder Blindenergie und unter Umständen der entsprechenden viertelstündigen Höchstleistungen. Zu diesem Zweck wird eine Messanlage benutzt. Ein Gebäude, das Gegenstand eines neuen Anschlusses ist und als Wohnung für natürliche Personen dient, muss mit einem Anschluss und einer individuellen Zählanlage je Wohnung ausgestattet sein, außer in den durch die anwendbare Gesetzgebung vorgesehenen Ausnahmen.

Art. 162 - Die Messanlagen und Messdaten haben zum Zweck die Abrechnung auf Grundlage der in das Verteilernetz eingespeisten und/oder aus ihm entnommenen Energiemenge zu ermöglichen und dienen ebenfalls zur Gewährleistung eines angemessenen Betriebs des Verteilernetzes. Für Stromversorgungen von geringer Menge (Bushaltestellen, Telefonkabinen, Verkehrsampeln,...) oder von kurzer Dauer können die Energiemengen ausnahmsweise pauschal ohne Benutzung einer Zählanlage festgelegt werden.

Art. 163 - Die in Artikel 162 erwähnte Abrechnung kann auf Daten beruhen, die sich auf unter Umständen gruppierte Taktperioden beziehen. Je nach dem Anschlusstyp werden diese Daten unmittelbar aus den Messanlagen entnommen oder sie ergeben sich aus der Anwendung von Standardprofilen auf die Messdaten.

Art. 164 - Die in Artikel 163 erwähnte Taktperiode beträgt eine Viertelstunde.

Art. 165 - Die Messausrüstungen werden gemäß der vorliegenden Regelung und den in deren Sinne abgeschlossenen Verträgen eingerichtet. Der Betreiber des Verteilernetzes ist ebenfalls damit beauftragt, die Messdaten zu erfassen, für gültig zu erklären, zur Verfügung zu stellen und zu archivieren. Bei der Durchführung dieser Aufgabe wendet er sachliche und nicht diskriminatorische Kriterien an. Die betroffenen Parteien treffen außerdem die notwendigen Vorkehrungen, damit die geltenden Vertraulichkeitsregeln beachtet werden.

Art. 166 - § 1. Der Betreiber des Verteilernetzes verwaltet die Datei im Sinne des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten. Im Sinne des vorliegenden Titels versteht man unter "personenbezogene Daten" die Daten bezüglich sowohl natürlicher, als auch juristischer Personen.

§ 2. Für die Erfassung von Mess- und Zugangsdaten darf der Betreiber des Verteilernetzes lediglich Personen heranziehen, die weder Erzeuger, Ausgleichsverantwortliche, Inhaber einer Versorgungslizenz oder Zwischenhändler sind, noch Unternehmen angehören die mit diesen in Verbindung stehen.

§ 3. Der Betreiber des Verteilernetzes verfügt über alle Rechte eines Eigentümers für seine Zählzeiten.

KAPITEL II — Bestimmungen bezüglich der Messanlagen

Abschnitt 2.1 — Allgemeines

Art. 167 - Unbeschadet der Bestimmungen der vorliegenden Regelung müssen die in der Messanlage benutzten Ausrüstungen den Anforderungen der belgischen Regelungen und Normen und den auf die Messanlagen oder deren Bestandteile anwendbaren internationalen Normen genügen, und zwar insbesondere dem Königlichen Erlass vom 6. Juli 1981 über die zur Messung der elektrischen Energie bestimmten Vorrichtungen. Sie müssen versiegelt werden können.

Art. 168 - Unbeschadet der bestehenden Lage ist der Betreiber des Verteilernetzes für die Qualität und Zuverlässigkeit der Messungen verantwortlich. Zu diesem Zweck kann er fordern, dass die Messanlagen ihm oder einem unter seiner Kontrolle stehenden Unternehmen gehören.

Art. 169 - Eine Messanlage setzt sich aus allen zur Durchführung der in Artikel 161 angeführten Messungen erforderlichen Ausrüstungen zusammen und kann sich demnach aus integrierten oder nicht integrierten Kombinationen zusammensetzen:

- 1° Stromwandler;
- 2° Spannungswandler;
- 3° Zähler;
- 4° Messwerterfassungssysteme;
- 5° Kommutatoren;
- 6° Schrank — Anschlussklemmen — Verkabelung;
- 7° Fernübertragungssysteme;
- 8° Schutzvorrichtungen.

Art. 170 - Der Benutzer des Verteilernetzes und der Betreiber des Verteilernetzes sind berechtigt, in ihren Anlagen alle Geräte auf ihre Kosten einzurichten, die sie für erforderlich erachten, um die Genauigkeit der in Artikel 169 erwähnten Messanlage zu überprüfen. Eine derartige, unter Umständen dem Benutzer des Verteilernetzes gehörende Messausrüstung muss mit den Vorschriften der vorliegenden Regelung übereinstimmen. Falls diese Überprüfungen Abweichungen erkennen lassen sollten, sind die in Artikel 185 erwähnten Bestimmungen anwendbar.

Art. 171 - § 1. Wenn der Benutzer des Verteilernetzes zusätzliche Ausrüstungen in die Messanlage in Verbindung mit seinem Anschluss einzubauen wünscht, um eine Kontrollmessung durchzuführen, wendet er sich an den Betreiber des Verteilernetzes, der auf der Grundlage sachlicher und nicht diskriminatorischer Kriterien bewertet, ob diese Anlage eingerichtet werden kann, ohne die Sicherheit, Zuverlässigkeit oder Wirksamkeit des Verteilernetzes und die Qualität der Basismessung zu beeinträchtigen. Im Falle einer günstigen Bewertung führt er die Einrichtung im Rahmen nicht diskriminatorischer Bedingungen und Fristen aus. Diese Ausrüstungen müssen mit den Vorschriften der vorliegenden Regelung übereinstimmen und dürfen die Hauptmessung nicht beeinflussen. Im Falle einer ungünstigen Bewertung wird der CWaPE eine Abschrift des Berichts übermittelt.

§ 2. Alle Kosten in Verbindung mit diesen zusätzlichen Ausrüstungen gehen zu Lasten des Benutzers des Verteilernetzes, der sie beantragt hat.

Art. 172 - Der Betreiber des Verteilernetzes kann auf seine Kosten jede Ausrüstung in die Anlage einfügen, die er zur Ausführung seiner Aufgaben für erforderlich erachtet, insbesondere um Qualitätsindize der Spannung und/oder des Stroms zu messen.

Art. 173 - Der Benutzer des Verteilernetzes und der Betreiber des Verteilernetzes treffen gemeinsame Vereinbarungen, damit die Messanlage gegen Stöße, Schwingungen, extreme Temperaturen und im Allgemeinen gegen alles, was Schäden oder Störungen verursachen könnte, geschützt ist.

Abschnitt 2.2 — Standort der Messanlage

Art. 174 - Die Messanlage wird in der unmittelbaren Nähe der Zugangsstelle eingerichtet.

Art. 175 - In Abweichung von Artikel 174 und für einen Hochspannungsanschluss von einer Leistung von weniger als 250 kVA kann der Betreiber des Verteilernetzes aus wirtschaftlichen Gründen beschließen, die Messanlage auf der Niederspannungsseite des Leistungstransformators einzurichten.

Art. 176 - In Abweichung von Artikel 174 kann der Betreiber des Verteilernetzes im Einvernehmen mit dem Benutzer des Verteilernetzes beschließen, die Messanlage an einer anderen Stelle als an der Zugangsstelle einzurichten.

Art. 177 - Wenn es technisch nicht möglich ist, die Messanlage in der unmittelbaren Nähe der Zugangsstelle einzurichten, einigt sich der Betreiber des Verteilernetzes mit dem Benutzer des Verteilernetzes über die Stelle, an der sie eingerichtet wird.

Abschnitt 2.3 — Sondervorschriften für die Budgetzähler

Art. 178 - Wenn in Anwendung der Verpflichtungen öffentlichen Dienstes bei einem Haushaltskunden ein Budgetzähler eingerichtet wird, hat dieser mindestens folgende Funktionalitäten:

1° es müssen verschiedene Betriebsarten des Zählers möglich sein:

— Stromabgabe auf der Grundlage einer Anzahl vorbezahlter kWh (Vorauszahlung);

— klassische Stromabgabe und Abrechnung (monatlich mit Jahresabrechnung);

— Stromabgabe auf der Grundlage der Anzahl vorbezahlter kWh und, wenn diese kWh verbraucht sind, Weiterführung der Stromversorgung mit der in Punkt 2° erwähnten Leistung.

2° die Möglichkeit, eine Funktionseinheit "garantierte minimale Liefermenge" beizufügen, die den Durchlass einer nach den in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes festgesetzten Werten begrenzten Leistung ermöglicht;

3° die Möglichkeit, für den Betrieb im Vorauszahlungsmodus leicht aufgeladen zu werden.

Abschnitt 2.4 — Versiegelung

Art. 179 - § 1. Die Messanlage wird von dem Betreiber des Verteilernetzes versiegelt.

§ 2. Abgesehen von der Entsiegelung durch den Betreiber des Verteilernetzes dürfen die Siegel nicht ohne die vorherige schriftliche Genehmigung des Betreibers des Verteilernetzes gebrochen oder abgenommen werden. Bei Siegelbruch oder unerlaubtem Eingriff setzt der Betreiber des Verteilernetzes insbesondere den Versorger und den Ausgleichsverantwortlichen davon in Kenntnis.

Abschnitt 2.5 — Genauigkeitsansprüche

Art. 180 - Die minimalen Genauigkeitsansprüche der Messanlage werden in der Anlage II angegeben.

Abschnitt 2.6 — Pannen und Fehler

Art. 181 - Wenn für einen Anschluss, der wie in Artikel 170 vorgesehen mit Kontrollmessungen ausgestattet ist, eine Hauptmessung ausfällt, ersetzt die Kontrollmessung die Hauptmessung.

Art. 182 - Unter Vorbehalt anderer, in dem Anschlussvertrag vereinbarter Bestimmungen behebt der Betreiber des Verteilernetzes die Pannen der Messanlage innerhalb einer Frist von:

1° drei Werktagen für eine Messanlage in Verbindung mit einer Zugangsstelle mit einer Anschlussleistung von mindestens 100 kVA;

2° sieben Werktagen für die anderen Messanlagen.

Diese Frist läuft ab dem Zeitpunkt, zu dem der Betreiber des Verteilernetzes von der Panne in Kenntnis gesetzt wurde.

Art. 183 - Wenn die Panne infolge eines Falles höherer Gewalt nicht innerhalb der in Artikel 182 erwähnten Frist behoben werden kann, trifft der Betreiber des Verteilernetzes alle erforderlichen Vorkehrungen, um den Messdatenverlust einzuschränken und setzt den Versorger davon in Kenntnis.

Art. 184 - Ein Fehler in einer Messangabe wird als signifikant angesehen, wenn er größer als die aufgrund der in Artikel 180 erwähnten Genauigkeitsklassen zugelassenen Fehler ist.

Art. 185 - Jeder Benutzer des Verteilernetzes oder Versorger, der einen signifikanten Fehler in den Messdaten vermutet, setzt den Betreiber des Verteilernetzes unverzüglich davon in Kenntnis und kann bei diesem schriftlich eine Kontrolle der Messanlage beantragen. Der Betreiber des Verteilernetzes sieht demzufolge schnellstmöglich die Durchführung eines Kontrollprogramms vor.

Art. 186 - Wenn sich bei der in Artikel 185 erwähnten Kontrolle herausstellt, dass die Einstellung der Messanlage die Ursache eines signifikanten Fehlers ist, lässt der Betreiber des Verteilernetzes eine Eichung vornehmen oder nimmt diese selbst vor.

Art. 187 - Wenn es erscheint, dass eine Messanlage einen Fehler, eine Panne oder eine Ungenauigkeit vorweist, die nicht durch eine Eichung korrigiert werden kann und die die Ursache eines signifikanten Fehlers ist, macht der Betreiber des Verteilernetzes diesen ausfindig und behebt ihn so schnell wie möglich.

Art. 188 - Der Betreiber des Verteilernetzes kommt für die durch die in den Artikeln 185 bis 187 erwähnten Vorrichtungen verursachten Kosten auf, wenn ein signifikanter Fehler festgestellt wurde. Im gegenteiligen Fall werden sie von dem Antragsteller übernommen.

Abschnitt 2.7 — Wartung und Inspektionen

Art. 189 - Die Wartung der Messanlage wird von dem Betreiber des Verteilernetzes derart durchgeführt, dass diese ständig den in der vorliegenden Regelung angeführten Ansprüchen genügt.

Art. 190 - Der Betreiber des Verteilernetzes hat Zugang zu den Messanlagen, einschließlich der für die eventuelle Kontrollmessung bestimmten Anlagen, um eine Kontrolle der Konformität mit der vorliegenden Regelung vorzunehmen, und zwar nachdem er den Benutzer des Verteilernetzes vorher benachrichtigt hat.

Abschnitt 2.8 — Eichungen

Art. 191 - Der Betreiber des Verteilernetzes vergewissert sich, dass die Bestandteile der Messanlage vor der ersten Inbetriebsetzung gemäß den geltenden nationalen und internationalen Normen geeicht wurden.

Art. 192 - Das Programm und der Zeitplan für die Eichung werden von dem Betreiber des Verteilernetzes gemäß den geltenden nationalen und internationalen Normen aufgestellt.

Art. 193 - Die höchstzulässigen Niveaus der Messunsicherheit für die Eichungsvorgänge werden in der Anlage III angegeben.

Art. 194 - Die Eichung der Bestandteile der Messanlage wird von einem in diesem Bereich zugelassenen Organ oder Dienst durchgeführt.

Abschnitt 2.9 — Administrative Verwaltung der technischen Daten der Messanlagen

Art. 195 - Der Betreiber des Verteilernetzes wird mit der Aktualisierung und Archivierung der für eine optimale Bewirtschaftung der Messanlagen und für die geltenden gesetzlichen Kontrollen erforderlichen Daten beauftragt, wie zum Beispiel die Daten über den Hersteller, den Bautyp, die Seriennummer, das Baujahr und die Kontroll- und Eichungsdaten.

*KAPITEL III — Bestimmungen über die Messdaten**Abschnitt 3.1 — Gemessene und berechnete Lastprofile*

Art. 196 - Die Abrechnung der Kosten bezüglich des Zugangs zum Verteilernetz und dessen Benutzung beruht auf einer Reihe von Daten, von denen sich jede auf eine Taktperiode gemäß Artikel 164 bezieht. Eine derartige Reihe von Daten wird nachstehend "Lastprofil" genannt.

Man unterscheidet zwei Arten von Lastprofilen:

a) der gemessene Lastgang: die Messanlage registriert für jede Taktperiode die entnommene und/oder eingespeiste Energie, ab welcher der Lastgang erstellt wird;

b) das berechnete Lastprofil: ein Lastprofil wird auf der Grundlage von Datenaufzeichnungen der Messanlage berechnet, die sich auf relativ lange Zeiträume beziehen (zum Beispiel Jahresaufzeichnungen für Niederspannung) und der Anwendung eines synthetischen Lastprofils, das den Verbrauchskarakteristiken des oder der betroffenen Benutzer angepasst ist.

Art. 197 - § 1. Für die Messanlagen, die die Zugangsstellen eines vorhandenen Anschlusses betreffen, für die der Durchschnitt der auf einer über einen Zeitraum von zwölf aufeinanderfolgenden Monaten festgelegten Monatsbasis entnommenen und/oder eingespeisten maximalen viertelstündigen Leistungen mindestens 100 kW beträgt, sind die in Betracht gezogenen Lastgänge diejenigen, die gemessen wurden.

§ 2. Für die Messanlagen, die sich auf niedrigere Leistungen beziehen, kann der Betreiber des Verteilernetzes auf Antrag und zu Lasten des Benutzers des Verteilernetzes oder des(der) Versorger(s) ebenfalls die Aufzeichnung des gemessenen Lastgangs vornehmen.

§ 3. Für die neuen Anschlüsse oder diejenigen, für die eine Verstärkung der Leistung durchgeführt wird, sodass die Anschlussleistung auf mindestens 100 kVA gebracht wird, installiert der Betreiber des Verteilernetzes eine Messanlage mit Aufzeichnung des Lastgangs.

Art. 198 - Für alle Zugangsstellen, deren Messanlage den gemessenen Lastgang aufzeichnet, wird die in Artikel 196 erwähnte Abrechnung auf der Grundlage dieses gemessenen Lastgangs erstellt.

Art. 199 - § 1. Im Hinblick auf eine interne Benutzung ist der Benutzer des Verteilernetzes berechtigt, durchgehend über die in der Messanlage in Verbindung mit seinem Anschluss lokal verfügbaren Messdaten zu verfügen. In den außergewöhnlichen Fällen, in denen sich die Messanlage an einem dem Benutzer des Verteilernetzes unzugänglichen Ort befindet, wendet sich dieser an den Betreiber des Verteilernetzes, der ihm gemäß den in Artikel 16 erwähnten Bestimmungen innerhalb einer vernünftigen Frist den Zugang gewährt.

§ 2. Die in § 1 angeführten Messdaten enthalten mindestens die buchhalterischen Messeinheiten. Auf Antrag des Benutzers des Verteilernetzes gibt der Betreiber des Verteilernetzes die zur Auslegung der Messdaten erforderlichen Auskünfte.

Abschnitt 3.2 — Sonderbestimmungen über den gemessenen Lastgang

Art. 200 - Der Lastgang wird auf der Grundlage von Messperioden aufgezeichnet, die der Taktperiode im Sinne von Artikel 164 entsprechen.

Art. 201 - Gemäß den Bestimmungen des Anschlussvertrags und/oder den Bedürfnissen des Betreibers des Verteilernetzes zeichnet die Messanlage folgende Daten pro Messperiode auf:

1° die Angabe der Messperiode;

2° die eingespeiste und/oder entnommene Wirkleistung;

3° gegebenenfalls die eingespeiste und/oder entnommene Blindleistung.

Art. 202 - Der Betreiber des Verteilernetzes erfasst die Messdaten über den elektronischen Weg oder durch Fernlesung.

Art. 203 - Die Erfassung der in Artikel 201 erwähnten Daten erfolgt gemäß dem von dem Betreiber des Verteilernetzes festgelegten Kommunikationsprotokoll.

Art. 204 - Um gegebenenfalls die Fernlesung der Messanlage zu ermöglichen, sorgt der Betreiber des Verteilernetzes für die Durchführung der am besten geeigneten Telekommunikationsverbindung auf der Grundlage technisch-wirtschaftlicher Kriterien.

Art. 205 - Eine Messperiode bezieht sich auf den Zeitpunkt 00:00:00 nach der CET-Zeit (Central European Time = GMT + 1).

Art. 206 - Der Unterschied zwischen den Start- und Endzeiten der Messperiode im Verhältnis zur CET-Zeit darf zehn Sekunden nicht überschreiten.

Abschnitt 3.3 — Sonderbestimmungen bezüglich des berechneten Lastprofils

Art. 207 - Ein Lastprofil teilt eine Einheitsbelastung in Taktperioden im Sinne von Artikel 164 auf der Grundlage von von der "FPE" statistisch erstellten synthetischen Lastprofilen auf.

Es sind mindestens vier Profile vorhanden:

- der Haushaltskunde, dessen Nachtverbrauch unter 60% des Tagesverbrauchs liegt;
- der Haushaltskunde, dessen Nachtverbrauch mindestens 60% des Tagesverbrauchs beträgt;
- der Nichthaushaltskunde mit P Anschluss von weniger als 56 kW;
- der Nichthaushaltskunde mit P Anschluss von mindestens 56 kW.

Die Profile werden von der "FPE" verbreitet.

Art. 208 - Der Versorger und sein Ausgleichsverantwortlicher organisieren für jeden Kunden eine Einspeisung, die dem in Artikel 207 erwähnten Lastprofil entspricht und deren Niveau je nach der Verbrauchserfassung des Kunden angeglichen wird; demnach haben sie ihre Ausgleichspflichten erfüllt.

Art. 209 - Auf der Grundlage der monatlich in Hochspannung und jährlich in Niederspannung aufgezeichneten Messdaten wird das Lastprofil regelmäßig angeglichen. Es kann ein Ausgleich zwischen den verschiedenen Versorgern organisiert werden.

Abschnitt 3.4 — Datenverarbeitung

Art. 210 - § 1. Die in Artikel 201 erwähnten Daten werden von dem Betreiber des Verteilernetzes elektronisch gespeichert.

§ 2. Den in § 1 erwähnten Daten fügt der Betreiber des Verteilernetzes folgende Daten bei:

- 1° die Identifizierung der Zugangsstelle;
- 2° den Standort der Messanlage;
- 3° die Identifizierung des Versorgers und des Ausgleichsverantwortlichen.

§ 3. Die Datenverarbeitung muss derart erfolgen, dass die Genauigkeit dieser Daten nicht beeinflusst wird.

Abschnitt 3.5 — Validierung und Korrektur der Messdaten

Art. 211 - § 1. Wenn sich die Messanlage nicht in unmittelbarer Nähe der Zugangsstelle befindet, werden die Messdaten auf der Grundlage eines Bewertungsverfahrens korrigiert, das die effektiven physischen Verluste zwischen der Messstelle und der Zugangsstelle berücksichtigt. Dieses Verfahren wird normalerweise in dem Anschlussvertrag festgelegt und der CWaPE übermittelt.

§ 2. Wenn die Korrekturmethode nicht im Anschlussvertrag festgelegt wird, wendet der Betreiber des Verteilernetzes auf der Grundlage sachlicher und nicht diskriminatorischer Kriterien die am besten geeignete Methode an, die er dem Benutzer und der CWaPE übermittelt.

Art. 212 - § 1. Wenn der Betreiber des Verteilernetzes nicht über die effektiven Messdaten verfügen kann oder wenn die verfügbaren Ergebnisse unzuverlässig oder unrichtig sind, werden diese Messdaten in dem Validierungsprozess aufgrund von sachlichen und nicht diskriminatorischen Kriterien berechnete Werte ersetzt.

§ 2. Die unzuverlässigen oder unrichtigen Daten werden auf der Grundlage eines oder mehrerer Bewertungsverfahren korrigiert, wie zum Beispiel:

- 1° redundante Messungen;
- 2° andere Messergebnisse, über die der betroffene Betreiber des Verteilernetzes verfügt;
- 3° ein Vergleich mit den Daten einer als gleichwertig angesehenen Periode.

Art. 213 - Nach der Anwendung der Artikel 211 und 212 kann der Betreiber des Verteilernetzes die Messdaten jeder Form von zusätzlicher Kontrolle unterwerfen, die er für erforderlich erachtet und nachdem er den betroffenen Benutzer und die CWaPE davon in Kenntnis gesetzt hat. Diese Messdaten werden anschließend als validiert betrachtet.

Abschnitt 3.6 — Speicherung, Archivierung und Schutz der Daten

Art. 214 - Der Betreiber des Verteilernetzes speichert alle Messdaten, sowie die eventuell korrigierten Messdaten in einen nicht flüchtigen Speicher.

Art. 215 - Der Betreiber des Verteilernetzes archiviert die in Artikel 214 erwähnten Daten während eines Zeitraums von mindestens fünf Jahren.

Art. 216 - Die von dem Betreiber des Verteilernetzes zentralisierten Messdaten sind lediglich dem Personal des Betreibers des Verteilernetzes unter Einhaltung der gesetzlichen, die Zählung regelnden Bestimmungen und der Artikel 165 und 166 zugänglich.

Abschnitt 3.7 — Im Falle von gemessenen Lastgängen zur Verfügung zu stellende Messdaten

Art. 217 - Die Messdaten werden grundsätzlich in elektronischer Form ausgetauscht und zur Verfügung gestellt.

Art. 218 - § 1. Je nach den im Rahmen des Artikels 14 erstellten Verfahren stellt der Betreiber des Verteilernetzes dem betroffenen Versorger und dem Zugangsinhaber auf einer viertelstündigen Basis für die von ihm versorgten oder mit Energie bespeisten Zugangsstellen, die mit einer automatischen Ablesung versehen sind, folgende Messdaten zur Verfügung:

- 1° täglich für den Tag D-1: nicht validierte Messdaten je Zugangsstelle;
- 2° monatlich: die validierten Messdaten; für mindestens 95% der Zugangsstellen müssen die Daten spätestens am vierten Werktag des darauffolgenden Monats übermittelt werden und für alle Zugangsstellen spätestens am zehnten Werktag dieses Monats.

Die übermittelten Messdaten schließen unter Umständen die Korrekturkoeffizienten mit ein.

§ 2. Die in § 1 erwähnten Daten werden ebenfalls dem Benutzer des Verteilernetzes auf dessen schriftlichen Antrag und Kosten übermittelt.

§ 3. Im Falle einer Panne der Messanlage ersetzt der Betreiber des Verteilernetzes die fehlenden Daten durch seine beste Einschätzung dieser Daten.

Art. 219 - Der Betreiber des Verteilernetzes begründet die auf der Grundlage der Artikel 211 und 212 ausgeführten Angleichungen und Korrekturen und setzt die CWAPE davon in Kenntnis.

Art. 220 - Der Betreiber des Verteilernetzes stellt dem Ausgleichsverantwortlichen dieselben Informationen in globalisierter Form, das heißt für die gesamten Zugangsstellen, für die er die Ausgleichsverantwortung übernimmt, zur Verfügung.

Art. 221 - Der Betreiber des Verteilernetzes kann dem betroffenen Versorger oder dem Zugangsinhaber oder dem Ausgleichsverantwortlichen auf dessen Antrag die oben erwähnten validierten oder nicht validierten Daten häufiger als in Artikel 218 vorgesehen zur Verfügung stellen. Zu diesem Zweck wendet sich die betroffene Person an den Betreiber des Verteilernetzes, der den Antrag auf der Grundlage sachlicher und nicht diskriminatorischer Kriterien bewertet und die sich daraus ergebenden Aufgaben ausführt. Die damit verbundenen Kosten gehen zu Lasten des Antragstellers.

Art. 222 - Jeden Monat und spätestens am 10ten Werktag des darauffolgenden Monats stellt der Betreiber des Verteilernetzes je nach Fall dem Betreiber des Übertragungsnetzes oder dem Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes gemäß den Bestimmungen der Artikel 218 und 219 validierte und je Ausgleichsverantwortlichen gemäß Artikel 220 globalisierte Daten zur Verfügung.

Art. 223 - Auf Antrag des Benutzers des Verteilernetzes oder des betroffenen Versorgers stellt der Betreiber des Verteilernetzes dem Antragsteller zusätzliche Messdaten oder andere Informationen aus der betreffenden Messanlage zu einem anderen Zweck als der in Artikel 162 erwähnten Abrechnung zur Verfügung. Zu diesem Zweck wendet sich der Antragsteller an den Betreiber des Verteilernetzes, der den Antrag auf der Grundlage sachlicher und nicht diskriminatorischer Kriterien bewertet und die sich daraus ergebenden Aufgaben ausführt. Die damit verbundenen Kosten gehen zu Lasten des Antragstellers.

Abschnitt 3.8 - Im Falle von berechneten Lastprofilen zur Verfügung zu stellende Messdaten

Art. 224 - Der Betreiber des Verteilernetzes stellt dem betroffenen Versorger für die von ihm versorgten oder mit Energie bespeisten Zugangsstellen validierte Messdaten, die für die Hochspannung monatlich und für die Niederspannung jährlich aufgezeichnet werden, zur Verfügung. Für mindestens 95% dieser Zugangsstellen müssen die Daten spätestens am vierten Werktag des darauffolgenden Monats übermittelt werden und für alle Zugangsstellen spätestens am zehnten Werktag dieses Monats.

Art. 225 - Jeden Monat und spätestens am zehnten Werktag des darauffolgenden Monats stellt der Betreiber des Verteilernetzes dem Ausgleichsverantwortlichen auf der Grundlage der berechneten Lastprofile die den nicht mit einer automatischen Ablesung versehenen Zugangsstellen zugeteilten Messdaten zur Verfügung, und zwar in globalisierter Form, das heißt für die gesamten Zugangsstellen, für die er die Ausgleichsverantwortung übernimmt. Er übermittelt diese je Ausgleichsverantwortlichen globalisierten Daten gleichzeitig dem Betreiber des Übertragungsnetzes und/oder dem Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes.

Abschnitt 3.9 — Beschwerden und Berichtigungen

Art. 226 - Jede Anfechtung muss von einer unmittelbar betroffenen Partei dem Betreiber des Verteilernetzes spätestens einen Monat nach der Feststellung eines Fehlers schriftlich mitgeteilt werden.

Art. 227 - Eine eventuelle Berichtigung der Messdaten und der sich daraus ergebende Abrechnung bezieht sich höchstens und außer im Falle bösen Glaubens auf die Periode von zwei Jahren, die der letzten Abrechnung vorhergeht.

KAPITEL IV — Übergangbestimmungen

Art. 228 - Die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens der vorliegenden technischen Regelung bereits vorhandenen Messanlagen und deren Bestandteile, die nicht mit den in Artikel 180 erwähnten Genauigkeitsansprüchen übereinstimmen, können weiterhin benutzt werden, insofern sie nicht angeglichen oder ersetzt werden und mit den Genauigkeitsansprüchen der ersten Genauigkeitsklasse übereinstimmen, die unter der in diesem Artikel erwähnten Genauigkeitsklasse liegt.

Art. 229 - Wenn der Benutzer des Verteilernetzes oder der Betreiber des Verteilernetzes selbst beantragt, dass die bereits vorhandenen Messanlagen oder deren Bestandteile mit den in Artikel 180 erwähnten Genauigkeitsansprüchen in Übereinstimmung gebracht werden, führt der Betreiber des Verteilernetzes im Einvernehmen mit dem Benutzer des Verteilernetzes die erforderlichen Anpassungen durch. Die durch diese Anpassungen verursachten Kosten werden von dem Antragsteller übernommen.

Art. 230 - § 1. Insofern sie nicht ersetzt werden, können die bereits vorhandenen Messanlagen, die nicht den Ansprüchen bezüglich der Aufzeichnung des Lastgangs im Sinne des Artikels 197 genügen, während einer Übergangsperiode von höchstens sechs Monaten ab dem Datum, an dem der Benutzer des Verteilernetzes ein Haushaltskunde geworden ist, weiterhin benutzt werden. Der Ersatz geht zu Lasten des Eigentümers der Anlage.

§ 2. Während der Periode, in der die gemessenen Lastgänge nicht verfügbar sind, erfolgen die Abrechnungen auf der Grundlage der berechneten Lastprofile.

Art. 231 - Falls der Benutzer des Verteilernetzes oder der betroffene Versorger wünscht, dass die in Artikel 230 erwähnte Nichtübereinstimmung innerhalb einer kürzeren Frist behoben wird, wendet er sich zu diesem Zweck an den Betreiber des Verteilernetzes. Dieser beurteilt auf der Grundlage sachlicher und nicht diskriminatorischer Kriterien, ob die beantragten Anpassungen durchgeführt werden können. Vorbehaltlich einer ungünstigen, gebührend begründeten Bewertung, führt der Betreiber des Verteilernetzes die Anpassungen durch. Die durch diese beschleunigten Anpassungen verursachten zusätzlichen Kosten werden von dem Antragsteller übernommen.

TITEL VI — Zusammenarbeitsordnung

Art. 232 - Der Betreiber des Verteilernetzes und die Betreiber der Netze, an die sein Netz angeschlossen ist, bestimmen im gegenseitigen Einvernehmen den Standort des(der) Verbindungsstelle(n).

Art. 233 - Der Betreiber des Verteilernetzes und die Betreiber der Netze, an die sein Netz angeschlossen ist, gewähren sich gegenseitig die Zusammenarbeit, die bei der Ausführung der Aufgaben, zu denen beide Parteien gesetzlich und vertraglich verpflichtet sind, erforderlich ist.

Art. 234 - § 1. Der Betreiber des Verteilernetzes trifft mit den Betreibern der Netze, an die sein Netz angeschlossen ist, Vereinbarungen hinsichtlich aller Aspekte, die direkt oder indirekt Folgen für die betroffenen Netzbetreiber haben könnten, insbesondere was Folgendes betrifft:

- 1° die Entwicklung, die Wartung und den Betrieb ihrer jeweiligen Netze;
- 2° die Hilfsdienste, die sie sich gegenseitig leisten;
- 3° das Gleichgewicht zwischen Stromangebot und -nachfrage im belgischen Regelgebiet;
- 4° die technische Bewirtschaftung der Elektrizitätsströme auf deren jeweiligen Netzen;
- 5° die Koordinierung der Inanspruchnahme der an deren jeweiligen Netze angeschlossenen Erzeugungseinheiten;
- 6° den Zugang zu deren jeweiligen Netzen;
- 7° die Anwendung der Ordnung bei Großstörungen und Ordnung zur Versorgungswiederaufnahme.

§ 2. Der Betreiber des Verteilernetzes tauscht mit den Betreibern der Netze, an die sein Netz angeschlossen ist, nach den in gegenseitigem Einvernehmen vereinbarten Verfahren die erforderlichen Daten bezüglich der in § 1 erwähnten Aspekte aus.

§ 3. Der Betreiber des Verteilernetzes bestimmt mit den Betreibern der Netze, an die sein Netz angeschlossen ist, die beiderseitigen Verpflichtungen in Sachen Qualität, Häufigkeit der Zurverfügungstellung und Zuverlässigkeit der in § 1 angegebenen Daten und in Sachen Einhaltung der Zustellungsfristen.

Art. 235 - Der Betreiber des Verteilernetzes schließt mit den Betreibern der Netze, an die sein Netz angeschlossen ist, eine Vertraulichkeitsvereinbarung ab, in der gemäß den einschlägigen gesetzlichen Bestimmungen die Vertraulichkeit der gegenseitig zur Verfügung gestellten oder ausgetauschten Daten bestimmt wird.

Art. 236 - Der Betreiber des Verteilernetzes übermittelt den Betreibern der Netze, an die se in Netz angeschlossen ist, die Planungsdaten, damit diese ihren Anpassungsplan erstellen können.

Art. 237 - § 1. Der Betreiber des Verteilernetzes schließt mit den Betreibern der Netze, an die sein Netz angeschlossen ist, einen Verbindungsvertrag ab, in dem insbesondere die Leistung, die dem Betreiber des Verteilernetzes an jeder Verbindungsstelle zur Verfügung gestellt werden kann, und gegebenenfalls die Entwicklung dieser Leistung festgelegt werden.

§ 2. Jede Verstärkung oder Erweiterung einer bereits vorhandenen Verbindung wird von dem Betreiber des Verteilernetzes und den Betreibern der Netze, an die sein Netz angeschlossen ist, auf der Grundlage der Sorge um die optimale Entwicklung der betroffenen Netze und unter Berücksichtigung des Vorrangs, der den hochwertigen Kraft/Wärme-Kopplungsanlagen, den Erzeugungsanlagen, die erneuerbare Energiequellen benutzen, sowie denjenigen Anlagen, die Strom aus den Abfällen und den Rückgewinnungen aus Industrieprozessen erzeugen, einzuräumen ist, im gegenseitigen Einverständnis bewertet.

§ 3. Die Qualität der an jede Verbindungsstelle gelieferten Spannung wird in dem in § 1 erwähnten Verbindungsvertrag festgelegt und genügt mindestens den Bestimmungen der Norm NBN EN 50160 "Merkmale der von den öffentlichen Verteilernetzen gelieferten Spannung".

§ 4. Das zulässige Niveau der Störungen an der Verbindungsstelle wird durch die allgemein auf europäischer Ebene angewandten Normen, sowie gemäß den technischen Empfehlungen CEI IEC 61000-3-6 und 61000-3-7 festgelegt.

Art. 238 - § 1. An den Verbindungsstellen verfügt der Betreiber des Verteilernetzes in viertelstündigen Zeitintervallen über das Recht zur Entnahme einer Pauschalmenge von induktiver und kapazitiver Blindenergie.

§ 2. Unter Vorbehalt der Bestimmungen des § 3 entspricht diese Pauschalmenge von induktiver und kapazitiver Blindenergie in Zeitintervallen 32,9% der Wirkenergie, die während dieses Zeitintervalls an dem Entnahmepunkt entnommen wird.

§ 3. Dieses Recht auf die Entnahme von Blindenergie in Zeitintervallen darf nicht unter 3,29% der Menge Wirkenergie liegen, die der Dauer des Zeitabstands multipliziert mit der an der Verbindungsstelle zur Verfügung gestellten Leistung, wie diese in Artikel 237 bestimmt wird, entspricht.

§ 4. Die positive Differenz zwischen der induktiven Menge und der gemäß dem vorliegenden Artikel zugeteilten Pauschalmenge geht zu Lasten des betroffenen Betreibers des Verteilernetzes entsprechend dem anwendbaren Tarif.

§ 5. Die positive Differenz zwischen der kapazitiven Menge und der gemäß dem vorliegenden Artikel zugeteilten Pauschalmenge geht zu Lasten des betroffenen Betreibers des Verteilernetzes entsprechend dem anwendbaren Tarif.

Art. 239 - § 1. Im Rahmen der Bestimmungen des Artikels 234 informiert der Betreiber des Verteilernetzes die Betreiber der Netze, an die sein Netz angeschlossen ist, zu gewünschter Zeit über die zeitweiligen und ständigen Lastverlagerungen zwischen den betroffenen Verbindungsstellen.

§ 2. Auf dessen begründeten Antrag stellt der Betreiber des Verteilernetzes den Betreibern der Netze, an die sein Netz angeschlossen ist, zusätzliche Informationen bezüglich des je Verbindungsstelle erwarteten Belastungsdiagramms zur Verfügung.

Art. 240 - § 1. Der Betreiber des Verteilernetzes schließt mit den Betreibern der Netze, an die sein Netz angeschlossen ist, einen Zusammenarbeitsvertrag ab, in dem unter anderem die beiderseitigen Rechte, Pflichten und Verantwortungen, sowie die Verfahren bezüglich aller Aspekte des Betriebs, die einen direkten oder indirekten Einfluss auf die Sicherheit, Zuverlässigkeit und Wirksamkeit der betroffenen Netze, Anschlüsse oder Anlagen der Benutzer des Verteilernetzes ausüben können, festgelegt werden.

§ 2. Der in § 1 erwähnte Zusammenarbeitsvertrag berücksichtigt die von dem Betreiber des Übertragungsnetzes oder des lokalen Übertragungsnetzes erstellte Ordnung bei Großstörungen.

§ 3. Der in § 1 erwähnte Zusammenarbeitsvertrag berücksichtigt die von dem Betreiber des Übertragungsnetzes oder des lokalen Übertragungsnetzes erstellte Ordnung zur Versorgungswiederaufnahme.

Art. 241 - § 1. Der Betreiber des Verteilernetzes stellt den Betreibern der Netze, an die sein Netz angeschlossen ist, gemäß den Bestimmungen der Artikel 222 und 225 die Messdaten eines jeden Ausgleichsverantwortlichen zur Verfügung.

§ 2. Die in § 1 erwähnten Messdaten bestimmen die unter den betroffenen Netzen je Ausgleichsverantwortlichen und je Viertelstunde ausgetauschte Leistung.

§ 3. Der Betreiber des Verteilernetzes sorgt dafür, dass die unter den Netzen je Viertelstunde ausgetauschte Gesamtleistung den verschiedenen Ausgleichsverantwortlichen zugeteilt wird.

TITEL VII — *Schlussbestimmungen*

Art. 242 - Der Minister der Energie wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 243 - Mit Ausnahme des Artikels 69, Absatz 2 tritt der vorliegende Erlass am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Der Minister der Energie legt das Inkrafttreten des Artikels 69, Absatz 2 fest.

Namur, den 16. Oktober 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

Anlage I

Datenliste

Die erste Spalte der Tabelle 1 trägt den Titel "Anschlusstyp" und unterscheidet zwischen zwei Anschlusstypen: die Anschlüsse der Erzeugungseinheiten ("Pr") und die Anschlüsse von Lastentnahmen ("Ch").

Für einen kombinierten Anschluss (Erzeugungseinheit und Lastentnahme, "Pr + Ch") kann der Betreiber des Verteilernetzes die Gesamtheit oder einen Teil der Daten der beiden Anschlusstypen fordern.

Die zweite Spalte der Tabelle 1 trägt den Titel "Ziel" und bezieht sich auf das Kapitel oder auf die Paragraphen der vorliegenden Regelung, die diese Daten betreffen.

Die Abkürzung "P" betrifft den Titel II Planungsordnung. Die Abkürzungen "E" und "D" entsprechen jeweils einem "Antrag auf eine Orientierungsstudie" und einem "Anschlussantrag" des Titels III Anschlussordnung. Andere Daten bezüglich der vorhandenen Anlagen werden unter dem Titel "Andere" (Sie sind auf spezifischen Antrag, der nachstehend nicht angeführt wird, zu liefern) und "Alle" (Sie sind in den drei nachstehend angeführten Fällen zu liefern) eingeordnet.

Die in Artikel 34 der Planungsordnung erwähnten Planungsdaten sind diejenigen, die in der Tabelle 1 unter dem Zeichen "P" und "Alle" in der Spalte "Ziel" geliefert werden.

Die in Artikel 73 der Anschlussordnung erwähnten allgemeinen technischen Daten oder Informationen sind diejenigen, die in der Tabelle 1 unter dem Zeichen "E" oder "Alle" in der Spalte "Ziel" geliefert werden.

Die in Artikel 83 der Anschlussordnung erwähnten ausführlichen technischen Daten oder Informationen sind diejenigen, die in der Tabelle 1 unter dem Zeichen "D" oder "Alle" in der Spalte "Ziel" geliefert werden.

Die dritte Spalte der Tabelle 1 trägt den Titel "Beschreibung" und beschreibt die beantragten technischen Daten und Informationen.

Die vierte Spalte der Tabelle 1 trägt den Titel "Einheit" und gibt die Messeinheit an, in der die messbaren Mengen ausgedrückt werden.

Die fünfte Spalte der Tabelle 1 trägt den Titel "Periode". Der Buchstabe "T" gibt die Anzahl der Jahre an, für die die Angabe oder Information dem Betreiber des Verteilernetzes gemäß der in der Planungsordnung erwähnten Planungsperiode geliefert werden muss.

Anschlusstyp	Ziel	Beschreibung	Einheit	Periode
Pr + Ch	Alle	Identifizierung des Anschlusses		
Pr + Ch	Alle	Name und Anschrift des Benutzers des Netzes		
Pr + Ch	D	Kopplung mit dem Netz: Beschreibung des Anschlusses, einschließlich Hilfsquelle		
Pr + Ch	E, D	Datum der Inbetriebsetzung	mm/ijj	
Pr + Ch	Andere	Datum der letzten Konformitätskontrolle	tt/mm/ijj	
Pr + Ch	D	Standort und Zugang zu den Abschaltgeräten und der Zählanlage		
Pr + Ch	Andere	Allgemeiner Schutz: (Überstrom): Marke, Typ, Einstellwerte, Kabelplan		
Pr + Ch	Andere	Schaltbild		
Ch	Alle	Wirkleistungsspitzen und Monat ihres Auftretens	kW, mm	T
Ch	Alle	Blindleistung (oder cos phi) im Falle einer Wirkspitze	kW, Ar	T
Ch	P	Eventuelle Trendwenden	kW, mm/ijj	T
Ch	P	Modell der wöchentlichen Entnahme	kW	
Ch	E, D	Art und Leistung der Störlasten	kW	
Ch	E, D	Leistung der installierten Motoren	kVA	
Ch	Alle	Datum der Inbetriebsetzung einer Kondensatorenbatterie	tt/mm/ijj	
Ch	Alle	Kondensatorenbatterie: installierte Leistung	kVAr	
Pr	Alle	Erzeugungseinheit: Identifizierung		
Pr	Alle	Maximale zu entwickelnde Leistung	kW	T
Pr	P	Einschätzung der Jahreserzeugung oder der Benutzungsdauer	kWh oder h	
Pr	Alle	Cos phi bei Höchstleistung		T

Anschlusstyp	Ziel	Beschreibung	Einheit	Periode
Pr	E, D	Typ des Generators (Asynchron/synchron/Wechselrichter)		
Pr	D	Maschinenschild des Generators		
Pr	Alle	Energiequelle (erneuerbare Energie oder nicht/ Kraft/Wärme-Kopplung/Sonstiges)		
Pr	Alle	Die Leistung des dreiphasigen Kurzschlusses (subtransient) an der Zugangsstelle	MVA	
Pr	Alle	Möglichkeit eines Inselbetriebs?	J/N	
Pr	Alle	Möglichkeit eines Parallelbetriebs?	J/N	
Pr	E, D	Vorgesehene Verfügbarkeitsrate	%	
Pr	E, D	Typ und Leistung einer StörungsErzeugungseinheit	kW	
Pr	D	Transformator: Ucc	%	
Pr	D	Transformator: Maschinenschild		
Pr	Andere	Entkopplungsschutz: Marke, Typ, Einstellwerte, Kabelplan, Fernbedienung (I/N)		

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Oktober 2003 über die technische Regelung für den Betrieb der Stromverteilernetze in der Wallonischen Region und den Zugang zu diesen Netzen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 16. Oktober 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

Anlage II

Genauigkeitsansprüche der Zählanlage

Die Tabelle 2 gibt die minimale Genauigkeitsklasse an, die für die Bestandteile der Zählanlage unter Berücksichtigung der Anschlussleistung und des Spannungsniveaus erforderlich ist

Anschlussleistung	Spannungsniveau, an das die Zählanlage angeschlossen ist	Maximal zulässiger Gesamtfehler (+/-%) bei Vollast ³		Für die Bestandteile der Zählanlage erforderliche minimale Genauigkeitsklasse			
		Wirkleistung PF=1	Blindleistung PF=0	TT	TC	Wh-Meter	V Arh-Meter
≥ 5 MVA	HT	0.5	2.25	0.2	0.2	0.2	2
≥ 1 MVA bis 5 MVA	HT	0.75	2.25	0.2	0.2	0.5	2
≥ 250 kVA bis 1 MVA	HT	1.5	2.5	0.5	0.5	1	2
	BT (Sonderfall)	1.25	2.25	na	0.5	1	2
≥ 100 kVA bis 250 kVA	HT	1.5	2.5	0.5	0.5	1	2
	BT	1.25	2.25	na	0.5	1	2
< 100 kVA	HT	2.5	3.25	0.5	0.5	2	3
	BT mit TC	2.25	3.25	na	0.5	2	3
	BT ohne TC	2	na	na	na	2	na

Tabelle 2: Genauigkeitsklasse der Bestandteile der Zählanlage

Mit:

TT: Spannungswandler

TC: Stromwandler

Wh-Meter: Zähler für die Wirkleistung

VArh: Zähler für die Blindleistung

PF: Leistungsfaktor

na: nicht anwendbar.

³ Der maximal zulässige Gesamtfehler (+/- %) für die gesamte Zählanlage bei Vollast wird als Richtwert gegeben. Er wird auf der Grundlage der vektoriellen Summe der Fehler eines jeden Bestandteils der Zählanlage berechnet, d.h. $A+B+C$, mit:

A: Fehler des Spannungswandlers mit Verkabelung,

B: Fehler des Stromwandlers mit Verkabelung,

C: Fehler des Zählers.

Zur Gewährleistung einer besseren Garantie der Übereinstimmung mit den Ansprüchen des zugelassenen Gesamtfehlers wendet der Betreiber des Verteilernetzes die erforderlichen Regeln an, damit die Bestandteile bei der Anschlussleistung in ihrem nominalen Betriebsbereich benutzt werden.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Oktober 2003 über die technische Regelung für den Betrieb der Stromverteilernetze in der Wallonischen Region und den Zugang zu diesen Netzen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 16. Oktober 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

—
Anlage III

Genauigkeitsansprüche für die Eichung der Zählanlagen

Die höchstzulässige Unsicherheit (in %) für die Eichung der Bestandteile der Zählanlage beträgt:

• Klasse 0.2 TC und TT	± 0.05
• Klasse 0.2 Wh-Meter	$\pm 0.05/\cos\varphi$
• Klasse 0.5 TC und TT	± 0.1
• Klasse 0.5 Wh-Meter	$\pm 0.1/\cos\varphi$
• Klasse 1 Wh-Meter	$\pm 0.2/\cos\varphi$
• Klasse 2 Wh-Meter	$\pm 0.5/\cos\varphi$
• Klasse 2 varh-Meter	$\pm 0.5/\sin\varphi$
• Klasse 3 varh-Meter	$\pm 0.5/\sin\varphi$

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Oktober 2003 über die technische Regelung für den Betrieb der Stromverteilernetze in der Wallonischen Region und den Zugang zu diesen Netzen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 16. Oktober 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2003 — 4828

[C — 2003/27778]

16 OKTOBER 2003. — Besluit van de Waalse Regering betreffende het technisch reglement voor het beheer van de elektriciteitsdistributienetten in het Waalse Gewest alsook de toegang daartoe

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, inzonderheid op de artikelen 12, 3°, 13, 15, 16, §§ 1 en 2, en 29, § 2;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 juli 2003;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 24 juli 2003;

Gelet op de beraadslaging van de Regering over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen hoogstens een maand;

Gelet op de kennisgeving aan de Europese Gemeenschap op 14 augustus 2003, nr. 2003/030/B-N20E;

Gelet op het advies 35.81/2/V van de Raad van State gegeven op 25 augustus 2003, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

TITEL I. — Algemeen

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Afdeling 1. — Toepassingsgebied en begripsbepalingen

Artikel 1. Dit technisch reglement bevat de voorschriften en de regels betreffende het beheer van en de toegang tot het distributienet, hoog- en laagspanning.

Het bestaat uit een planningscode (titel II), een aansluitingscode (titel III), een toegangscode (titel IV), een meetcode (titel V) en een samenwerkingscode (titel VI), zoals hierna bepaald.

Art. 2. De begripsbepalingen bedoeld in artikel 2 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, zijn van toepassing op dit reglement.

Bovendien, voor de toepassing van dit reglement, wordt verstaan onder :

1° toegang : het recht om op één of meerdere toegangspunten energie te injecteren of af te nemen;

- 2° laagspanning : spanningsniveau dat hoogstens gelijk is aan 1 kilovolt (kV);
- 3° belasting : een op het distributienet aangesloten installatie van een distributienetgebruiker die actief of reactief elektrisch vermogen verbruikt;
- 4° residentiële afnemer : afnemer van wie het grootste deel van het elektriciteitsverbruik bestemd is voor huishoudelijk gebruik;
- 5° reddingscode : operationele code met het oog op de veiligheid, de betrouwbaarheid en de efficiëntie van het elektrisch systeem in spoedomstandigheden, zoals bedoeld in het technisch transmissiereglement;
- 6° heropbouwcode : operationele code voor de heropbouw van het elektrische systeem na een gehele of gedeeltelijke instorting zoals omschreven in het technische transmissiereglement;
- 7° warmtekrachtkoppeling : gecombineerde productie van elektriciteit en warmte;
- 8° meting : opname via een meetinrichting en per tijdperiode van de hoeveelheid actieve of reactieve energie die in het net geïnjecteerd of van het net afgenomen wordt;
- 9° toegangscontract : een contract tussen de distributienetbeheerder en een persoon, « toegangsgerechtigde » genaamd, gesloten overeenkomstig Titel 4 van dit technisch reglement, houdende meer bepaald de bijzondere voorwaarden in verband met de toegang tot het distributienet;
- 10° contract voor de coördinatie van de inschakeling van de productie-eenheden : het contract voor de coördinatie van de inschakeling van de productie-eenheden : een contract dat gesloten wordt tussen de transmissienetbeheerder en een evenwichtsverantwoordelijke voor één of meerdere injectiepunten dat in het bijzonder de voorwaarden bevat in verband met de coördinatie van de inschakeling van de productie-eenheden;
- 11° aansluitingscontract :
- 12° contract toegangsverantwoordelijke : het contract gesloten tussen de transmissienetbeheerder en een evenwichtsverantwoordelijke dat in het bijzonder de voorwaarden in verband met het evenwicht bevat;
- 13° belastingscurve : gemeten of berekend reeks gegevens betreffende de afname of de injectie van energie op een toegangspunt per elementaire periode;
- 14° decreet : het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt;
- 15° toegangsgerechtigde : de partij die een toegangscontract gesloten heeft met de distributienetbeheerder;
- 16° meetgegeven : een gegeven dat door meting of telling aan de hand van een meetinrichting verkregen is;
- 17° EAN-GSRN : European Article Number/Global Service Related Number (uniek numeriek veld van 18 posities voor de eenduidige identificatie van een toegangspunt);
- 18° EDIEL : Electronic Data Interchange for the Electric Industry (maakt deel uit van de internationale UN/EDIFACT-standaard voor elektronisch dataverkeer tussen beheerders en gebruikers van elektriciteitsnetten);
- 19° actieve energie : de integraal van het actieve vermogen gedurende een bepaalde tijdperiode;
- 20° reactieve energie : de integraal van het reactieve vermogen gedurende een bepaalde tijdperiode;
- 21° meetinrichting : een elektrische uitrusting voor het verrichten van de tellingen en de metingen op een bepaald meetpunt; daarin zijn onder meer inbegrepen de tellers, de meetapparaten, de meettransformatoren, de telecommunicatie-uitrustingen en de overeenstemmende beschermingen;
- 22° significante fout : een fout op een meerwaarde groter dan de totale nauwkeurigheid van de meetinrichting die deze meetwaarde bepaalt en die het industrieel proces of de facturatie verbonden met deze meetwaarde nadelig kan beïnvloeden;
- 23° BFE : de Belgische Federatie der voortbrengers en verdelers van Elektriciteit;
- 24° frequentie : het aantal cycli per seconde van de fundamentele component in de spanning, uitgedrukt in Hertz (Hz);
- 25° distributienetbeheerder : elke distributienetbeheerder aangewezen overeenkomstig artikel 10 van het decreet;
- 26° lokaal transmissienetbeheerder : de persoon aangewezen overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk II van het decreet;
- 27° transmissienetbeheerder : de persoon aangewezen overeenkomstig artikel 10 van de wet;
- 28° hoogspanning : spanningsniveau hoger dan 1 kilovolt;
- 29° injectie : het leveren van vermogen aan het distributienet;
- 30° installatie van de distributienetgebruiker : elke uitrusting van de distributienetgebruiker die door middel van een aansluiting op het distributienet is aangesloten en die niet tot die aansluiting behoort;
- 31° installatie die functioneel deel uitmaakt van het distributienet : een installatie waarop een distributienetgebruiker het eigendoms- of genotsrecht bezit, maar die dezelfde functie heeft als een installatie van het distributienet; dit begrip wordt nader omschreven in het aansluitingscontract of een overeenkomst die deel daarvan uitmaakt;
- 32° railstel : het driefasig geheel van drie metalen rails of geleiders die voor elk der drie fasen afzonderlijk een gemeenschappelijk spanningspunt vormen en waarop de verschillende installaties (instrumenten, lijnen, kabels) aangesloten zijn teneinde onderling verbonden te worden;
- 33° D-dag : een kalenderdag;
- 34° D-1-dag : de kalenderdag vóór de D-dag;
- 35° werkdag : elke dag van de week, de zaterdag, de zondag en de wettelijke feestdagen uitgezonderd;
- 36° wet : de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt;
- 37° meting : de opname aan de hand van een meetinrichting van een fysieke grootheid op een bepaald tijdstip;
- 38° comptabele meting : meting of telling die gebruikt wordt voor de verrekening van geleverde diensten;
- 39° actieve verliezen : het verbruik van actief vermogen door het distributienet, veroorzaakt door het gebruik daarvan;

40° afschakelplan : het plan dat het voorwerp uitmaakt van een federaal ministerieel besluit en waarin de onderbrekingen, de verminderingen en de prioriteiten aangegeven worden die de transmissienetbeheerder dient op te leggen wanneer het net in gevaar is;

41° toegangspunt : een afname- of injectiepunt;

42° injectiepunt : de fysieke plaats en het spanningsniveau van het punt waar het vermogen kan worden geïnjecteerd in het net;

43° koppelpunt : het tussen netbeheerders onderling overeengekomen fysieke punt waar de koppeling tussen de respectievelijke netten is gerealiseerd;

44° meetpunt : de fysieke plaats en het spanningsniveau van het punt waar de meetinrichting met de betrokken installatie verbonden is;

45° afnamepunt : de fysieke plaats en het spanningsniveau van het punt van het distributienet waar een belasting wordt afgesloten om vermogen vanuit het net af te nemen;

46° aansluitingspunt : de fysieke plaats en het spanningsniveau van het punt waar de aansluiting is verbonden met het distributienet en waar inschakeling en uitschakeling mogelijk zijn;

47° afname : het afnemen van vermogen vanuit het distributienet;

48° toegangsprogramma : het redelijke vooruitzicht van injecties en afnamen van actief kwartiervermogen voor een bepaald toegangspunt en dag;

49° actief vermogen : het gedeelte van het elektrisch vermogen dat kan worden omgezet naar andere vormen van vermogen zoals mechanisch of thermisch.

Voor een driefasig systeem is diens waarde gelijk aan $3.U.I.\cos\phi$ waarbij U en I de effectieve waarden van de fundamentele componenten van de samengestelde spanning (tussen fasen) en van de stroom zijn en waarbij ϕ het faseverschil tussen de fundamentele componenten van die spanning en van die stroom vertegenwoordigen; het actieve vermogen wordt in Watt en veelvouden ervan uitgedrukt. In het geval waarin de eenvoudige spanning (tussen fase en neutraal) gebruikt wordt, wordt de formule $3.U.I.\cos\phi$.

Voor een eenfasig systeem is diens waarde gelijk aan $U.I.\cos\phi$ waarbij U en I de effectieve waarden van de fundamentele componenten van de samengestelde spanning en van de stroom zijn en waarbij ϕ het faseverschil (tijdsverschil) tussen de fundamentele componenten van die spanning en van die stroom vertegenwoordigen;

50° schijnbaar vermogen : voor een driefasig systeem, de hoeveelheid gelijk aan $3.U.I.$, waarbij U en I de effectieve waarden van de fundamentele componenten van de samengestelde spanning en van de stroom zijn. In het geval waarin de eenvoudige spanning gebruikt wordt, wordt de formule $3.U.I.$; het schijnbaar vermogen wordt in VA en veelvouden ervan uitgedrukt.

Voor een eenfasig systeem is diens waarde gelijk aan $U.I.$ waarbij U en I de effectieve waarden van de fundamentele componenten van de samengestelde spanning en van de stroom zijn;

51° aansluitingsvermogen : het maximaal vermogen, bepaald in het aansluitingscontract en uitgedrukt in voltampère (VA) of veelvouden ervan, waarover de distributienetgebruiker kan beschikken door zijn aansluiting;

52° kwartiervermogen : het gemiddeld afgenomen of geïnjecteerd vermogen over een periode van een kwartier, uitgedrukt in Watts (W) in geval van actief vermogen, in vars (Var) in geval van reactief vermogen, en in voltampère (VA) in geval van schijnbaar vermogen, of in veelvouden ervan;

53° reactievermogen : voor een driefasig systeem, de hoeveelheid gelijk aan $3.U.I.\sin\phi$, waarbij U en I de effectieve waarden zijn van de fundamentele componenten van de samengestelde spanning en van de stroom en waarbij ϕ het faseverschil tussen de fundamentele componenten van die spanning en die stroom vertegenwoordigen; het reactief vermogen wordt uitgedrukt in Var of in één van de veelvouden van. In het geval waarin eenvoudige spanning gebruikt wordt, wordt de formule $3.U.I.\sin\phi$.

Voor een eenfasig systeem is diens waarde gelijk aan $U.I.\sin\phi$ waarbij U en I de effectieve waarden van de fundamentele componenten van de samengestelde spanning en van de stroom zijn en waarbij ϕ het faseverschil tussen de fundamentele componenten van die spanning en die stroom vertegenwoordigen;

54° onderschreven vermogen : het maximale actieve injectie- of afnamekwartiervermogen, bepaald in een toegangscontract en met betrekking tot een toegangspunt en een gegeven periode;

55° kwaliteit van de elektriciteit : het geheel van de karakteristieken van elektriciteit die een invloed kunnen hebben op het distributienet, de aansluitingen en de installaties van een distributienetgebruiker, en met inbegrip van meer bepaald de continuïteit van de spanning en de elektrische kenmerken van die spanning, namelijk frequentie, amplitude, golfvorm en symmetrie;

56° aansluiting : het geheel van aansluitingen dat nodig is om de installaties van de distributienetgebruiker met het distributienet te verbinden, inclusief in het algemeen de meetinrichtingen;

57° toegangsregister : het door de distributienetbeheerder bijgehouden register, waar, o.a., de evenwichtsverantwoordelijke en de leverancier per toegangspunt staan vermeld;

58° register van toegangsverantwoordelijken : register bijgehouden door de transmissienetbeheerder overeenkomstig het technisch transmissiereglement;

59° technisch transmissiereglement : het koninklijk besluit van 19 december 2002 houdende een technisch reglement voor het beheer van het transmissienet van elektriciteit en de toegang ertoe;

60° technisch reglement lokale transmissie : het technisch reglement voor het beheer van het lokaal transmissienet in het Waalse Gewest en de toegang daartoe, zoals bedoeld in artikel 13 van het decreet;

61° transmissienet : het geheel van de installaties bestemd voor de transmissie van elektriciteit met een spanning hoger dan 70 kilovolt, gevestigd op het Belgische grondgebied en zoals bepaald bij artikel 2, 7°, van de wet;

62° evenwichtsverantwoordelijke : een natuurlijke of rechtspersoon die verantwoordelijk is voor het evenwicht, op kwartierbasis, van een geheel van injecties of afnamen binnen de Belgische regelzone, en die hiertoe geregistreerd is in het register van de toegangsverantwoordelijken;

63° AREI : het algemeen reglement op de elektrische installaties, goedgekeurd bij het koninklijk besluit van 10 maart 1981 waarbij het Algemeen Reglement op de elektrische installaties voor de huishoudelijke installaties en sommige lijnen van transport en verdeling van elektrische energie bindend wordt verklaard;

64° ARAB : het algemeen reglement op de arbeidsbescherming, goedgekeurd bij de besluiten van Regent van 11 februari 1946 en 27 september 1947;

65° hulpdiensten : voor de distributienetten, het geheel van volgende diensten :

- het regelen van de spanning en van het reactief vermogen;
- de compensatie van verliezen op het net;

66° elektrisch systeem : het geheel van de uitrustingen dat alle gekoppelde netten, alle aansluitingsinstallaties en alle installaties van de netgebruikers aangesloten op deze netten omvat;

67° productie-eenheid : een fysieke eenheid die minstens één elektrische generator omvat;

68° gedecentraliseerde productie-eenheid : productie-eenheid waarvan de inschakeling niet op gecentraliseerde wijze gecoördineerd is;

69° distributienetgebruiker : een eindafnemer of producent met installaties aangesloten op het distributienet.

Art. 3. De in dagen uitgedrukte termijnen, vermeld in dit reglement, lopen van middernacht tot middernacht. Zij vangen aan op de werkdag volgend op de dag van de ontvangst van de formele kennisgeving. Bij gebreke van een formele kennisgeving vangen de termijnen aan op de werkdag volgend op de dag van de kennisname van de gebeurtenis die daartoe aanleiding geeft.

Afdeling 1.2. — Taken en verplichtingen van de distributienetbeheerder

Art. 4. § 1. In het gebied waarvoor hij aangewezen is, voert de netbeheerder de taken en verplichtingen uit die hem worden opgedragen krachtens het decreet en zijn uitvoeringsbesluiten teneinde te zorgen voor de distributie van elektriciteit tussen de verschillende gebruikers van het distributienet en het behoud van de veiligheid, de betrouwbaarheid en de efficiëntie van het net te bewaken, te handhaven dan wel te herstellen.

§ 2. De distributienetbeheerder bepaalt vooraf de gepaste middelen die noodzakelijk zijn voor de goede uitvoering van zijn opdrachten en stelt al hetgeen redelijkerwijs binnen zijn mogelijkheden ligt in het werk om die te krijgen.

Die noodzakelijke gepaste middelen worden voor het eerst bepaald bij het opmaken van het in artikel 15 van het decreet bedoelde aanpassingsplan. Ze zullen opnieuw worden onderzocht en eventueel geactualiseerd bij de opeenvolgende herzieningen van het aanpassingsplan.

Bij de uitvoering van zijn opdrachten, gebruikt de distributienetbeheerder alle gepaste middelen die de netgebruikers kunnen verwachten en rekening houdend met de bijzondere situatie, die redelijkerwijs kunnen verkregen worden.

§ 3. De distributienetbeheerder zorgt ervoor dat de op elk aansluitingspunt geleverde spanning voldoet aan de voorschriften van de norm NBN EN 50160 "Spanningskarakteristieken in openbare elektriciteitsnetten".

§ 4. Bij niet-geplande onderbreking van het distributienet of van de aansluiting, moet de distributienetbeheerder ter plaatse zijn binnen twee uur volgend op de oproep van de distributienetgebruiker, met de gepaste middelen om de werken te starten met het oog op de verwijdering van het gebrek.

Behoudens spoedgeval, technische onmogelijkheid of buitengewone omstandigheden (stormen, hevig onweer, belangrijke sneeuwvallen,...), indien hij vaststelt dat het herstel meer dan vier uur zal vereisen, zal de distributienetbeheerder de nodige maatregelen nemen om de voeding van het net te herstellen door elk middel van voorlopige productie die hij nodig acht, bij voorkeur op het niveau van de transformatiecabine hoogspanning-laagspanning. Hetzelfde geldt voor elke geplande onderbreking van het distributienet met een gecumuleerde duur van meer dan vier uur in één week; in dit laatste geval zal de distributienetbeheerder de modaliteiten voor de recuperatie van de grootte van de geleverde energie.

Art. 5. De distributienetbeheerder zendt jaarlijks vóór 31 maart een verslag, zoals bedoeld in artikel 24 van het decreet van de Waalse Regering van 21 maart 2002 betreffende de netbeheerders, aan de "CWAPE" (Waalse Energiecommissie), waarin hij de kwaliteit van zijn dienstverlening in het voorgaande kalenderjaar beschrijft.

§ 2. Dit verslag bevat een overzicht van :

1° de frequentie en de gemiddelde duur van de onderbrekingen van de toegang tot zijn distributienet, evenals de totale jaarlijkse onderbrekingsduur, gedurende het genoemde kalenderjaar en opgedeeld per spanningsniveau. Dit kan gebeuren op basis van de methodiek beschreven in het technisch voorschrift FPE C10/14 « Kwaliteitsindicatoren; Beschikbaarheid van de toegang tot het distributienet » of van alle andere gelijkwaardige voorschriften;

2° de inachtneming van de kwaliteitscriteria betreffende de golfvorm van de spanning zoals beschreven in hoofdstukken 2 en 3 van de norm NBN EN 50160;

3° de kwaliteit van de geleverde diensten en, in voorkomend geval, het niet-nakomen van de verplichtingen voortvloeiend uit dit reglement en de redenen daarom.

§ 3. De "CWAPE" kan een rapporteringsmodel opmaken.

HOOFDSTUK II. — Informatie-uitwisseling en confidentialiteit

Afdeling 2.1. — Informatie-uitwisseling

Art. 6. § 1. Elke kennisgeving of mededeling gedaan ter uitvoering van dit besluit dient schriftelijk te gebeuren overeenkomstig de vormen en voorwaarden bedoeld in artikel 2281 van het Burgerlijk Wetboek, met een duidelijke identificatie van de afzender en de geadresseerde. Behoudens andersluidende bepaling, kan de distributienetbeheerder, nadat de "CWAPE" hierover vooraf wordt geïnformeerd, de vorm van de documenten bepalen waarin die gegevens moeten worden uitgewisseld.

§ 2. In geval van hoogdringendheid mogen gegevens mondeling worden uitgewisseld. In elk geval dienen dergelijke gegevens zo spoedig mogelijk overeenkomstig § 1 van dit artikel te worden bevestigd.

Art. 7. § 1. In afwijking van artikel 6 zullen de commerciële gegevens die tussen de verschillende betrokken partijen worden uitgewisseld, worden geleverd via elektronische post (die toelaat het bewijs van de verzending te leveren), volgens een protocol conform aan de EDIEL-communicatiestandaard en gedetailleerd beschreven in een Message Implementation Guide (MIG). Deze MIG wordt gemeenschappelijk gedefinieerd door de distributienetbeheerders, die de "CWAPE" daarover informeren. Bij gebrek aan overeenstemming, mag de "CWAPE" een MIG opleggen.

§ 2. Het in § 1 bedoelde protocol is niet verplicht van toepassing voor de informatie-uitwisselingen tussen :

- de distributienetbeheerder en een eindafnemer, indien die laatste een ander protocol kiest, overeengekomen met de distributienetbeheerder in zijn toegangscontract, of in een aanhangsel daarvan;
- de beheerder van het lokaal transmissienet en een distributienetbeheerder indien een ander protocol uitdrukkelijk is overeengekomen in een gemeenschappelijk akkoord en de "CWAPE" daarover is geïnformeerd.

§ 3. Onverminderd de wettelijke en reglementaire bepalingen mag de distributienetbeheerder, nadat hij de "CWAPE" daarover heeft geïnformeerd, technische en administratieve maatregelen uitwerken met betrekking tot de uit te wisselen gegevens, teneinde de confidentialiteit zoals bepaald in afdeling 2.2 van dit hoofdstuk te waarborgen.

Art. 8. § 1. Tabel 1 in bijlage II bevat de lijst van gegevens die de distributienetbeheerder kan opvragen bij de distributienetgebruikers die over een aansluiting op hoogspanning beschikken. Deze lijst is niet beperkend. De distributienetbeheerder kan op elk moment aanvullende gegevens vragen die hij nodig acht met het oog op de veiligheid, de betrouwbaarheid en de efficiëntie van het distributienet.

§ 2. De distributienetgebruiker brengt de distributienetbeheerder onverwijld op de hoogte van elke wijziging van zijn installaties in zoverre zij een aanpassing van de eerder meegedeelde gegevens vereist.

Art. 9. Bij afwezigheid van uitdrukkelijke bepalingen daaromtrent in dit Reglement zetten de distributienetbeheerders, de distributienetgebruikers, de leveranciers en de evenwichtsverantwoordelijken zich in om zo spoedig mogelijk de noodzakelijke informatie overeenkomstig dit Reglement mee te delen.

Art. 10. Wanneer een partij, overeenkomstig dit reglement of de contracten gesloten krachtens dit reglement, een andere partij eigen informatie moet bezorgen, neemt zij de noodzakelijke maatregelen om de geadresseerde ervan te verzekeren dat de inhoud van die gegevens behoorlijk is geverifieerd.

Afdeling 2.2. — Confidentialiteit

Art. 11. Diegene die informatie meedeelt, bepaalt wat commercieel gevoelige en/of vertrouwelijke informatie is. De mededeling aan derde personen van commercieel gevoelige en/of vertrouwelijke informatie door de bestemming van deze informatie is niet toegelaten, behalve wanneer aan minstens één van de volgende voorwaarden voldaan is :

1. De mededeling is vereist in het kader van een rechtsprocedure of opgelegd door de overheid.
2. De wettelijke of reglementaire bepalingen betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt leggen de bekendmaking of mededeling van de desbetreffende gegevens op.
3. Er is een voorafgaand schriftelijk akkoord van diegene van wie de vertrouwelijke en/of commercieel gevoelige informatie uitgaat.
4. Het beheer van het distributienet of het overleg met andere netbeheerders vereist de mededeling door de distributienetbeheerder.
5. De informatie is gewoon toegankelijk of publiek beschikbaar.

Wanneer de mededeling aan derden gebeurt op grond van de voorwaarden bedoeld in bovenvermelde punten 2, 3 en 4, dient de bestemming van de informatie er zich toe te verbinden aan deze informatie dezelfde graad van vertrouwelijkheid te geven als deze gegeven bij de aanvankelijke mededeling.

Afdeling 2.3. — Openbaarheid van informatie

Art. 12. De distributienetbeheerder stelt de volgende informatie ter beschikking van het publiek en in elk geval op een server toegankelijk via Internet :

1. de algemene voorwaarden van de contracten af te sluiten krachtens dit reglement;
2. de procedures die van toepassing zijn en waarnaar in dit reglement wordt verwezen;
3. de formulieren vereist voor de gegevensuitwisseling overeenkomstig dit reglement;
4. de tarieven voor toegang tot het distributienet.

HOOFDSTUK III. — Contracten, procedures en formulieren

Art. 13. De algemene voorwaarden van de contracten af te sluiten in het kader van dit reglement, alsook alle wijzigingen hieraan aangebracht, worden zonder verwijl aan de "CWAPE" meegedeeld en in elk geval, twee maanden voor hun inwerkingtreding.

Art. 14. De in dit reglement vermelde procedures en formulieren, alsook alle wijzigingen hieraan aangebracht, volgen de in artikel 13 bedoelde procedure.

HOOFDSTUK IV. — Toegang tot de installaties

Afdeling 4.1. — Algemene voorschriften betreffende de veiligheid van personen en goederen

Art. 15. De toepasselijke wettelijke en reglementaire bepalingen inzake de veiligheid van personen en goederen, zoals het ARAB en het AREI, alsook de norm NBN EN 50110-1 «Exploitatie van elektrische installaties» en de norm NBN EN 50110-2 «Exploitatie van elektrische installaties (nationale bijlagen) », zijn van toepassing op iedere persoon die op het distributienet tussenkomt, met inbegrip van de distributienetbeheerder, de distributienetgebruikers, de leveranciers, de evenwichtsverantwoordelijken, de andere netbeheerders en hun respectievelijk personeel, evenals derden die in opdracht van voormelde partijen tussenkomen op het distributienet.

Afdeling 4.2. — Toegang tot de installaties van de distributienetbeheerder

Art. 16. § 1. De toegang tot elk roerend of onroerend goed waarvan de distributienetbeheerder het eigendoms- of gebruiksrecht heeft, gebeurt te allen tijde overeenkomstig de toegangsprocedures en veiligheidsvoorschriften van de distributienetbeheerder en met zijn voorafgaandelijk uitdrukkelijk akkoord.

§ 2. De distributienetbeheerder heeft het recht op toegang tot alle installaties waarvan hij het eigendoms- of gebruiksrecht heeft en die zich bevinden in de inrichting van de distributienetgebruiker. De distributienetgebruiker zorgt voor een permanente toegang voor de distributienetbeheerder of verschaft hem die onmiddellijk op eenvoudig mondeling verzoek.

§ 3. Indien de toegang tot een roerend of onroerend goed van de distributienetgebruiker onderworpen is aan specifieke toegangsprocedures en veiligheidsvoorschriften van de distributienetgebruiker, dient hij deze vooraf schriftelijk mee te delen aan de distributienetbeheerder. Zoniet volgt de distributienetbeheerder zijn eigen veiligheidsvoorschriften.

Afdeling 4.3. — Toegang tot de installaties van de distributienetgebruiker en bijzondere modaliteiten betreffende de installaties die functioneel deel uitmaken van het distributienet of die een niet verwaarloosbare invloed hebben op het functioneren daarvan

Art. 17. § 1. Wanneer de distributienetbeheerder acht dat sommige installaties van de distributienetgebruiker functioneel deel uitmaken van het distributienet of een niet verwaarloosbare invloed hebben op het functioneren daarvan, op de aansluiting(en) of op de installatie(s) van een andere distributienetgebruiker, deelt hij het mee en verantwoordt hij het aan de distributienetgebruiker en aan de "CWAPE".

Met het voorafgaande gunstige advies van de "CWAPE", wordt over een geschreven overeenkomst onderhandeld die gesloten wordt tussen de distributienetbeheerder en de distributienetgebruiker; zij bevat de lijst van betrokken installaties alsook de verantwoordelijkheden inzake gedrag, beheer en onderhoud van die installaties.

Die overeenkomst waarborgt de inachtneming van alle vorige verbintenissen aan de distributienetgebruiker, met inbegrip van de capaciteit van de bestaande aansluiting, behalve andersluidend geschreven akkoord van de distributienetgebruiker en met een gepaste vergoeding van die laatste. Die overeenkomst bepaalt ook de financiële modaliteiten voor de tenlasteneming door de distributienetbeheerder van alle kosten voortvloeiend uit die wijziging van het statuut van de aansluitingsvoorzieningen, met inbegrip van de vergoeding van de eigenaar van de installaties. Die overeenkomst vormt een aanhangsel van het aansluitingscontract.

Wat betreft de nieuwe aansluitingen, wordt die overeenkomst, in voorkomend geval, gevoegd bij het aansluitingscontract.

§ 2. De distributienetbeheerder heeft het recht op toegang tot de aansluiting en de installaties bedoeld in § 1 teneinde er inspecties, testen en/of proeven uit te voeren. Bovendien, indien die installaties functioneel deel uitmaken van het distributienet, moet de distributienetbeheerder er toegang toe hebben om de tussenkomsten vermeld in de overeenkomst bedoeld in § 1 uit te voeren.

De distributienetgebruiker zorgt hiertoe voor een permanente toegang voor de distributienetbeheerder of verschaft hem die onmiddellijk op eenvoudig mondeling verzoek.

§ 3. Voorafgaand aan elke uitvoering van de inspecties, testen en/of proeven bedoeld in § 2, dient de distributienetgebruiker de distributienetbeheerder schriftelijk op de hoogte te stellen van de toepasselijke veiligheidsvoorschriften. Zoniet volgt de distributienetbeheerder zijn eigen veiligheidsvoorschriften.

Afdeling 4.4. — Werken op het distributienet of op de installaties van de distributienetgebruiker

Art. 18. § 1. De distributienetbeheerder heeft het recht om de distributienetgebruiker in gebreke te stellen wanneer de veiligheid of de betrouwbaarheid van het distributienet een aanpassing vereisen van de installaties waarvan de distributienetgebruiker het eigendoms- of gebruiksrecht heeft.

De geschreven ingebrekestelling beschrijft de noodzakelijke werken, de motivatie ervan en hun termijn van uitvoering. In geval van niet-uitvoering van deze werken door de distributienetgebruiker binnen de termijn vastgelegd in de ingebrekestelling, heeft de distributienetbeheerder het recht, na een laatste ingebrekestelling met kopie aan de "CWAPE", de voorziening te onderbreken aan het einde van de termijn vastgelegd in die laatste ingebrekestelling. De in dit artikel bedoelde werken zijn op kosten van de distributienetgebruiker, behalve als hij bewijst dat ze het gevolg zijn van gebreken van de gebruiker. In voorkomend geval zijn de bepalingen van §§ 2 en 3 van artikel 17 van toepassing.

§ 2. § 1 van dit artikel geldt eveneens wanneer de efficiëntie van het distributienet een aanpassing vereist van de installaties waarvan de distributienetgebruiker het eigendoms- of gebruiksrecht heeft, mits voorafgaand overleg met de distributienetgebruiker inzake de noodzakelijke werken en hun termijn van uitvoering.

Art. 19. De werken, met inbegrip van de inspecties, testen en/of proeven, moeten worden uitgevoerd conform de bepalingen van dit reglement en de contracten afgesloten krachtens dit reglement.

HOOFDSTUK V. — Noodsituatie en overmacht

Afdeling 5.1. — Definitie van noodsituatie

Art. 20. In dit reglement wordt noodsituatie beschouwd als zijnde :

1. de situatie die volgt op overmacht en waarin maatregelen dienen te worden genomen die uitzonderlijk en tijdelijk zijn om aan de gevolgen van de overmacht het hoofd te kunnen bieden teneinde de veilige en betrouwbare werking van het distributienet te kunnen vrijwaren of herstellen;

2. een situatie die volgt op een gebeurtenis die, alhoewel zij volgens de huidige stand van rechtspraak en rechtsleer niet als overmacht kan worden aangeduid, naar het inzicht van de distributienetbeheerder of de distributienetgebruiker, een dringend en gericht optreden van de distributienetbeheerder vereist teneinde de veilige en betrouwbare werking van het distributienet te kunnen vrijwaren of herstellen, of verdere schade te voorkomen. De distributienetbeheerder verantwoordt dat optreden achterop bij de gebruikers en de "CWAPE".

Afdeling 5.2. — Overmacht

Art. 21. In dit reglement worden de volgende situaties in ieder geval als overmacht beschouwd voor de distributienetbeheerder, voor zover ze onvoorzienbaar en onweerstaanbaar zijn :

1° natuurrampen, met inbegrip van aardbevingen, overstromingen, stormen, cyclonen of andere uitzonderlijke klimatologische omstandigheden;

2° een nucleaire of chemische explosie en de gevolgen ervan;

3° niet-geprogrammeerde onbeschikbaarheden van de installaties, met inbegrip van een computervirus en een computercrash, om redenen andere dan ouderdom of het gebrek aan onderhoud van de installaties of de kwalificatie van de operatoren;

4° de tijdelijke of voortdurende technische onmogelijkheid om via het distributienet elektriciteit uit te wisselen omwille van een plots gebrek aan elektriciteit-injectie uit het (lokaal) transmissienet en niet compenseerbaar met andere middelen;

5° brand, explosie, sabotage, terroristische daden, daden van vandalisme, schade veroorzaakt door criminele daden, en bedreigingen van dezelfde aard;

6° de oorlog, al dan niet verklaard, het dreigend oorlogsgevaar, de invasie, het gewapend conflict, het embargo, de revolutie, de opstand;

7° een maatregel van hogerhand, waaronder onder meer de situaties waarin de overheid de noodsituatie inroept en uitzonderlijke en tijdelijke maatregelen oplegt teneinde de veilige en betrouwbare werking van het geheel van de netten te vrijwaren of herstellen.

Afdeling 5.3. — Ingrijpen van de distributienetbeheerder

Art. 22. § 1. De distributienetbeheerder is bevoegd alle handelingen te stellen die hij nodig acht met het oog op de veiligheid en de betrouwbaarheid van het distributienet wanneer de noodsituatie wordt ingeroepen door de distributienetbeheerder of een andere netbeheerder, een distributienetgebruiker, een leverancier of enige andere betrokken persoon.

§ 2. De distributienetbeheerder neemt alle preventieve handelingen teneinde de schadelijke gevolgen van de aangekondigde of redelijkerwijs voorzienbare uitzonderlijke gebeurtenissen te beperken.

De handelingen die de distributienetbeheerder stelt in het kader van dit artikel verbinden alle betrokken personen.

§ 3. In het geval een noodsituatie gelijktijdig betrekking heeft op het transmissienet en/of lokaal transmissienet alsook op een of meerdere distributienetten, dienen de maatregelen genomen te worden overeenkomstig het Technisch Reglement Transmissie en/of Lokale Transmissie.

Afdeling 5.4. — Opschorting van de verplichtingen

Art. 23. § 1. In geval van noodsituatie wordt de uitvoering van de taken en verplichtingen geheel of gedeeltelijk opgeschort, maar enkel voor de duur van de gebeurtenis die de noodsituatie als gevolg heeft.

§ 2. De verplichtingen van geldelijke aard, ontstaan voor de noodsituatie, dienen uitgevoerd te worden.

Art. 24. § 1. De partij die zich op de noodsituatie beroept, doet alle redelijke inspanningen om :

1. de gevolgen van de niet-uitvoering van haar verplichtingen te beperken;
2. haar opgeschorte verplichtingen zo snel mogelijk opnieuw te vervullen.

§ 2. De partij die haar verplichtingen opschort, brengt zo snel mogelijk alle betrokken partijen op de hoogte van de redenen waarom zij haar verplichtingen geheel of gedeeltelijk opschort en welke de voorzienbare termijn van de noodsituatie zal zijn.

HOOFDSTUK VI. — Ingraving van elektrische lijnen

Art. 25. § 1. Wanneer, omwille van de verbetering, de vernieuwing of de uitbreiding van het distributienet, nieuwe verbindingen moeten worden aangelegd of bestaande verbindingen sterk moeten worden gewijzigd of worden vernieuwd, zal de aanleg van de nieuwe verbindingen gebeuren d.m.v. ondergrondse kabels en zullen de te vernieuwen of sterk te wijzigen lijnen worden ingegraven.

§ 2. Die ingravingsprojecten worden meegedeeld aan de "CWAPE", hetzij ter gelegenheid van het opmaken van het aanpassingsplan voor het distributienet hetzij bij elke specifieke wijzigingsaanvraag betreffende het distributienet.

§ 3. Indien de distributienetbeheerder acht dat hij die prioriteit niet in acht zal kunnen nemen bij de ingraving, stuurt hij voor elk geval bij aangetekende brief een verantwoording aan de "CWAPE" voor elke uitvoering en mag hij de werken niet uitvoeren voor de ontvangst van het advies van de "CWAPE" bedoeld in hiernavolgende § 5. Die verantwoording betreft minstens volgende aspecten :

1° de technische aspecten zoals, onder meer, de wijzigingen van de energie-overdrachten in het net, de wijziging van het kortsluitvermogen en zijn impact op de aangrenzende uitrustingen, de betrouwbaarheid en de beschikbaarheid van de verbinding, de gemiddelde herstellingstijd, de respectievelijke stromen en de variatie van de vermogensfactor, de overspanningsrisico's en de netverliezen, de gevoeligheid voor zwerfstromen en de eventuele risico's verbonden met de nabijheid van andere externe uitrustingen;

2° de economische aspecten zoals, onder meer, de vergelijkende installatie-, controle-, onderhouds- en versterkingskosten m.b.t. lijnen en kabels alsook de kosten van de netverliezen, de eventuele impacten op de netstructuur of op de aangrenzende elektrische voorzieningen, de aflossingsmogelijkheden en -duren voor die kosten, rekening houdend met, o.a., de geschatte levensduren;

3° de wettelijke en reglementaire aspecten zoals, onder meer, het gebruik van de ondergrond van het wegennet en de opening daarvan bij de aanleg of eventuele tussenkomsten, de voorzienbare wijzigingen van dat wegennet alsook van zijn bestemming;

4° de milieu- en patrimoniale aspecten, zoals het impact op het landschap, de beschermde goederen, de archeologische ondergrond, en op de grondstructuur, de nabijheid van woningen en het belang van de opgewekte elektromagnetische velden, de invloed op de fauna en de flora;

5° de alternatieve verwezenlijkingen voorgesteld door de distributienetbeheerder die beter afgestemd zijn op de nagestreefde doelstelling binnen het kader van de voorrang aan de ingraving van lijnen.

§ 4. De "CWAPE" kan bijkomende inlichtingen vragen binnen 15 dagen vanaf de ontvangst van de bewijsdossiers.

§ 5. Binnen een termijn van 2 maanden na de ontvangst van het volledige dossier, brengt de "CWAPE" een advies uit dat zij stuurt aan de distributienetbeheerder en aan de minister. Die termijn kan verkort worden bij uitzonderlijk spoedgeval.

HOOFDSTUK VII — Minimale technische vereisten voor de inrichting van netinfrastructuren

Art. 26. § 1. De infrastructuren van het distributienet stemmen overeen met de vigerende wetten, reglementen en normen en in het bijzonder met het AREI.

§ 2. Ze zijn ontworpen om de elektrische energie zonder gevaar over te brengen naar de verschillende afnamepunten en om te zorgen voor de verdeling van de energie die naar de injectiepunten overgebracht wordt. Het distributienet wordt door de distributienetbeheerder aangepast aan de normaal voorzienbare stromen. Hij zorgt ervoor dat in alle omstandigheden, de veiligheidsafstanden tussen zijn installaties en personen of goederen van derden in acht worden genomen.

§ 3. De beschermingen van de uitrustingen van het distributienet zijn ontworpen en geregeld om de gebreken en/of overlasten efficiënt te verwijderen. Selectieve beschermingen van het tweede niveau zijn voorzien om het niet-functioneren van de normale beschermingen te verhelpen.

HOOFDSTUK VII. — *Directe lijnen*

Art. 27. Alle directe lijnen zijn onderworpen aan de toepasselijke voorschriften van dit decreet en in het bijzonder aan het AREI.

Art. 28. Opdat de "CWAPE" haar advies over de vergunning van de aanleg van een nieuwe directe lijn zou kunnen geven aan de Minister, dient de distributienetgebruiker, die aanvrager is, een uitvoerig bewijsdossier in bij de "CWAPE", in twee exemplaren en bij aangetekende brief of een brief overhandigd tegen ontvangstbewijs, met inbegrip van de met redenen omklede weigering van de netbeheerder.

Art. 29. De "CWAPE" gaat na of ze beschikt over alle documenten noodzakelijk voor het onderzoek van de aanvraag.

Indien zij acht dat de aanvraag dient aangevuld te worden, stelt zij de aanvrager bij aangetekende brief in kennis daarvan binnen een termijn van vijftien dagen vanaf de ontvangst van de aanvraag. Zij bepaalt de gewenste aanvullende informatie en legt een termijn vast die niet hoger mag zijn dan drie weken, voorgeschreven op straffe van verval van de aanvraag, waarbinnen de aanvrager zijn aanvraag moet aanvullen.

Art. 30. De "CWAPE" gaat na, met behulp van elk document waarover zij beschikt, of de aanvraag verantwoord is en of er geen ander technisch en economisch geldig alternatief bestaat.

Wanneer de "CWAPE" acht dat de aanvraag niet verantwoord is, stelt zij de aanvrager bij aangetekende brief in kennis daarvan binnen een termijn van één maand vanaf de ontvangst van de aanvraag of, in voorkomend geval, vanaf de ontvangst van de aanvullende informatie verkregen overeenkomstig artikel 29.

Zij verklaart de redenen waarom ze acht dat de aanvraag niet verantwoord is en legt een termijn van hoogstens één maand vast, voorgeschreven op straffe van verval van de aanvraag, waarbinnen de aanvrager zijn opmerkingen, verantwoordingen of elke aanvullende informatie kan bezorgen. De "CWAPE" is gehouden de aanvrager te horen die erom verzoekt.

Art. 31. Binnen een termijn van twee maanden vanaf de ontvangst van de aanvraag en, in voorkomend geval, van de aanvullende informatie, opmerkingen en verantwoordingen bedoeld in de artikelen 29 en 30, maakt de "CWAPE" de tekst van de aanvraag, de bijlagen daarbij alsook haar met redenen omklede advies over aan de Minister.

TITEL II. — *Planningscode*HOOFDSTUK I. — *Gegevens met het oog op het opmaken van het aanpassingsplan*

Art. 32. In het kader van de operationele regels voor het technisch beheer van de elektriciteitsstromen, leggen de distributienetbeheerder en de "CWAPE" de praktische overlegmodaliteiten vast met het oog op het opmaken van een aanpassingsplan m.b.t. zijn net op grond van de in deze titel bedoelde informatie.

Art. 33. § 1. Het opmaken van een aanpassingsplan m.b.t. het distributienet om het beheer van de elektriciteitsstromen die in dit laatste aanwezig zijn, te verbeteren en om de problemen te verhelpen die een gevaar zijn voor de veiligheid en de continuïteit van de elektriciteitsvoorziening, bevat de volgende fasen :

- een uitvoerige raming van de behoeften aan distributiecapaciteit;
- de analyse van de middelen noodzakelijke om op die behoeften in te spelen;
- de vergelijking van de noodzakelijke middelen met de bestaande middelen;
- de opsomming van de werken en investeringen noodzakelijke om het distributienet aan te passen teneinde de ontmoete problemen te verhelpen;
- het opmaken van een uitvoeringsplanning.

§ 2. Tot dat einde, worden de volgende handelingen verricht :

1° elke distributienetbeheerder deelt uiterlijk 1 maart de informatie bedoeld in het eerste lid mee aan de "CWAPE" (of bewijst dat het plan dat het vorige jaar door de Waalse Regering goedgekeurd werd, geen enkele aanpassing vereist);

2° de distributienetbeheerder spreekt met de "CWAPE" een datum in maart af voor het voorleggen van zijn plan;

3° de "CWAPE" gaat dan over tot het onderzoek van het plan en kan vereisen dat de distributienetbeheerder de informatie en verantwoordingen meedeelt die zij nodig acht. Ze brengt hem op de hoogte van haar advies uiterlijk 2 mei;

4° het distributienetbeheerder past eventueel zijn plan aan en maakt uiterlijk 1 juni de definitieve versie van zijn plan over aan de "CWAPE" in twee exemplaren;

5° de "CWAPE" maakt onverwijld één exemplaar met zijn eventuele opmerkingen over aan de Minister;

6° na goedkeuring door de Waalse Minister, wordt het plan toegepast vanaf 1 januari van het volgende jaar.

HOOFDSTUK II. — *Planningsgegevens**Afdeling 2.1. — Algemeen*

Art. 34. De planningsgegevens omvatten o.a. de gegevens opgenomen in bijlage I bij dit reglement, aangeduid met de afkorting « P » of met « Alle » in de kolom « Doel ».

Art. 35. De distributienetgebruiker of, in voorkomend geval, de leverancier, overeenkomstig artikel 38, is gehouden de planningsgegevens overeenkomstig deze Titel aan de distributienetbeheerder over te maken volgens zijn best mogelijke inschatting.

Afdeling 2.2. — Kennisgeving

Art. 36. De distributienetgebruiker met een aansluitingsvermogen groter dan 2 MVA stelt elk jaar vóór 31 december de distributienetbeheerder in kennis van zijn beste raming van de volgende planningsgegevens die betrekking hebben op de drie volgende jaren :

1° de vooruitzichten inzake het maximaal af te nemen vermogen (kW, kVAr) op jaarbasis, met aanduiding van de verwachte trendbreuken;

2° de beschrijving van de jaarlijkse belastingscurve van het af te nemen actief vermogen.

Een trend van die gegevens voor de twee volgende jaren, d.w.z. over vijf jaar, wordt ook ter informatie overgemaakt aan de distributienetbeheerder.

Art. 37. De distributienetgebruiker waarvan de installaties productie-eenheden omvatten of zullen omvatten met een totaal netto ontwikkelbaar vermogen per injectiepunt van minstens 2 MW, stelt elk jaar vóór 31 december, de distributienetbeheerder in kennis van de volgende planningsgegevens die betrekking hebben op de drie komende jaren :

1. het maximaal netto ontwikkelbaar vermogen, de beschrijving van de verwachte belastingscurve, de technische gegevens, de operationele grenzen en het regelgedrag van de diverse ingeschakelde of in te schakelen productie-eenheden;

2. de productie-eenheden die uit dienst zullen genomen worden en de voorziene datum van de uitschakeling.

Een raming van die gegeven betreffende de twee volgende jaren, d.w.z. over vijf jaar, wordt ter informatie overgemaakt aan de distributienetbeheerder.

Art. 38. Voor de distributienetgebruikers die niet bedoeld zijn in de artikelen 36 en 37 is het de leverancier die voor het geheel van dergelijke distributienetgebruikers waarvoor hij toegangscontracten heeft ondertekend, elk jaar vóór 31 december de distributienetbeheerder in kennis stelt van de volgende planningsgegevens die betrekking hebben op de twee komende jaren :

1° de vooruitzichten inzake het maximaal af te nemen of te injecteren vermogen (kW, kVAr) op jaarbasis, met aanduiding van de verwachte trendbreuken voor elk netgedeelte, zoals bepaald door de distributienetbeheerder;

2° de beschrijving van de jaarlijkse belastingscurve van het af te nemen actief vermogen.

Art. 39. De kennisgeving van de planningsgegevens bedoeld in de artikelen 36, 37 en 38 gebeurt volgens de tabel bedoeld in bijlage I bij dit reglement.

Art. 40. De distributienetgebruiker of de leverancier kan, in voorkomend geval, de distributienetbeheerder in kennis stellen van alle andere nuttige informatie die niet opgenomen is in bijlage I bij dit reglement.

Art. 41. De plicht tot kennisgeving van de planningsgegevens bedoeld in de artikelen 36 en 37 geldt eveneens voor de toekomstige distributienetgebruikers bij het indienen van hun aanvraag tot aansluiting.

Art. 42. § 1. In geval de distributienetbeheerder van oordeel is dat de kennisgeving van de planningsgegevens onvolledig, onnauwkeurig of onredelijk is, verifieert de distributienetgebruiker, op aanvraag van de distributienetbeheerder, de betrokken gegevens en maakt de aldus gevalideerde informatie over alsook bijkomende gegevens die deze laatste nuttig acht.

§ 2. De distributienetbeheerder kan, indien hij dit nodig acht om zijn opdracht tot een goed einde te brengen en mits motivering, bijkomende gegevens, niet voorzien in dit reglement, opvragen bij de distributienetgebruiker of de leverancier.

§ 3. Na raadpleging van de distributienetgebruiker of de leverancier bepaalt de distributienetbeheerder de redelijke termijn waarbinnen de gegevens bedoeld in § 1 en § 2 overgemaakt moeten worden door de distributienetgebruiker of de leverancier aan de distributienetbeheerder.

Art. 43. De netbeheerders komen onderling de vorm en de inhoud overeen van de gegevens die zij wederzijds moeten uitwisselen voor het opstellen van het investeringsplan, evenals de te respecteren termijnen.

Art. 44. De distributienetbeheerder zorgt voor de volledige en geloofwaardige aard van de gegevens meegedeeld door de distributienetgebruikers vóór het opmaken van een aanpassingsplan.

TITEL III. — Aansluitingsplan**HOOFDSTUK I. — Technische voorschriften voor aansluiting****Afdeling 1.1. — Algemeen**

Art. 45. § 1. Deze titel is van toepassing op :

1° de aansluitingsinstallaties;

2° de installaties van de distributienetgebruiker die een niet verwaarloosbare invloed hebben op het functioneren van het distributienet, de aansluiting(en) of de installaties van een andere distributienetgebruiker;

3° de installaties aangesloten d.m.v. een directe lijn en de installaties die deel uitmaken van een directe lijn;

4° alle interconnecties met andere netten.

§ 2. De installaties van de meetinrichting behoren tot de aansluiting. Ze maken het voorwerp uit van Titel V wat betreft de technische specificaties, het gebruik, het onderhoud en de behandeling van de meetgegevens.

Art. 46. De distributienetbeheerder is als enige gemachtigd het distributienet en het gedeelte van de aansluiting waarvan hij het eigendoms- of gebruiksrecht heeft, te wijzigen, te versterken, te onderhouden en uit te baten.

Art. 47. § 1. De installaties waarvan de distributienetgebruiker het eigendoms- of gebruiksrecht heeft, worden door de distributienetgebruiker, of door een derde in opdracht van de distributienetgebruiker, beheerd en onderhouden.

§ 2. In afwijking van § 1 en indien de in artikel 17 bedoelde overeenkomst daarin voorziet, mogen tussenkomsten en handelingen op installaties die functioneel deel uitmaken van het distributienet, enkel door de distributienetbeheerder of een door hem gemandateerde uitgevoerd worden, zelfs als de distributienetgebruiker het eigendoms- of gebruiksrecht heeft van deze installaties. Indien de tussenkomsten en/of schakelingen gebeuren op vraag van de distributienetgebruiker of hun oorzaak vinden in de installaties van de distributienetgebruiker, zijn de kosten van deze

tussenkomsten en handelingen ten laste van de distributienetgebruiker. De grenzen tussen de installatiegedeelten worden opgenomen in het aansluitingscontract of in een bijgevoegde overeenkomst.

Art. 48. Een aansluiting wordt pas in dienst genomen nadat de leverancier(s) en de evenwichtsverantwoordelijke(n) van de distributienetgebruiker voor deze aansluiting zijn geregistreerd in het aansluitingenregister van de distributienetbeheerder.

Art. 49. Tenzij anders wettelijk of reglementair geregeld, zijn de kosten voor een inschakeling en een uitschakeling op vraag van de distributienetgebruiker te zijner laste.

Art. 50. § 1. In geval van overdracht, in gebruik of in eigendom, van roerende of onroerende goederen waarvoor de aansluiting dienstig is, neemt de overnemer de rechten en verplichtingen van de vorige gebruiker over of sluit onverwijld een nieuw aansluitingscontract af met de distributienetbeheerder zonder dat, tussentijds en om die enige reden, de aansluiting wordt uitgeschakeld.

§ 2. Een uitschakeling mag door de distributienetbeheerder pas worden uitgevoerd na een met redenen omklede aanmaning en met een redelijke regularisatietermijn.

Afdeling 1.2. — Wijze van aansluiten in functie van het aansluitings- of onderschreven vermogen

Art. 51. § 1. Onverminderd §§ 5 en 6, worden de aansluitingen van eindafnemers uitgevoerd vanaf het distributienet.

§ 2. Als het aansluitingsvermogen niet hoger is dan 56 kVA, zal de aansluiting vanaf het laagspanningsnet worden uitgevoerd, behalve als de distributienetbeheerder beslist, om technische problemen verbonden met, onder meer, eventuele spanningsvallen te vermijden, dat die wordt uitgevoerd vanaf het hoogspanningsnet.

§ 3. Voor aansluitingsvermogens tussen 56 en 250 kVA kan de distributienetbeheerder een aansluiting vanaf het laagspanningsnet, een aansluiting via een laagspanningsverbinding rechtstreeks aangesloten op een hoogspanning/laagspanning-transformatiepost of een aansluiting vanuit het hoogspanningsnet voorstellen.

§ 4. Vanaf 250 kVA, zal de aansluiting vanaf het hoogspanningsnet worden uitgevoerd. Daarbij zal in eerste instantie de mogelijkheid tot aansluiting vanuit het hoogspanningsnet van de distributienetbeheerder worden onderzocht, indien het aansluitingsvermogen kleiner is dan 5 MVA.

§ 5. Tussen 5 en 25 MVA zal de distributienetbeheerder eerst de aansluiting onderzoeken via een rechtstreekse verbinding van de installaties van de distributienetgebruiker met de secundaire rails van een transformatiepost die het distributienet op hoogspanning voedt.

Wanneer de distributienetbeheerder bij een eerste onderzoek vaststelt dat het beter is de aansluiting uit te voeren vanaf het transmissienet of vanaf het lokaal transmissienet, pleegt hij overleg met de transmissienetbeheerder of met de beheerder van het lokaal transmissienet al naar gelang het geval, maakt hij hem het volledige dossier over en betaalt hem de eventueel geïnde rechten terug.

§ 6. Voor aansluitingsvermogens boven 25 MVA wordt in eerste instantie de aansluiting op een spanningsniveau = 30 kV onderzocht. De aanvrager neemt rechtstreeks contact op met de betrokken netbeheerder.

§ 7. In alle gevallen dient de aanvrager één enkele aanvraag bij de distributienetbeheerder, aangewezen overeenkomstig de vorige paragrafen, die de noodzakelijke contacten moet opnemen met de andere netbeheerders om de kwaliteit van de aansluiting en de noodzakelijke aanpassingen te waarborgen.

Art. 52. § 1. Bij het onderzoek van de aansluitingsaanvraag en bij het voorstel tot aansluiting, zal de betrokken netbeheerder altijd zorgen voor het technisch en economisch belang van de aanvrager, onverminderd het belang van de andere distributienetgebruikers en zonder dat de aanvrager daardoor het recht heeft een gunstigere wijze van aansluiting dan die bedoeld in artikel 51 te vereisen.

§ 2. Overeenkomstig § 1, indien de distributienetbeheerder bij een eerste onderzoek vaststelt dat het verstandiger zou zijn de aansluiting uit te voeren op een ander distributienet via een directe lijn of op het (lokaal) transmissienet, maakt hij het geheel van het dossier onverwijld over aan de betrokken netbeheerder na overleg met deze, brengt de afnemer op de hoogte daarvan en betaalt de eventueel geïnde rechten terug.

Afdeling 1.3. — Voorschriften van toepassing op elke aansluiting

Art. 53. Elke aansluiting, evenals elke installatie van een distributienetgebruiker aangesloten op het distributienet, moet voldoen aan de normen en de reglementering van toepassing op elektrische installaties.

Art. 54. Het toelaatbaar niveau van storingen tweeweggebracht op het distributienet door de installaties van de aansluiting en de eigen installaties van de distributienetgebruiker, wordt bepaald door de gangbare nationale en internationale normen en onder meer door de technische verslagen CEI 61000-3-6 en CEI 61000-3-7.

Art. 55. De distributienetgebruiker zorgt ervoor dat zijn installaties bij de distributienetbeheerder of bij derden geen risico's, schade of hinder veroorzaken boven de normen die gewoonlijk worden aangenomen.

Art. 56. Elektrische installaties gevoed via onderscheiden aansluitingen mogen niet onderling verbonden worden tenzij mits voorafgaand schriftelijk akkoord van de beheerder(s) van het(de) betrokken distributienet(ten) of een uitdrukkelijke overeenkomst in het aansluitingscontract met bepaling van de modaliteiten.

Art. 57. § 1. De aansluitingen moeten voldoen aan de technische voorschriften van de distributienetbeheerders opgemaakt door de BFE C2/112 "Technische voorschriften voor aansluiting op het HS-distributienet" en C10/12 "Technische regels voor aansluitingen in laagspanning". Bij bestrijding tussen één van genoemde voorschriften en een wetgevende of reglementaire bepaling, met inbegrip van die van dit reglement, hebben de wetgevende of reglementaire bepalingen de overhand.

§ 2. De distributienetbeheerder kan desgevallend en met mededeling aan de "CWAPE", overeenkomstig artikel 13, in specifieke voorschriften voorzien voor de aansluiting afhankelijk van de bijzondere karakteristieken van het lokale distributienet.

HOOFDSTUK II. — *Specifieke voorschriften voor aansluitingen op hoogspanning**Afdeling 2.1. — Omgeving van de installaties*

Art. 58. Voor het groeperen van de meetinrichting en andere apparatuur die deel uitmaakt van de aansluiting, stelt de distributienetgebruiker een ruimte ter beschikking aan de distributienetbeheerder die voldoet aan de door deze laatste gestelde eisen. De modaliteiten van die terbeschikkingstelling worden in gemeenschappelijk overleg bepaald.

Afdeling 2.2. — Conformiteit van de installaties

Art. 59. Het concept van de aansluiting en de installaties van de distributienetgebruiker moet conform zijn met de voorschriften van het AREI inzake conformiteitscontroles en periodieke controles van de installaties. Dit omvat de inplanting, de bereikbaarheid van de installaties en de bedienbaarheid en de identificatie van de bedieningsapparatuur. De aansluiting van de uitrustingen en hun werking moet in overeenstemming zijn met de exploitatiewijze van het distributienet waarop ze aangesloten worden, dit zowel met betrekking tot hun technische kenmerken als met betrekking tot de veiligheidsaspecten verbonden aan de exploitatie.

Art. 60. De kosten verbonden met de conformiteitscontroles en de periodieke controles van de installaties voorzien in het AREI blijven ten laste van de betrokken distributienetbeheerder.

Art. 61. § 1. De instellingen van de beveiligingen van de distributienetgebruiker die in geval van incident zijn installaties afschakelen van de aansluiting, worden in gemeenschappelijk overleg met de distributienetbeheerder bepaald. De selectiviteit van de beveiliging van de distributienetten mag door de keuze van de waarde van de beveiligingsparameters in geen geval in het gedrang gebracht worden.

§ 2. De distributienetbeheerder heeft het recht om, op basis van een gewijzigde netsituatie, de noodzakelijke aanpassingen op te leggen voor de beveiligingen in de installaties van de distributienetgebruiker, dit teneinde de selectiviteit van de beveiligingen in de netten te blijven waarborgen. Alle kosten verbonden aan eventueel uit te voeren aanpassingen aan de installaties van de distributienetgebruiker zijn ten laste van de betrokken distributienetgebruiker.

Art. 62. § 1. De distributienetbeheerder heeft het recht om de technische middelen aan te wenden nodig voor de compensatie van reactieve energie, of, meer in het algemeen, voor de compensatie van ieder verstorend fenomeen, wanneer de belasting van een distributienetgebruiker aangesloten aan het distributienet :

1° aanleiding geeft tot een bijkomende afname van reactieve energie, in verhouding tot de warden bedoeld in artikel 151;

2° de veiligheid, de betrouwbaarheid of de efficiëntie van het distributienet in zodanige mate verstoort dat de in artikel 5 bedoelde norm NBN EN 50160 niet meer in acht kan worden genomen door de distributienetbeheerder.

§ 2. De distributienetbeheerder motiveert zijn beslissing en deelt deze mede aan de betrokken distributienetgebruiker.

§ 3. De installatie en de aanwending van de technische middelen bedoeld in § 1 zijn ten laste van de betrokken distributienetgebruiker indien deze laatste daar verantwoordelijk voor is.

HOOFDSTUK III. — *Specifieke voorschriften voor aansluitingen op laagspanning**Afdeling 3.1. — Omgeving van de installaties*

Art. 63. § 1. In gebouwen waar het gevraagde aansluitingsvermogen 56 kVA overschrijdt, stelt de distributienetgebruiker voor het groeperen van de meetinrichting en andere apparatuur die deel uitmaakt van de aansluiting en, in voorkomend geval, van de transformatie-installaties, gratis een (deel van een) ruimte ter beschikking aan de distributienetbeheerder die voldoet aan die doelstellingen. De modaliteiten voor die terbeschikkingstelling worden in gemeenschappelijk overleg tussen de partijen bepaald.

§ 2. In gebouwen waar het gevraagde aansluitingsvermogen 56 kVA niet overschrijdt, stelt de distributienetgebruiker gratis een deel van een muur ter beschikking voor de aansluitingskast.

Art. 64. § 1. In gebouwen waar meerdere distributienetgebruikers aangesloten zijn, stelt de eigenaar voor het groeperen van de meetinrichting en andere aansluitingsinstallaties, met inbegrip, in voorkomend geval, van de transformatie-installaties, gratis één of meerdere lokalen of ruimten ter beschikking aan de distributienetbeheerder die voldoen aan deze doelstellingen.

§ 2. Als voor het voeden van een verkaveling één of meerdere nieuwe distributiecabinen zijn, stelt de verkavelaar gratis één of meerdere terreinen ter beschikking aan de distributienetbeheerder die voldoen aan deze doelstellingen. De modaliteiten voor deze terbeschikkingstelling worden in gemeenschappelijk overleg tussen de partijen bepaald.

Afdeling 3.2. — Conformiteit van de installaties

Art. 65. De aansluitingsinstallaties stemmen overeen met de technische voorschriften FBE C1/110 « Overeenstemming tussen de stroomsterkte en het vermogen van de automatische laagspanningsschakelaars ».

Art. 66. Het technisch voorschrift BFE C10/12 betreffende de "technische regels voor aansluitingen in laagspanning" is van toepassing, behalve de voorschriften betreffende de aansluiting volgens het vermogen die ressorteren onder artikel 51.

Afdeling 3.3. — Aansluitingsvermogen

Art. 67. Het minimale aansluitingsvermogen dat een gebruiker kan verkrijgen, is gelijk aan 40 A in eenfasig 230 V, behalve beperking voortvloeiend uit het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt.

HOOFDSTUK IV. — *Technische voorschriften m.b.t. de aansluiting van eenheden voor de productie van groene elektriciteit en gedecentraliseerde productie-eenheden*

Afdeling 4.1. — Algemeen

Art. 68. De aansluitingen van productie-eenheden die hernieuwbare energiebronnen gebruiken, van kwalitatieve warmtekrachtkoppelingseenheden, van degene die elektriciteit produceren vanaf afvalstoffen en terugwinningen op industriële processen, alsook van gedecentraliseerde productie-eenheden, voldoen, wat betreft de technische aspecten, aan de technische voorschriften BFE C 10/11 "Technische aansluitingsvoorschriften voor productie-installaties die in parallel werken met het distributienet".

HOOFDSTUK V. — *Aansluitingsprocedure op hoogspanning*

Afdeling 5.1. — Confidentialiteitsmaatregelen voor productie-eenheden

Art. 69. Wat betreft contacten met producenten die op zijn net aangesloten zijn of die wensen zich ertoe aan te sluiten, mag de distributienetbeheerder uitsluitend zijn personeel gebruiken of een deskundige afhankelijk van de producenten, evenwichtsverantwoordelijken, houders van een voorzieningsvergunning en tussenpersonen.

Hetzelfde geldt voor de uitvoering van onderzoeken en voor de voorbereiding van contracten.

Afdeling 5.2.. — Aanvraag voor een oriënterende studie en voorontwerp van aansluiting

Art. 70. Het doel van een oriënterende studie is het opmaken van een voorontwerp van aansluiting. Het indienen van een aanvraag voor een oriënterende studie is facultatief.

Art. 71. § 1. Onverminderd artikel 51, kan elke natuurlijke of rechtspersoon bij de distributienetbeheerder een aanvraag voor een oriënterende studie indienen met betrekking tot een nieuwe aansluiting.

§ 2. Elke distributienetgebruiker kan bij de distributienetbeheerder een aanvraag voor een oriënterende studie indienen met betrekking tot een aanpassing van zijn bestaande aansluiting, installaties met niet verwaarloosbare invloed op het distributienet, of hun respectievelijke exploitatiewijze.

Art. 72. De aanvrager geeft schriftelijk opdracht aan de distributienetbeheerder om de aanvraag voor een oriënterende studie te behandelen via het door de distributienetbeheerder daartoe opgesteld en openbaar gemaakt studieformulier overeenkomstig artikel 12 van dit reglement.

Art. 73. Het formulier voor de aanvraag voor een oriënterende studie bevat de identiteit en contactgegevens van de aanvrager, het grondplan van de plaats van verbruik/productie, het vermogen van de beoogde aansluiting, en de algemene technische gegevens vermeld in dat formulier.

Art. 74. De kosten voor een oriënterende studie worden door de aanvrager gedragen volgens het door de CREG goedgekeurde toepasselijke tarief.

Art. 75. Tijdens de uitvoering van de oriënterende studie werken de distributienetbeheerder en de aanvrager te goeder trouw samen. De distributienetbeheerder kan op elk moment bij de aanvrager bijkomende informatie opvragen die noodzakelijk is om het voorontwerp van aansluiting voor te bereiden.

Art. 76. § 1. Binnen een redelijke termijn, en in ieder geval binnen een termijn van vijftien werkdagen na ontvangst van een volledige aanvraag voor een oriënterende studie, maakt de distributienetbeheerder zijn conclusies aan de aanvrager over, hetzij door middel van een voorontwerp van aansluiting, hetzij door middel van een gemotiveerde weigering van de aansluiting, waarvan kopie wordt overgemaakt aan de "CWAPE".

§ 2. Het voorontwerp bevat ten minste :

1° een schema voor de beoogde aansluiting;

2° de technische voorschriften voor de aansluiting;

3° een indicatieve raming van de kosten;

4° een indicatieve raming van de termijn nodig voor de realisatie van de aansluiting met inbegrip van de eventuele versterkingen die aan het distributienet moeten worden aangebracht ten gevolge van de aansluiting.

Art. 77. § 1. Bij de behandeling van de aanvraag voor een oriënterende studie verleent de distributienetbeheerder voorrang aan aanvragen die betrekking hebben op kwalitatieve warmtekrachtkoppelinginstallaties en productie-installaties die hernieuwbare energiebronnen gebruiken, alsook aan de installaties die elektriciteit produceren vanaf afvalstoffen en terugwinningen op industriële processen, in verhouding tot de andere aansluitingsaanvragen die voor de distributienetbeheerder aanhangig zijn.

§ 2. Wanneer een aanvraag niet kan behandeld worden binnen de in artikel 76 bedoelde termijn wegens de toepassing van § 1, wordt die termijn gebracht op 30 werkdagen.

Art. 78. De oriënterende studie geeft aanleiding tot het opmaken van een vrijblijvend voorontwerp van aansluiting. De daarin vervatte gegevens binden noch de distributienetbeheerder, noch de aanvrager van de oriënterende studie op enige wijze.

Afdeling 5.3. — Geringe wijziging.

Art. 79. § 1. Bij een beoogde wijziging

— van de aansluitingsinstallaties of van hun respectievelijke exploitatiewijzen, die hij acht gering te zijn;

— van de installaties van de gebruiker of van hun exploitatiewijzen, die geacht wordt gering te zijn maar die een effect kan hebben op de veiligheid, betrouwbaarheid of efficiëntie van het distributienet, brengt de netgebruiker de voorgenomen wijzigingen aan de netbeheerder ter kennis en de redenen waarom hij acht die gering te zijn.

§ 2. De netbeheerder onderzoekt de kennisgeving bedoeld in § 1, beoordeelt en, in voorkomend geval, bevestigt de geringe aard van de wijziging.

Art. 80. § 1. Volgend op het onderzoek bedoeld in artikel 79 kan de netbeheerder :

1° de voorgenomen wijzigingen zonder andere formaliteiten goedkeuren;

2° het afsluiten van een addendum bij het aansluitingscontract voorstellen;

3° voorstellen dat, bij gebrek aan geringe aard van de wijziging, die wordt uitgevoerd met inachtneming van de procedure voorzien in afdeling 5.4 van dit hoofdstuk.

§ 2. Het sluiten van een addendum zoals bedoeld in § 1, 2° stelt de aansluitingsaanvrager niet vrij van het verkrijgen van een kennisgeving van conformiteit met de aansluiting overeenkomstig hoofdstuk VII van deze titel.

Afdeling 5.4. — Aansluitingsaanvraag, detailonderzoek en ontwerp van aansluiting

Art. 81. § 1. Elke nieuwe aansluiting of wijziging van een bestaande aansluiting dient voorafgegaan te worden door een bij de distributienetbeheerder in te dienen aanvraag tot aansluiting, die een detailonderzoek bevat.

§ 2. Een distributienetgebruiker moet een aansluitingsaanvraag ook indienen als geplande aanpassingen aan zijn installaties of aan hun exploitatiewijzen een niet verwaarloosbare invloed op de werking van het distributienet kunnen hebben.

Art. 82. Elke natuurlijke of rechtspersoon kan bij de distributienetbeheerder een aanvraag tot aansluiting met betrekking tot een nieuwe aansluiting indienen. Die aanvraag impliceert de uitvoering door de distributienetbeheerder van een detailonderzoek, waarvan de kosten ten laste van de aanvrager zijn volgens het door de CREG goedgekeurde toepasselijke tarief behalve indien de aanvraag al een eerste keer is ingediend, geen aanleiding heeft gegeven tot het afsluiten van een aansluitingscontract overeenkomstig artikel 89, § 1, en voor zover geen wijzigingen zijn aangebracht aan de netten die een impact hebben op de aansluitingsvoorwaarden.

Art. 83. Elke aangesloten distributienetgebruiker kan bij de distributienetbeheerder een aanvraag tot aansluiting met betrekking tot een aanpassing van zijn bestaande aansluiting, tot installaties met niet verwaarloosbare invloed op het distributienet of tot hun respectievelijke exploitatiewijze indienen.

Art. 84. § 1. De aansluitingsaanvrager geeft schriftelijk opdracht aan de distributienetbeheerder om de aanvraag tot aansluiting te behandelen via het door de distributienetbeheerder daartoe opgesteld en openbaar gemaakt aansluitingsformulier overeenkomstig artikel 12 van dit reglement.

§ 2. Het formulier voor de aanvraag tot aansluiting bevat de identiteit en contactgegevens van de aanvrager, het grondplan van de plaats van verbruik/productie, het aansluitingsvermogen, het verwachte belastingspatroon en de gedetailleerde technische karakteristieken van de aansluiting en de op het distributienet aan te sluiten installaties.

Art. 85. § 1. Zo spoedig mogelijk en in elk geval binnen tien werkdagen vanaf de ontvangst van een aansluitingsaanvraag, onderzoekt de distributienetbeheerder of die volledig is. Indien die onvolledig is, brengt hij de aanvrager in kennis van de bijkomende informatie die hij moet bezorgen met het oog op de voorbereiding van het ontwerp van aansluiting. Indien die volledig is, zendt hij een ontvangstbewijs.

§ 2. Wanneer de aansluitingsaanvraag volledig is, kent de distributienetbeheerder een reservatie van capaciteit toe aan de aanvrager.

Art. 86. § 1. Bij het onderzoek van de aanvraag tot aansluiting verleent de distributienetbeheerder voorrang aan aanvragen die betrekking hebben op kwalitatieve warmtekrachtkoppelinginstallaties, op productie-installaties die hernieuwbare energiebronnen gebruiken alsook op degene die elektriciteit produceren vanaf afvalstoffen en terugwinningen op industriële processen in verhouding tot andere aansluitingsaanvragen die aanhangig zijn voor de distributienetbeheerder.

§ 2. De in § 1 bedoelde voorrang geldt ook voor de reservaties van capaciteit.

Art. 87. § 1. Zo spoedig mogelijk, en zeker binnen een termijn van dertig werkdagen na ontvangst van een volledige aanvraag, bezorgt de distributienetbeheerder de aansluitingsaanvrager een voorstel van aansluitingscontract. Dit omvat een ontwerp van aansluiting met de technische oplossingen en regelparameters die dienen overeengekomen te worden tussen distributienetbeheerder en aansluitingsaanvrager, in overeenstemming met de voorschriften van dit reglement en rekening houdend met de technische kenmerken van het distributienet.

§ 2. Indien aan aanvraag niet binnen de in § 1 bedoelde termijn kan worden behandeld, wegens de toepassing van artikel 85, wordt die termijn gebracht op zestig werkdagen na de ontvangst van de volledige aanvraag.

§ 3. De in dit artikel bedoelde termijnen kunnen verlengd worden in onderlinge overeenstemming tussen de betrokken partijen.

Art. 88. § 1. In geval van akkoord omtrent het voorstel van aansluitingscontract bedoeld in artikel 86 maakt de distributienetbeheerder binnen een termijn van twintig werkdagen vanaf het akkoord een aansluitingsvoorstel op.

§ 2. Het aansluitingscontract kan een opschortende voorwaarde bevatten verbonden met het verkrijgen van de vergunningen of machtigingen betreffende de installaties waarvoor de administratieve procedure lopend is; de "CWAPE" wordt op de hoogte daarvan gebracht. Indien de distributienetbeheerder een dergelijke opschortende voorwaarde weigert, deelt hij de redenen voor zijn beslissing mee aan de aanvrager en aan de "CWAPE".

Art. 89. § 1. Indien een aansluitingsaanvraag niet leidt tot het sluiten van een aansluitingscontract binnen een periode van veertig werkdagen nadat het voorstel van aansluitingscontract werd overgemaakt, wordt de procedure van de aansluitingsaanvraag beschouwd als zijnde vervallen.

De distributienetbeheerder verwittigt de aanvrager zes werkdagen voor het verstrijken van die termijn en informeert de "CWAPE" bij verval.

§ 2. Op gemotiveerde aanvraag, kan de aanvrager verlengingen van de in § 1 bedoelde termijn met telkens maximum 20 werkdagen verkrijgen zonder behoud van de reservatie van vermogen en zolang geen andere aanvraag is ingediend.

§ 3. De kosten gedragen door de distributienetbeheerder vóór het gedetailleerde onderzoek van de aansluitingsaanvraag zijn ten laste van de aanvrager en bepaald in het door de CREG goedgekeurde toepasselijke tarief.

Afdeling 5.5. — Aansluitingscontract

Art. 90. Elke nieuwe aansluiting dient voorafgegaan te worden door een met de distributienetbeheerder afgesloten aansluitingscontract of, in voorkomend geval, door de stilzwijgende aanvaarding, door genoemde beheerder, van de algemene aansluitingsvoorwaarden in geval van aansluiting lager dan of gelijk aan 56 kVA.

Art. 91. Elke aanpassing van een bestaande aansluiting, een installatie van een distributienetgebruiker die een niet verwaarloosbare invloed heeft op het distributienet of hun respectievelijke exploitatiewijze dient voorafgegaan te worden door een met de distributienetbeheerder afgesloten aansluitingscontract of, in voorkomend geval, voor vermogens = 56 kVA, door de stilzwijgende aanvaarding van de algemene aansluitingsvoorwaarden door genoemde beheerder.

Art. 92. Op aanvraag van de distributienetgebruiker kan de distributienetbeheerder beslissen dat een wijziging zoals bedoeld in artikel 91 als minder belangrijk wordt beschouwd. Een dergelijke minder belangrijke aanpassing wordt vermeld in een bijvoegsel bij het aansluitingscontract zonder dat een gedetailleerd onderzoek wordt uitgevoerd.

Art. 93. Het aansluitingscontract bevat minstens de volgende elementen :

- 1° de identiteit van de partijen;
- 2° de aanwijzing van de contactpersonen;
- 3° de bepalingen met betrekking tot de looptijd en de stopzetting van het contract;
- 4° de beschrijving van de aansluiting met locatie en spanningsniveau van het aansluitingspunt, het toegangspunt en het meetpunt;
- 5° de unieke identificatie van het toegangspunt bij middel van het EAN-nummer;
- 6° de bepalingen in verband met de toegang tot de aansluitingsinstallaties;
- 7° de beschrijving van de installaties van de distributienetgebruiker (inclusief installaties die functioneel deel uitmaken van het net), inzonderheid de aangesloten productie-eenheden;
- 8° de specifieke technische voorwaarden en bepalingen, onder meer het aansluitingsvermogen, de relevante technische karakteristieken van de aansluiting en van de installaties van de distributienetgebruiker, het meetsysteem, de uitbating, het onderhoud, de eisen in verband met beveiligingen, veiligheid,...;
- 9° de uitvoeringsmodaliteiten en termijnen voor de realisatie van de aansluiting naargelang het gaat om een nieuwe of een aan te passen aansluiting, met aanduiding van de onderliggende hypothesen;
- 10° de bepalingen met betrekking tot wederzijdse aansprakelijkheid en confidentialiteit;
- 11° de betalingsmodaliteiten.

Art. 94. De technische oplossingen en de regelparameters van de distributienetbeheerder kunnen worden herzien, op gemotiveerde aanvraag van de distributienetbeheerder, om redenen verbonden met de veiligheid, de betrouwbaarheid en de efficiëntie van het net en mits voorafgaande informatie aan de "CWAPE". De kost van die aanpassingen wordt ten laste genomen door de distributienetbeheerder, behalve als ze voortvloeien uit een wijziging van de installaties van de distributienetgebruiker.

Art. 95. § 1. De termijnen voor de realisatie van de aansluiting, zoals vermeld in het aansluitingscontract, houden rekening met de eventuele versterkingen die aan het distributie- en (lokaal) transmissienet moeten aangebracht worden.

§ 2. De distributienetbeheerder verleent voorrang, in verhouding tot andere niet-dringende werken, aan aansluitingen van kwalitatieve warmtekrachtkoppelinginstallaties, aan productie-installaties die hernieuwbare energiebronnen gebruiken alsook aan degene die elektriciteit produceren vanaf afvalstoffen en terugwinningen op industriële processen. De in dit artikel bedoelde niet-dringende werken zijn degene waarvan de vertraging geen gevaar voor personen en geen rechtstreekse schade aan bestaande uitrustingen veroorzaken.

Art. 96. De noodzakelijke vergunningsaanvragen moeten worden ingediend bij de bevoegde overheid binnen een termijn verenigbaar met het uitvoeringskalender voor de aansluiting.

Afdeling 5.6. — Inschakeling van de aansluiting

Art. 97. De distributienetbeheerder stelt alle mogelijke middelen in het werk om de aansluiting uitgevoerd in overeenstemming met het aansluitingscontract zo spoedig mogelijk in te schakelen en uiterlijk binnen drie werkdagen.

Afdeling 5.7. — Statuut van bestaande aansluitingen

Art. 98. In afwachting van de opmaak van nieuwe aansluitingscontracten tussen de distributienetbeheerder en de distributienetgebruiker overeenkomstig de artikelen 121 tot 123, blijven de vroeger gemaakte afspraken tussen de partijen die bij de aansluiting betrokken zijn verder van kracht, in de mate dat ze niet strijdig zijn met dit reglement.

*HOOFDSTUK VI. — Aansluitingsprocedure op laagspanning**Afdeling 6.1. — Aansluitingsaanvraag*

Art. 99. § 1. Elke aanvraag tot het bekomen van een aansluiting op laagspanning wordt schriftelijk ingediend bij de distributienetbeheerder volgens de tot dat einde bekendgemaakte procedure overeenkomstig artikel 12 van dit reglement. Ze kan ook per telefoon worden uitgevoerd, voor zover de distributienetbeheerder een ontvangstbewijs stuurt.

§ 2. De distributienetbeheerder moet binnen tien kalenderdagen antwoorden op elke aansluitingsaanvraag. Wat betreft de residentiële afnemers, geeft hij kennis, binnen bovenvermelde termijn, van de technische en financiële aansluitingsvoorwaarden alsook van de vermoedelijke aansluitingstermijn. Wat betreft de andere afnemers, indien hij binnen die termijn geen voorstel van aansluitingscontract kan bezorgen, stuurt hij binnen dezelfde termijn een ontvangstbewijs en overhandigt hij het voorstel binnen de tien volgende dagen.

§ 3. Wat betreft de standaardaansluiting van een residentiële afnemer, wanneer alle vereiste vergunningen en machtigingen toegestaan zijn, mogen de in het vorige lid bedoelde termijnen dertig kalenderdagen niet overschrijden.

Art. 100. Voor gevraagde aansluitvermogens groter dan 56 kVA, waarvoor de distributienetbeheerder oordeelt dat een aansluiting op laagspanning aangewezen is, maar slechts mogelijk is mits uitbreiding en/of versterking van het distributienet, worden, met betrekking tot de oriënterende studie, dezelfde stappen doorlopen als in de aansluitingsprocedure op hoogspanning.

Afdeling 6.2. — Inschakeling van de aansluiting

Art. 101. Alleen de distributienetbeheerder is gerechtigd de aansluiting onder spanning te brengen en de werken uit te voeren tot en met het eerste onderbrekingsorgaan. De maximale termijn voor de inschakeling na de realisatie van de aansluiting bedraagt drie werkdagen.

Art. 102. Alleen de distributienetbeheerder is gerechtigd op te treden op het eerste onderbrekingsorgaan en op het aansluitingsgedeelte stroomopwaarts daarvan.

Art. 103. Het tracé van de aansluiting alsmede de plaats en de karakteristieken van de samenstellende delen worden zodanig bepaald door de distributienetbeheerder dat de algemene veiligheid en de normale werking van de deelelementen van de aansluiting verzekerd zijn en dat de verbruiksopnamen, het toezicht, het nazicht en het onderhoud gemakkelijk kunnen geschieden.

Art. 104. § 1. De doorgang van de aansluitingskabel door de muur van het gebouw van de distributienetgebruiker kan aan de distributienetgebruiker of de eigenaar van het betrokken gebouw worden toevertrouwd volgens de aanwijzingen van de distributienetbeheerder.

§ 2. De kabel dient over de hele lengte mechanisch te worden beschermd door een mantelbuis vervaardigd uit polyvinylchloride, polyethyleen, vezelcement of andere middelen die minstens gelijkwaardig zijn.

§ 3. De muurdoorvoerder wordt door de distributienetgebruiker of de eigenaar van het gebouw water- en gasdicht gemaakt.

*HOOFDSTUK VII. — Gebruik, onderhoud en conformiteit van de aansluiting**Afdeling 7.1. — Algemeen*

Art. 105. De distributienetgebruiker en, in voorkomend geval, de eigenaar van het betrokken vastgoed treffen de nodige voorzorgen om iedere beschadiging aan de aansluiting te voorkomen.

Art. 106. De distributienetgebruiker of de eigenaar van het betrokken vastgoed dient de distributienetbeheerder onmiddellijk op de hoogte te stellen van elke beschadiging, afwijking of niet-conformiteit aan de wettelijke of reglementaire voorschriften die hij redelijkerwijze kan vaststellen.

Afdeling 7.2. — Gebruik van installaties die functioneel deel uitmaken van het distributienet

Art. 107. De installatie van de distributienetgebruiker die functioneel deel uitmaakt van het distributienet voor doorvoer van energie naar andere distributienetgebruikers wordt ter beschikking gesteld van de distributienetbeheerder volgens de in artikel 17 bedoelde modaliteiten.

Afdeling 7.3. — Gebruik en onderhoud van laagspanningsaansluitingen

Art. 108. De distributienetbeheerder staat in voor het onderhoud en de goede en veilige werking van de aansluitingsuitrustingen gelegen tussen zijn net en het eerste onderbrekingsorgaan, dit laatste inbegrepen. De onderhouds- en herstellingskosten voor die uitrustingen en het eerste onderbrekingsorgaan blijven te zijnen laste. De vernieuwing van voornoemde uitrustingen wegens ouderdom of wijziging van de installaties van de gebruiker zijn ten laste van laatstgenoemde.

Art. 109. Een uitschakeling van de aansluiting kan enkel uitgevoerd worden door de distributienetbeheerder of een daartoe door deze bevoegd verklaard persoon. Die uitschakeling mag pas worden uitgevoerd na voorafgaande informatie aan de gebruiker binnen de in de artikelen 142 tot 144 bedoelde termijnen.

Art. 110. In geval van gewijzigde afname- of injectiekenmerken of van wijzigingen, toe te schrijven aan de distributienetgebruiker, ten opzichte van de omstandigheden die golden op het ogenblik van de uitvoering van de aansluiting en die niet overeengekomen zijn overeenkomstig artikel 91, heeft de distributienetbeheerder het recht, onverminderd de maatregelen noodzakelijk voor de definitieve regularisatie van de toestand, de aansluiting te wijzigen op kosten van de distributienetgebruiker of van de eigenaar van het betrokken vastgoed om de algemene veiligheid van het net te vrijwaren.

Art. 111. De aansluiting mag slechts worden ingewerkt mits de toestemming van de distributienetbeheerder en dient in dit geval doeltreffend beschermd te worden. Toezicht moet altijd mogelijk zijn.

Art. 112. De eigenaar van het vastgoed zorgt ervoor dat de betrokken muren waterdicht blijven.

Art. 113. De automatische schakelaar van de aansluiting mag bediend worden door de distributienetgebruiker, behalve wanneer een verzegeling of een andere contra-indicatie aangebracht werd door de distributienetbeheerder.

Afdeling 7.4. — Conformiteit van de aansluiting

Art. 114. Vóór het inschakelen van een aansluiting bezorgt de distributienetgebruiker aan de distributienetbeheerder het bewijs dat zijn installaties aan de wettelijke verplichtingen voldoen. Dat bewijs wordt geleverd bij een verslag van een erkend orgaan in de zin van het AREI, of door een daartoe gemachtigde overheid.

Art. 115. Indien er twijfel bestaat, kan de distributienetbeheerder de conformiteit van de aansluiting en de installaties van de distributienetgebruiker met de voorschriften van dit reglement en het aansluitingscontract onderzoeken en beoordelen, alsook de eventuele schade of hinder die het niet in overeenstemming zijn van de aansluiting of installatie kan berokkenen aan de installaties van de distributienetbeheerder of aan de installaties van een andere distributienetgebruiker en/of aan de kwaliteit van de door die laatste geleverde spanning.

Art. 116. § 1. Om de conformiteit van de aansluiting en van de installaties van een distributienetgebruiker met de bepalingen van dit reglement en het aansluitingscontract te onderzoeken kan de distributienetbeheerder op eigen initiatief of op vraag van een derde partij testen op de installaties uitvoeren.

§ 2. Na overleg komen de distributienetbeheerder en de betrokken distributienetgebruiker de procedure, de planning en de in te zetten middelen met het oog op de uitvoering van de in § 1 bedoelde proeven overeen.

§ 3. Binnen de maand volgend op de proeven uitgevoerd door of in opdracht van de distributienetbeheerder maakt de distributienetbeheerder, voor zover de gegevens van dit rapport niet vertrouwelijk zijn, een rapport over aan de betrokken partij(en).

§ 4. Indien het onderzoek en/of de proeven aantonen dat een installatie niet beantwoordt aan de vereisten van dit reglement of van het aansluitingscontract, maant de distributienetbeheerder de gebruiker aan om de vereiste wijzigingen binnen een redelijke termijn aan te brengen.

§ 5. Indien de distributienetgebruiker de in § 4 bedoelde aanpassingen niet binnen de gestelde termijn heeft aangebracht, kan de distributienetbeheerder, na een laatste aanmaning, met kopie aan de "CWAPE", de voorziening onderbreken aan het einde van de termijn vastgelegd in die laatste aanmaning.

Art. 117. De eigenaar van de installatie of de betrokken distributienetgebruiker draagt de kosten voor het onderzoek en/of de proeven die de inbreuk onthuld hebben, evenals de kosten voor de nieuwe proeven die uitgevoerd worden nadat de veranderingen aan de installatie zijn aangebracht. Indien geen inbreuk is onthuld, zijn de proeven op kosten van diegene die ze aangevraagd heeft.

Art. 118. Behoudens andersluidende overeenkomst tussen de betrokken partijen, heeft de distributienetbeheerder het recht de aansluiting uit te schakelen indien de aanpassingen nog niet zijn uitgevoerd binnen een termijn van 10 dagen na de aanmaning.

Art. 119. De distributienetbeheerder kan eisen dat de distributienetgebruiker maatregelen treft en deze bekostigt om te voorkomen dat ten gevolge van de werking van de installaties van de distributienetgebruiker het toelaatbaar niveau van storingen bepaald in artikel 54 wordt overschreden.

Art. 120. § 1. Een distributienetgebruiker die zelf proeven wenst uit te voeren of te laten uitvoeren op de aansluiting of op zijn installaties die een niet verwaarloosbare invloed hebben op het distributienet, op de aansluiting(en) of op de installaties van een andere distributienetgebruiker, moet daartoe de voorafgaande schriftelijke goedkeuring bekomen van de distributienetbeheerder. Elke aanvraag dient gemotiveerd te zijn en vermeldt de installatie(s) waarop de proeven betrekking hebben, de aard en de technische gegevens van de proeven, de procedure (onder meer wie de proeven uitvoert) en de planning.

§ 2. Op basis van de gegevens die deze aanvraag bevat, beslist de distributienetbeheerder over de opportuniteit van deze aanvraag en komt hij, in voorkomend geval, de planning van de aangevraagde proeven overeen met de aanvrager. Hij verwittigt de partijen die volgens hem bij de gevraagde proeven betrokken zijn.

Art. 121. Een aansluitingsinstallatie en/of een installatie van een distributienetgebruiker die reeds bestond vóór de inwerkingtreding van dit besluit en die niet conform is met de voorschriften van dit reglement, kan worden gebruikt in de staat waarin ze zich bevindt :

— tijdens 5 jaar indien de niet-conformiteit, in normale werkingsomstandigheden van het net, geen schade kan berokkenen aan het distributienet, aan de distributienetbeheerder, aan een andere distributienetgebruiker of aan elke andere persoon;

— tijdens 15 jaar indien de niet-conformiteit in geen geval schade berokkent aan het distributienet, aan de distributienetbeheerder, aan een andere distributienetgebruiker of aan elke andere persoon.

Art. 122. Een aansluitingsinstallatie en/of een installatie van een netgebruiker die reeds bestond vóór de inwerkingtreding van dit besluit en die schade berokkent of zou kunnen berokkenen aan het distributienet, aan de beheerder van het lokaal transmissienet, aan een andere gebruiker van het lokaal transmissienet of aan elke andere persoon, moet zo snel mogelijk in conformiteit worden gebracht, in voorkomend geval, na ingebrekestelling van de netbeheerder, door degene die ervoor verantwoordelijk is.

Art. 123. § 1. Elke netgebruiker die op het moment van de inwerkingtreding van dit besluit niet beschikt over een aansluitingscontract afgesloten overeenkomstig dit besluit, dient volgende maatregelen te nemen :

1° zich ervan verzekeren dat zijn installaties conform met dit besluit zijn;

2° zich ervan verzekeren dat zijn installaties geen schade berokkenen of kunnen berokkenen aan het distributienet, aan de distributienetbeheerder, aan een andere distributienetgebruiker of aan ieder andere persoon;

3° contact opnemen met de netbeheerder om elke nodige informatie te verkrijgen en om onderhandelingen te starten om aansluitingscontracten overeenkomstig deze Titel uit te werken;

4° een plaatsbeschrijving van de installaties bedoeld in de punten 1° en 2° opmaken en de voorgenomen maatregelen en de indicatieve termijnen voorstellen om eventueel aan de niet-conformiteit te verhelpen.

§ 2. Indien de netbeheerder de plaatsbeschrijving en de maatregelen voorzien in § 1, niet binnen afzienbare tijd ontvangen heeft, neemt hij het initiatief om de betrokken netgebruiker te contacteren en nodigt hem uit om op korte termijn deze elementen over te maken.

§ 3. Voor het opmaken van een aansluitingscontract voor de bestaande aansluitingen, blijven de overeenkomsten die vooraf tussen de partijen betrokken bij die aansluiting aangesloten zijn, van toepassing, voor zover ze niet strijdig zijn met dit reglement.

§ 4. Indien noodzakelijk zal de "CWAPE" de Waalse Regering een planning voorleggen voor de uitvoering van de aansluitingscontracten.

Afdeling 7.5. — Wegname van een aansluiting

Art. 124. Elke aansluiting kan worden weggenomen op aangetekend verzoek van de eigenaar van het betrokken vastgoed en na verificatie door de distributienetbeheerder dat geen enkele distributienetgebruiker er nog gebruik van maakt.

Art. 125. De kosten voor de wegname van een aansluiting, evenals de kosten voor het terug in oorspronkelijke staat brengen van lokalen, toegangswegen en terreinen, zijn ten laste van de eigenaar van de aansluiting.

Art. 126. De distributienetbeheerder heeft het recht, mits de eigenaar van het betrokken vastgoed voorafgaandelijk te verwittigen, elke aansluiting die meer dan een jaar niet meer gebruikt werd weg te nemen of af te koppelen, behalve indien de distributienetgebruiker verklaart dat de aansluiting voor noodvoeding dienstig kan zijn of indien hij wenst die aansluiting te behouden voor de uitvoering van onderzochte projecten. In dit laatste geval draagt hij bij in de onderhoudskosten volgens met de distributienetbeheerder overeen te komen modaliteiten.

TITEL IV. — *Toegangscode*HOOFDSTUK I — *Aanwijzing van leverancier en evenwichtsverantwoordelijke*

Art. 127. § 1. Vóór de indiening van een toegangsaanvraag bij de distributienetbeheerder volgens de modaliteiten van hoofdstuk 2 (hoogspanning) en 3 (laagspanning) van deze titel, moet een contract met een minimale duur van 3 maanden worden afgesloten tussen de distributienetgebruiker, een leverancier houder van een geldige voorzieningsvergunning en een evenwichtsverantwoordelijke, per toegangspunt. Indien de leverancier zijn eigen evenwichtsverantwoordelijke heeft, ondertekent de distributienetgebruiker het contract alleen met de door hem gekozen leverancier en brengt hij de distributienetbeheerder op de hoogte daarvan bij de indiening van de toegangsaanvraag.

§ 2. In afwijking van § 1, kan de distributienetgebruiker per toegangspunt één evenwichtsverantwoordelijke aanwijzen alsook meerdere leveranciers die houder zijn van een geldige voorzieningsvergunning. In dit geval, dient hij zelf de toegangsaanvraag in (zie artikel 130) behalve als hij één van de leveranciers opdracht geeft volledig aansprakelijk te zijn ten aanzien van de distributienetbeheerder. Die leverancier wordt "de leverancier" genoemd in de rest van de tekst.

§ 3. De distributienetbeheerder houdt een toegangsregister bij waarin per toegangspunt, gekenmerkt door één EAN-nummer, wordt opgenomen welke partijen als leverancier en evenwichtsverantwoordelijke werden aangewezen. De distributienetbeheerder deelt zijn EAN-nummer mee aan de gebruiker.

Art. 128. § 1. Wanneer een belasting geheel of gedeeltelijk gevoed wordt door een lokale productie, dan kunnen twee evenwichtsverantwoordelijken, de ene belast met de afname en de andere belast met de injectie, aangewezen worden, in afwijking van artikel 127.

§ 2. Indien de distributienetgebruiker twee evenwichtsverantwoordelijken aanwijst, moet in de toegangscontracten vermeld zijn dat :

— hetzij aparte tellingen worden uitgevoerd om de voortgebrachte energie apart te tellen van de afgenomen energie. Elke evenwichtsverantwoordelijke is alleen verantwoordelijk voor de tellingen die hem betreffen;

— hetzij één enkele telling is voorzien, die de algebraïsche som van die twee energieën uitvoert en die per periode aantoont of, globaal gezien, de daaruit voortvloeiende energie wordt geïnjecteerd in het net of afgenomen.

In dit geval zijn de evenwichtsverantwoordelijken pas verantwoordelijk als de richting van de energiestroom gelijk is aan degene waarvoor ze zijn aangewezen.

§ 3. Voor de toepassing van dit artikel, kan de distributienetbeheerder twee EAN-nummers kunstmatig scheppen voor de betrokken toegang.

§ 4. Indien de distributienetgebruiker en de evenwichtsverantwoordelijke de voorschriften van dit artikel niet nakomen, neemt de distributienetbeheerder de gepaste maatregelen voor de veiligheid, de betrouwbaarheid en de efficiëntie van het distributienet, onverminderd de beroepen van de distributienetbeheerder ten opzichte van de betrokken netgebruiker en evenwichtsverantwoordelijke.

§ 5. Het gebrek aan aanwijzing van een evenwichtsverantwoordelijke belast met de injectie en/of van het desbetreffende contract binnen een redelijke termijn na de inwerkingtreding van dit reglement leidt, bij risico voor de veiligheid, betrouwbaarheid en efficiëntie van het net, en na aanmaning waarbij een redelijke termijn werd vastgelegd, tot de opschorting van de toegang tot het net van de betrokken lokale productie-eenheid.

Art. 129. § 1. Elke wijziging van leverancier en/of evenwichtsverantwoordelijke dient minstens één maand op voorhand gemeld door de nieuwe leverancier aan de distributienetbeheerder. De vorige leverancier wordt van deze wijziging verwittigd door de distributienetbeheerder.

Indien een leverancier, van wie het contract afloopt, niet is verwittigd van een wijziging van leverancier door de distributienetbeheerder en niet wenst zijn voorziening te verlengen, brengt hij de distributienetbeheerder minstens één maand voor de vervalddag op de hoogte daarvan; in het tegenovergestelde geval, kan hij steeds worden beschouwd door de distributienetbeheerder als leverancier.

De betrokken leveranciers bevestigen deze wijziging aan hun respectievelijke evenwichtsverantwoordelijken.

§ 2. In afwijking van § 1, op spanningen = 30 kV, wordt de kennisgeving uitgevoerd door de nieuwe leverancier of de toegangsgerechtigde en dit, minstens tien dagen op voorhand. De voormalige leverancier reageert vijf dagen voor de vervalddag indien hij geen kennisgeving heeft gekregen.

§ 3. Om de continuïteit van de voorziening aan een distributienetgebruiker van wie de leverancier plots in gebreke is, te waarborgen, neemt de distributienetbeheerder op voorhand de maatregelen die noodzakelijk zijn om hem onmiddellijk te vervangen door een leverancier aangewezen door eerstgenoemde. Binnen tien dagen, verwittigt de distributienetbeheerder de gebruiker van die vervanging en herinnert hem eraan dat hij een andere leverancier kan kiezen, mits een opzegtermijn van één maand, volgens dezelfde modaliteiten als degene bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 21 maart 2002 betreffende de in aanmerking komende klanten. De distributienetbeheerder vermeldt de clausules van deze paragraaf in de brief die hij stuurt aan de in aanmerking komende klanten.

HOOFDSTUK II. — *Toegangsprocedure op hoogspanning**Afdeling 2.1. — Algemeen*

Art. 130. Toegang tot het distributienet kan pas verkregen worden na het afsluiten van een toegangscontract tussen de leverancier en een distributienetbeheerder of zijn leverancier; de ondertekende partij wordt "de toegangshouder" genoemd. Elk toegangscontract dient voorafgegaan te worden door een door de distributienetbeheerder goed te keuren toegangsaanvraag. Behalve als de distributienetgebruiker beslist heeft het zelf te doen, wordt de toegangsaanvraag ingediend door de leverancier.

Afdeling 2.2. — Toegangsaanvraag bij de distributienetbeheerder

Art. 131. § 1. Elke toegangsaanvraag wordt ingediend volgens de procedure van de distributienetbeheerder en meegegeeld aan de "CWÅPE" volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 13. Deze procedure specificiert de voorwaarden waaraan een toegangsaanvraag moet voldoen om voor de distributienetbeheerder ontvankelijk te zijn.

§ 2. Een toegangsaanvraag omvat onder meer volgende elementen :

- 1° de identiteit van de leverancier (naam, adres, identificatienummers,...); en de naam van de contactpersoon;
- 2° de ingangsdatum waarop toegang tot het net van de distributienetbeheerder wordt aangevraagd;

3° de lijst der toegangspunten (EAN-code) met de vermelding van de evenwichtsverantwoordelijke en in voorkomend geval het onderschreven vermogen, behalve latere bepaling daarvan met het akkoord van de distributienetbeheerder;

4° het bewijs van het bestaan van een contractueel verband tussen de gebruiker en zijn leverancier, alsook met de evenwichtsverantwoordelijke, zoals bedoeld in de artikelen 127 en 128.

Art. 132. Binnen vijf werkdagen na de indiening van een toegangsaanvraag, gaat de distributienetbeheerder na of de aanvraag volledig is. Indien die onvolledig is, stelt de distributienetbeheerder de toegangsaanvrager in kennis van de ontbrekende informatie of stukken en verleent hem een termijn om zijn aanvraag aan te vullen.

Afdeling 2.3. — Toegangscontract met de distributienetbeheerder

Art. 133. Elke leverancier kan met de distributienetbeheerder een toegangscontract afsluiten indien zijn toegangsaanvraag wordt geacht toegankelijk te zijn.

Hiervoor gaat de distributienetbeheerder na of volgende voorwaarden zijn vervuld :

- de leverancier beschikt over een geldige leveringsvergunning;
- de toegangsaanvraag is volledig;
- de onderschreven vermogens overschrijden het aansluitingsvermogen van de betrokken aansluiting niet, behalve bij latere bepaling van het onderschreven vermogen;
- de evenwichtsverantwoordelijke komt On aanmerking;
- de evenwichtsverantwoordelijke is opgenomen in het Register van Toegangsverantwoordelijken. (de verificatie wordt uitgevoerd voor de twee evenwichtsverantwoordelijken in geval van toepassing van artikel 128).

Art. 134. Een distributienetgebruiker kan met de distributienetbeheerder een toegangscontract afsluiten (en dus opgenomen zijn in het toegangsregister dat de leverancier en de evenwichtsverantwoordelijke ook vermeldt) indien hij voldoet aan volgende voorwaarden :

- 1° de distributienetgebruiker is een in aanmerking komende gebruiker;
- 2° een aansluitingscontract is afgesloten met de distributienetbeheerder voor de betrokken aansluiting en de onderschreven vermogens overschrijden het aansluitingsvermogen niet;
- 3° de door de distributienetgebruiker aangewezen leverancier is houder van een geldige voorzieningsvergunning (de verificatie wordt uitgevoerd voor alle leveranciers in geval van toepassing van artikel 127, § 2);
- de evenwichtsverantwoordelijke(n) is/zijn opgenomen in het Register van Toegangsverantwoordelijken (de verificatie wordt uitgevoerd voor de twee evenwichtsverantwoordelijken in geval van toepassing van artikel 128).

Art. 135. Het toegangscontract bevat onder meer de volgende elementen :

- 1° de identiteit van de betrokken partijen (naam, adres, identificatienummers,...), met inbegrip van de leverancier en de evenwichtsverantwoordelijke;
- 2° de contactpersonen;
- 3° de bepalingen met betrekking tot de confidentialiteit, de wederzijdse aansprakelijkheden;
- 4° de inwerkingtredingsdatum van het toegangscontract en de looptijd van dat contract;
- 5° de lijst der toegangspunten (EAN-code) en het onderschreven vermogen per toegangspunt of per coherent geheel van toegangspunten alsook de looptijd van de toegang voor het onderschreven vermogen;
- 6° de aangesloten productie-eenheden per toegangspunt (met vermelding van het maximaal netto-ontwikkelbaar vermogen en de verwachte gebruiksduur); indien in een bepaald toegangspunt, ten gevolge van de aangesloten productie-eenheden, er zich zowel een vermogeninjectie als -afname kan voordoen, dient voor de beschouwde periode zowel een onderschreven vermogen voor de vermogeninjectie als voor de -afname bepaald te worden;
- 7° in voorkomend geval, bijzondere bepalingen in verband met de afname of injectie van reactief vermogen;
- 8° in voorkomend geval, bijzondere bepalingen bij spoedgeval;
- 9° de betalingsmodaliteiten en de eventuele financiële waarborgen.

Afdeling 2.4. — Door de toegangshouder te geven waarborgen

Art. 136. De toegangshouder verzekert de distributienetbeheerder dat tijdens de duur van het toegangscontract, de afnamen en injecties worden gedekt door een voorzieningscontract, overeenkomstig artikel 127.

Art. 137. De toegangshouder verbindt zich ertoe de distributienetbeheerder onmiddellijk op de hoogte te brengen van elke wijziging van één van de in de artikelen 131 tot 135 bedoelde elementen.

HOOFDSTUK III — Toegangsprocedure op laagspanning

Art. 138. § 1. Elke toegangsaanvraag wordt ingediend volgens de procedure van de distributienetbeheerder en meegedeeld aan de "CWAPE" volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 13. Deze procedure specificeert de voorwaarden waaraan een toegangsaanvraag moet voldoen om voor de distributienetbeheerder ontvankelijk te zijn.

§ 2. Een toegangsaanvraag omvat onder meer volgende elementen :

- 1° de identiteit van de leverancier (naam, adres,...); en, in voorkomend geval, de naam van de contactpersoon;
- 2° de redenen waarom hij in aanmerking komt;
- 3° de ingangsdatum waarop toegang tot het net van de distributienetbeheerder wordt aangevraagd;
- 4° het onderschreven vermogen, behalve latere bepaling met het akkoord van de distributienetbeheerder;
- 5° het contractueel verband tussen de gebruiker en zijn leverancier alsook met de evenwichtsverantwoordelijke.

§ 3. Op laagspanning wordt de toegangsaanvraag ingediend door de leverancier.

§ 4. De partij die het toegangscontract ondertekent, wordt "de toegangshouder" genoemd.

Art. 139. § 1. Binnen vijf werkdagen na de indiening van een toegangs aanvraag, gaat de distributienetbeheerder na of de aanvraag volledig is. Indien die onvolledig is, stelt de distributienetbeheerder de toegangs aanvrager of zijn gemachtigde in kennis van de ontbrekende informatie of stukken en verleent hem een termijn om zijn aanvraag aan te vullen.

§ 2. De distributienetbeheerder maakt binnen vijf werkdagen vanaf de ontvangst van de volledige aanvraag een toegangscontract over dat onder meer de volgende elementen bevat :

1° de identiteit van de betrokken partijen (naam, adres, in voorkomend geval de identificatienummers,...) met inbegrip van de leverancier en de evenwichtsverantwoordelijke indien die functie niet vervuld wordt door de leverancier;

2° de bepalingen betreffende de betrouwbaarheid, de wederzijdse aansprakelijkheden;

3° de inwerkingtredingsdatum van het toegangscontract en de duur van dat contract;

4° het adres van het toegangspunt en het onderschreven vermogen, behalve latere bepaling daarvan;

5° de betalingsmodaliteiten.

Art. 140. De toegangshouder verzekert de distributienetbeheerder dat tijdens de duur van het toegangscontract, de afnamen en injecties worden gedekt door een voorzieningscontract, overeenkomstig artikel 127; hij verbindt zich ertoe de distributienetbeheerder onmiddellijk op te hoogte te stellen van elke wijziging van één van de in artikel 138, § 2, bedoelde elementen.

HOOFDSTUK IV. — Toegang tot het distributienet

Afdeling 4.1. — Algemeen

Art. 141. § 1. Vanaf de ondertekening van het toegangscontract, krijgt de distributienetgebruiker toegang tot dat net ten belope van het onderschreven vermogen op de aansluiting.

§ 2. De distributienetbeheerder voorziet, in zijn algemene voorwaarden, in vergoedingsmodaliteiten voor de schade voortvloeiend uit het gebrek aan informatie van de distributienetgebruiker overeenkomstig §§ 1 en 2 van artikel 143, alsook in vergoedingsmodaliteiten voor de schade bedoeld in artikel 28 van het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt.

Afdeling 4.2. — Geplande onderbrekingen van de toegang

Art. 142. § 1. De distributienetbeheerder heeft het recht, na overleg met de betrokken distributienetgebruiker, de toegang op hoogspanning te onderbreken wanneer de veiligheid, de betrouwbaarheid en/of de efficiëntie van het distributienet of de aansluiting werkzaamheden vereisen aan het distributienet of de aansluiting.

§ 2. De distributienetbeheerder heeft het recht de toegang op laagspanning te onderbreken wanneer de veiligheid, de betrouwbaarheid en/of de efficiëntie van het distributienet of de aansluiting werkzaamheden vereisen aan het distributienet of de aansluiting.

Art. 143. § 1. Behoudens in geval van noodsituatie brengt de distributienetbeheerder de distributienetgebruiker op hoogspanning, evenals zijn evenwichtsverantwoordelijke, minstens tien werkdagen op voorhand op de hoogte van de start en de vermoedelijke duur van een onderbreking. Die termijn wordt teruggebracht op vijf werkdagen indien het gaat om een regularisatie van een voorlopige herstelling. De evenwichtsverantwoordelijke informeert in voorkomend geval de leverancier.

§ 2. Behoudens in geval van noodsituatie brengt de distributienetbeheerder de distributienetgebruiker op laagspanning minstens twee werkdagen op voorhand op de hoogte van de start en de vermoedelijke duur van een onderbreking, behalve wat betreft onderbrekingen van minder dan een kwartier.

§ 3. Naast de informatie bedoeld in §§ 1 en 2, maakt de distributienetbeheerder zijn behoorlijk bijgehouden programma van de geplande onderbrekingen alsook de voorziene duur en de oorzaken daarvan bekend op zijn website.

Afdeling 4.3. — Ongeplande onderbrekingen van de toegang

Art. 144. § 1. Bij ongeplande onderbrekingen van de toegang op hoogspanning informeert de distributienetbeheerder onmiddellijk de distributienetgebruiker en zijn evenwichtsverantwoordelijke over de aard en de te verwachten duur ervan.

§ 2. Bij ongeplande onderbrekingen van de toegang op laagspanning geeft de distributienetbeheerder op verzoek van de distributienetgebruiker of zijn leverancier binnen tien werkdagen een verklaring voor het ontstaan ervan.

§ 3. De distributienetbeheerder maakt de lijst, de approximatieve duur en de beknopte oorzaken betreffende het net van de ongeplande onderbrekingen op hoogspanning bekend op zijn website.

Op laagspanning beperkt hij zich tot ongeplande onderbrekingen van meer dan een kwartier.

Die informatie wordt behoorlijk bijgehouden op de site tijdens minstens één jaar. De distributienetbeheerder informeert driemaandelijks de "CWAPE" over de oorzaken die het net niet betreffen.

Afdeling 4.4. — Ontzeggen van toegang

Art. 145. § 1. De distributienetbeheerder behoudt zich het recht voor om de toegang tot zijn distributienet geheel of gedeeltelijk te ontzeggen voor de duur die strikt noodzakelijk is voor de regularisatie van de volgende toestanden :

1° in geval van noodsituatie;

2° indien hij oordeelt dat er een ernstig risico bestaat dat de goede werking van het distributienet en/of de veiligheid van personen of materieel in het gedrang komt;

3° in het geval het onderschreven vermogen op een aanzienlijke wijze overschreden wordt;

4° voor een niet-residentiële distributienetgebruiker en na aanmaning waarbij een redelijke termijn voor het in conformiteit brengen wordt vastgelegd, indien deze distributienetgebruiker of zijn leverancier hun financiële verplichtingen niet nakomen of indien er op een bepaald ogenblik geen leverancier of evenwichtsverantwoordelijke meer aangewezen is.

§ 2. De distributienetbeheerder verantwoordt zich zo spoedig mogelijk over zijn beslissing tegenover de betrokken netgebruiker en de "CWAPE".

Art. 146. Het door de distributienetgebruiker werkelijk afgenomen of geïnjecteerd vermogen mag in geen geval het aansluitingsvermogen zoals gespecificeerd in het aansluitingscontract, overschrijden. Indien het schijnbaar vermogen niet gemeten wordt, wordt rekening gehouden met een arbeidsfactor (cos phi) van 0.9.

Afdeling 4.5. — Toegang tot andere netten

Art. 147. De distributienetbeheerder is ten opzichte van de toegangshouder die het toegangscontract met hem heeft afgesloten, verantwoordelijk voor de toegang tot de netten waarmee zijn distributienet gekoppeld is.

De interconnecties tussen netten mogen niet worden onderbroken, behalve overeenkomstig wettelijke of reglementaire voorschriften.

HOOFDSTUK V. — *Specifieke voorschriften voor toegang tot het distributienet op hoogspanning-*

Afdeling 5.1. — Toegangsprogramma's

Art. 148. § 1. Indien de distributienetbeheerder het nodig acht, kan hij op bepaalde toegangspunten (volgens de grootte van het afgenomen en/of geïnjecteerd vermogen en/of op basis van andere objectieve en niet-discriminerende criteria) dagelijks een toegangsprogramma eisen van de partij die het toegangscontract afsluit, vooraleer toegang tot het distributienet te verlenen. In dit geval, zijn de bepalingen van hoofdstuk XI van titel IV van het "Technisch transmissiereglement" van toepassing.

Het dagelijkse toegangsprogramma betreffende de "D-dag" wordt ingediend uiterlijk op de "D-1"-dag op een bepaald uur, volgens een procedure en ontvankelijkheidsvoorwaarden, doorzichtig en niet-discriminerend, gespecificeerd in elk toegangscontract. Hij kan ook jaarlijks vooruitzichten eisen van de toegangshouder.

§ 2. Indien de toegangshouder voorziet dat het werkelijk afname- of injectieprofiel sterk zal afwijken van voornoemd toegangsprogramma of vooruitzichten, stelt hij de distributienetbeheerder hiervan onverwijld op de hoogte.

Afdeling 5.2. — Afname van reactieve energie

Art. 149. De distributienetbeheerder kent aan de toegangshouder, per tijdsinterval, een hoeveelheid reactieve energie toe per afnamepunt waarop het toegangscontract betrekking heeft.

Art. 150. De hoeveelheden met betrekking tot de werking in inductief en capacitef regime worden afzonderlijk opgemeten en worden onderling niet gecompenseerd.

Art. 151. § 1. De toegangshouder geniet per tijdsinterval een afnamerecht op een forfaitaire hoeveelheid reactieve energie, in inductief en capacitef regime.

§ 2. Onder voorbehoud van de bepalingen van § 3, is deze forfaitaire hoeveelheid reactieve energie per tijdsinterval gelijk aan 32,9 % van de hoeveelheid actieve energie afgenomen op het afnamepunt tijdens dit tijdsinterval voor een afname op een spanning = 30 kV of via een rechtstreekse aansluiting op een transformatiepost die het distributienet op hoogspanning voedt, en 48,4 % van de hoeveelheid actieve energie afgenomen op het afnamepunt tijdens dit tijdsinterval in alle andere gevallen.

§ 3. Dit afnamerecht op reactieve energie per tijdsinterval mag niet lager zijn dan 3,29 % respectievelijk 4,84 % van de hoeveelheid actieve energie die conform is met de duurtijd van het tijdsinterval vermenigvuldigd met het onderschreven vermogen afgenomen op het betrokken afnamepunt door de toegangshouder.

§ 4. Het positieve verschil tussen de hoeveelheid effectief afgenomen in inductief regime en de forfaitaire hoeveelheid toegewezen overeenkomstig deze Afdeling, wordt ten laste gelegd aan de toegangshouder volgens het door de CREG goedgekeurde overeenkomstige tarief.

§ 5. Het positieve verschil tussen de hoeveelheid effectief afgenomen in capacitef regime en de forfaitaire hoeveelheid toegewezen overeenkomstig deze Afdeling, wordt ten laste gelegd aan de toegangshouder volgens het door de CREG goedgekeurde overeenkomstige tarief.

§ 6. Voor de toepassing van deze Afdeling is het desbetreffende tijdsinterval een kwartier.

HOOFDSTUK VII. — *Coördinatie van de inschakeling van de productie-eenheden*

Art. 152. § 1. De distributienetbeheerder en de transmissienetbeheerder komen de lijst van de productie-eenheden aangesloten op het distributienet overeen waarvan de inschakeling gecoördineerd wordt door de transmissienetbeheerder. Voor deze eenheden wordt een contract voor de coördinatie van de inschakeling van de productie-eenheden afgesloten tussen de transmissienetbeheerder en de betrokken evenwichtsverantwoordelijke.

§ 2. De distributienetbeheerder meldt aan de "CWAPE" op welke productie-eenheden § 1 van toepassing is.

Art. 153. De coördinatie van de inschakeling van de in artikel 152 bedoelde productie-eenheden voldoet aan de bepalingen terzake van het technisch reglement transmissie.

Art. 154. De distributienetbeheerder en de transmissienetbeheerder verlenen elkaar de nodige bijstand bij de uitvoering van de taak van coördinatie van de inschakeling van de productie-eenheden.

HOOFDSTUK VII. — *Ondersteunende diensten*

Afdeling 1. — Compensatie van netverliezen

Art. 155. De distributienetbeheerder compenseert de energieverliezen in zijn distributienet door gepaste energie-aankopen volgens een mededingingsprocedure (offerteaanvraag of aanbesteding).

Afdeling 2. — Regeling van de spanning en het reactief vermogen

Art. 156. § 1. Onverminderd artikel 238, werkt de distributienetbeheerder samen met de transmissienetbeheerder in het kader van de regeling van de spanning en van het reactief vermogen; zonodig dient hij als relais voor de op zijn net aangesloten productie-eenheden.

§ 2. De beschikbaarheid en de levering van het reactief vermogen voor de regeling van de spanning bedoeld in dit artikel worden in voorkomend geval aangekocht via een mededingingsprocedure.

Afdeling 3. — Ondersteunende diensten geleverd door de distributienetbeheerder

Art. 157. § 1. De ondersteunende diensten geleverd door een distributienetgebruiker aan de transmissienetbeheerder of aan de beheerder van het lokaal transmissienet voldoen aan de desbetreffende bepalingen van het technisch reglement transmissie.

§ 2. De distributienetbeheerder verleent aan de transmissienetbeheerder de nodige bijstand bij de controle op de beschikbaarheid en de levering van de ondersteunende diensten bedoeld in § 1.

HOOFDSTUK VII. — Maatregelen bij spoedgeval of congestie

Art. 158. § 1. Bij spoedgeval met een impact op het geheel van het net, voert de distributienetbeheerder de instructies van de transmissienetbeheerder of van de beheerder van het lokaal transmissienet uit, in voorkomend geval met inbegrip van het afschakelplan.

§ 2. Bij spoedgeval met een impact op zijn eigen net, neemt de distributienetbeheerder alle nodige maatregelen, met inbegrip van uitschakelingen om :

- 1° de uitbreiding van het incident te beperken indien de bron daarvan binnen zijn net gelegen is;
- 2° de getroffen lijnen zo spoedig mogelijk weer in te schakelen.

Art. 159. Om problemen van interne congestie in zijn eigen net te vermijden, kan de distributienetbeheerder contracten opmaken die voorzien in de onderbreking of de beperking van belastingen bij of buiten piek. Hij zal rekening houden met congestieproblemen vastgesteld bij het opmaken van het volgende aanpassingsplan.

*TITEL V. — Meet- en tellingscode**HOOFDSTUK I. — Algemeen*

Art. 160. Deze titel beschrijft de rechten en plichten van de distributienetbeheerder en de distributienetgebruikers en/of leveranciers en/of evenwichtsverantwoordelijken met betrekking tot enerzijds het ter beschikking stellen, de plaatsing, het gebruik en onderhoud van de meetinrichtingen en anderzijds de uitlezing, de verwerking en het ter beschikking stellen van de meetgegevens.

Art. 161. Elk toegangspunt horend bij een aansluiting op het distributienet vormt het voorwerp van een telling om de afname en/of de injectie van de actieve en/of reactieve energie op dit toegangspunt en eventueel de kwartiervermogens te bepalen. Hiervoor wordt gebruik gemaakt van een meetinrichting. Een gebouw, dat nieuw aangesloten wordt op het distributienet en dat bestemd is als woning voor natuurlijke personen, dient uitgerust te zijn met een individuele meetinrichting per woongelegenheden, behoudens de uitzonderingen voorzien in de toepasselijke wetgeving.

Art. 162. De meetinrichtingen en de meetgegevens hebben als doel de facturering te kunnen verwezenlijken die gebaseerd zijn op de hoeveelheden geïnjecteerde en/of afgenomen energie en dienen eveneens als basis om een goed beheer van het distributienet mogelijk te maken. Wat betreft elektriciteitsvoorzieningen in een geringe hoeveelheid (wachthuisjes, telefooncellen, verkeerslichten, ...) kan met de distributienetbeheerder een forfaitaire vaststelling van de energiehoeveelheden uitzonderlijk worden afgesproken zonder gebruik te maken van een meetinrichting.

Art. 163. De in artikel 162 bedoelde facturering is gebaseerd op gegevens die betrekking hebben op eventueel hergroepeerde elementaire perioden. Afhankelijk van de aard van de aansluiting worden deze gegevens rechtstreeks betrokken uit de meetinrichting of zijn zij het resultaat van de toepassing van typeprofielen op de meetgegevens.

Art. 164. De in artikel 163 bedoelde elementaire periode bedraagt vijftien minuten.

Art. 165. De meetapparaten worden geïnstalleerd overeenkomstig dit reglement en de contracten afgesloten krachtens genoemd reglement.

De distributienetbeheerder is tevens verantwoordelijk voor het verzamelen, valideren, ter beschikking stellen en archiveren van de meetgegevens. Hij hanteert bij de uitvoering van deze taak objectieve en niet-discriminerende criteria. De betrokken partijen nemen bovendien de nodige maatregelen opdat de geldende confidentialiteitsregels in acht worden genomen.

Art. 166. § 1. De distributienetbeheerder is beheerder van het bestand zoals bedoeld in de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levensfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens. In deze titel wordt onder "persoonlijke gegevens" deze gegevens verstaan die betrekking hebben op zowel natuurlijke als rechtspersonen.

§ 2. De distributienetbeheerder mag, voor de verzameling van de meet- en toegangsgegevens, geen beroep doen op personen die producent, evenwichtsverantwoordelijke, houder van een voorzieningsvergunning of tussenpersoon zijn, noch op met deze verbonden ondernemingen.

§ 3. De distributienetgebruiker heeft dezelfde rechten als een eigenaar wat betreft zijn tellingsgegevens.

*HOOFDSTUK II. — Bepalingen betreffende de meetinrichtingen**Afdeling 2.1. — Algemeen*

Art. 167. Onverminderd de bepalingen van dit reglement, moeten de uitrustingen gebruikt in de meetinrichting voldoen aan de eisen van de Belgische reglementen en normen en van de internationale normen van toepassing op de meetinrichtingen of onderdelen hiervan, en inzonderheid het koninklijk besluit van 6 juli 1981 betreffende de instrumenten bestemd voor het meten van de elektrische energie.

Ze moeten kunnen worden verzegeld.

Art. 168. Onverminderd de bestaande toestand is de distributienetbeheerder verantwoordelijk voor de kwaliteit en de betrouwbaarheid van de metingen. Tot dat einde kan hij vereisen dat de meetinstallaties aan hem of aan een door hem gecontroleerde onderneming toebehoren.

Art. 169. Een meetinrichting bestaat uit alle uitrustingen nodig voor het uitvoeren van de meetfuncties zoals bedoeld in artikel 161 en kan dus onder meer bestaan uit al dan niet geïntegreerde combinaties van :

- 1° stroomtransformatoren;
- 2° spanningstransformatoren;
- 3° meters;
- 4° dataloggers;
- 5° communicatie-uitrusting;
- 6° kast — klemmen — bedrading;
- 7° teletransmissie-uitrustingen;
- 8° beschermingsuitrustingen.

Art. 170. De distributienetgebruiker en de distributienetbeheerder hebben het recht in hun installaties, op eigen kosten alle uitrustingen te plaatsen die zij nuttig achten om de nauwkeurigheid na te gaan van de in artikel 169 bedoelde meetinrichting. Een dergelijke meetuitrusting, die eventueel toebehoort aan de distributienetgebruiker, moet voldoen aan de voorschriften van dit reglement. Indien deze verificaties verschillen laten blijken, zijn de in artikel 185 bedoelde voorschriften van toepassing.

Art. 171. § 1. Indien, met het oog op het realiseren van een controlemeting, de distributienetgebruiker extra uitrustingen wenst te integreren in de meetinrichting die betrekking heeft op zijn aansluiting, zal hij zich hiertoe richten tot de distributienetbeheerder. De distributienetbeheerder zal op basis van objectieve en niet-discriminerende criteria oordelen of deze plaatsing kan uitgevoerd worden zonder de veiligheid, de betrouwbaarheid of de efficiëntie van het distributienet en de kwaliteit van de basismetingen in het gedrang te brengen. Bij een positieve evaluatie zal de distributienetbeheerder de plaatsing uitvoeren binnen niet-discriminerende termijnen. Deze uitrustingen moeten voldoen aan de voorschriften van dit reglement, en mogen de hoofdmeting niet beïnvloeden. Bij negatieve evaluatie zal een kopie van het verslag worden meegedeeld aan de "CWAPE".

§ 2. Alle kosten met betrekking tot deze bijkomende uitrustingen worden gedragen door de distributienetgebruiker die hen heeft aangevraagd.

Art. 172. De distributienetbeheerder heeft het recht, op eigen kosten, aan de meetuitrusting alle bijkomende apparatuur toe te voegen die hij nuttig acht bij de uitvoering van zijn taak, onder meer met het oog op het meten van kwaliteitsindicatoren van de spanning en/of de stroom.

Art. 173. De distributienetgebruiker en de distributienetbeheerder zien erop toe dat de meetinrichting wordt gevrijwaard van schokken, trillingen, extreme temperaturen en in het algemeen van al wat schade kan berokkenen of verstoring kan veroorzaken.

Afdeling 2.2. — Locatie van de meetinrichting

Art. 174. De meetinrichting wordt geplaatst ter hoogte van het toegangspunt.

Art. 175. In afwijking van artikel 174 kan de distributienetbeheerder, om economische redenen, besluiten de meetinrichting met betrekking tot een aansluiting vanuit het hoogspanningsnet en met een aansluitingsvermogen < 250 kVA, te plaatsen aan de laagspanningszijde van de vermogentransformator.

Art. 176. In afwijking van artikel 174 kan de distributienetbeheerder, in gezamenlijk overleg met de distributienetgebruiker, beslissen om de meetinrichting elders dan op het toegangspunt te plaatsen.

Art. 177. Indien het technisch niet haalbaar is de meetinrichting ter hoogte van het toegangspunt te plaatsen, kan de distributienetbeheerder, in gezamenlijk overleg met de distributienetgebruiker, beslissen de meetinrichting elders te plaatsen.

Afdeling 2.3. — Bijzondere voorschriften voor budgetmeters

Art. 178. Indien een budgetmeter geplaatst wordt bij een residentiële afnemer overeenkomstig de openbare dienstverplichtingen, moet die minstens voorzien zijn van volgende functionaliteiten :

- 1° verschillende werkingswijzen van de meter moeten mogelijk zijn :
 - elektriciteitsvoorziening, op grond van een aantal voorbetaalde kWh's (voorbetaling);
 - elektriciteitsvoorziening en klassieke facturering (maandelijks, met jaarlijkse aflezing);
 - elektriciteitsvoorziening, op grond van een aantal voorbetaalde kWh's en, indien die kWh uitgeput raken, voortzetting van de voorziening met het in 2° bedoelde vermogen.

2° mogelijkheid om een module "gewaarborgd minimaal vermogen" bij te voegen die een geplafondeerde stroom mogelijk maakt die conform is met de waarden bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de openbare dienstverplichtingen.

Afdeling 2.4. — Verzegeling

Art. 179. § 1. De meetinrichting wordt verzegeld door de distributienetbeheerder.

§ 2. Behoudens verwijdering van de distributienetbeheerder, mogen de zegels niet verbroken of verwijderd worden zonder voorafgaandelijk, schriftelijk akkoord van de distributienetbeheerder. Bij verbreking van zegels of niet-toegelaten optreden, brengt de distributienetbeheerder ondermeer de leverancier en de evenwichtsverantwoordelijke op de hoogte daarvan.

Afdeling 2.5. — Nauwkeurigheidsvereisten

Art. 180. De minimale nauwkeurigheidsvereisten van de meetinrichting zijn opgenomen in bijlage II.

Afdeling 2.6. — Storingen en fouten

Art. 181. Indien bij een aansluiting uitgerust met controlemetingen, de hoofdmeting uitvalt, vervangt de controlemeting de hoofdmeting.

Art. 182. Behoudens andere afspraken in het aansluitingscontract zorgt de distributienetbeheerder er voor dat een storing in de meetinrichting verholpen wordt binnen een termijn van :

— drie werkdagen, bij een meetinrichting die betrekking heeft op een toegangspunt met een aansluitingsvermogen = 100 kVA

— zeven werkdagen, voor de overige meetinrichtingen.

Deze termijn vangt aan op het ogenblik dat de distributienetbeheerder op de hoogte is van de storing.

Art. 183. Indien als gevolg van overmacht de storing niet binnen de in artikel 182 bedoelde termijn kan worden verholpen, neemt de distributienetbeheerder alle noodzakelijke maatregelen teneinde het verlies van meetgegevens te beperken en informeert hij de leverancier.

Art. 184. Een fout in een meetgegeven wordt als significant aangezien indien deze groter is dan toegelaten krachtens de precisieklasse bedoeld in artikel 180.

Art. 185. Een distributienetgebruiker of leverancier die in de meetgegevens een significante fout vermoedt, brengt onverwijld de distributienetbeheerder hiervan op de hoogte en kan bij de distributienetbeheerder schriftelijk een controle van de meetinrichting aanvragen. De distributienetbeheerder voorziet dan zo snel mogelijk de uitvoering van een testprogramma.

Art. 186. Indien de in artikel 185 bedoelde controle uitwijst dat een gebrek aan nauwkeurigheid van de meetinrichting vermoedelijk de oorzaak is van een significante fout, zorgt de distributienetbeheerder dat een ijking wordt uitgevoerd of voert die zelf uit.

Art. 187. Indien vastgesteld wordt dat een fout, defect of onnauwkeurigheid in de meetinrichting de oorzaak is van een significante fout, wordt deze door de distributienetbeheerder zo snel mogelijk opgespoord en verholpen.

Art. 188. De distributienetbeheerder draagt de kosten verbonden aan de in de artikelen 185 tot 187 genoemde acties indien een significante fout kon worden vastgesteld. In het andere geval worden ze gedragen door de aanvrager.

Afdeling 2.7. — Onderhoud en inspecties

Art. 189. De distributienetbeheerder onderhoudt de meetinrichting zodanig, dat zij voortdurend aan de in dit reglement opgenomen eisen voldoet.

Art. 190. Na voorafgaande kennisgeving aan de betrokken netgebruiker, heeft de distributienetbeheerder het recht op toegang tot de meetinrichtingen, inclusief deze van de eventuele controlemeting, teneinde een conformiteitscontrole uit te voeren met betrekking tot de bepalingen van dit reglement.

Afdeling 2.8. — Ijkingen

Art. 191. De distributienetbeheerder zorgt er voor dat de onderdelen van de meetuitrusting zijn geijkt voor de eerste indienstneming volgens de gangbare nationale en internationale normen.

Art. 192. Het ijkprogramma en de ijkkalender worden vastgelegd door de distributienetbeheerder volgens de gangbare nationale en internationale normen.

Art. 193. De maximaal toegelaten meetonzekerheden voor ijkactiviteiten zijn opgenomen in de bijlage III.

Art. 194. De ijking van de onderdelen van de meetuitrustingen wordt uitgevoerd door een hiervoor erkend organisme of dienst.

Afdeling 2.9. — Administratief beheer van technische gegevens van de meetinstallaties

Art. 195. De distributienetbeheerder is verantwoordelijk voor het bijhouden en archiveren van de administratieve gegevens die vereist zijn voor een goed beheer van de meetinrichtingen en de van toepassing zijnde wettelijke controles (onder meer fabrikant, type, fabrieksnummer, bouwjaar, controle- en ijkijdstippen).

HOOFDSTUK III. — Bepalingen betreffende de meetgegevens

Afdeling 3.1. — Gemeten en berekende belastingscurves

Art. 196. De verrekening van de toegang tot en het gebruik van het distributienet is gebaseerd op een reeks gegevens die elk betrekking hebben op een elementaire periode zoals bepaald in artikel 164. Een reeks van dergelijke gegevens wordt hierna belastingscurve genoemd. Twee soorten belastingscurves worden onderscheiden :

a) gemeten belastingscurve : de meetinrichting registreert voor elke elementaire periode de afgenomen en/of geïnjecteerde energie, waarmee de belastingscurve wordt opgesteld.

b) berekende belastingscurve : op basis van gelezen meterstanden van de meetinrichting betreffende tamelijk lange dueren (b.v. jaarlijkse lezingen op laagspanning) en de toepassing van een synthetisch belastingsprofiel aangepast op de verbruikskenmerken van de betrokken gebruiker(s), wordt de berekende belastingscurve opgesteld.

Art. 197. § 1. Voor meetinrichtingen die betrekking hebben op toegangspunten van een bestaande aansluiting waarvoor het gemiddelde van het afgenomen en/of geïnjecteerde maximum kwartiervermogen op maandbasis, bepaald over een periode van twaalf opeenvolgende maanden, minstens 100 kW bedraagt, worden de gemeten belastingscurves geregistreerd.

§ 2. Voor meetinrichtingen die betrekking hebben op lagere vermogens, kan de distributienetbeheerder, op vraag en voor rekening van de distributienetgebruiker of de leverancier(s), eveneens voorzien in de registratie van de gemeten belastingscurve.

§ 3. Voor nieuwe aansluitingen, of aansluitingen waarop een verzwaring wordt uitgevoerd, met een aansluitingsvermogen van minstens 100 kVA, plaatst de distributienetbeheerder een meetinrichting met registratie van de belastingscurve.

Art. 198. Voor alle toegangspunten waar een gemeten belastingscurve wordt geregistreerd, geschiedt de in artikel 196 bedoelde verrekening op basis van deze gemeten belastingscurve.

Art. 199. § 1. Met het oog op een extern gebruik, heeft de distributienetgebruiker te allen tijde het recht om de in de meetinrichting lokaal beschikbare meetgegevens die betrekking hebben op zijn aansluiting te consulteren. In de uitzonderlijke gevallen waar de meetinstallatie zich bevindt op een plaats die niet rechtstreeks voor de distributienetgebruiker toegankelijk is, wendt de distributienetgebruiker zich tot de distributienetbeheerder die hem binnen een redelijke termijn toegang zal verschaffen, overeenkomstig de bepalingen zoals vermeld in artikel 16.

§ 2. De meetgegevens vermeld in § 1 omvatten minstens de comptabele metingen. Op verzoek van de distributienetgebruiker verschaft de distributienetbeheerder de nodige inlichtingen voor de interpretatie van de meetgegevens.

Afdeling 3.2. — Bijzondere bepalingen betreffende de gemeten belastingscurve

Art. 200. De belastingscurve wordt geregistreerd op basis van meetperioden die overeenstemmen met de elementaire periode zoals bepaald in artikel 164.

Art. 201. In overeenstemming met de bepalingen van het aansluitingscontract en/of de noden van de distributienetbeheerder, registreert een meetinrichting per meetperiode de volgende data :

- 1° de aanduiding van de meetperiode;
- 2° de afgenomen en/of geïnjecteerde actieve energie;
- 3° desgevallend de afgenomen en/of geïnjecteerde reactieve energie.

Art. 202. De distributienetbeheerder verzamelt de meetgegevens op elektronische wijze en eventueel door tele-opname.

Art. 203. De in artikel 201 bedoelde verzameling van meetgegevens geschiedt overeenkomstig een door de distributienetbeheerder bepaald communicatieprotocol.

Art. 204. Om desgevallend de tele-opname van de meetinrichting mogelijk te maken, zorgt de distributienetbeheerder, op basis van technisch-economische criteria, voor de realisatie van de meest aangewezen telecommunicatieverbinding.

Art. 205. Een meetperiode is gerelateerd aan het tijdstip 00 :00 :00 volgens de Central European Time (CET = GMT + 1).

Art. 206. De afwijking van de begin- en eindtijden van de meetperiode ten overstaan van de CET mag niet groter zijn dan tien seconden.

Afdeling 3.3. — Bijzondere bepalingen betreffende de berekende belastingscurve

Art. 207. Een belastingscurve verdeelt een unitaire belasting onder elementaire periodes, zoals bepaald in artikel 164, op grond van synthetische belastingsprofielen, statistisch vastgelegd door de BFE. Er bestaan ten minste vier profielen :

- de residentiële afnemer met een nachtverbruik < 60 % van het dagverbruik;
- de residentiële afnemer met een nachtverbruik \geq 60 % van het dagverbruik;
- de niet-residentiële afnemer met P-aansluiting < 56 kW;
- de niet-residentiële afnemer met P-aansluiting \geq 56 kW.

Die curven worden verspreid door de BFE.

Art. 208. De leverancier en zijn evenwichtsverantwoordelijke organiseren voor elke afnemer een injectie die overeenstemt met de in artikel 207 bepaalde belastingscurve en waarvan het niveau aangepast wordt volgens de meteraflezingen van de afnemer; op die wijze vervullen ze hun evenwichtsverplichtingen.

Art. 209. Op grond van de meetgegevens, maandelijks op hoogspanning en jaarlijks op laagspanning, wordt de belastingscurve regelmatig aangepast. Compensaties kunnen worden georganiseerd tussen de verschillende leveranciers.

Afdeling 3.4. — Dataverwerking

Art. 210. § 1. De distributienetbeheerder slaat de in de artikel 201 bedoelde data op elektronische wijze op.

§ 2. Aan de in § 1 bedoelde data koppelt de distributienetbeheerder de volgende gegevens :

- 1° de identificatie van het toegangspunt;
- 2° de locatie van de meetinrichting;
- 3° de identificatie van de leverancier en de evenwichtsverantwoordelijke.

§ 3. De behandeling van de data moet zodanig gebeuren dat de nauwkeurigheid van deze data niet wordt beïnvloed.

Afdeling 3.5. — Validatie en correctie van meetgegevens

Art. 211. § 1. Indien de meetinrichting zich niet ter hoogte van het toegangspunt bevindt, zullen de meetgegevens worden aangepast op basis van een schattingsprocedure die rekening houdt met de fysische verliezen tussen het meetpunt en het toegangspunt. Deze procedure is gewoonlijk beschreven in het aansluitingscontract en wordt overgemaakt aan de "CWAPE".

§ 2. Indien de wijze van aanpassing niet is beschreven in het aansluitingscontract, zal de distributienetbeheerder, op basis van objectieve en niet-discriminerende criteria, bepalen welke wijze het meest geschikt is; hij zal die meedelen aan de gebruiker en aan de "CWAPE".

Art. 212. § 1. Indien de distributienetbeheerder niet kan beschikken over de werkelijke meetgegevens of wanneer hij van oordeel is dat de beschikbare resultaten niet betrouwbaar of foutief zijn, worden de betrokken meetresultaten in het validatieproces vervangen door waarden die hij, op basis van objectieve en niet-discriminerende criteria, billijk acht.

§ 2. De onbetrouwbare of foutieve gegevens worden gecorrigeerd op basis van één of meerdere schattingsprocedures zoals :

- 1° redundante metingen;
- 2° andere meetresultaten die de betrokken distributienetgebruiker ter beschikking heeft;
- 3° vergelijking met de gegevens van een periode die als equivalent wordt beschouwd.

Art. 213. Na toepassing van de artikelen 211 en 212 kan de distributienetbeheerder, na voorafgaande informatie aan de betrokken distributienetgebruiker en aan de "CWAPE", op de meetgegevens elke vorm van bijkomende controle toepassen die hij nuttig acht. Hierna worden de meetgegevens geacht gevalideerd te zijn.

Afdeling 3.6. — Opslag, archivering en beveiliging van de data

Art. 214. De distributienetbeheerder slaat zowel de onbewerkte meetgegevens als de eventueel gewijzigde meetgegevens op een niet vluchtige informatiedrager op.

Art. 215. De distributienetbeheerder archiveert de in artikel 214 vermelde gegevens gedurende een periode van minstens vijf jaar.

Art. 216. De door de distributienetbeheerder centraal beheerde meetgegevens zijn, overeenkomstig de wettelijke bepalingen die de telling regelen en de artikelen 165 en 166, beveiligd tegen kennismaking door anderen dan het personeel van de distributienetbeheerder.

Afdeling 3.7. — Ter beschikking te stellen meetgegevens bij gemeten belastingscurven

Art. 217. De gegevens worden in principe uitgewisseld onder elektronische vorm.

Art. 218. § 1. De distributienetbeheerder stelt, volgens procedures vastgelegd in het kader van artikel 14, aan de betrokken leverancier en aan de toegangshouder de volgende meetgegevens ter beschikking op kwartierbasis voor de toegangspunten waarop hij energie levert of injecteert en die voorzien zijn van een automatische meteruitlezing :

- 1° dagelijks voor dag D-1 : niet gevalideerde meetgegevens per toegangspunt;
- 2° maandelijks : gevalideerde meetgegevens; voor minstens 95 % van de toegangspunten moeten de gegevens worden meegedeeld ten laatste op de vierde werkdag van de volgende maand en voor alle toegangspunten ten laatste op de tiende werkdag van deze maand.

§ 2. De in § 1 bedoelde gegevens worden ook meegedeeld aan de netgebruiker op schriftelijke aanvraag en op eigen kosten.

§ 3. Bij storting van de meetinstallatie, vervangt de distributienetbeheerder de ontbrekende gegevens door zijn beste schatting daarvan.

Art. 219. De distributienetbeheerder motiveert de aanpassingen en correcties die op basis van de artikelen 211 en 212 werden aangebracht en brengt de "CWAPE" op de hoogte daarvan.

Art. 220. De distributienetbeheerder stelt aan de evenwichtsverantwoordelijke dezelfde informatie ter beschikking in geaggregeerde vorm, d.w.z. voor het geheel van toegangspunten waarvoor hij de evenwichtsverantwoordelijkheid heeft.

Art. 221. Op vraag van de betrokken leverancier, van de toegangshouder of van de evenwichtsverantwoordelijke kan de distributienetbeheerder de hier bedoelde meetgegevens, al dan niet gevalideerd, met een grotere frequentie dan bedoeld in artikel 218 ter beschikking stellen. De betrokkene richt zich hiertoe tot de distributienetbeheerder die op basis van objectieve en niet-discriminerende criteria de aanvraag evalueert en de hieruit voortkomende taken uitvoert. De hieraan verbonden kosten worden gedragen door de betrokkene.

Art. 222. De distributienetbeheerder stelt, maandelijks en ten laatste op de tiende werkdag van de volgende maand, gevalideerde gegevens, overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 218 en 219, en geaggregeerd per evenwichtsverantwoordelijke, overeenkomstig artikel 220, ter beschikking van de transmissienetbeheerder of van de beheerder van het lokaal transmissienet, al naar gelang het geval.

Art. 223. De distributienetbeheerder kan, op vraag van de distributienetgebruiker of van de betrokken leverancier, complementaire meetgegevens of andere informatie afkomstig van de betrokken meetinrichting met een ander doel dan de in artikel 162 bedoelde verrekening ter beschikking stellen aan de aanvrager. De aanvrager richt zich hiertoe tot de distributienetbeheerder die op basis van objectieve en niet-discriminerende criteria de aanvraag evalueert en de hieruit voortkomende werken uitvoert. De hieraan verbonden kosten worden gedragen door de aanvrager.

Afdeling 3.8. — Ter beschikking te stellen meetgegevens bij berekende belastingscurven

Art. 224. De distributienetbeheerder stelt aan de betrokken leverancier gevalideerde meetgegevens ter beschikking voor de toegangspunten waarop hij energie levert of injecteert en die maandelijks op hoogspanning en jaarlijks op laagspanning worden uitgelezen. Voor minstens 95 % van de toegangspunten moeten deze gegevens worden meegedeeld ten laatste op de vierde werkdag van de volgende maand en voor alle toegangspunten ten laatste op de tiende werkdag van deze maand.

Art. 225. De distributienetbeheerder stelt, maandelijks en ten laatste op de tiende werkdag van de volgende maand, aan de evenwichtsverantwoordelijke de meetgegevens ter beschikking voor de toegangspunten niet voorzien van een automatische lezing, op grond van de berekende belastingscurven, en dit in geaggregeerde vorm, d.w.z. voor het geheel van toegangspunten waarvoor hij de evenwichtsverantwoordelijkheid heeft. Hij deelt deze gegevens, geaggregeerd per evenwichtsverantwoordelijke, ook mee aan de transmissienetbeheerder en/of aan de beheerder van het lokaal transmissienet.

Afdeling 3.9. — Klachten en rechtzettingen

Art. 226. Elke rechtzetting moet schriftelijk worden meegedeeld door een rechtstreeks betrokken partij aan de distributienetbeheerder ten laatste één maand nadat een fout in het licht werd gesteld.

Art. 227. Behoudens kwade trouw kan een eventuele rechtzetting van de meetgegevens en de daaruit voortvloeiende facturatie slechts betrekking hebben op een periode van maximaal twee jaar voorafgaand aan de laatste facturatie.

HOOFDSTUK IV. — *Overgangsbepalingen*

Art. 228. De op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit reglement bestaande meetinrichtingen of onderdelen hiervan die niet in overeenstemming zijn met de nauwkeurigheidsvereisten bedoeld in artikel 180, kunnen als dusdanig in gebruik blijven voor zover zij geen voorwerp zijn van aanpassing of vervanging en zij voldoen aan de nauwkeurigheidsvereisten van de eerstvolgende minder precieze nauwkeurigheidsklasse dan deze bedoeld in vermeld artikel.

Art. 229. Indien de distributienetgebruiker of de distributienetbeheerder vraagt om bestaande meetinrichtingen of onderdelen hiervan in overeenstemming te brengen met de nauwkeurigheidsvereisten bedoeld in artikel 180, zal de distributienetbeheerder, in samenspraak met de distributienetgebruiker, de vereiste aanpassingen uitvoeren. De kosten van deze aanpassing worden gedragen door de aanvrager.

Art. 230. § 1. Voor zover zij geen voorwerp zijn van een vervanging, kunnen bestaande meetinrichtingen, die niet in overeenstemming zijn met de vereisten m.b.t. de registratie van de belastingscurve zoals bedoeld in artikel 197, als dusdanig in gebruik blijven gedurende een overgangperiode van maximaal zes maanden, te tellen vanaf de datum waarop de betrokken gebruiker in aanmerking is gekomen. De vervanging is ten laste van de eigenaar van de installatie.

§ 2. Tijdens de periode dat de gemeten belastingscurven niet beschikbaar zijn, zullen de verrekeringen gebeuren op basis van berekende belastingscurven.

Art. 231. Indien de distributienetgebruiker of de betrokken leverancier wenst dat de niet-conformiteit zoals bedoeld in artikel 230 wordt opgeheven binnen een kortere termijn, zal hij zich hiertoe richten tot de distributienetbeheerder. Deze zal op basis van objectieve en niet-discriminerende criteria oordelen of de gevraagde aanpassing kan gerealiseerd worden. Behoudens negatieve evaluatie, zal de distributienetbeheerder de aanpassing uitvoeren. De bijkomende kosten van deze versnelde aanpassing worden gedragen door de aanvrager.

TITEL VI. — *Samenwerkingscode*

Art. 232. De distributienetbeheerder en de netbeheerder aan wiens net hij gekoppeld is, bepalen in gezamenlijk overleg de fysische plaats van het koppelpunt of de koppelpunten.

Art. 233. De distributienetbeheerder en de netbeheerder aan wiens net hij gekoppeld is, verlenen elkaar wederzijds de noodzakelijke medewerking bij de uitvoering van de taken waartoe beide partijen wettelijk of contractueel verplicht zijn.

Art. 234. § 1. De distributienetbeheerder pleegt overleg met de netbeheerder aan wiens net hij gekoppeld is, met betrekking tot alle aspecten die direct of indirect gevolgen voor de betrokken netbeheerders kunnen hebben, en inzonderheid met betrekking tot :

- 1° de ontwikkeling, het onderhoud en de exploitatie van hun respectievelijke netten;
- 2° de ondersteunende diensten die zij respectievelijk ter beschikking stellen;
- 3° het evenwicht tussen de vraag naar en het aanbod van elektriciteit in de Belgische regelzone;
- 4° het technisch beheer van de elektriciteitsstromen op hun respectievelijke netten;
- 5° de coördinatie van de inschakeling van de productie-eenheden die op hun respectievelijke netten aangesloten zijn;
- 6° de toegang tot hun respectievelijke netten;
- 7° de toepassing van de reddings- en heropbouwcode.

§ 2. De distributienetbeheerder wisselt met de netbeheerder aan wiens net hij gekoppeld is, de nodige gegevens uit met betrekking tot de aspecten vermeld in § 1 volgens onderling overeengekomen procedures.

§ 3. De distributienetbeheerder bepaalt samen met de netbeheerder aan wiens net hij gekoppeld is, de respectievelijke verantwoordelijkheden inzake de kwaliteit, de periodiciteit van de terbeschikkingstelling en de betrouwbaarheid van de gegevens bedoeld in § 1 en inzake het naleven van de mededelingstermijnen.

Art. 235. De distributienetbeheerder sluit met de netbeheerder aan wiens net hij gekoppeld is, een confidentialiteitsovereenkomst die overeenkomstig de wettelijke bepalingen ter zake de vertrouwelijkheid bepaalt van de gegevens die onderling worden uitgewisseld of ter beschikking staan.

Art. 236. De distributienetbeheerder deelt de planningsgegevens mee aan de netbeheerder aan wiens net hij gekoppeld is met het oog op het opmaken van hun aanpassingsplan.

Art. 237. § 1. De distributienetbeheerder sluit met de netbeheerder aan wiens net hij gekoppeld is, een koppelingscontract dat onder meer het vermogen bepaalt dat deze laatste ter beschikking kan stellen aan de distributienetbeheerder op elk koppelpunt en in voorkomend geval de evolutie van dit vermogen.

§ 2. Elke versterking of uitbreiding van een bestaande koppeling wordt gezamenlijk door de distributienetbeheerder en de netbeheerder aan wiens net hij gekoppeld is, beoordeeld op basis van de zorg voor de optimale ontwikkeling van de betrokken netten, en rekening houdend met de voorrang die dient te worden gegeven aan kwalitatieve warmtekrachtkoppelinginstallaties en productie-installaties die hernieuwbare energiebronnen gebruiken, alsook aan degene die elektriciteit produceren vanaf afvalstoffen en terugwinningen op industriële processen.

§ 3. De kwaliteit van de geleverde spanning op elk koppelpunt wordt bepaald in het koppelingscontract bedoeld in § 1 en in tenminste conform met de voorschriften van de norm EN 50160 "Spanningskarakteristieken in openbare elektriciteitsnetten".

§ 4. Het toegelaten niveau van storingen op het koppelpunt wordt bepaald door de normen die algemeen worden toegepast op Europees niveau, en meer bepaald de technische rapporten IEC 61000-3-6 en 61000-3-7.

Art. 238. § 1. In de koppelpunten geniet de distributienetbeheerder per tijdsinterval een afnamerecht op een forfaitaire hoeveelheid reactieve energie, in inductief en capacitief regime.

§ 2. Onder voorbehoud van de bepalingen van § 3, is deze forfaitaire hoeveelheid reactieve energie per tijdsinterval gelijk aan 32,9 % van de hoeveelheid actieve energie afgenomen op het koppelpunt tijdens dit tijdsinterval.

§ 3. Deze forfaitaire hoeveelheid reactieve energie per tijdsinterval mag niet lager zijn dan 3,29 % van de hoeveelheid actieve energie die conform is met de duurtijd van het tijdsinterval vermenigvuldigd met het op het koppelpunt ter beschikking gesteld vermogen, zoals bepaald in artikel 237.

§ 4. Het positieve verschil tussen de hoeveelheid in inductief regime en de forfaitaire hoeveelheid, toegewezen overeenkomstig dit artikel, wordt ten laste gelegd aan de betrokken distributienetbeheerder volgens het overeenkomstig tarief.

§ 5. Het positieve verschil tussen de hoeveelheid in capacitef regime en de forfaitaire hoeveelheid, toegewezen overeenkomstig dit artikel, wordt ten laste gelegd aan de betrokken distributienetbeheerder volgens het overeenkomstig tarief.

Art. 239. § 1. In het kader van de bepalingen van artikel 234 licht de distributienetbeheerder de netbeheerder aan wiens net hij gekoppeld is, tijdig in over de tijdelijke en permanente overschakelingen van belasting tussen de betrokken koppelpunten.

§ 2. Op diens gemotiveerd verzoek stelt de distributienetbeheerder verdere informatie ter beschikking aan de netbeheerder aan wiens net hij gekoppeld is aangaande het verwachte belastingsdiagram per koppelpunt.

Art. 240. § 1. De distributienetbeheerder sluit met de netbeheerder aan wiens net hij gekoppeld is, een samenwerkingscontract dat onder meer de respectievelijke rechten, verplichtingen en verantwoordelijkheden en de procedures bepaalt met betrekking tot alle aspecten van de exploitatie die een indirecte of directe invloed kunnen hebben op de veiligheid, de betrouwbaarheid en de efficiëntie van de betrokken netten, aansluitingen, of installaties van netgebruikers.

§ 2. De reddingscode opgesteld door de transmissienetbeheerder of de beheerder van het lokaal transmissienet wordt opgenomen in het samenwerkingscontract bedoeld in § 1.

§ 3. De heropbouwcode opgesteld door de transmissienetbeheerder of de beheerder van het lokaal transmissienet wordt opgenomen in het samenwerkingscontract bedoeld in § 1.

Art. 241. § 1. De distributienetbeheerder stelt de meetgegevens van elke evenwichtsverantwoordelijke ter beschikking van de netbeheerder aan wiens net hij gekoppeld is, volgens de bepalingen van de artikelen 222 en 225.

§ 2. De meetgegevens vermeld in § 1 bepalen per evenwichtsverantwoordelijke en per kwartier het vermogen uitgewisseld tussen de betrokken netten.

§ 3. De distributienetbeheerder draagt de verantwoordelijkheid dat het totale uitgewisselde vermogen tussen de betrokken netten per kwartier wordt toegewezen aan de verschillende evenwichtsverantwoordelijken.

TITEL VIII. — Slotbepalingen

Art. 242. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 243. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van artikel 69, tweede lid.

De Minister van Energie bepaalt de inwerkingtredingsdatum van artikel 69, tweede lid.

Namen, 16 oktober 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

Bijlage I

Gegevenslijst

De eerste kolom van Tabel 1 is getiteld « Aansluitingstype » en onderscheidt twee types aansluitingen : de aansluitingen van productie-eenheden (« Pr ») en de aansluitingen van belastingen (« B »). Bij een gemengde aansluiting (productie-eenheid en belasting, « Pr + B ») kan de distributienetbeheerder alle of een gedeelte van de gegevens van beide aansluitingstypes opvragen.

De tweede kolom van Tabel 1 is getiteld « Doel » en verwijst naar het hoofdstuk of de paragrafen van dit reglement waarop de gegevens betrekking hebben.

De afkorting « P » betreft Titel II van de Planningscode. De afkortingen « S » en « A » komen respectievelijk overeen met de afdeling « Aanvraag voor Oriënterende studie » en « Aanvraag tot Aansluiting » van Titel III van de Aansluitingscode. Andere gegevens betreffende bestaande installaties worden gecatalogeerd onder de hoofding « Andere » (ze moeten worden bezorgd op hieronder niet vermelde specifieke aanvraag) en « Alle » (ze moeten worden bezorgd in de hieronder vermelde drie gevallen).

De planningsgegevens waarvan sprake in Art. 34 van het Planningscode zijn deze die in Tabel 1 door het teken « P » of « Alle » in de kolom « Doel » zijn aangegeven.

De algemene technische gegevens of informatie waarvan sprake in Art. 73 van het Aansluitingscode zijn deze die in Tabel 1 door het teken « S » of « Alle » in de kolom « Doel » zijn aangegeven.

De gedetailleerde technische gegevens of informatie waarvan sprake in Art. 83 zijn deze die in Tabel 1 door het teken « A » of « Alle » in de kolom « Doel » zijn aangegeven.

De derde kolom van Tabel 1 is getiteld « Omschrijving » en beschrijft de gevraagde technische gegevens en informatie.

De vierde kolom van Tabel 1 is getiteld « Eenheid » en duidt voor de meetbare grootheden de meeteenheid aan.

De vijfde kolom van Tabel 1 is getiteld « Periode ». De letter T geeft het aantal jaren weer waarvoor het gegeven of de informatie wordt doorgegeven aan de distributienetbeheerder, in overeenstemming met de planningsperiode beschouwd in de Planningscode.

Aansluitingstype	Doel	Omschrijving	Eenheid	Periode
Pr + B	Alle	Identificatie van de aansluiting		
Pr + B	Alle	Naam en adres van de netgebruiker		
Pr + B	A	Koppeling met het net : beschrijving van de aansluiting met inbegrip van de hulpvoeding		
Pr + B	S, A	Datum indienstname	mm/ijij	
Pr + B	Andere	Laatste datum conformiteitskeuring	dd/mm/ijij	
Pr + B	A	Lokalisatie en toegang tot schakelapparatuur en meetapparatuur		
Pr + B	Andere	Algemene overstrombeveiliging : merk, type, instelwaarden, kabel-ringsschema		
Pr + B	Andere	Elektrisch schema		
B	Alle	Actief vermogenpiek en maand van optreden	kW,mm	T
B	Alle	Alle Reactief vermogen (of cos phi) bij actief vermogenpiek	kVAr	T
B	P	Eventuele trendbreuken in afnamepatroon	kW, mm/ijij	T
B	P	Wekelijks afnamepatroon	kW	
B	S, A	Type en vermogen storende belasting	kW	
B	S, A	Opgesteld motorvermogen	kVA	
B	Alle	Datum indienstname Condensatorbatterij	dd/mm/ijij	
B	Alle	Geïnstalleerd vermogen Condensatorbatterij	kVAr	
Pr	Alle	Identificatie Productie-eenheid		
Pr	Alle	Maximaal netto-ontwikkelbaar vermogen	kW	T
Pr	P	Geschatte jaarproductie of gebruiksduur	kWh of h	T
Pr	Alle	Cos phi bij maximaal vermogen		T
Pr	S, A	Type generator (Asynchroon/synchroon/ inverter)		
Pr	A	Elektrische kenplaatgegevens generator		
Pr	Alle	Energiebron (Hernieuwbare energie / WKK / Andere)		
Pr	Alle	Driefasig kortsluitvermogen (subtransiënt) op het toegangspunt	MVA	
Pr	Alle	Werking in eilandbedrijf mogelijk?	J/N	
Pr	Alle	Parallelbedrijf mogelijk?	J/N	
Pr	P	Beschikbaarheidsgraad	%	
Pr	S, A	Type en vermogen storende productie-eenheid	kW	
Pr	A	Kortsluitspanning transformator	%	
Pr	A	Elektrische kenplaatgegevens		
Pr	Andere	Andere ontkoppelingsbeveiliging : merk, type, instelwaarden, kabel-ringsschema, afstandsbediening (J/N)		

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 oktober 2003 betreffende het technisch reglement voor het beheer van de elektriciteitsdistributienetten in het Waalse Gewest alsook de toegang daartoe.
Namen, 16 oktober 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

Bijlage II

Nauwkeurigheidsvereisten voor de meetinrichting

Tabel 2 vermeldt de minimaal vereiste nauwkeurigheidsklasse van de gebruikte onderdelen in de meetinrichting in functie van het aansluitingsvermogen en het spanningsniveau.

Aansluitingsvermogen	Spanningsniveau waarop de meetinrichting aangesloten is	Maximaal toegestane totaal fout (\pm %) bij vol-last ³		Minimaal vereiste nauwkeurigheidsklasse van de onderdelen in de meetinrichting			
		Actief PF=1	Réactief PF=0	TP	TI	Wh-meter	VArh-meter
≥ 5 MVA	HT	0.5	2.25	0.2	0.2	0.2	2 meter-meter-meter-meter

Aansluitingsvermogen	Spanningsniveau waarop de meetinrichting aangesloten is	Maximaal toegestane totaal fout (\pm %) bij vol-last ³		Minimaal vereiste nauwkeurigheidsklasse van de onderdelen in de meetinrichting			
		Actief PF=1	Réactief PF=0	TP	TI	Wh-meter	VARh-meter
≥ 1 MVA à 5 MVA	HT	0.75	2.25	0.2	0.2	0.5	2
≥ 250 kVA tot 1 MVA	HT	1.5	2.5	0.5	0.5	1	2
	LS (uitzonderlijk)	1.25	2.25	nvt	0.5	1	2
≥ 100 kVA tot 250 kVA	HT	1.5	2.5	0.5	0.5	1	2
	LS	1.25	2.25	nvt	0.5	1	2
< 100 kVA	LS	2.5	3.25	0.5	0.5	2	3
	LS met TI	2.25	3.25	nvt	0.5	2	3
	LS zonder TI	2	nvt	nvt	nvt	2	nvt

Tabel 2 : Nauwkeurigheidsklasse van de onderdelen van een meetinrichting

Met :

TP : spanningstransformator

TI : stroomtransformator

Wh-meter : meter voor actieve energie

VARh-meter : meter voor reactieve energie

PF : arbeidsfactor

nvt : niet van toepassing

3 De maximaal toegestane totaal fout (\pm %) voor de gehele meetinrichting bij vol-last wordt gegeven als indicatieve waarde. Zij is berekend op basis van de vectoriële som van de fouten van elk onderdeel in de meetinrichting zijnde A + B + C waarin :

- A : de fout van de spanningstransformator met bedrading
- B : de fout van de stroomtransformator met bedrading
- C : de fout van de meter

De distributienetbeheerder zal de nodige maatregelen treffen opdat de onderdelen van de meetinrichting bij het aansluitingsvermogen in hun nominaal werkdomein worden gebruikt om de beste garantie te geven dat aan de vereisten van de maximaal toegestane totaal fout wordt voldaan.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 oktober 2003 betreffende het technisch reglement voor het beheer van de elektriciteitsdistributienetten in het Waalse Gewest alsook de toegang daartoe.

Namen, 16 oktober 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

Bijlage III

Nauwkeurigheidsvereisten voor de ijking van meetinrichtingen

De maximaal toegelaten onzekerheid (in %) bij het ijken van onderdelen van meetinrichtingen bedraagt :

- Klasse 0.2 TI en TP : ± 0.05
- Klasse 0.2 Wh - meter $\pm 0.05/\cos\varphi$
- Klasse 0.5 TI en TP : ± 0.1
- Klasse 0.5 Wh - meter $\pm 0.1/\cos\varphi$
- Klasse 1 Wh - meter $\pm 0.2/\cos\varphi$
- Klasse 2 Wh - meter $\pm 0.5/\cos\varphi$
- Klasse 2 varh - meter $\pm 0.5/\sin\varphi$
- Klasse 3 varh - meter $\pm 0.5/\sin\varphi$

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 oktober 2003 betreffende het technisch reglement voor het beheer van de elektriciteitsdistributienetten in het Waalse Gewest alsook de toegang daartoe.

Namen, 16 oktober 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS